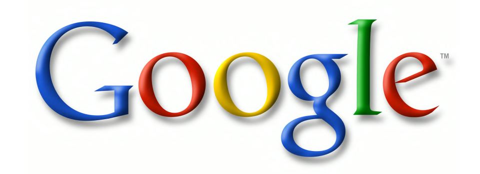
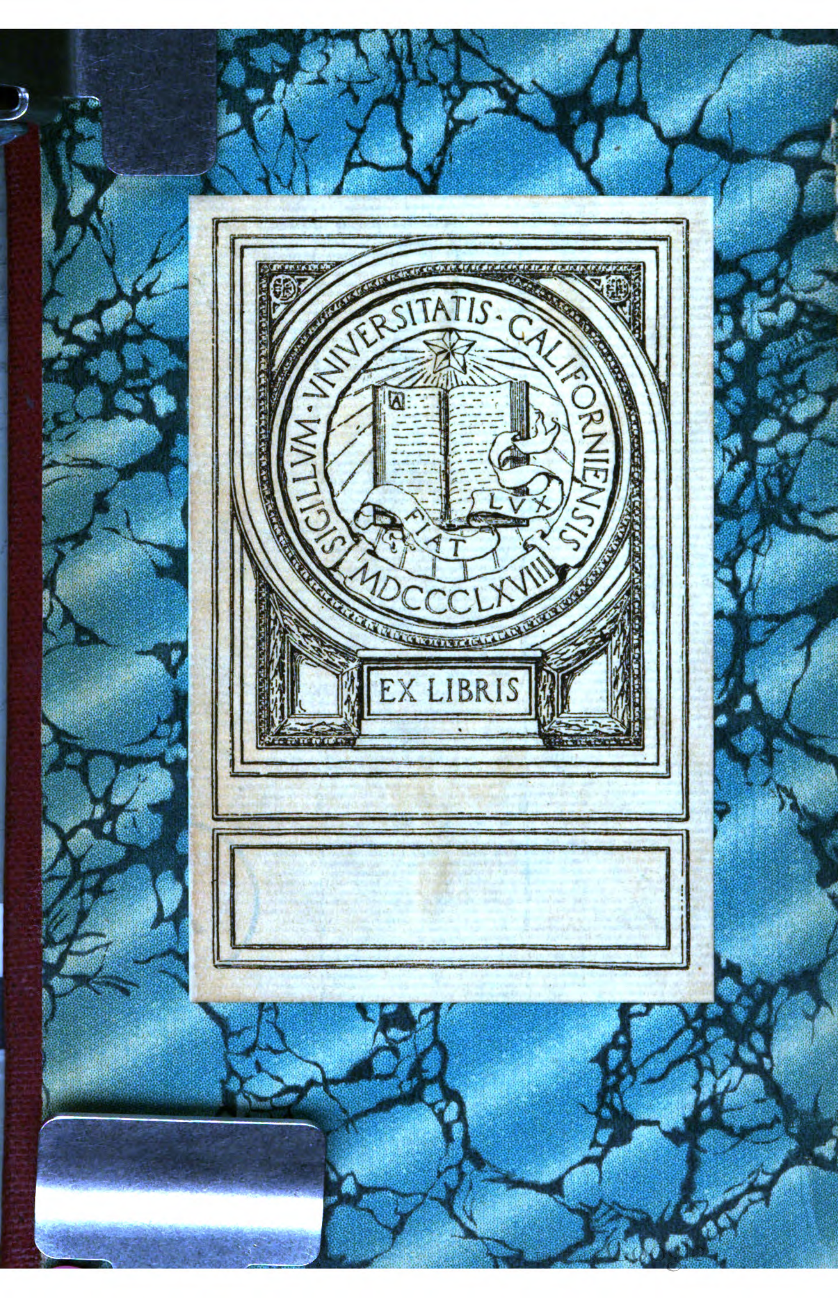
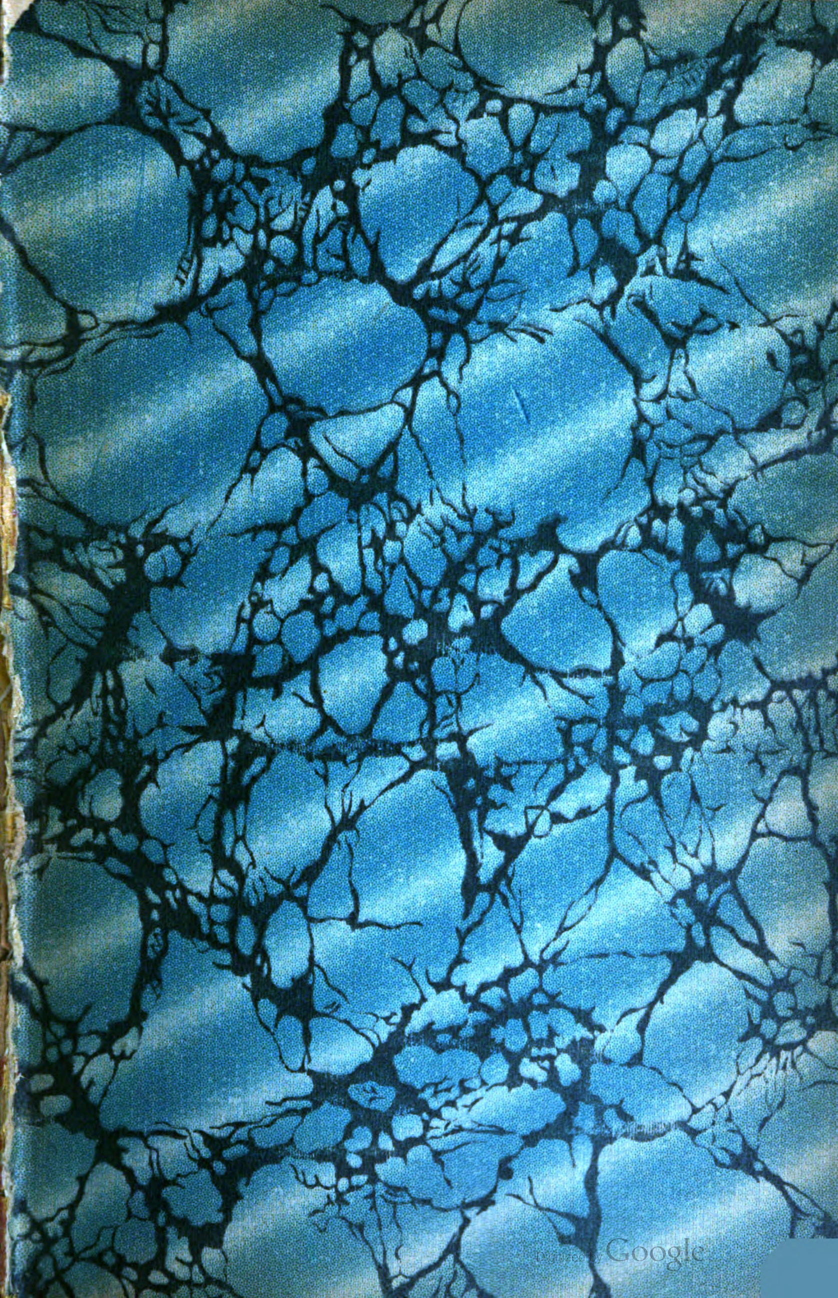





SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



LES
ÉTAPES DU SOCIALISME

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 le volume.

La Guerre Économique . . . . 1 vol.
Histoire du Socialisme français . . . . 1 vol.

En préparation :

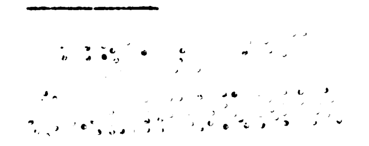
La Législation Ouvrière (Alcan).

Il a été tiré de cet ouvrage 5 exemplaires numérotés sur papier de hollande.

IMPRIMERIE DE CHOISY-LE-ROI

PAUL LOUIS

LES ÉTAPES DU SOCIALISME



PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1903

INTRODUCTION

Je me propose d'étudier ici l'évolution des doctrines socialistes en France, depuis la chute de l'ancien régime, plus exactement depuis la conspiration des Egaux.

Dans un précédent volume (1), j'ai essayé de retracer la formation et la naissance du socialisme à travers les cent cinquante dernières années. Je me suis attaché surtout aux événements saillants, à ceux qui jalonnent l'histoire de cette classe nouvelle que d'aucuns ont appelée le quatrième Etat. La tentative de Babeuf, l'insurrection Lyonnaise de 1831, les Journées de Juin 1848, la Commune de 1871, remplissaient un grand nombre de pages. Et si l'exposé des théories n'était pas omis, si Fourier, Saint-Simon, Louis Blanc, Proudhon n'étaient pas oubliés, les

(1) Histoire du Socialisme Français. — Bibliothèque-Charpentier, 1901.

thèses qu'ils avaient édifiées et défendues n'intervenaient que pour préparer le lecteur aux grandes collisions des groupements sociaux. Comment expliquer Juin, si l'on ignore le mouvement intellectuel et la propagande imprimée des années postérieures à 1840 ? Comment comprendre la Commune si l'on exclut l'action morale de Marx, de Proudhon, de Blanqui — et les discussions des congrès de l'Internationale ?

Aujourd'hui, c'est aux idées que je consacre ce livre. J'entends montrer la formation en France de la plupart des concepts qui dominent toute la poussée prolétarienne, en Europe et ailleurs. Il est intéressant de rechercher, avant Marx et Lassalle, les premières critiques du capitalisme, les premières conclusions sur le mouvement industriel, les premières déductions d'avenir offertes à la classe ouvrière par des écrivains le plus souvent bourgeois.

Nul n'a pu lire ; en effet, Fourier ou Pierre Leroux, Considérant ou Pecqueur, sans être très frappé de la parfaite analogie de certaines de leurs observations avec les développements plus complets du marxisme. Ce n'est point l'auteur du *Capital* qui a découvert la lutte des classes, ou la concentration progressive des industries, ou la plus-value du capitaliste ; ce n'est point Lassalle qui a trouvé la loi d'airain des salaires. Ils avaient

des précurseurs, et ces devanciers sont pour la plupart des Français, et de la première moitié du XIX[e] siècle.

Ce qui distingue le socialisme allemand du socialisme français, c'est tout d'abord sa coordination logique, c'est l'allure scientifique qu'il prend naturellement, c'est son horreur de toute phraséologie. Il est exempt aussi du déisme qui a prévalu chez nous jusqu'à la veille de 1848. Il ne s'étaie pas sur des notions idéalistes de droit ou de justice, pures données de la conscience — mais sur des faits précis et des enquêtes économiques. Le contraste entre les deux corps de doctrine est si net, si frappant, qu'il apparaît aux moins exercés dans certains documents, tels que le *Manifeste de l'Internationale*, où ils essayèrent de se souder, mais aboutirent tout simplement à se juxtaposer.

Le socialisme allemand peut encore se résumer tout entier dans un livre, et ce livre est le *Capital*. Le *Manifeste des Communistes de 1848*, quelque insuffisant qu'il soit par certains côtés, représente aussi très exactement l'ensemble des idées qui ont prévalu, pendant plus de cinquante ans, dans le prolétariat révolutionnaire d'outre-Rhin. Et l'auteur de ce document fondamental et unique est le penseur même qui, un peu plus tard, publia le *Capital*. Le socialisme français, à l'in-

verse, est épars dans un grand nombre de volumes et de brochures. Louis Blanc et Proudhon, dont les tendances étaient antagonistes, se sont à maintes reprises injuriés. Entre Fourier et Saint-Simon la différence est celle de la liberté absolue à la dictature théocratique, et les exemples se pourraient multiplier. Nul ne saurait se piquer chez nous, comme Marx en eût eu le droit en Allemagne, de personnifier et de synthétiser toute la littérature socialiste d'une vaste époque.

Cette littérature a été extrêmement abondante, dans notre pays, pendant les cinquante premières années du siècle ; les cinquante autres n'ont presque rien ajouté à l'apport des précédentes. Juin est une véritable date de démarcation. Depuis 1848, nous avons vécu surtout de la conception germanique, en superposant pourtant très souvent au matérialisme de Marx et d'Engels l'idéalisme, qui est le signe distinctif du génie français ou mieux du génie latin. Il est certain du reste que cet idéalisme, enveloppé de grandiloquence, a affaibli le caractère scientifique du socialisme. Mais il ne s'agit pas ici de discuter.

Tandis qu'en France la doctrine demeurait figée, et qu'elle trouvait tout au plus des commentateurs, en Allemagne elle ne cessait de se compléter, de se préciser, de se renouveler au contact des réalités économiques. Quel penseur ou quel

écrivain pourrions-nous opposer à l'heure présente à un Kautsky, qui reprenant patiemment, minutieusement, point par point, les thèses de Marx, les applique tour à tour à tous les domaines de la vie publique?

A peine noterait-on en France une tendance à élucider les problèmes si graves que susciteront l'établissement, pacifique ou violent, d'une société collectiviste ou communiste, et l'organisation d'un régime nouveau de la propriété, de la production, et de la répartition!

Mais si aujourd'hui la pensée socialiste, chez nous, est moins vigoureuse, moins féconde que jadis, si comme tous les prolétariats nationaux, du Japon à la République Argentine, et du Danemark à la Serbie, nous avons accepté les théories issues du *Manifeste des Communistes* ou du *Capital*, ce n'est point une raison pour oublier notre passé. Dans le domaine intellectuel, comme dans le domaine matériel, la France a accompli une œuvre décisive. C'est le labeur de ses publicistes, depuis Babeuf jusqu'aux plus récents, jusqu'à ceux qui se sont contentés de vulgariser les principes universellement admis — que l'on tâchera de retracer. Et le lecteur verra ainsi à quel point notre part d'apport dans le contingent commun fut considérable et digne d'estime. Il est juste de rendre à chacun son dû, et le simple

souci de la vérité historique commande de marquer le rôle de chaque nation dans la formation du socialisme international.

A regarder d'un peu près les idées comme les faits, on s'aperçoit combien sont erronées les accusations portées contre les théoriciens socialistes par les publicistes conservateurs. Dans un ouvrage récent, *Psychologie du Socialisme* (1), M. Le Bon reprochait aux communistes la mobilité extrême de leurs affirmations et le caractère dogmatique, religieux même, de leurs enseignements. Il développait longuement ces deux griefs, ne s'avisant pas une seule fois de la parfaite contradiction qu'ils offraient.

La mobilité, on la rencontrerait, à coup sûr, dans le classement même des données invoquées. Mais elle n'affecte pas les bases du système. Lorsque M. Le Bon, et tant d'autres qui crient à la banqueroute du socialisme — il est si agréable de proclamer la faillite d'autrui ! — annoncent la désertion intégrale du marxisme, ils se trompent étrangement. Peu importe d'ailleurs que leur erreur soit volontaire ou non. On peut soumettre à la critique la formule des lois que Marx a signalées, et tel est le devoir de tous ; on peut les discuter sans pourtant les abandonner, ni les

(1) Alcan, in-8°, 1902.

ridiculiser. Certaines prophéties de l'auteur du *Capital* ont été démenties par les événements; la concentration industrielle ou agricole s'effectue plus lentement qu'il ne le croyait : les crises économiques n'ont pas encore pris l'ampleur extrême qu'il prévoyait, mais rien ne prouve qu'un beau jour, à la lueur d'un éclair, la concentration industrielle ne s'affirmera pas presque intégrale ou qu'une crise d'une intensité inouïe ne viendra pas bouleverser le monde. Quoi qu'il en soit, personne n'a démontré jusqu'ici l'inexactitude de la loi de la concentration ; personne non plus n'a osé dire que les crises de surproduction fussent à jamais rayées de l'histoire.

Bien d'autres assertions singulières pourraient être relevées, au surplus, chez les adversaires du socialisme. Il en est parmi eux, qui opposent la démocratie aux revendications prolétariennes, comme si celles-ci n'étaient pas l'aboutissement logique de celle-là ; il en est aussi qui rebattent les vieilles accusations de tyrannie, comme si la liberté existait dans une société où nul ne peut choisir son métier, où nul, si riche soit-il, n'est assuré de manger le lendemain ; il en est encore qui reprochent à la bourgeoisie de verser dans l'humanitarisme, de favoriser l'éclosion des utopies communistes, oubliant seulement que cette évolution timide, mais indéniable, d'une fraction des

dirigeants, est dictée par une vision plus claire de l'avenir ; il en est enfin qui contestent l'antagonisme des classes, alors que tout dans leur langage, dans leur mode de vie, dans leurs sentiments intimes, atteste la division profonde de la société en deux groupements numériquement inégaux.

Mieux vaut encore la brutale sincérité de M. Le Bon. Lui, du moins, reconnaît que la lutte des classes n'est pas une pure abstraction : « Elle est visiblement plus âpre, dit-il, que celle qui sépara jadis les castes ». Cet écrivain a aussi le mérite d'exprimer franchement ses préférences, lorsqu'évoquant la fameuse lettre de Macaulay à un Américain, il prévoit une extermination sans merci de l'armée socialiste : « Cette guerre rappellera, mais sur une bien plus grande échelle, la destruction des hordes barbares à laquelle dut se livrer Marius... Ce ne sera qu'au prix de semblables hécatombes que pourra être sauvée cette cause sacrée de l'indépendance de l'homme et du progrès de la civilisation, que plusieurs peuples semblent prêts à abandonner aujourd'hui ».

Lorsqu'on a lu ces phrases sauvages, où fermente toute la passion des croisades, on a plaisir à se retremper dans la dialectique sereine des penseurs du socialisme. Qu'on en poursuive toute la série, de Fourier à Malon, de Pecqueur à Marx,

de Cabet à Kautsky ou à Henry George, on ne trouvera pas une seule fois la prédication du massacre. Et si l'on peut reprocher à nos écrivains de 1840 l'excès de leur idéalisme, on cherchera vainement dans leurs œuvres l'appel aux fureurs de l'humanité primitive. Et même ceux qui chez nous ou ailleurs ont proclamé la révolution inévitable, ceux qui ont prévu que le prolétariat, au seuil de la victoire, devrait riposter au coup d'Etat par la violence, ont toujours limité à la légitime défense l'usage de la force.

Ce livre comprendra deux parties d'inégale étendue. Dans la première, l'auteur étudiera le développement historique des doctrines à travers le xix[e] siècle ; dans la seconde, il essaiera de préciser les conclusions auxquelles le socialisme est arrivé, à l'heure où il écrit ces lignes. Il sera donc obligé de recueillir, sur la plupart des points, l'avis des écrivains étrangers, mais le caractère international des idées socialistes est tellement net aujourd'hui, elles se sont si largement et si uniformément épandues sur les deux hémisphères, qu'il serait puéril et impossible de procéder autrement. Il est juste, après avoir exposé l'œuvre intellectuelle de la France, de montrer comment elle se fond dans l'œuvre intellectuelle commune de tous les peuples. Toute méthode différente serait contraire à la vérité et au bon sens.

Puisse ce livre attester aux prolétaires que les thèses auxquelles ils adhèrent de toutes les forces de leur conscience ne datent pas d'hier, qu'elles ont été au contraire forgées au feu des événements, et adaptées sans cesse à l'évolution économique du monde capitaliste ! Puisse-t-il aussi apprendre aux conservateurs que les socialistes ne sont ni des barbares assoiffés de sang, ni des forcenés de destruction systématique, — mais, tout à l'inverse, des hommes soucieux de façonner une société plus habitable pour tous, une humanité plus libre, moins asservie à la nature, et plus scientifiquement organisée ! Le socialisme doit haïr et combattre les institutions : il ignore les individus.

BABEUF ET LE BABOUVISME

I

Il est difficile de séparer Babeuf de ses compagnons de lutte. Les documents essentiels de la Conspiration de 1796 ne sont pas tous de lui. Il en est un, le *Manifeste des Egaux*, dont il a répudié en partie les affirmations, et qui appartient à Sylvain Maréchal. L'Analyse de la Doctrine n'a été qu'inspirée et approuvée par lui. Peu importe, au reste, que Gracchus ait ou non participé à la tâche matérielle de la rédaction : l'Acte d'insurrection et l'Analyse, comme les Décrets organiques, reproduisent fidèlement ses propres idées. Mais il serait inexact de lui attribuer à titre exclusif un corps de thèses qui fut élaboré par tout un groupement. Il demeure seulement le principal artisan du complot de 1796 et le chef du communisme d'alors, et c'est à ce double titre qu'il fut condamné à mort par une Haute Cour.

Nous n'entendons raconter ni la vie de l'homme ni l'histoire de la conspiration. Ce qu'il faut noter, c'est que Gracchus, à la différence des socialistes de la Restauration, se préoccupera plus de l'action immédiate que de la coordination des concepts

économiques ou moraux. A cet égard, comme à beaucoup d'autres, il offre une ressemblance évidente avec Blanqui, qui héritera de sa méthode et aussi de sa pensée.

La vie de Babeuf est une des plus complexes et des plus agitées qui soient. On a cru longtemps qu'il s'était converti sur le tard au communisme, après avoir, pendant les premières années de la Révolution, combattu les fractions les plus avancées. Il a pu être en lutte avec certains conventionnels et critiquer même fortement certains actes, mais il n'a guère changé d'avis sur la meilleure organisation sociale. Dès 1787, il proposait cette question à Dubois de Fosseux, secrétaire de l'Académie d'Arras : « Avec la somme générale des connaissances maintenant acquises, quel serait l'état d'un peuple dont les institutions sociales seraient telles qu'il régnerait indistinctement entre chacun de ses membres la plus parfaite égalité, que le sol qu'il habiterait ne fût à personne, mais appartînt à tous, qu'enfin tout fût en commun, jusqu'aux productions de tout genre d'industrie ? »

L'histoire de la conspiration est encore à écrire. Le récit le plus détaillé qui en ait été laissé, celui d'Advielle, manque d'ordre et de clarté. Les tendances générales ne sont pas bien déduites. Et l'auteur, s'il a rendu au public l'énorme service de réunir tous les documents importants, a trop visiblement subordonné son exposition à un dessein étrange : il veut enlever à Babeuf toute allure trop révolutionnaire !

II

Il faut replacer dans leur milieu la conjuration et les proclamations diverses qui la signalèrent. Le mouvement communiste éclate à l'heure où, selon l'expression de Gracchus, la république des riches resplendit de tout son éclat. 1796 est l'année même où le Directoire, issu de la réaction thermidorienne, entreprend de faire reculer l'œuvre de la Convention. La constitution nouvelle a presque submergé la démocratie ; les chefs du gouvernement, les coteries qui les soutiennent, les créatures dont ils s'entourent, sont plus portés à refouler les républicains qu'à sévir contre le royalisme. D'ailleurs, l'ère des grandes affaires vient de s'ouvrir; la spéculation, l'agiotage, comprimés par le terrorisme, reprennent toute leur audace. Les trafics sur les biens nationaux et sur toutes choses, secrètement ou ostensiblement encouragés et pratiqués jusque dans le conseil suprême, ramènent la France à la fièvre d'or de la Régence.

Le babouvisme aura donc beau jeu pour se présenter, à beaucoup d'égards, comme l'héritier direct de 1789 et de 1793, pour opposer à la corruption du jour la pureté des mœurs et la frugalité des débuts de la révolution jacobine. Dans l'ordre politique, il lui sera aisé de se rattacher au statut si populaire de l'an I ; dans l'ordre social, par contre, il ira beaucoup plus loin que les niveleurs de l'époque de Robespierre ; il ne se contentera pas, comme Saint-Just et Collot d'Herbois, de prêcher le rapprochement des conditions ; il ne se bornera pas,

comme Maximilien, à soutenir que la propriété est une convention sociale, susceptible, comme toute loi et toute institution, d'évoluer ; il jettera bravement, résolument, un défi à l'édit voté le 25 février 1793 sur la motion de Levasseur et de Barère et qui portait peine de mort contre ceux qui proposeraient la loi agraire, ou tout autre subversive des fortunes. Dès la première minute, la doctrine des Egaux surgit en rupture formelle avec l'affirmation économique fondamentale de la Révolution, qui est celle de la propriété parcellaire consolidée et inviolable.

III

Les thèses de Babeuf et de ses compagnons de lutte sont éparses en quatre documents décisifs : le Manifeste, l'Acte d'insurrection, l'Analyse et la série des Décrets. Au lieu de les résumer, en risquant de dénaturer la pensée des auteurs, nous les reproduirons en grande partie. Nous éliminerons seulement les passages qui seraient inutiles pour l'intelligence du système.

« *Manifeste des Egaux*.

« Peuple de France !

« Pendant quinze siècles, tu as vécu esclave, et, par conséquent, malheureux. Depuis six années, tu respires à peine dans l'attente de l'indépendance, du bonheur et de l'égalité.

« L'égalité ! Premier vœu de la nature ! Premier besoin de l'homme et principal nœud de toute association légitime ! Peuple de France ! tu n'as pas

été plus favorisé que les autres nations qui végètent sur ce globe infortuné. Toujours et partout la pauvre espèce humaine, livrée à des anthropophages plus ou moins adroits, servit de jouet à toutes les ambitions, de pâture à toutes les tyrannies. Toujours et partout, on berça les hommes de belles paroles : jamais et nulle part, ils n'ont obtenu la chose avec le mot. De temps immémorial, on nous répète avec hypocrisie : les hommes sont égaux, et de temps immémorial, la plus avilissante inégalité pèse insolemment sur le genre humain. Depuis qu'il y a des sociétés civiles, le plus bel apanage de l'homme est sans contradiction reconnu, mais il n'a pu encore se réaliser une seule fois. L'égalité ne fut autre chose qu'une belle et stérile fiction de la loi. Aujourd'hui qu'elle est réclamée d'une voix plus forte, on nous répond : Taisez-vous, misérables ! L'égalité de fait n'est qu'une chimère ; contentez-vous de l'égalité conditionnelle : vous êtes tous égaux devant la loi. Canaille, que te faut-il de plus ! Ce qu'il nous faut de plus ? Législateurs, gouvernants, riches propriétaires, écoutez à votre tour :

« Nous sommes tous égaux, n'est-ce pas ? Le principe demeure incontesté, parce qu'à moins d'être atteint de folie, on ne saurait dire sérieusement qu'il fait nuit quand il fait jour.

« Eh bien ! nous prétendons désormais vivre et mourir égaux comme nous sommes nés, et nous voulons l'égalité réelle ou la mort. Voilà ce qu'il nous faut !

. . . .

« La Révolution française n'est que l'avant-cour-

rière d'une autre révolution, bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière.

« Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui. Il en fera de même aux nouveaux tyrans, aux nouveaux Tartufes politiques, assis à la droite des anciens.

« Ce qu'il nous faut de plus que l'égalité des droits ?

« Il nous faut non pas seulement cette égalité transcrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : nous la voulons au milieu de nous, sous le toit de nos maisons...

« Législateurs et gouvernants qui n'avez pas plus de génie que de bonne foi, propriétaires riches et sans entrailles, en vain essayez-vous de neutraliser notre sainte entreprise en disant : ils ne font que reproduire cette loi agraire demandée plus d'une fois avant eux.

« Calomniateurs, taisez-vous à votre tour, et dans le silence de la confusion, écoutez nos prétentions dictées par la nature et basées sur la justice.

« La loi agraire, ou le partage des campagnes, fut le vœu instantané de quelques soldats sans principes, de quelques peuplades mues par leur instinct plutôt que par leur raison. Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens.

« Plus de propriété individuelle des terres ! La terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde.

« Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage

que la très grande majorité des hommes travaille et sue au service et pour le bon plaisir de l'extrême minorité.

« Assez et trop longtemps, moins d'un million d'individus disposèrent de ce qui appartient à plus de vingt millions de leurs semblables, de leurs égaux.

« Qu'il cesse enfin ce grand scandale que nos neveux ne voudront pas croire !

« Disparaissez enfin, révoltantes distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et de valets, de gouvernants et de gouvernés.

. . . .

« Peuple de France !

« Nous te disons : la sainte entreprise que nous organisons n'a d'autre but que de mettre un terme aux dissensions civiles et à la misère publique.

« Jamais plus vaste dessein n'a été conçu et mis à exécution. De loin en loin, quelques hommes de génie, quelques sages, en ont parlé d'une voix basse et tremblante : aucun d'eux n'a eu le courage de dire la vérité tout entière.

« Le moment des grandes mesures est arrivé. Le mal est à son comble. Il couvre la face de la terre. Le chaos, sous le nom de politique, y règne depuis trop de siècles. Que tout rentre dans l'ordre et reprenne sa place. A la voix de l'égalité, que les éléments de la justice et du bonheur s'organisent. L'instant est venu de fonder la République des Egaux — ce grand hospice ouvert à tous les hommes. Les jours de la restitution générale sont arrivés. Familles gémissantes, venez vous asseoir

à la table commune dressée par la nature pour tous ses enfants.

. . . .

« Peuple de France !

« A quel signe dois-tu donc reconnaître désormais l'excellence d'une constitution ? Celle qui tout entière repose sur l'égalité de fait est la seule qui puisse te convenir et satisfaire à tous tes vœux.

« Les chartes aristocratiqnes de 1791 et de 1795 rivaient tes fers au lieu de les briser. Celle de 1793 était un grand pas de fait vers l'égalité réelle. On n'en avait pas encore approché de si près, mais elle ne touchait pas encore le but et n'abordait pas le bonheur commun, dont pourtant elle consacrait solennellement le grand principe.

« Peuple de France ! Ouvre tes yeux et ton cœur à la plénitude de ta félicité. Reconnais et proclame avec nous la République des Egaux. »

L'acte d'insurrection est plus bref. En voici les principaux articles :

1. — Le peuple est en insurrection contre la tyrannie.

2. — Le but de l'insurrection est le rétablissement de la Constitution de 1793, de la liberté, de l'égalité et du bonheur commun.

(Les articles 3 à 9 sont relatifs à l'organisation matérielle du soulèvement; les articles 10 à 11 à la dissolution et à la destitution des pouvoirs).

12. — Toute opposition sera vaincue sur le champ par la force. Les opposants seront exterminés.

13. — Seront également mis à mort : ceux qui

battront ou feront battre la générale et les étrangers qui seront trouvés dans les rues.

14. — Des vivres de toute espèce seront portés au peuple sur les places publiques.

15. — Tous les boulangers seront mis en réquisition pour faire constamment du pain qui sera distribué gratis au peuple.

16. — Le peuple ne prendra de repos qu'après la destruction du gouvernement tyrannique.

17. — Les biens des émigrés, des conspirateurs et de tous les ennemis du peuple seront distribués sans délai aux défenseurs de la patrie.

Les malheureux de toute la République seront immédiatement logés dans les maisons des conspirateurs.

18. — Les propriétés publiques et particulières sont mises sous la sauvegarde du peuple.

19. — Le soin de terminer la révolution sera confié à une Assemblée nationale composée d'un démocrate par département.

L'analyse de la doctrine a reçu l'approbation de Gracchus lui-même. Elle comprend un certain nombre d'affirmations ou d'articles :

1. La nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens. — 2. Le but de la société est de défendre cette égalité et d'augmenter, par le concours de tous, les jouissances communes. — 3. La nature a imposé à chacun l'obligation de travailler : nul n'a pu se soustraire au travail sans crime. — 4. Les travaux et les jouissances doivent être communs. — 5. Il y a oppression, quand l'un s'épuise par le travail et manque de

tout, tandis que l'autre nage dans l'abondance sans rien faire. — 6. Nul n'a pu sans crime s'approprier exclusivement les biens de la terre ou de l'industrie. — 7. Dans une véritable société, il ne doit y avoir ni riches ni pauvres. — 8. Les riches qui ne veulent pas renoncer au superflu en faveur des indigents sont les ennemis du peuple. — 9. Nul ne peut, par l'accumulation de tous les moyens, priver l'autre de l'instruction nécessaire pour son bonheur : l'instruction doit être commune. — 10. Le but de la révolution est de détruire l'inégalité et de rétablir le bonheur commun. — 11. La révolution n'est pas finie, parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves, languissent dans la misère et ne sont rien dans l'Etat. — 12. La Constitution de 1793 est la véritable loi des Français, parce que le peuple l'a solennellement acceptée.

Les Décrets déterminaient l'organisation de la société après le triomphe du soulèvement.

Décret de police. — Article 1. Les individus qui ne font rien pour la patrie ne peuvent exercer aucun droit politique. — 2. Ne font rien pour la patrie, ceux qui ne la servent pas par un travail utile. — 3. La loi considère comme travaux utiles ceux de l'agriculture, des arts mécaniques et manuels, de la vente en détail, du transport, de la guerre, de l'enseignement et des sciences.

Décret économique. — Article 1. Il sera établi une grande communauté nationale. — 2. Elle a la propriété des biens nationaux non vendus, de ceux

des ennemis de la Révolution, des édifices publics, des biens des communes, des hospices, — des biens négligés par les propriétaires ou usurpés par ceux qui se sont enrichis dans les fonctions. — 3. Le droit de succession est aboli. Tous les biens reviendront à la communauté. — 8. Les biens de la communauté sont exploités en commun. — 9. Elle entretient tous ses membres dans une égale et honnête médiocrité. Elle leur fournit ce dont ils ont besoin.

Travaux communs. — Article 1. Tout membre doit le travail. — 8. L'administration appliquera l'usage des machines et des procédés propres à diminuer la peine. — 10. Le déplacement des travailleurs est ordonné par l'administration d'après la connaissance des besoins.

Nous passons sur les chapitres qui concernent la distribution des biens et l'administration. Tout commerce particulier avec l'étranger est interdit; la république est chargée de pourvoir au nécessaire. De même, nous omettons les titres relatifs aux transports et aux contributions. La dette nationale sera éteinte purement et simplement, par proclamation officielle, du moins pour sa partie intérieure. La fabrication de la monnaie est prohibée; les pièces d'or et d'argent qui subsistent serviront aux relations d'échanges avec le dehors.

IV

Babeuf est le disciple direct de Rousseau et de Morelly. Il n'imite pas seulement leur dialectique, il reproduit leur phraséologie, mais à la différence

de ces deux écrivains, il est un passionné de l'action, et il projette ses sentences dans les masses, non pour les éduquer, mais pour les pousser à l'insurrection armée immédiate. De plus, alors que Rousseau, comme Brissot de Warville, comme Linguet, comme tant d'autres publicistes d'avant 1789, distinguait entre les affirmations théoriques et les conclusions pratiques, et s'abstenait, d'ailleurs, d'aller au bout de ses déductions. Gracchus offre une parfaite unité de pensées et de desseins. Advielle, en son *Histoire*, s'est bien efforcé de montrer que son héros se fût contenté, après avoir réclamé la communauté des biens, d'une modification du statut constitutionnel et de quelques mesures contre le paupérisme, mais rien ne justifie ce système un peu bizarre de défense et l'on se demande pourquoi les Egaux auraient lancé tant de documents incendiaires et dangereux pour leur propre sécurité, s'ils les avaient tenus pour de simples déclarations de principes.

Babeuf est donc en France le premier des apôtres du communisme révolutionnaire. C'est à ce titre, sans doute, qu'il a eu la fortune d'être loué et vénéré par la plupart des socialistes du milieu du siècle. On a remarqué que dans sa partie critique, le *Manifeste des Communistes de 1848*, souvent si dur pour les efforts du socialisme français, n'offre pas une parole agressive à l'adresse des conspirateurs de 1796.

A bien lire les textes que nous avons présentés plus haut, on s'aperçoit qu'ils sont prodigieusement en avance sur leur temps. La tournure de phrase est terroriste et jacobine, les affirmations

tranchantes et à peu près dépourvues d'arguments évoquent les discours des amis de Robespierre; mais les idées apparaissent, en leur enchaînement dialectique, d'une réelle originalité. Nul avant Babeuf et ses compagnons de lutte n'avait encore, depuis 1789, soupçonné l'insuffisance de l'égalité théorique, conçu la nécessité inéluctable, pour asseoir l'égalité réelle, d'une grande transformation économique, ou bien, si quelques-uns avaient préconisé des changements dans le régime de la propriété, ils en prêchaient l'universalisation par le fractionnement, par l'émiettement à l'infini. L'école qui avait triomphé à la Constituante, qui avait inspiré encore les décrets de la Convention était celle des parcellaires; elle avait constitué une démocratie paysanne libre en apparence, mais vouée à la vie étroite et à la servitude. Et cette démocratie paysanne elle-même, une fois formée, s'efforçait d'enrayer le mouvement d'où elle était sortie en combattant, — selon la formule de l'époque, — les tentatives de la loi agraire.

Le *Manifeste des Egaux* a répudié le système de la parcelle en montrant son impuissance; il lui a opposé la communauté des biens; les babouvistes ont prévu l'extension du machinisme, le rôle qu'il jouerait, et ils ont demandé qu'il fût mis au service de la collectivité pour diminuer le labeur humain. C'est là une pensée qu'on rechercherait vainement avant eux et qui suffirait à caractériser l'effort intellectuel qu'ils ont donné.

L'idée de l'antagonisme des classes ne domine pas seulement toute la littérature de l'école; elle revêt une forme significative et lapidaire dans le

Manifeste. A cet égard les Egaux apparaissent autrement perspicaces que Fourier ou Saint-Simon, ou même nombre de socialistes de 1848, qui attendaient tout d'une collaboration de la bourgeoisie et du prolétariat et, pour reprendre les termes mêmes de Sylvain Maréchal, « des riches et des pauvres, des gouvernants et des gouvernés ».

Cette distinction nous conduit à la phrase capitale de toute l'œuvre écrite du babouvisme : « La Révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution, bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière ». Laissons la chute de la phrase qui doit heurter notre sentiment tout moderne de la continuité des transformations. Les hommes de la Constituante et de la Convention pouvaient croire que le cours de l'histoire était désormais arrêté, du moins pour longtemps. Ils avaient effectué la plus violente et la plus profonde des subversions. Le Tiers-Etat, brisant ses lisières, s'était substitué à la noblesse et au clergé dans l'exercice de la puissance publique. Derrière ce Tiers-Etat, devenu maître, s'agitait, il est vrai, une plèbe assez nombreuse, mais dépourvue de cohésion, inconsciente de ses intérêts distincts, et qui, dans la plupart des grands événements, s'était associée à la bourgeoisie. Or, soudain, les Egaux s'aperçoivent que la société est fractionnée en deux classes, que l'une de ces classes est asservie et opprimée et que moins de sept ans après 89, la Révolution réclame une addition. Et en même temps, ils annoncent que cette refonte supplémentaire du corps social ne s'accomplira que par une vaste mutation du régime de propriété. Ils conçoi-

vent une collectivité démocratique d'abord, puisque le statut de 1793 revivra avec la législation populaire, communiste ensuite, maîtresse des moyens de production et d'échange, dirigeant le travail agricole et industriel, rémunérant ses membres au prorata de leurs besoins légitimes. Comment n'être pas surpris, non seulement de l'audace, mais de la puissance logique de leur système ?

Il est très vrai que le babouvisme n'avait rien de scientifique. Il n'a pas formulé le matérialisme historique, quoique d'instinct il l'ait prévu ; il n'a pas pénétré le sens de l'évolution industrielle, — qui commençait à peine en Angleterre ; il a invoqué le droit de la nature, réclamé l'adaptation du fait à l'idée, et éliminé par contre les déductions économiques qui ne pourront s'imposer que vingt ou vingt-cinq ans plus tard. Mais qu'importe ! Il ouvre brillamment la phase romantique du socialisme, et l'on ne saurait oublier qu'elle a été la condition nécessaire de l'autre.

L'ÉCOLE SAINT-SIMONIENNE

I

Saint-Simon ne peut être étudié isolément ; toute enquête sur sa doctrine doit s'étendre à l'école, nombreuse et puissante, qui s'est groupée autour de lui, et qui a développé, dans tous les sens, les principes posés en ses œuvres. Bazard et Enfantin surtout facilitent l'intelligence de ses concepts en matière de propriété, de hiérarchie sociale, de dictature autocratique et de religion. Celui qui ne les a point lus risque de laisser dans l'ombre tout un côté des conclusions de la secte. Saint-Simon émet souvent des affirmations sur lesquelles il se garde de revenir. Noyées dans ses larges phases, elles pourraient se perdre ; les disciples les recueillent, en dégagent le sens, en précisent tous les aspects. C'est ainsi que Bazard consacrera de longues et intéressantes pages à la conversion de l'esclavage en servage et en salariat, à peine ébauchée dans les livres du chef de l'école. C'est ainsi encore qu'Enfantin, interprétant et dépassant la pensée initiale, édifiera la théocratie la plus mystique qu'on puisse imaginer.

Au surplus, il est malaisé, lorsqu'on considère l'un des documents où se concentre la doctrine

de la « famille » (comme les saint-simoniens disaient eux-mêmes), de discerner l'apport du fondateur et celui de ses élèves. Rarement, un groupement intellectuel offrit une telle continuité, une telle unité de théories, car à travers toutes les amplifications, parmi les déviations les plus caractérisées, l'enseignement du maître transparaît toujours. Jusque dans ses assertions les plus hardies sur le droit de succession, Bazard pouvait se proclamer fidèle, et jusque dans les aberrations les plus étranges de la fin, Enfantin avait le droit de soutenir qu'il n'avait commis aucune trahison.

Le saint-simonisme a exercé une action énorme sur la mentalité de plusieurs générations françaises ; pratiquement, il a propagé le culte de l'instruction démocratique et le goût des grandes entreprises industrielles. Il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'il a prévu le percement des isthmes de Suez et de Panama et les barrages du Nil. Mais c'est surtout ou même exclusivement à sa doctrine que nous devons nous attacher, en recherchant ses relations avec le socialisme contemporain.

II

La vie de Saint-Simon est d'autant mieux connue qu'il a retracé lui-même sa biographie, insérée en tête des *Œuvres complètes*, par Olinde Rodrigues. Du reste, Reybaud et les nombreux commentateurs qui ont repris la tâche de l'auteur des *Réformateurs*, n'ont rien laissé ignorer de l'existence très heurtée du philosophe.

Il a été fort riche. Ce descendant de Charle-

magne, ce très proche parent du duc le plus féodal qui ait été, possédait une fortune qu'il dépensa en voyages, en spéculations et en enquêtes sur toutes choses. A tout près de quarante ans, il se passionna pour les sciences; il se donna les meilleurs maîtres, et les plus coûteux, jusqu'au jour où il se trouva dénué de toute ressource. Il écrivait en 1812 : « Depuis deux semaines, je mange du pain et je bois de l'eau; je travaille sans feu et j'ai vendu jusqu'à mes habits ». Faut-il croire que cette misère, comme certains l'ont avancé, influa sur le cours de ses idées et l'incita à décrire le mal social? C'est là une question d'ordre secondaire, et nous n'essaierons pas plus de la trancher que d'insister sur la dévotion fanatique que les saint-simoniens professaient pour leur maître.

III

Pour comprendre la doctrine du philosophe, il n'est pas suffisant de se référer à l'une quelconque de ses œuvres. En dépit des répétitions qu'elles contiennent forcément, elles forment un tout homogène, orienté en une direction très nette. Le *Catéchisme politique des Industriels*, *Libéralisme et Industrialisme*, les *Vues sur la propriété et la législation*, la *Lettre d'un habitant de Genève à ses contemporains*, l'*Introduction aux travaux scientifiques*, la *Lettre au bureau des Longitudes*, le *Mémoire sur la science de l'homme*, la *Réorganisation de la Société Européenne*, l'*Industrie*, le *Système Industriel*, le *Nouveau Christianisme* offrent un développement de thèses fort bien coor-

donnés et d'où les contradictions sont généralement éliminées.

La notion capitale qui se dégage de cette série est celle d'une philosophie de l'histoire assise sur l'évolution permanente du monde vers le mieux être. Dans sa *Lettre au bureau des Longitudes*, Saint-Simon annonce déjà sa découverte : « Je crois avoir trouvé une conception encyclopédique meilleure que celle de Bacon, une conception du monde meilleure que celle de Newton et une meilleure méthode que celle de Locke ». Dans le *Mémoire sur la science de l'homme*, il expose la marche en avant ininterrompue de l'humanité; il invoque Condorcet, il réhabilite le moyen âge qu'il déclare supérieur à l'antiquité, quoique inférieur à l'époque moderne; il prétend discerner, dans la vie des peuples, les mêmes traits que dans la vie des individus. Ce qui caractérise à ses yeux le progrès, c'est la désagrégation de l'esclavage, la formation de sociétés élargies, la poussée des sciences, et jetant les yeux sur l'avenir, cherchant le but suprême, il le définit ainsi : « Améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a d'autres moyens d'existence que le travail de ses bras. » « L'âge d'or, dit-il encore, n'est pas en arrière, mais en avant », et à ce titre il se différencie de certains grands publicistes de ce dix-huitième siècle, auquel il appartient cependant par tant de côtés.

IV

Mais quel est le principe même de cette évolution dont la seule notion comporte en soi tant de

ferments de subversion ? C'est le changement incessant du régime de la propriété. Pour la première fois, dans tout le procès philosophique, Saint-Simon attribue au système d'appropriation le rôle décisif qu'il joue dans les communautés humaines; il n'a pas été plus loin; il ne nous a pas encore montré les transformations de ce système même, dominées par le jeu des forces productives, mais sa découverte est essentielle déjà. D'un seul coup, il substitue au concept politique le concept économique, et nous verrons qu'il tire de ses prémisses d'importantes déductions :

« Il n'y a pas de changement dans l'ordre social sans un changement dans la propriété.

« Il est évident que, dans tout pays, la loi fondamentale est celle qui établit les propriétés et les dispositions pour les faire respecter; mais de ce que cette loi est fondamentale, il ne résulte pas qu'elle ne puisse être modifiée.

« Ainsi donc ces questions : Quelles sont les choses susceptibles de devenir des propriétés ? Par quels moyens les individus peuvent-ils acquérir des propriétés ? De quelle manière ont-ils le droit d'en user ? sont des questions que les législateurs de tous les temps et de tous les pays ont le droit de traiter toutes les fois qu'ils le jugent convenable; car le droit de propriété ne peut être fondé que sur l'utilité commune et générale de l'exercice de ce droit, utilité qui peut varier selon les temps ».

Ainsi Saint-Simon exclut l'immutabilité de la formule d'appropriation. Il n'ira pas jusqu'à la communauté, mais peu nous importe, puisque déjà

il a quelque peu battu en brèche le dogme de la propriété éternellement et inviolablement réglée de la Constituante et de la Convention.

V

L'auteur du *Système industriel* a émis une affirmation non moins décisive, lorsqu'il a déclaré dans ses vues sur la propriété et la législation : « Nous attachons trop d'importance à la forme du gouvernement ». Par là il a voulu enseigner que les problèmes économiques dominent tous les autres, et cette notion rentre en la précédente — mais aussi que l'administration des choses doit de plus en plus refouler celle des hommes.

Les appréciations qu'il a portées sur la Révolution sont très mêlées ; il n'a jamais été un démocrate, mais il a reconnu que le mouvement de 1789 était inéluctable, que la noblesse et le clergé étaient devenus inutiles et dangereux : celui-ci par sa servilité, celle-là par son oisiveté Leur restituer leur rôle dans l'avenir serait à la fois puéril et impossible, car la classe industrielle seule doit désormais commander. Dans les œuvres des disciples, nous retrouverons le développement logique de cette idée, mais elle ne laisse pas que d'être abondamment exposée dans les écrits du maître qui l'a considérée — et non sans raison — comme primordiale.

« La société tout entière repose sur l'industrie. L'industrie est la seule garantie de son existence, la source unique de toutes les richesses et de toutes les prospérités. L'état de choses le plus favorable à

l'industrie est donc le plus favorable à la société.

« La classe industrielle doit occuper le premier rang, parce qu'elle est la plus importante de toutes, qu'elle peut se passer de toutes les autres et qu'aucune autre ne peut se passer d'elle. »

Il dit encore dans son *Catéchisme Politique*, rédigé par questions et réponses, que deux classes seules subsistent dans l'Etat: les bourgeois et les industriels, —les bourgeois comprenant les militaires, les légistes et les rentiers, et les industriels groupant les fabricants, les négociants et les ouvriers. C'est à cette deuxième catégorie que le pouvoir doit être transmis par subordination de la première.

La fameuse Parabole de 1819, qui contient des attaques plus directes et qui lui valut d'être poursuivi, est autrement explicite encore :

« Nous supposons que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers physiologistes, ses cinquante premiers mécaniciens, etc., etc.; ses cinquante premiers banquiers, ses cinquante premiers maçons, etc., etc., la Nation deviendrait un corps sans âme.

« Admettons que la France conserve tous les hommes de génie qu'elle possède et qu'elle ait le malheur de perdre le même jour Monsieur, frère du Roi, Monseigneur le duc d'Angoulême, Monseigneur le duc de Berry, Monseigneur le duc d'Orléans, etc..., et en sus les dix mille propriétaires les plus riches, il n'en résulterait aucun mal politique pour l'État. »

Et Saint-Simon continue par une critique im-

pitoyable : « La société actuelle est le monde renversé : les pauvres y doivent être généreux pour les riches ; les voleurs généraux font punir les petits délits ; les incapables sont chargés de diriger les capables ». Il était dangereux de faire de semblables remarques sous la Restauration.

On conçoit que le philosophe n'ait eu que dédain pour les trois factions en lutte à son époque et qu'il dénommait ainsi : les rétrogrades, les stationnaires et les libéraux. Les plus avancés, à son avis, ne rêvent qu'à se constituer chefs de la nation pour exercer les privilèges à leur profit, et l'événement lui a toujours donné raison.

VI

Saint-Simon estime la transformation sociale inéluctable, et nous savons déjà qu'il met à la base la refonte du mode d'appropriation. Cette transformation, par ailleurs, ne peut résulter que d'une forte organisation fondée sur une hiérarchie d'attributs. Si l'association est la formule de la société nouvelle, chaque capacité doit y garder le rang qui lui appartient, de même que chacun doit être rémunéré à proportion de sa tâche. Procéder autrement constituerait un flagrant déni de justice. Le philosophe répudie hautement l'égalité intégrale et aussi l'idée métaphysique de la liberté absolue qui lui paraît contraire à la civilisation, « les hommes étant liés ensemble par la division du travail ». La souveraineté du peuple est exclue, car « le dogme de l'égalité turque, c'est-à-dire de l'égale admissibilité de tous à l'exercice du pouvoir arbitraire

peut encore faire de grands ravages ». Il importe uniquement que « tout homme, quel qu'ait été son point de départ, puisse parvenir à la première des existences sociales, la royauté exceptée ».

La transformation de la France et du monde, — Saint-Simon englobe l'humanité tout entière dans ses vues — ne s'accomplira donc ni dans le sens de la démocratie ni par la démocratie : elle sera l'œuvre d'une sorte de despotisme éclairé, analogue à celui qui a prévalu dans nombre d'Etats d'Europe à la veille de 1789, et à ce point de vue encore, notre auteur est fils du XVIIIe siècle. Il a fait des appels désespérés à Napoléon pour qu'il fût l'artisan du grand changement ; il accepta le dogme d'une royauté solidement armée et qui assurerait le passage de l'état actuel à l'état futur. Par la suite, elle s'évanouirait en quelque sorte mécaniquement, au fur et à mesure que triompherait l'administration des choses.

L'idée d'une évolution ou d'une révolution imposée d'en bas est donc complètement absente. Saint-Simon conçoit même que les ouvriers puissent s'adresser aux chefs d'industrie, plus riches et plus éduqués, pour les prier de saisir la plénitude de l'autorité.

Lorsque les mutations prévues seront accomplies, les producteurs seront les maîtres et, de concert avec les savants, ils régiront les destinées publiques. Sous quelle forme s'exercera cette prépondérance ? Ici le grand publiciste a souvent varié en ses réponses. Tantôt il prévoit, comme dans le plan de l'*Organisateur*, trois Chambres, l'une d'invention, l'autre d'examen, la troisième d'exécu-

tion, dont le rôle serait tout entier d'administration économique, et tantôt il veut faire de l'Institut un corps doté de la toute-puissance du Sénat romain.

Par contre il n'a jamais hésité sur le rôle primordial de l'État, qui est de donner du travail aux hommes valides, de procéder à de grandes entreprises d'améliorations agricoles, de réduire la bureaucratie, et aussi de répandre dans la classe des prolétaires les connaissances positives acquises. Il disait encore qu'il fallait avant tout assurer à tous les hommes le plus libre développement de leurs facultés.

VII

L'une des parties les plus largement traitées de la doctrine de Saint-Simon est celle qui est relative à la conception philosophique proprement dite et à la conception religieuse.

Nul n'a mis plus haut la science positive et la raison, et pourtant nul ne s'est efforcé davantage de trouver ou mieux de montrer une conciliation, une alliance entre la science et la religion. D'un bout à l'autre de sa vie, le chef de l'école a été obsédé par cette préoccupation, qui s'affirmera plus intense encore chez ses disciples, et qui aboutira chez Enfantin à d'extraordinaires imaginations.

Si Saint-Simon a écrit dans son *Introduction aux travaux scientifiques* : « La religion est destinée à périr et à être remplacée par le physicisme », il n'a pas voulu qu'on la désertât immédiatement et avant de lui avoir substitué une autre croyance ; mais il semble d'ailleurs qu'il ait jeté cette phrase

dans une époque de doute, d'hésitation, car de l'ensemble de ses œuvres se dégagent d'autres données : la religion, au lieu de mourir, s'absorberait avec la science dans un tout commun ; la science fait le fonds de l'histoire, mais la religion résume les sciences; celles-ci et celle-là progressent à la fois, et chaque époque scientifique engendre sa religion.

Prenant à partie le christianisme, Saint-Simon lui reproche d'avoir été défiguré. Le critérium du dogme à ses yeux, c'est la valeur sociale. Tous les clergés doivent prouver que l'amélioration de l'existence de la dernière classe est nécessaire et aussi qu'elle entraîne celle de l'état des classes supérieures.

Le pape est hérétique, parce qu'il donne une mauvaise éducation aux catholiques et parce que sa conduite gouvernementale est plus contraire aux intérêts moraux et physiques de la classe indigente que celle d'aucun prince laïque. Hérétique encore Luther, parce qu'il se soucie trop peu du bien-être de la plèbe. Ce que l'auteur de l'*Industrie* admire surtout dans le christianisme, c'est qu'il a prétendu anéantir le pouvoir du glaive. Mais la religion de Jésus a éte obscurcie, déformée, si bien qu'il faut la rajeunir, la renouveler, tout en demeurant d'accord avec la science, et en accordant la première place à la morale.

Le système de Saint-Simon se couronne ainsi d'une construction vague où le déisme se mêle au positivisme, mais nous verrons que la plupart des socialistes français, jusqu'en 1848, ont été impuissants à se dégager de ce spiritualisme complexe

et que très souvent ils se croient obligés d'invoquer la volonté providentielle pour justifier leurs concepts. Ce trait est encore plus visible chez Fourier que chez Saint-Simon, mais Fourier, du moins, n'a pas consacré, à la recherche d'une fusion de la science et de la religion, de longues pages de ses écrits.

A reprendre, dans une analyse concise, l'œuvre du chef de l'école que nous étudions, on peut dégager de sa doctrine les principes suivants, particulièrement dignes d'être signalés : il a admis la nécessité d'une transformation nouvelle du monde; il a prêché la substitution de l'administration des choses au gouvernement clérical, militaire et bureaucratique. Il a reconnu à la propriété le caractère d'une simple convention sociale et susceptible de se modifier; il lui a reconnu en outre un rôle fondamental dans la contexture de l'Etat. Enfin la philosophie de l'histoire qu'il a défendue conclut à l'émancipation progressive du prolétariat — émancipation à la fois matérielle, intellectuelle et morale.

VIII

Les disciples de Saint-Simon n'ont pas trahi la parole du maître; bien au contraire, aucune école ne fut plus fidèle que celle-ci à une direction unique ; mais il n'était point étonnant que chacun des membres de la famille se consacrât tout spécialement à la propagande de cette partie du système qui le passionnait le plus, et que, se vouant à la diffusion de telles ou telles idées, il tâchât d'en extraire tout le contenu.

On ne saurait être surpris non plus que, dans le domaine social, certains écrivains du saint-simonisme aient outré l'audace, poussé à leurs conclusions extrêmes des prémisses modérées en elles-mêmes.

Le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver ici l'histoire de la « famille », de ses conférences publiques, de ses procès, de ses schismes, de ses grandeurs et de ses ennuis. C'est aux idées seules que nous nous attachons.

L'un des documents capitaux est celui que les saint-simoniens, et parmi eux Bazard et Enfantin, signèrent en 1830 pour réfuter des attaques assez vives portées contre eux à la tribune de la Chambre. Ce manifeste, qui parut en brochure, contient en substance toute leur théorie de la propriété, de l'égalité et de la production.

« Les saint-simoniens repoussent le partage égal de la propriété, qui constituerait à leurs yeux une violence plus grande, une injustice plus révoltante que le partage inégal qui s'est effectué primitivement par la force des armes, par la conquête.

« Car ils croient à l'inégalité naturelle des hommes et regardent cette inégalité comme la base même de l'association, comme la condition indispensable de l'ordre social.

« Ils repoussent le système de la communauté des biens, car cette communauté serait une violation manifeste de la première des lois morales qu'ils ont reçu mission d'enseigner, et qui veut qu'à l'avenir, chacun soit placé selon sa capacité et rétribué selon ses œuvres.

« Mais en vertu de cette loi, ils demandent l'abo-

lition de tout privilège de naissance sans exception, et par conséquent la destruction de l'héritage, le plus grand de ces privilèges, celui qui les comprend tous aujourd'hui, et dont l'effet est de laisser au hasard la répartition des privilèges sociaux.

« Ils demandent que tous les instruments de travail, les terres et les capitaux qui forment aujourd'hui le fonds morcelé des propriétés particulières, soient exploités par association et hiérarchiquement.

« Ils veulent émanciper la femme... La religion de Saint-Simon ne vient que pour mettre fin à ce trafic honteux, à cette prostitution légale qui, sous le nom de mariage, consacre fréquemment, aujourd'hui, l'union monstrueuse du dévoûment et de l'égoïsme, de la lumière et de l'ignorance, de la jeunesse et de la décrépitude. »

IX

Bazard est tout entier dans l Exposé de la doctrine saint-simonienne, qu'il a fait en 1829-1830 et qui occupa dix-sept leçons ou séances.

La philosophie de l'histoire qu'il enseigne est, avec plus de développement et peut-être plus de précision, celle même du maître.

Le mérite, la gloire de Saint-Simon est d'avoir affirmé que les hommes ne se distingueraient plus que par leur puissance d'amour, de science et d'industrie, et que les chefs seraient désormais les plus capables.

La société traverse alternativement des phases organiques, où tout est classé et distribué, et des

phases critiques, où tout se disloque, en attendant la reconstitution. La dernière phase critique a été inaugurée par la Réforme et elle se prolonge toujours. Les trois organes de la vie sociale, la science, l'industrie, les beaux-arts, fonctionnent péniblement ou plutôt sont arrêtés à chaque instant en leur exercice normal. C'est ainsi que la science actuelle est exclusive de toute coordination, que ses pouvoirs ne sont plus hiérarchisés, et qu'elle est même incapable d'inventorier ses découvertes.

L'industrie est encore plus déchirée et plus impuissante. La dispersion des efforts, la prédominance des cupidités égoïstes, l'ignorance des besoins de la consommation, les assauts des intérêts individuels contre l'intérêt collectif, les méfaits du machinisme qui frappent comme ceux de la guerre, l'attribution des instruments à la naissance — et non à la capacité — voilà ses caractéristiques. Le mal ne sera extirpé que du jour où l'exploitation sera régularisée par des vues générales.

Les beaux-arts enfin sont en décadence, parce que l'égoïsme tue les sentiments; ils ne seront revivifiés que par le triomphe de l'universel amour.

Mais cette passion d'humanité est destinée à s'imposer avant longtemps. L'intelligence occupe une place de plus en plus haute. L'humanité est un être collectif qui se développe, et qui marche vers une forme toujours plus large de l'association, et telle est la loi de perfectibilité.

Bazard nous montre cette humanité évoluant depuis la famille jusqu'aux groupements généraux, — à travers les luttes furieuses, — et les combinaisons de forces écrasant peu à peu les antagonismes. Ainsi

la manifestation la plus vive de l'antagonisme, la guerre, en déterminant des agrégations de populations auparavant isolées, a rendu possible plus tard leur association.

En même temps le sort du genre humain s'améliore au triple point de vue moral, physique et intellectuel. Autrefois on bataillait pour piller ; la force brutale était la maîtresse suprême. Elle se manifeste encore dans le gouvernement, dans la législation, dans les rapports entre les sexes : elle s'est pourtant bien adoucie.

Autre exemple : l'exploitation de l'homme par l'homme a été s'atténuant de génération en génération. A l'origine, elle embrasse toute l'existence, car l'esclave ne possède rien, ni argent, ni famille, ni liberté de se mouvoir. Le serf déjà peut changer de place, avoir un ménage, des enfants. L'ouvrier est moins assujetti encore, quoique son sort soit souvent cruel et qu'il soit pressuré par le patron.

Bazard trouve des termes vigoureux pour qualifier l'organisation sociale, dépassant de beaucoup Saint-Simon en audace. Il flétrit l'hérédité de la misère et dresse la classe des prolétaires, en face de cette autre classe « investie du monopole des richesses, qui dispose à son gré, et même dans l'oisiveté des instruments de travail », et, comme jadis Gracchus Babeuf, il écrit : « Une nouvelle révolution est inévitable ».

X

Or, quelle est la racine du mal ? Le régime de l'appropriation. Un préjugé regarde la propriété

comme inviolable. Tous la proclament base de l'ordre politique : à la vérité, elle n'est qu'un fait, et peut être réglée de diverses manières.

La constitution de la propriété doit être changée en conformité avec le principe de l'égalité de naissance. Son statut actuel disparaîtra donc avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

La loi est sans cesse intervenue pour modifier la propriété, — en particulier pour supprimer l'esclavage. Elle interviendra encore pour une modification suprême, car la propriété actuelle touche à sa phase dernière ; il faut qu'elle soit abolie, si l'on veut réellement organiser la production.

Bazard pose ensuite les bases de l'état social futur. La communauté politique, convertie en association de travailleurs, s'arrogera le droit d'héritage refusé aux individus. Nul n'aura droit à la richesse, s'il n'a la capacité. L'autorité sociale fixera à chacun sa place, selon ses capacités, et rétribuera chacun suivant ses œuvres. L'inégalité et l'émulation, nécessaires à l'existence et au progrès de l'humanité, seront maintenus, mais le dérèglement de la production, abandonnée à l'arbitraire des appétits, sera supprimé, puisque l'on ne pourra plus produire qu'avec l'agrément de l'État, détenteur des instruments. Ainsi la thèse de Saint-Simon se précise, se complète, et le premier pas est accompli vers le communisme ; avec l'exclusion de l'héritage, le groupement de l'outillage et des capitaux est désormais assuré. Machines et ressources de toute nature seront centralisées à la disposition d'une banque nationale, projetant partout des succursales, qui distribueront aux plus capables les éléments

de la fabrication. Par suite, la propriété ne reposera plus à l'avenir que sur le travail, sa base légitime, et elle ne subsistera qu'autant que le travailleur lui-même. Il est curieux de voir les saint-simoniens, et Bazard en première ligne, se défendre de toute velléité communiste, alors que fatalement, en interdisant de succéder, ils proclament l'État l'héritier suprême.

XI

Le développement sur les rapports de la religion et de la science devait se placer dans l'Exposé de la doctrine, car il constitue l'un des traits fondamentaux du saint-simonisme.

L'heure est venue de créer une religion nouvelle qui embrasse toutes les conceptions modernes. La science, loin de toucher à la notion de Dieu, ou au plan providentiel, se concilie avec eux. L'ordre n'est que la projection de la divinité dans l'organisation pratique. L'humanité a un avenir religieux illimité ; la religion future sera plus grande, plus puissante qu'aucune des religions du passé..., son dogme sera la synthèse de toutes les manières d'être de l'homme..., et l'institution sociale-politique, considérée dans son ensemble, sera une institution religieuse.

Pourtant ce corps de dogmes différera du christianisme. L'aspect le plus frappant, le plus neuf, sinon le plus important du progrès général que l'humanité est aujourd'hui appelée à faire, consiste dans la réhabilitation de la matière, réhabilitation qui ne pourra avoir lieu qu'autant qu'une concep-

tion nouvelle aura fait rentrer dans l'ordre providentiel, et en Dieu même, cet élément, ou plutôt cet aspect de l'existence universelle, que le christianisme a frappé de sa réprobation

De cette conjonction de la science et de la religion rajeunie, Bazard déduit l'ordre social qui prévaudra. La religion ou morale; la théologie ou science ; le culte ou industrie: voilà les trois modes de l'activité humaine. Les prêtres, les savants et les industriels : voilà la société !

Le prêtre, inspirateur du savant et de l'industriel, est encore le lien entre les hommes, entre les hommes et Dieu. Le prêtre gouverne, domine la science qui est la théorie, — et l'industrie, qui est la pratique ; il exerce des fonctions multiples « et l'artiste même est son verbe ». C'est une théocratie qu'installe Bazard, et il ne s'en défend pas, mais il s'efforce de la différencier de celles qui l'ont précédée.

Au-dessus de toute la hiérarchie, se dresse le prêtre social, érigé sur un socle gigantesque d'omnipotence. C'est lui qui fait la loi, ou plutôt il est toute la loi, la loi vivante, incarnant le commandement à la façon de Moïse ou du Christ, et les décrets d'organisation ne sont que les expressions de sa volonté infaillible. Dictature douce et légitime, parce que l'obéissance à la loi vivante n'est qu'une des formes de l'amour qu'elle inspire : ce règne de l'autorité est aussi le règne de la liberté. Ainsi les conclusions sociales, si intéressantes, si décisives de l'Exposé, vont s'abîmer dans les rêveries mystiques.

XII

Lorsque Bazard eut terminé son enseignement en 1830, Enfantin commença le sien. Point n'est besoin de montrer les discussions, l'antagonisme de ces deux hommes. Enfantin est presque à l'antipode de Bazard. Celui-ci, sans exclure la métaphysique, se passionne surtout pour la réforme sociale ; il prévoit les transformations économiques qui s'imposent; il monte à la tribune, comme un professeur d'université, pour en décrire le cours. Celui-là, au contraire, ne donne que peu d'attention aux problèmes de la production ; il voue toutes les forces de son intelligence, qui fut active et pénétrante, au développement d'une pensée théocratique, dont la clarté est souvent douteuse, et dont certaines déductions ont été contestées au nom de la morale vulgaire. On peut dire, en s'en reférant aux résultats, qu'Enfantin a contribué à imprimer un recul à l'école saint-simonienne, et par les maximes qu'il prêcha, et par les allures de pontife et de directeur ecclésiastique qu'il affectait.

Il n'a rien abandonné du système juridique et social du maître. Dans une lettre qu'il écrivait en 1838, il s'élève contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre la transmission de la propriété par droit de naissance. « La nouvelle constitution de la propriété, dit-il, c'est la répartition des instruments de travail selon le degré de capacité industrielle ; — la nouvelle combinaison des efforts, c'est

l'association. » Il a été plus avant encore dans ses *Mémoires d'un industriel de l'an 2240*. Là il essaie d'étudier l'organisation de la société future. Les conflits de la propriété y sont inconnus ; on n'y discute plus que sur les droits de tel ou tel aux instruments. La banque centrale est l'arbitre de ces contestations. De même encore la vente, les transferts sont ignorés, puisque la transmission des biens n'est qu'une forme du bail ; le sort des veuves et des orphelins est assuré par la commune. L'Europe se fédère, et la guerre ne s'exerce plus que pour porter la civilisation au loin, etc., etc.

Enfantin ne s'en est pas tenu, malheureusement, à ces pensées généreuses. Il s'est posé un peu comme un nouveau père de l'Eglise ; il monte volontiers sur un piédestal d'où il permet à ses disciples de l'adorer. « Enfants », a-t-il l'habitude de s'écrier, en s'adressant aux membres de la « famille ». Il ne se borne pas à glorifier Dieu et Saint-Simon, il se glorifie lui-même. Il institue la confession à son profit, dans ses leçons de la rue Monsigny, puis de la rue Taitbout. Les saint-simoniens d'Eichtal, Rodrigues, Duguet, Clouet, Holstein, etc., s'ouvrent à lui de tous leurs sentiments et saluent en lui le représentant de la divinité. Au fur et à mesure qu'on avance dans la lecture de ces conférences, l'école s'assimile plus nettement à une congrégation mystique. Les déclarations, qu'on dirait extraites de quelque vieux livre du moyen âge chrétien, se ramènent à de simples et inintelligibles divagations, où de temps à autre éclatent l'appel à la femme ou la réhabilitation de la chair. A la place du prêtre de Bazard et de Saint-Simon, Enfantin

dresse le couple sacerdotal, qui a pour mission de développer la science, l'industrie et la morale, de consacrer le mariage et le divorce, de régner par l'intelligence et par la beauté. Mais tout cela nous entraîne trop loin de la raison et du socialisme.

XIII

Quelques erreurs qu'elle ait engendrées, la doctrine saint-simonienne a frayé la voie aux concepts plus clairs de la pléiade de 1840. Par les extraits que nous avons présentés, par l'enchaînement dialectique qui apparaît chez le maître et chez ses disciples, Bazard tout d'abord, le lecteur a pu juger de l'influence que l'école devait saisir.

Cette influence, à vrai dire, n'a jamais beaucoup pénétré dans les masses. Les tendances du saint-simonisme, avec sa forte hiérarchie, étaient trop aristocratiques pour plaire à l'ensemble du prolétariat. Est-ce à dire que l'œuvre de la secte ait été stérile ? Il y aurait injustice et puérilité à le prétendre. Un mouvement aussi vaste, un courant aussi subversif, laisse toujours des traces profondes derrière lui, et ce n'est point en vain que l'auteur du *Système industriel* et ses disciples démontrèrent le caractère instable de la propriété à travers les âges, ou encore l'iniquité de l'héritage, ou mieux la nécessité d'une organisation sociale de l'industrie.

On a l'habitude de classer les saint-simoniens,

comme Fourier et les fouriéristes, parmi les romantiques ou les utopistes. Ils furent des romantiques, ils furent aussi des utopistes, en ce sens qu'ils crurent trop à la générosité des classes supérieures, qu'ils ignorèrent le fonds réel et permanent de l'histoire, c'est-à-dire l'action des forces productives, et qu'ils confondirent trop volontiers les problèmes économiques avec les questions religieuses ou métaphysiques. Mais aux hommes de 1820 et de 1830, il était impossible de demander des analyses et des déductions prématurées ; ils n'avaient encore sous les yeux ni la grande expansion manufacturière, ni la révolution générale des moyens de transport. Il n'est pas étonnant par suite qu'ils aient rattaché leurs conclusions et leurs systèmes à une idée de droit ou de justice, ou à une vue un peu superficielle des changements du monde, plutôt qu'à une interprétation strictement correcte des phénomènes de l'économie. Cette interprétation, que Gracchus Babeuf et les Egaux n'ont même pas abordée, elle est déjà en germe dans le saint-simonisme, avec les thèses de la propriété, du désordre social et du rassemblement des instruments de travail ; elle se précisera dans Fourier ; elle s'élargira notablement dans la génération de Pecqueur, de Louis Blanc, de Proudhon, tout en coexistant avec l'idéalisme nuageux de 1820. Et nous avons pris soin de dire que cet idéalisme a persisté dans le socialisme français, même après la Commune, même jusqu'à nos jours. Nous ne prétendons pas pourtant que le matérialisme, exposé avec tant d'éclat dans le *Manifeste des Communistes de 1848*, n'ait pas en France groupé une école, ou

dicté des programmes, ou dominé des thèses remarquables. Pour l'instant, il nous a suffi de rappeler que Saint-Simon et ses disciples ont exprimé à la fois les tendances, les connaissances de leur temps, et la tradition de presque tous nos novateurs intellectuels nationaux.

FOURIER

I

Fourier, comme Saint-Simon, a formé une école, et cette école a été exceptionnellement brillante. Son enseignement, largement répandu, a provoqué des groupements dans toute la France ; il s'est perpétué bien au-delà de la mort du fondateur. Les principes du système ont trouvé dans Considérant, que nous étudierons plus loin, leur formule la plus nette et aussi la plus politique, à la veille du grand sursaut social de 1848. Aucune doctrine n'a exercé sur le socialisme français — à part le marxisme — une influence aussi profonde et aussi durable. Même sous la troisième République, le fouriérisme n'est pas mort, puisque Pellarin l'a encore propagé, et qu'à notre époque il compte d'assez nombreux disciples. Jusque dans le roman et au théâtre, il a suscité des descriptions et des essais. Dans la vie pratique, il a tenté vainement de s'implanter, ou, s'il a rencontré de ci de là quelque réalisation, elle n'a pas été durable, ou elle a conservé un caractère partiel. Mais ces échecs ne sauraient passer pour une condamnation suffisante, et le communisme intégral n'a pas été plus heureux dans les entreprises qu'il a affrontées en Europe

ou en Amérique. Ces défaites s'expliquent les unes et les autres, par une raison élémentaire et unique : c'est qu'une petite communauté fondée sur des principes intermédiaires, ou sur les principes de l'égalité absolue, ne peut subsister en sa pureté primitive, lorsqu'elle demeure noyée dans l'Etat capitaliste.

Pour juger le fouriérisme, il faut donc se placer à un autre point de vue, et nous essaierons de discerner en lui ce qui nous apparaît erroné et ce qui nous semble incontestable et acquis à jamais. Pour l'instant, nous voudrions indiquer les causes de la diffusion très réelle et très ample que sa propagande a assurée. Le saint-simonisme fournissait une critique un peu étroite du régime social, et des vues d'avenir plutôt nébuleuses. Le fouriérisme a apporté, dès la première heure, une discussion facilement accessible du régime industriel, de ses tares, des conséquences funestes qu'il engendre, et aussi une conception fortement charpentée, très claire et très séduisante, de la société future. Le phalanstère n'a rien que d'attrayant ; les maux du morcellement et de la concurrence sont aisés à découvrir, et chacun peut les constater ou les vérifier. De là, le succès que les thèses de Fourier ont obtenu dans notre pays, et la vogue qu'elles ont acquise ou retrouvée, toutes les fois que les problèmes sociaux sont venus au premier plan de l'actualité.

Elles ont d'ailleurs moins effrayé la bourgeoisie que la théorie saint-simonienne. Celle-ci s'est attaquée presque tout de suite à l'une des racines de la puissance capitaliste, c'est-à-dire au droit d'héritage ; celles-là n'ont prévu qu'une modifica-

tion lente de la société, une réduction du rôle du capital par le relèvement du travail. Ceux des dirigeants qui les acceptaient, s'attachaient plus à cet aspect positif qu'à l'aspect négatif : l'analyse minutieuse et implacable des institutions économiques régnantes. Il n'en reste pas moins que l'œuvre socialiste — nous ne dirons pas sociale — du fouriérisme a été plus large que la tâche du saint-simonisme. Après l'auteur du *Nouveau-Monde*, il ne reste plus rien à dire contre le morcellement de la production, contre la concurrence, contre la multiplication des intermédiaires et des parasites.

La vie de Fourier est trop connue, depuis Reybaud et tant d'autres, pour que nous y revenions. Elle a étrangement contrasté avec celle de Saint-Simon, mais pourtant l'influence du milieu d'origine s'affirme avec vigueur chez l'un comme chez l'autre. Tandis que le second, aristocrate de naissance, demeurait aristocrate jusque dans ses conceptions les plus audacieuses, le premier, élevé dans une boutique, a sans cesse gardé sous les yeux, dans tous ses exposés, les tromperies, adultérations et sophistications qui sont la monnaie courante et la triste nécessité du petit commerce. Tous deux sont, au surplus, fils du dix-huitième siècle, par la philosophie générale et la morale tout au moins, qui sont celles de Condillac et des sensualistes. Saint-Simon a cru au progrès indéfini ; Fourier n'a que des expressions haineuses et virulentes pour la civilisation moderne. Mais Condorcet et Rousseau offrent les mêmes exemples d'une apparente contradiction.

On a reproché au théoricien des *Quatre Mou-*

vements des idées bizares et des expressions plaisantes. Il est vrai qu'il ne s'arrête pas aux plans d'ensemble, qu'il aime la minutie, qu'aucun détail ne le rebute. Il aurait été volontiers jusqu'à indiquer la largeur des portes dans son phalanstère, car il s'est complu souvent dans des recherches à peine plus intéressantes. Il est exact aussi qu'il a multiplié les néologismes pour parer à tous les besoins de son exubérante imagination. Mais que sont ces petites lacunes dans le grandiose exposé d'une des plus hautes critiques sociales qui aient été jamais formulées, et en quoi nous importent les faiblesses un peu ridicules du philosophe, alors qu'il a doté les adversaires de l'économie industrialiste de leurs armes les mieux trempées? On conçoit fort bien que les ennemis du socialisme essaient de déverser sur lui épigrammes et quolibets, et qu'ils aient tâché de mettre en relief certaine indécision, certaine crainte devant les audaces suprêmes. Mais c'est là leur tâche et non la nôtre.

II

Saint-Simon part de la loi historique du développement humain pour aboutir à la conciliation de la science et de la religion. La métaphysique est chez lui un couronnement. Fourier consulte tout d'abord la volonté divine pour en déduire tout un système de régénération.

L'important, lorsqu'on s'attaque à l'analyse des institutions humaines, est de percer les vues de la Providence. Il est nécessaire d'explorer les décrets

du ciel, de rechercher le code social qu'il a prétendu imposer. Or, les vues divines doivent s'inspirer d'un principe unique, car autrement elles seraient contradictoires entre elles — ce qui ne saurait être : « Dieu dirige l'univers matériel par l'attraction ; s'il employait un autre ressort pour la direction du monde social, il y aurait duplicité d'action dans le système ».

De plus, cette attraction s'exerce sous cinq formes ; deux d'entre elles méritent d'être signalées dans une étude sur l'humanité : la forme intellectuelle ou mouvement, juxtaposition et combinaison des passions ; la forme sociale, ou mouvement instinctif de l'homme vers l'avenir.

Partant de ces assertions, Fourier estime, d'une part, que la divinité a voulu l'association toujours plus élargie, et de l'autre que le christianisme a eu tort de condamner les passions. Maintenir cette réprobation, c'est proclamer en effet que Dieu ne sait pas ce qu'il fait, ou qu'il a introduit en l'homme le ferment du mal, et alors il ne serait plus Dieu. Tout cela est un peu simpliste, mais ne saurait être exclu d'une analyse exacte et consciencieuse.

III

Les passions vont jouer un rôle énorme dans le phalanstère, dans l'organisation nouvelle que Fourier veut édifier de toutes pièces. Il sied donc d'insister quelque peu sur la classification qu'il opère parmi elles.

Les passions qu'on croit ennemies de la concorde,

ne tendent qu'à cette unité dont nous les jugeons si éloignées. Il en est, parmi elles, cinq qui sont proprement sensitives ; quatre affectives ou tendant à la formation des groupes, l'ambition, l'amitié, l'amour, la sympathie familiale ; trois distributives qu'on qualifie vices et qui sont infiniment précieuses, la cabaliste qui noue les intrigues et grandit nos moyens, la composite qui veut associer les plaisirs des sens et ceux de l'âme, la papillonne ou alternante qui aspire à la variation. Enfin une treizième passion vient se superposer aux précédentes : l'unitéisme ou la philanthropie illimitée qui nous porte à concilier notre bonheur avec celui de tous.

Pendant longtemps, la morale a prêché le refoulement de ces passions comme honteuses ou nuisibles ; l'éducation, aujourd'hui encore, consiste à les refréner le plus possible, à les mépriser, à les calomnier. Tout au contraire, il convient de les stimuler, de leur laisser pleine carrière, car elles sont toutes également excellentes, et elles apparaissent comme les meilleurs ressorts de l'activité individuelle. Il n'est pas vrai que l'homme soit en lutte avec lui-même, ni qu'il doive éternellement demeurer en conflit avec ses semblables.

IV

Fourier, avant de passer à l'examen de notre état social, présente ses vues générales sur l'histoire : elles sont loin d'offrir la même valeur philosophique que celles de Saint-Simon. Le monde durerait 80.000 ans — on ne sait pourquoi cette précision a paru nécessaire — dont 40.000 de

progrès et 40.000 de décrépitude. L'humanité parcourt trente-six périodes, dont trois antérieures à l'industrie, trois de l'industrie morcelée répugnante, la patriarcat, la barbarie et la civilisation, et trois de l'industrie sociétaire attrayante, le garantisme, le sociantisme et l'harmonisme. Puis se développent d'autres phases dont la caractéristique n'est point donnée. Les six premières ont été parcourues dans les 7.000 ans qui se sont déjà écoulés, et c'est aux trois suivantes que songe Fourier, en préparant ses combinaisons d'avenir.

Le tableau qu'il présente de l'ère régnante ou civilisation n'est pas flatté. Il constitue l'une des parties capitales de l'œuvre et il n'est guère d'écrit fouriériste qui n'y revienne avec complaisance. L'*Unité universelle* et le *Nouveau Monde* en contiennent les données essentielles.

L'état social du monde est funeste, honteux et déprimant. Il se résume en effet dans le morcellement, qui anéantit l'activité humaine et qui paralyse tout progrès. « C'est en vain, philosophes, que vous aurez amoncelé les bibliothèques pour chercher le bonheur, tant que vous n'aurez pas extirpé la souche de tous les malheurs : le morcellement industriel ou travail incohérent qui est l'antipode des vues de Dieu... L'industrialisme est la plus récente de nos chimères scientifiques : c'est la manie de produire confusément, sans aucune méthode en rétribution proportionnelle, sans aucune garantie pour le salarié de participer à l'accroissement de richesse. »

Les efforts ne sont point concertés ; chacun se livre à sa propre inspiration, sans associer son initiative ou son labeur au travail du voisin. De là

les extraordinaires résultats auxquels aboutit ce dérèglement. « L'un met en prairie telle pente que la nature destine à la vigne ; l'autre place du froment où conviendrait le fourrage. Celui-ci, pour éviter l'achat de blé, défriche une pente roide que les averses déchausseront l'année suivante ; celui-là, pour éviter l'achat de vin, plante des vignes dans une plaine humide. Les 300 familles perdent leur temps et leurs frais à se barricader par des clôtures, et à plaider sur des limites et des voleries. Toutes se refusent à des travaux d'utilité commune qui pourraient servir des voisins détestés; chacun ravage à l'envi des forêts et oppose partout l'intérêt particulier au bien public. »

Ainsi, au sein de la société industrialiste, une lutte acharnée, incessante, se livre entre les citoyens : « Tout industrieux est en guerre avec la masse ». L'absence d'unité dans les plans et dans l'exécution conduit fatalement au gaspillage, à la perte des efforts les mieux intentionnés. Chaque génération est condamnée à reprendre la tâche de la précédente, faute d'accord et de solidarité, en sorte « que le peu de bien qu'on trouve dans l'ordre civilisé n'est dû qu'à des dispositions contraires à la civilisation ».

Comment voudrait-on, du reste, que l'action individuelle fût profitable et féconde pour la foule ? A chaque instant la production est entravée, ralentie, disloquée par la mort du « fonctionnaire », c'est-à-dire du chef d'industrie, par « l'inconstance personnelle, » par « les contrastes de caractère du père au fils », par « l'absence d'industrie mécanique », par « la fraude, le larcin, la défiance »,

par « l'intermittence d'industrie en raison du défaut de moyens », par « le conflit d'entreprises contradictoires ».

Le vice essentiel du régime est encore la concurrence qui précipite les crises, déchaîne la bataille sans trêve, soulève des animosités furieuses et multiplie les malheureux. Fourier a admirablement saisi les déclassements qu'elle opère à chaque instant, les subversions partielles qu'elle provoque dans l'état social. En ruinant les uns, le grand nombre, elle élève les autres, l'infime minorité, et, par là, elle reconstitue une aristocratie mercantile, une féodalité d'industrie qui se saisit du gouvernement et écrase les dirigés. Mais ce ne sont pas seulement les chefs d'usine qui sont atteints, déracinés de leur condition : ce sont les ouvriers dont la situation est pire qu'auparavant.

La concurrence aboutit tout simplement à restaurer l'esclavage sous le nom de salariat. Le travail continue à être regardé comme un châtiment, comme une tare, et c'est justice, tant il est mal rétribué, mal organisé, rebutant et monotone. Les ouvriers sont si nombreux et trouvent si difficilement à gagner leur vie que la misère grandit avec l'abondance même. « Les régions industrialistes sont autant, et peut-être plus, jonchées de mendiants, que les contrées indifférentes à ce genre de progrès. Il est évident que l'excès de concurrence industrielle conduit le peuple civilisé au même degré de pauvreté et d'asservissement que les populations de la Chine et de l'Indoustan. » Ce tableau est complet et comment pourrait-on y ajouter ?

V

Fourier s'étend longuement sur le rôle du commerce et des intermédiaires en civilisation. Il établit ainsi la colossale déperdition de bras et d'intelligences que nous laissons subsister.

Ce qui caractérise, d'après lui, notre époque, c'est l'omnipotence des oisifs, non du producteur, et du marchand, non du consommateur.

Il dresse une nomenclature minutieuse des gens inutiles, de ceux qui vivent sur la masse sans rien lui donner en échange. Viennent d'abord les parasites domestiques, femmes, enfants et valets ; puis, les parasites sociaux, — les soldats, les fiscaux ou employés des finances, les manufacturiers, dont on pourrait diminuer le chiffre de moitié ; les marchands, inutiles aux neuf dixièmes, et les agents de transport dont un tiers à peine doit être conservé. Les parasites accessoires forment un troisième groupe : ce sont les chômeurs légaux ou accidentels, les sophistes et surtout les controversistes ou légistes. Il y a encore les malades, les prisonniers, les gens qui répugnent à tout labeur, les scissionnaires ou révoltés, les chevaliers d'industrie, les femmes publiques, les filous. Personne n'est oublié. Une foule prodigieuse d'hommes exploitent ainsi leurs semblables, ajoutent à la confusion et se bornent à consommer.

Ce n'est pas tout : parmi ceux mêmes qui s'exténuent à la tâche, combien accomplissent, faute d'ordre, une besogne inutile ! Notre manie, c'est de mettre une quantité de salariés, alors que quel-

ques-uns suffiraient, s'ils étaient dirigés. « Nous employons cent personnes, là où il en faudrait trois ». Et cette situation est imputable à notre amour de la routine, à l'ignorance des conditions mêmes qui facilitent l'existence. « Nous sommes aussi neufs que des peuples qui ne connaîtraient point l'usage des machines et qui emploieraient cinquante ouvriers à triturer les grains que broie aujourd'hui une seule meule ».

Les commerçants surtout, la classe parasitaire par excellence, ont le don de déchaîner la fureur de Fourier. A eux seuls, ils enlèvent par an de quoi nourrir quatre millions d'hommes. Ils ont été longtemps méprisés, et les anciens les reléguaient au dernier plan; mais aujourd'hui ils reprennent l'avantage et triomphent avec insolence. « Ennemis naturels des fabriques », ils se conduisent en vrais corsaires, et écrasent les manufacturiers. Maîtres de la circulation, ils peuvent à leur gré raréfier la vente de tel produit par l'accaparement, ou le livrer en masses pour en précipiter les cours. Ils font la hausse et la baisse à volonté, et c'est à leur action égoïste et funeste qu'on doit les plus sinistres contrastes : « Vingt-cinq millions de Français n'ont pas de vin, et l'on jette aux égouts des récoltes entières ». Ces marchands déchaînent périodiquement les grandes catastrophes, le refoulement, comme dit Fourier, en envahissant un débouché dès qu'il est ouvert, esclaves de leurs convoitises, incapables de prévoir en même temps les appétits concurrents d'autrui.

Comment, d'un pareil régime, la fraude, la sophistication ne sortiraient-elles pas en permanence ?

Ainsi, il ne suffit pas que les ouvriers soient rivés aux bagnes industriels par les nécessités de la vie, que le désordre règne sur toute la terre, que les improductifs pullulent, que le parasitisme enlève des millions d'hommes à la culture et aux fabriques ; la duperie, la tromperie, la mauvaise foi, le mensonge sont les instruments de domination des inutiles ; ceux-ci engendrent de proche en proche la perversion de l'humanité et nous imposent une mentalité déplorable.

Ce qui est grave surtout, c'est que ce régime ait reçu l'approbation d'une catégorie d'écrivains qui se sont empressés de le justifier et de le fonder sur des principes d'apparence scientifique : « Les accapareurs et agioteurs ont trouvé des prôneurs parmi cette classe de savants qu'on appelle économistes, et rien n'est plus respecté aujourd'hui que l'accaparement et l'agiotage, qu'on appelle en style du jour la spéculation et la banque, parce qu'il est indécent d'appeler les choses par leur nom... Confondre la fonction du commerçant et celle du manufacturier, c'est ignorer l'alphabet de la science. »

Il n'est donc point de partie du régime social que Fourier n'ait fouillée, examinée, critiquée. Sa réprobation est telle dans l'ensemble, qu'il ne voudrait rien laisser subsister de la civilisation actuelle, et il se réjouit de voir qu'il n'est plus seul à porter cette condamnation : « On a si bien reconnu le cercle vicieux de l'industrialisme que de toutes parts, on commence à le suspecter ».

Tel est le côté négatif ou destructif de l'œuvre de Fourier. Nous allons voir maintenant quels

sont les principes nouveaux qu'il préconisait pour la reconstruction de la société, et comment il en concevait le fonctionnement transformé.

VI

Dans une communauté bien comprise, nul ne doit mourir de faim, et, par suite, chacun doit avoir la faculté de produire sous certaines conditions. C'est la proclamation formelle du droit au travail : « Nous avons passé des siècles à ergoter sur les droits de l'homme sans songer à reconnaître le plus essentiel, celui du travail, sans lequel tous les autres ne sont rien ». Pensée juste et profonde ! Que sont la liberté, l'égalité, la fraternité ? De pures abstractions, si l'individu n'a pas la possibilité de gagner sa subsistance. Mais ce droit au travail lui-même demeurerait trop théorique, s'il n'avait pour sanction une rémunération précise. Cette consécration, c'est l'établissement d'un minimum de ressources ou de salaire. Fourier — comme après lui, et grâce à lui, les socialistes de 1848 — a donc discerné tout de suite la brèche puissante qu'il pouvait creuser dans le régime capitaliste, par la simple énonciation d'un droit : « Il faut que le peuple jouisse d'une garantie de bien-être, d'un minimum pour le temps présent et à venir, et que cette garantie le délivre de toute inquiétude pour lui et les siens ». Voilà certes une sérieuse atteinte à la conception de la propriété absolue et exclusive.

L'association seule peut amener le monde vers le régime d'harmonie. Toutefois il faut préciser.

« On a vaguement posé en principe que les hommes sont faits pour la société, mais on n'a pas observé que la société peut être de deux ordres, le morcelé et le combiné. L'un correspond à l'état insociétaire, l'autre à l'état sociétaire. La différence du premier au second est celle de la vérité à la fausseté ».

Or, l'action combinée ne peut se substituer à l'action morcelée, que si elle résulte du libre jeu des passions. C'est en émancipant celles-ci et en leur permettant de se pénétrer, de se juxtaposer, sans contrainte, que nous aboutirons à la forme la plus large de l'association, à une forme d'une ampleur que nous ne saurions même soupçonner, tant elle dépasse le groupement actuel et indéfiniment petit du travail familial.

Fourier a pris soin de classer nos penchants. Il en est trois parmi eux qui doivent exercer, en son phalanstère, une action dominante, et qui, au total, fournissent les grandes lignes du système. Tout d'abord, la « papillonne » qui n'est que l'amour du changement : — l'homme aspire à varier ses occupations comme ses fréquentations. Il n'est point interdit de lui offrir des travaux divers et aussi des milieux divers, en l'embrigadant dans des professions et des groupements successifs. L'auteur du *Nouveau Monde*, qui est méticuleux, s'est astreint à dresser le tableau de la journée d'un travailleur : Lever à 3 heures et demie du matin ; à 4 heures, groupe des écuries ; à 5 heures, groupe des jardiniers ; à 7 heures et demie, groupe des faucheurs ; à 9 heures et demie, groupe des légumistes ; à 11 heures, groupe des étables ; à 2 heures, groupe des sylvains ; à 4 heures, travail de la ma-

nufacture; à 6 heures, travail d'arrosage; à 8 heures, bourse pour la répartition des tâches et des plaisirs. Les harmoniens dorment donc peu, 4 heures et demie seulement; mais l'excellente hygiène à laquelle ils se soumettent supplée au sommeil.

La passion cabaliste, ou esprit de parti, et la « composite » ou « exaltante », reçoivent aussi satisfaction, par la distribution des séries ou sectes. Ceux qui recherchent l'intrigue, ceux qu'animent l'ambition ou seulement le désir du mieux-être, peuvent laisser carrière ouverte à leurs sentiments. Pourquoi les refréneraient-ils, alors qu'ils servent l'intérêt commun, et que celui-ci s'accorde forcément avec les intérêts des individus ? « La série passionnelle contrastée, écrit Fourier, en sa langue un peu complexe, ne s'alimente que des disparates qui désorientent la politique civilisée ».

Selon les rencontres, les combinaisons autonomes de leurs penchants, les hommes se fédèrent en associations de travail. L'action individuelle ne se conçoit donc plus que dans l'action commune; chacun n'est qu'un rouage dans un syndicat de forces, mais la liberté de personne n'est pourtant atteinte, puisqu'on ne peut être forcé d'entrer de préférence dans telle société. De plus, il serait à craindre que la concurrence, abolie entre les citoyens, dans ses effets néfastes et stérilisants tout au moins, ne ressuscitât entre les sociétés de producteurs, mais il n'en est rien, parce que tous les harmoniens passent sans cesse d'un groupe à un autre groupe, et qu'en conséquence ils se garderont bien d'écraser celui auquel ils participaient

hier ou auquel ils participeront demain. S'il y a rivalité, elle ne fonctionnera qu'au profit de la généralité, de l'universalité des membres, et elle n'aboutira qu'à un accroissement continu de la production en nombre et en qualité. Enfin, chaque série touchera, avec son dividende sur son propre travail, un dividende sur le travail des autres séries, et le lien des intérêts collectifs sera si résistant, de la sorte, que les convoitises des personnes ne sauraient le rompre. Fourier résume tout le système en ces termes : « Absorber la cupidité individuelle dans les intérêts collectifs de chaque série, et les prétentions collectives des séries par les intérêts de chaque sectaire dans une foule d'autres séries ».

Quant au travail — jadis ennuyeux, servile, répugnant — il devient attrayant, et ses séductions grandissent d'autant plus, qu'il est plus varié. S'il est pénible aujourd'hui, c'est que le tisseur surveille son métier, ou que le mineur pique le charbon douze ou quatorze heures par jour, trois cents jours par an, et durant trente, quarante, cinquante années de son existence. Comment résister à une pareille monotonie qui tue les facultés intellectuelles et fait de l'être humain un automate ? Il ira à la tâche non plus en protestant, en gémissant, et par contrainte, mais avec une joie sincère, lorsque ce labeur pourra être choisi librement et que les occupations diverses se succéderont d'heure en heure, de journée en journée, et le travail sera d'autant plus fécond et d'autant plus parfait qu'il sera exécuté, non plus par des esclaves, mais par des créatures émancipées, conscientes de leur

devoir social et aussi de l'utilité de leur application. Nous avons dit qu'on passera directement de l'agriculture à l'usine. On a reproché justement à Fourier de n'avoir pas tenu compte du principe nécessaire de la division permanente des tâches, qui, par une spécialisation durable des agents de production, développe une compétence technique très large. Les socialistes contemporains ont cherché l'amélioration du sort des prolétaires moins dans la variabilité des besognes, que dans la réduction de la durée. Mais le système fouriériste, fondé sur l'expansion intégrale et la combinaison autonome des passions, ne pouvait conclure autrement.

La communauté, dite phalange, se subdivise en un certain nombre de séries correspondant chacune à une profession ; par exemple, trente seront affectées au règne animal, élevage, conduite des bestiaux, domestication, etc. ; cinquante au règne végétal, agriculture proprement dite, viticulture, etc. ; vingt aux manufactures, et l'énumération continue. Chaque série se distribue à son tour en vingt-quatre, trente ou trente-deux groupes qui se répartissent les diverses fonctions de la profession. Entre deux groupes voisins, la différence est parfois très faible, presque insignifiante. « Chacun d'eux, dit le philosophe, exerce une espèce dans une passion de genre » et leur classement judicieux affecte une importance exceptionnelle, car « l'émulation, le perfectionnement individuel et le bénéfice croissent en raison de l'exactitude qu'on met à échelonner les nuances de penchants et à former de chaque nuance autant de groupes dont se compose la série ».

Le problème de la répartition est le plus grave, ou tout au moins, l'un des plus graves que soulève toute conception sociale nouvelle. Fourier n'a point méconnu cette assertion : « Le lien social serait rompu, dit-il, en cas d'échec ».

La formule du système n'est pas la communauté, mais l'association, c'est-à-dire que chacun puise dans le fonds de la production non selon ses besoins, mais suivant une progression déterminée. Dans le communisme, le capital, appartenant à tous, ne procure une rétribution spéciale à personne. Dans l'association, au contraire, alors même qu'il est mis à la disposition de la collectivité, il ne cesse d'apporter, à ceux qui le détiennent et qui l'ont présenté en dehors de toute loi et de toute obligation, une rémunération fixée d'avance. Il demeure l'un des éléments d'un vaste contrat de participation, auquel souscrivent des centaines, des milliers d'adhérents et il prend place comme catégorie fondamentale à côté du travail et du talent. Par cette méthode, Fourier a réussi à s'épargner les attaques des économistes orthodoxes, et Reybaud, dans ses études sur les réformateurs, s'est plu à constater et à louer sa modération. La phalange va devenir une sorte de grande société par actions, dont les affiliés ont des droits sur la propriété fédérée : « Le pauvre devient propriétaire d'un canton entier par participation ».

La répartition proposée est la suivante : 5/12 (travail), 4/12 (capital), 3/12 (talent). Mais rien n'empêche le travailleur de toucher une part sur le dividende du capital, car il peut très bien devenir titulaire d'une action. Quant au travail lui-même,

il ne recevra pas une quote-part uniforme, et les besognes difficiles et peu demandées auront des avantages pécuniaires refusés aux tâches agréables ou brillantes. Ajoutons que la formule est corrigée par l'allocation d'un minimum de subsistances, allocation justifiée par les prescriptions de la loi du Christ et par le nécessaire remboursement des droits naturels de chasse, de pêche, de cueillette et de pâture, dont l'homme a été frustré. Tant que ce minimum n'aura pas été édicté et accordé, il y aura oppression et par conséquent péril de révolution.

La prééminence que le fouriérisme accorde à l'exploitation de la terre constitue encore l'un de ses traits distinctifs. L'agriculture, dans l'ensemble du système, joue un rôle prépondérant, et elle requiert les trois quarts de la journée de labeur. Cette préoccupation n'est pas particulière à l'auteur du *Nouveau Monde*. Elle a obsédé nombre d'écrivains sociaux de tous les partis, et au début du XIXe siècle et à notre époque. Jusque dans les utopies récentes, celle de William Morris tout spécialement, elle s'exprime sous les traits les plus saisissants, et elle domine même tout le plan de l'existence et de la production.

Fourier, comme ses contemporains, a été frappé d'un certain nombre de phénomènes qui ont été se perpétuant, et se développant sans relâche. Ces traits caractéristiques de l'évolution économique moderne ne sont pas spéciaux à la France ou à l'Angleterre, qui étaient les principaux, sinon les uniques domaines d'observation, il y a soixante-quinze ans; ils surgissent tout aussi bien dans des

contrées neuves, ou que l'industrialisme n'a touchées que plus tard : la Russie, la Hongrie, l'Union Américaine, la République Argentine, le Japon, l'Australasie. C'est l'émigration de la population rurale vers les villes, l'abandon des terres cultivables, l'expansion colossale des grands centres, la pénurie des bras dans les campagnes, le déracinement des paysans par l'usine, l'écrasement du travail agricole par le travail industriel. Fourier a voulu réagir contre une transformation qui lui paraissait dangereuse pour l'équilibre des énergies, pour la prospérité générale, pour la santé publique. Il est étrange de voir que son idée, contestable et même puérile, si on la prend sous sa forme rudimentaire, (car le courant industrialiste, issu de l'évolution organique de la société, est trop fort pour être enrayé), a été adoptée, revêtue d'une enveloppe nouvelle et acheminée vers des solutions pratiques et très acceptables, par des sociologues de notre âge. Il est vrai que les récents perfectionnements de l'outillage ont singulièrement facilité les conditions d'application, et qu'en réalité il ne s'agit point de réduire l'importance de la transformation manufacturière, mais seulement de modifier son aspect et le jeu de ses forces.

Fourier n'attend rien de l'Etat. Comment lui demanderait-il aide et concours, puisqu'il le dissout ? Il n'attend rien non plus d'un brusque sursaut du prolétariat qui voudrait briser sa servitude. La notion de la lutte des classes ne perce nulle part en son œuvre. Quoique notre civilisation lui paraisse chaotique, inorganique, il n'y discerne pas l'antagonisme des catégories sociales — ferment de

subversion et de régénération. Les voies et moyens par lesquels on accéderait du régime actuel à celui qui le suivrait immédiatement — car. entre l'état insociétaire et l'harmonie, plusieurs phases historiques doivent s'écouler — n'ont pas sollicité son attention. Il condamne, il édifie, il affirme que le libre exercice des passions sauvera tout. Mais comment les libérera-t-il ? Il ne répond point. Ce qu'il sied de remarquer surtout, c'est que, comme Saint-Simon et les saint-simoniens, il se refuse même à examiner l'éventualité d'une révolution prolétarienne ; ou s'il en évoque le péril, c'est uniquemeut à titre d'argument, et pour justifier un aperçu partiel. Il n'a jamais cru sérieusement qu'elle pût se produire. A ce titre il se sépare des démocrates qui, tenant toujours sous leurs yeux les images de 89, de 92 et de 93, ont affirmé les uns la possibilité, les autres la nécessité d'un coup d'Etat dirigé par la plèbe. L'appel à l'histoire, la citation des événements du passé, qui font argument pour l'avenir, sont presque totalement absents des ouvrages fouriéristes. Ils reposent sur le raisonnement, sur la philosophie pure, — un raisonnement et une philosophie parfois un peu surprenants.

VII

L'auteur de l'*Unité universelle* et du *Nouveau Monde* s'est complaisamment étendu sur la phalange. Elle comprend 1.600 à 1.800 personnes, dont un tiers de célibataires. Elle doit englober des personnes d'âges, de fortunes, d'éducations

diverses, mais au plus un huitième de capitalistes, de savants et d'artistes. Elle est le noyau, l'embryon de la société nouvelle, la cellule de toute l'organisation, et celle-ci croulerait si celle-là n'était pas fondée sur des règles précises, sur le respect de certaines proportions, hors desquelles la confusion renaîtrait.

Les hommes s'y associent selon les principes déjà exposés, au gré de leurs multiples passions ; les tâches s'y distribuent de même et les dividendes s'y répartissent d'après la méthode que nous avons résumée succinctement.

Cette phalange s'abrite dans un phalanstère, — immense domaine, où se concentre toute la vie de la collectivité. Les bâtiments s'élèvent sur un terrain qui a été choisi minutieusement pour sa salubrité, sa composition, sa diversité, la juxtaposition des plaines et des collines. Ils forment un grand édifice régulier et servant à une double fin, au logement des adhérents ou sectaires et à l'installation de tous les services communs : au centre, la tour d'ordre, le temple, etc. ; aux ailes, les ateliers et le caravansérail ; l'atmosphère est purifiée conformément à toutes les données scientifiques, car elle est une partie du vêtement ; des galeries chauffées font communiquer entre elles toutes les portions du phalanstère, intérieurement et extérieurement. Ce superbe monument qui recélera tous les conforts, et qui charmera les regards, ne coûtera pas plus que les 400 chaumières nécessaires à l'habitation de 400 ménages. Et Fourier s'étend avec délices sur les avantages et les économies que fournit une telle combinaison. Au lieu de 300 ou

400 cuisines, il n'en faudra plus que 5 ; des greniers, caves, magasins communs, rétréciront notablement l'espace que prendraient 400 greniers, caves, magasins individuels. De même, on épargnera du temps et des efforts pour une multitude de démarches qui seront opérées par un seul, au profit de tous.

Ainsi, toute initiative deviendra plus féconde parce qu'elle ne sera plus gênée par une autre initiative rivale ; les parasites, les improductifs qui pullulent aujourd'hui, grâce au désordre et à la confusion, seront astreints à une besogne efficace. Il en sera de l'économie des bras comme de l'économie de l'espace. Le travail accompli en commun au nom de la collectivité, selon des méthodes concertées, rendra le maximum. Les gaspillages, les déperditions de toutes catégories qui stérilisent l'action de l'humanité, pourront être éliminés jusqu'à complet épuisement. Fourier estime que le revenu devra quadrupler en peu de temps.

Autour du phalanstère, la population se livrera à la culture et aux diverses transformations manufacturières qui s'y rattachent, puis à celles qui dérivent des autres modes d'exploitation de la nature. Il n'y aura plus ni banquiers, ni commerçants, ni bureaucrates. Les services domestiques seront exécutés par des séries recrutées spécialement à cet effet, et la tâche qu'ils comportent ne sera point répugnante, puisqu'elle aura le caractère social. Nul n'aura son serviteur attitré, mais chacun aura cinquante serviteurs qui lui seront attachés pour les courts instants où il recourra à leur activité. Si, du reste, il n'était pas pourvu suf-

fisamment, par le choix autonome, à une mission que l'on pourrait encore (atavisme ou fausse éducation) tenir pour moins noble, les enfants, les « petites hordes », les « pages et pagesses » en seraient obligatoirement investis.

Au dehors du phalanstère, le pays changera d'aspect. Plus de haies, plus de clôtures ; toutes les traces du néfaste morcellement de notre époque s'évanouiront. A quoi bon les maintenir, puisque l'exploitation sociétaire ne connaîtra plus les domaines individuels, et, que par ailleurs, l'aisance régnant chez tous, le vol ne sera plus à redouter ?

La police disparaîtra et l'aveu de son inutilité s'imposera à tous les harmoniens. Non seulement, on ne se battra plus pour saisir la propriété, mais encore les haines sociales tomberont, par la cohabitation et la collaboration permanente des séries et des groupes. Il n'y aura même aucun inconvénient à admettre l'élection des chefs à tous les degrés : car en les nommant les citoyens s'inspireront uniquement de l'intérêt de la phalange, et par ailleurs les « unarques » et autres dignitaires ne disposeront d'aucun moyen de compression. La liberté est respectée par l'éviction de toute constitution politique.

L'éducation joue un grand rôle en *Harmonie* et Fourier s'applique à présenter, sur cette matière essentielle, des idées aussi judicieuses que nouvelles. Dès le plus jeune âge, il veut faire éclore les vocations d'instincts, afin d'appliquer ensuite les individus aux diverses fonctions auxquelles la nature les destine. « Il s'agit de développer non pas une seule vocation, mais une trentaine ». Les vues inté-

ressantes et originales abondent sur l'art d'exploiter les manies de l'enfant (le « furetage », le « fracas », la « singerie », la « miniature industrielle » ou imitation de l'atelier) et de « l'entraîner progressivement du faible au fort. »

Fourier de même s'est classé parmi les féministes le plus convaincus du XIX[e] siècle. Il a tranché un problème, vital entre tous pour les sociétés, selon les concepts que le socialisme a adoptés définitivement après lui ; en d'autres termes il a lié cette question à l'évolution sociale envisagée dans son ensemble. « Les progrès et les changements de périodes s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté et les décadences s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes ». Il écrit encore : « L'extension du privilège des femmes est le principe général de tous les progrès sociaux ». Le philosophe estime que les deux sexes doivent coopérer également à la vie de la collectivité et à la production, sous les réserves nécessaires. Aujourd'hui la femme ne vit que de privations. Englobée dans l'industrialisme, saisie par la machine, elle s'épuise en durs labeurs. Trop souvent, pour subsister, elle est contrainte de recourir à la prostitution. En *Harmonie*, émancipée par la pleine expansion de ses facultés, elle surpassera l'homme dans toutes les fonctions de l'esprit et du corps qui ne sont pas l'attribut de la force physique.

Il reste à dire comment Fourier définissait succinctement l'état social qui devait succéder tout de suite à la période civilisée, — et aussi comment en *Harmonie*, les phalanges se fédéreraient pour les grands travaux généraux.

Sous le régime du garantisme, le phalanstère ne surgira pas encore, mais des comptoirs commerciaux se dresseront de toutes parts ; ce seront des entrepôts de produits, qui réduiront les frais de gestion économique, qui prêteront aux cultivateurs, et peu à peu développeront l'esprit coopératif. A côté d'eux se créeront des assurances mutuelles, et d'autres établissements déjà fondés sur des principes plus radicaux, des pharmacies communales, par exemple. En outre, la lutte sera dirigée activement contre les intermédiaires, les parasites du négoce, afin d'en réduire l'effectif. Les marchands seront écrasés par des patentes croissantes. Chassés ainsi, par la fiscalité même, de leurs boutiques, ils se réfugieront vers la terre, et pour les recueillir, des fermes seront installées aux champs. Elles porteront le nom de fermes d'asiles, et avec les comptoirs commerciaux, susciteront l'organisation à venir. Elles se concerteront en effet pour les achats en commun, ruineront le commerce et, par contrecoup, la banque. Les capitaux qui étaient employés au trafic des marchandises ou de l'argent, reflueront vers la terre ou les fabriques, qui se grouperont de plus en plus autour des fermes. La gestion de ces institutions sera tellement prospère que les détenteurs de domaines fonciers s'en déferont volontairement, pour devenir actionnaires de la société nouvelle, et sans heurts ni difficultés, avec une liberté totale, les hommes passeront du garantisme à une forme supérieure.

VIII

En *Harmonie*, l'organisation essentielle étant connue, l'humanité pourra accomplir de gigantesques travaux, et tels que le monde n'osa jamais en tenter. Si le globe n'est pas mieux cultivé, si la nature offre partout des barrières à nos entreprises, si nous demeurons impuissants à transformer le milieu où nous vivons, la responsabilité de notre faiblesse revient au morcellement, qui a prévalu. Comment pratiquer les dessèchements, les défrichements, les percements indispensables, lorsque nous ne savons concerter nos efforts et que chacun, préoccupé de ses mesquins intérêts personnels, entre délibérément en lutte avec l'intérêt collectif ?

Fourier constate que des contrées, jadis fertiles et vivantes, comme une partie de l'Asie et le nord de l'Afrique, sont devenues improductives et presque désertes. La civilisation est seule coupable de cette détérioration de deux Continents. Les phases qui vont suivre, devront s'attacher à la remise en valeur de ces territoires négligés.

La phalange à coup sûr, avec ses contingents minimes de travailleurs, serait incapable de pourvoir aux besoins généraux ; mais elle n'est qu'une cellule, qu'une molécule sociale. A côté d'elle, des villes plus peuplées recèleront des moyens plus amples, — quoique l'auteur du *Nouveau Monde* ne soit guère favorable au système des grandes agglomérations. Mais rien n'empêchera de constituer de puissantes armées industrielles qui parcourront

les divers pays, selon l'opportunité, et qui pourvoiront, avec leurs bataillons serrés, à toutes les besognes collectives. Comme les hordes barbares se précipitaient à travers les montagnes et les plaines en fauchant des centaines de milliers d'êtres, celles-ci iront partout où le patrimoine humain devra être accru par un immense effort. A elles, il appartiendra de rendre le Sahara à la culture, de couper les isthmes de Suez ou de Panama, de créer des voies navigables au Canada. Fourier a ainsi prévu — comme du reste le saint-simonisme — quelques-unes des tentatives les plus gigantesques de notre temps, et il en a fait hommage à l'Harmonie dont l'organisation décuplerait, centuplerait l'énergie et l'initiative des peuples.

IX

Fourier, de même que la plupart des constructeurs de sociétés, s'est montré assez inclément pour ceux qui à côté de lui, dans des voies un peu différentes, cherchaient une régénération. Owen, son contemporain, eut souvent à souffrir de ses sarcasmes, bien que les essais de cet Anglais de génie à New-Lanark en Écosse, et à New-Harmony, dans l'Indiana, eussent rencontré le succès. Les résultats pratiques qu'il obtint contrastaient même avec les échecs subis par les fouriéristes — celui de Baudet-Dulary à Condé-sur-Vesgre (1832) tout particulièrement.

Owen, sur beaucoup de points, soutint des thèses originales et distinctes de celles du philosophe français. C'est ainsi qu'il poussait plus loin que

le phalanstère, en préconisant la communauté des biens et la répartition des produits selon les besoins essentiels. Il éliminait aussi la notion de la divinité — trait curieux pour l'époque — et réduisait la religion à la charité, à la recherche du vrai, à l'amour, à la poursuite du bonheur général. Devançant les écoles criminalistes contemporaines, il établissait l'irresponsabilité de l'homme, esclave du milieu, et par suite supprimait les récompenses et les peines. Il se rapprochait de Fourier par d'autres côtés, montrant, dans son fameux mémoire au congrès d'Aix-la-Chapelle, la croissance parallèle des forces productives et de la misère, réclamant l'extension des machines au profit de tous, et il concluait à l'institution de petites communautés à la fois agricoles et industrielles, et entre lesquelles se distribueraient autant que possible les cités populeuses.

Owen ne saurait être étudié longuement en ce livre dont nous ne voudrions point, sans nécessité absolue, déborder le cadre, mais il convenait de signaler ses vues à côté de celles de Fourier. Le réformateur français lança d'ailleurs contre le créateur de New-Lanark des accusations parfois injurieuses, lui reprochant surtout, dans l'ordre doctrinal, son communisme, son athéisme et l'excessif développement qu'il concédait au travail manufacturier.

X

Les socialistes de la seconde moitié du XIXe siècle ont été beaucoup plus durs pour les écrivains de

1840-1848, Louis Blanc, Pierre Leroux, Pecqueur, etc., que pour Saint-Simon et Fourier. Peut-être discernerons-nous quelque injustice dans les griefs opposés à l'*Organisation du travail* ou au *Traité des améliorations matérielles*. C'est précisément parce que le socialisme de notre époque se proclame scientifique et s'oppose à l'utopie ou à l'idéologie pure qu'il devrait professer quelque générosité pour le passé. Il était impossible d'atteindre du premier coup à la plénitude des conceptions que Marx, Engels, leurs contemporains et leurs successeurs, ont coordonnées et systématisées. Mais nous aurons lieu de revenir sur ce thème si digne de discussion.

Si Saint-Simon et Fourier n'ont pas succombé à une critique souvent facile, ils ont bénéficié du caractère purement spéculatif, littéraire de leur carrière. Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Proudhon, Considérant, ont été de près ou de loin mêlés à la direction politique de la France, à une heure solennelle de l'histoire de la démocratie. La défiance qui a pu s'attacher à leur attitude pratique a rejailli, parfois à tort, sur leurs écrits.

Fourier a eu le mérite de nous transmettre une condamnation vraiment intégrale de l'industrialisme, un état détaillé et complet du parasitisme social, un exposé probant de la valeur de l'action collective. Tous les publicistes socialistes qui se succéderont de 1830 à 1848 lui devront une part plus ou moins développée de leurs propres œuvres. Sans l'auteur du *Nouveau Monde*, et sans Saint-Simon aussi, ni le socialisme français, ni peut-être le socialisme allemand n'eussent pris l'expansion qui a

signalé la fin de la Monarchie de Juillet. Et si peu révolutionnaires qu'ils fussent, ou quelque parti pris qu'ils aient montré contre un soulèvement plébéien, les deux précurseurs n'ont pas été étrangers au sursaut de Février. Fourier surtout, par ses attaques contre le capitalisme, contre les incohérences et les tares du système, a frayé la voie aux communistes les plus radicaux. Bien plus, il est le père naturel de leurs théories, si subversives qu'elles paraissent au regard des idées phalanstériennes.

CONSIDÉRANT

I

Victor Considérant forme transition entre la période des précurseurs et celle des écrivains plus politiques de 1840. Héritier direct et fidèle de la pensée de Fourier, il s'est efforcé de la traduire et de la développer; il l'a précisée parfois avec bonheur; mais, en même temps, il interprète les revendications plus âpres et plus pressantes d'un prolétariat plus conscient. La guerre sociale, considérée abstraitement avant lui, gronde comme une menace permanente dans ses derniers ouvrages. Il a formulé, en des termes très nets et très catégoriques, l'antagonisme des classes. D'ailleurs sa doctrine, surtout sa critique des hommes et des institutions, ont évolué fortement depuis sa *Destinée sociale* parue en 1834 — et plus tard réimprimée — jusqu'à ses *Principes du socialisme* ou jusqu'au *Socialisme devant le Vieux Monde* publiés en 1847 et 1848. Journaliste et député, jeté par les événements à la tête du parti démocratique, il se trouve contraint de rompre, durant la seconde partie de sa vie, avec la méthode sereine des livres conçus dans le silence. Homme d'action, il modifie, sinon ses théories, du moins leur expression et leur or-

donnance. Il porte ainsi une double empreinte : celle des enseignements qu'il avait reçus ; celle du temps où il a vécu. Les circonstances l'ont entraîné à ramasser, à condenser les thèses de son maître, pour en faire une arme du combat quotidien Il est curieux d'étudier successivement chez lui les deux influences maîtresses que nous signalons, et le simple exposé de ses idées conduit à les mettre en relief et à en opérer le départ.

II

Nous ne voulons pas reprendre par le menu dans l'œuvre de Considérant : *Destinée sociale* ou *Résumé de la Doctrine*, les concepts fouriéristes déjà analysés. Tout au moins notre intention n'est-elle point de leur consacrer de longues pages. Mais il importe pourtant d'y revenir, ne fût-ce que pour discerner les différences qui surgissent entre l'auteur du *Nouveau Monde* et son disciple le plus connu et le plus éminent.

La *Destinée sociale* ne prétend point bouleverser le gouvernement de la France. Bien au contraire, elle contenait une dédicace au roi, « comme étant à titre de chef de l'État et de premier propriétaire, le plus intéressé à l'ordre, à la prospérité politique et particulière, au bonheur des individus et des nations ». Tel est le texte de 1834. Dans l'édition de 1847, Considérant a ajouté une nouvelle préface en affirmant qu'il n'accordait plus la même confiance au pouvoir de Louis-Philippe.

« L'organisation de la commune est la pierre angulaire de l'édifice social. Quelque vaste et quel-

que parfait qu'on le suppose, on ne peut avoir de bon gouvernement, tant que les intérêts restent divisés dans la commune... Jusqu'ici on a organisé la guerre, les finances, — non l'industrie, le travail productif qui créent la vie ».

Partant de ces principes, Considérant cherche, après Fourier, les lois et le mécanisme d'un ordre nouveau, car il se refuse à perfectionner la société actuelle, mauvaise en soi et que nul ne peut rendre bonne. Ce qui prépare sa destruction, c'est l'incohérence, le morcellement, les luttes qu'elle découvre à chaque pas. Elle emploie une énorme quantité de travail et de puissance à ne rien produire ; de plus les forces mêmes appliquées à la production sont loin d'atteindre au rendement logique et normal. La concurrence, qui est l'âme du système, conduit au monopole et à l'écrasement des salariés. Quant au commerce, il est malmené par l'élève comme par le chef de l'école, puisque tantôt on le qualifie d'institution-vampire et que tantôt on assimile ceux qui l'exercent aux bandits des grandes compagnies d'autrefois. « La forme sociale actuelle est contraire aux intérêts généraux des individus et des peuples. Elle affame et appauvrit le corps social ».

Nous n'insisterons pas sur l'exposé historique de la vie de l'humanité qui n'offre rien d'original, avec son déroulement de périodes. Passant à l'organisation future, Considérant exprime une idée digne d'attention en proclamant qu'elle doit comporter une réelle abondance de biens. « Le développement harmonique des sentiments sociaux veut être assis sur une large base de richesses sociales ».

La liberté ne saurait même se concevoir autrement. « Point d'instruction, de liberté, de bonheur, ni d'harmonie, sans une grande augmentation de la richesse sociale ».

Cette croissance de la fortune publique qui semble si nécessaire, qui est même la condition de tout progrès, on l'obtiendra à la fois de l'expansion des découvertes scientifiques et du groupement des efforts. Le mode d'association préconisé — et qui est exactement celui de Fourier — se tient à égale distance du morcellement et de la communauté. Cette dernière formule — en d'autres termes le communisme — égalisation de tous les éléments humains, entraîne l'injustice et la confusion, et n'existe que par le despotisme.

Considérant n'introduit aucune innovation dans le phalanstère. Remarquons pourtant qu'il consacre de longues et curieuses pages au rôle des machines. Loin de chasser, de ruiner l'ouvrier en le privant brusquement de son travail, elles le serviront et multiplieront, pour le bien de tous, l'activité de la production. De même encore, l'auteur de la *Destinée sociale* insiste sur l'hygiène et la salubrité de la cité future, qu'il oppose à la malpropreté de nos villes et de nos villages actuels, où l'homme manque à la fois de logement, de vêtement et de nourriture. L'habitation décèle la phase de la civilisation à laquelle le monde est arrivé : « L'évolution sociale, qui conduira l'humanité en période harmonienne, nous apportera des palais là où l'on n'a su bâtir que des maisons de boue et de crachat ». Et après avoir indiqué en détail l'aménagement de sa commune, des séristères ou ateliers,

et ouvert à l'art des horizons merveilleusement élargis, Considérant s'écrie : « Cela est trop beau pour n'être pas la vérité elle-même, la destinée de l'homme, la volonté de Dieu sur la terre ».

L'éducation, qui tient déjà une si large place dans la doctrine de Fourier, ne pouvait être négligée. Le troisième fascicule de la *Destinée sociale* lui est réservé tout entier et les idées qui y sont défendues, avec une surprenante abondance d'arguments, n'ont rien perdu de leur valeur. La société doit l'instruction à l'individu. Aujourd'hui on se borne à donner aux gens quelques enseignements de caractère militaire : « On ne leur apprend qu'à se présenter régulièrement à la gueule des canons chargés à mitraille ».

L'éducation qui est dispensée aux classes riches est inféconde et ridicule, et à aucun égard, elle ne saurait être envisagée comme modèle. Reposant en effet sur l'exclusion de la liberté, sur l'asservissement de l'intelligence, sur l'uniformité de méthodes et de rations, elle ne peut produire des générations utiles. Par ailleurs, trop souvent distribuée en particulier, à domicile, elle entretient la notion des distinctions sociales et va ainsi contre tout objectif rationnel. Il faut donc faire table rase des procédés en vigueur.

L'éducation doit être unitaire, c'est-à-dire cohérente, par l'élimination des conflits entre les données religieuses et les données scientifiques ; elle sera rapide, pour que l'homme ne demeure pas un parasite et remplisse de bonne heure une fonction active. Elle sera universelle et allouée à tous les citoyens sans exception, conforme aux vocations et

purgée de tout arbitraire, intégrale et non partielle : elle n'exercera aucune contrainte, de peur de rester rebutante. Comme l'on en peut juger, le système de Considérant est conçu au rebours de la méthode classique, qui consiste à favoriser une élite de privilégiés, à forcer la nature, et à cultiver certaines facultés au détriment de toutes les autres.

L'instruction, qui est maintenant dévolue pour une faible part à l'Etat, pour une large part aux personnes privées, incombera à la collectivité, — à la phalange. Cette dernière seule peut se conformer à tous les principes préconisés, et elle ne saurait s'y soustraire sans manquer à sa mission même qui est d'assurer le bonheur et le développement commun. Intéressée à trouver des serviteurs dans tous les domaines, elle se gardera bien de produire des déclassés et des impuissants, et elle comprendra qu'elle préparera son avenir, non point en imposant des directions, mais en soutenant les vocations naturelles.

Dans ce fascicule de la *Destinée sociale,* Considérant, toujours fidèle à la pensée de Fourier, l'a encore élargie en déduisant toutes les conséquences d'une admirable formule pédagogique. Rien de plus beau, de plus judicieux, de plus complet n'a été écrit sur l'éducation sociale dans le siècle écoulé. Et n'eût-il laissé que ce morceau de tant d'ampleur, que le premier des fouriéristes mériterait d'être classé parmi les champions les plus éminents de la démocratie. Mais après avoir montré le premier courant de ses concepts économiques ou moraux, il convient de passer au second aspect de sa doctrine.

III

Dans ses *Principes du Socialisme* (1847), Considérant a lancé contre la société capitaliste de très âpres critiques qui lui ont assigné un rôle très militant. Il faut joindre d'ailleurs, à ces accusations véhémentes, quelques extraits de ses autres écrits : *le Socialisme devant le Vieux Monde* spécialement, et l'on saisira tout de suite les dissidences qui ont surgi entre la thèse fouriériste pure et cette thèse transformée au contact des réalités, des phénomènes économiques quotidiens.

Fourier a fait appel, toute sa vie durant, au financier qui lui permettrait de réaliser ses desseins et de constituer une phalange, d'édifier un phalanstère sur des bases solides. Quelques griefs qu'il développe contre le désordre existant, il n'a jamais eu la conception d'un soulèvement imminent des travailleurs ; il n'a jamais exprimé, en termes distincts, sa notion d'une scission interne du corps social.

Considérant, au contraire, affirme, dans la langue la plus précise, l'antagonisme des propriétaires et des non-propriétaires. Il montre par une série de déductions comment la Révolution de 1789, accomplissant une tâche insuffisante ou instable, a laissé subsister des cloisons entre les catégories sociales. Elle a bien manifesté un droit nouveau ; il reconnaît l'ampleur de ses principes, mais elle a eu le tort de briser trop tôt son élan et de n'exécuter qu'une œuvre négative. Elle s'est trop satisfaite dans le jeu des nobles abstractions, laissant au

temps, à une sorte de fatalité, le soin de compléter son entreprise. De la sorte, le passé a bien été sacrifié, mais l'avenir n'a été ni organisé, ni prévu. L'administration politique de la France a été bouleversée, la prédominance passant de certains éléments à certains autres, mais la constitution économique a été si négligée, que la direction est revenue tout de suite aux plus forts ou aux plus avides.

La suppression des corporations, oppressives pour la masse, pouvait se défendre, à condition qu'on les remplaçât et qu'un autre système d'association prévalût. Or, les hommes de 1789 ont tout livré au hasard, et de leur incurie sont issus tous les maux actuels. La thèse est remarquable, quoique fort en contradiction déjà avec le fouriérisme, qui veut dissoudre l'Etat, et qui combat son action. Considérant, dans cette critique, apparaît nettement interventionniste et même, dans ses exposés phalanstériens, il a toujours été quelque peu gêné par ses préférences pour une décision fondamentale de la puissance publique. Notons que les socialistes de la seconde moitié du XIX[e] siècle, Marx et Engels eux-mêmes, n'ont pu se soustraire à cette difficulté.

La concurrence, l'anarchie, le monopole, ont exercé leurs méfaits au lendemain de 1789. Les forces productives sont si mal réparties et si exactement accaparées par une infime minorité, que la foule est exploitée et asservie. Fourier avait déjà, comme du reste Saint-Simon, posé cette affirmation si évidente, mais Considérant les dépasse étrangement l'un et l'autre dans son réquisitoire et dans son analyse de la condition prolétarienne.

« L'organisation industrielle est une colossale machine, qui fait des pauvres et des prolétaires, en quantité d'autant plus grande que son travail est plus fort et son mouvement plus intense. Les économistes vantent la liberté, fille du 14 juillet et du 4 août. Mais la liberté absolue, sans organisation, n'est que l'abandon des masses désarmées et dépourvues à la discrétion des corps armés et pourvus... Où sont les hommes libres? Vous faites semblant de regarder comme libres ces masses innombrables de prolétaires sans capitaux, sans instruments de travail, et qui sont contraints, de par la mort qui plane incessamment sur eux et leurs familles, de trouver chaque jour un maître. » Une aristocratie s'est reconstituée en fait et l'accès en est soigneusement interdit. Le pauvre meurt pauvre ; il ne saurait s'élever : il est vrai que le riche risque toujours de tomber dans la gêne ; en attendant, un certain nombre de familles, comme sous l'ancien régime, accaparent les fonctions : « Pratiquement, positivement, nous vivons toujours sous un régime de castes... ». « La guerre industrielle, succédant à la guerre militaire, a constitué un servage, non plus personnel et direct, mais indirect et collectif, la domination de la classe des possesseurs de capitaux, de machines et d'instruments de travail sur les classes déshéritées ». Et ce servage se présente comme jadis l'esclavage. Il ne surprend, il ne scandalise plus personne, « il est d'ordre naturel et légitime aux yeux de la société officielle ».

La condition des travailleurs n'est pas seulement mauvaise ; elle va s'aggravant sans relâche : par

la concurrence qui s'exerce entre eux, le salaire tombe à la limite des nécessités extrêmes de l'existence. Que si quelques chefs d'industrie, plus humains, plus conscients de leurs devoirs, s'efforcent de résister à ce mouvement de dépréciation continu, leurs bonnes dispositions ne tiennent pas; il faut qu'ils suivent, sous peine de succomber.

Au reste, le prolétariat n'est pas le seul à souffrir des phénomènes de la concurrence : à côté de lui la classe moyenne se disloque, minée de toutes parts, attaquée par en bas et par en haut, vouée à un écrasement prochain et définitif. Les propriétaires, dont les ressources sont réduites, dont les domaines sont trop étroits, dont l'outillage ne peut se renouveler à chaque instant, sont condamnés. Le machinisme pèse sur eux et les étouffe ; il les ruine après avoir asservi les travailleurs.

Ainsi la concentration de la puissance économique se poursuit avec une effroyable rapidité et une invincible logique. Les couches sociales intermédiaires disparaissent, versées dans le prolétariat qui devient le réservoir immense des vaincus du régime. Possédants et non-possédants, grands capitalistes et déshérités de la fortune se dressent les uns contre les autres, et cet antagonisme des classes n'est pas particulier à la France : il s'affirme dans toutes les contrées qui nous entourent, en Belgique et en Angleterre par exemple.

Ce qui est plus grave que tout le reste, c'est l'inféodation du gouvernement à la caste industrielle. Il n'agit que sur ses ordres : toutes les lois sont faites pour elle. Comment douter qu'on marche aux pires bouleversements? « Les bourgeois ne

veulent pas reconnaître que la Révolution n'est pas terminée, qu'elle sera en permanence jusqu'à l'avènement d'une société nouvelle ». Voilà presque les accents de Babeuf et des Egaux. Mais Considérant, nous le savons déjà, ne les imitera pas dans leurs conceptions positives.

IV

Il proclame le droit au travail, le droit de tous à la propriété, mais il s'en tient, avec son maître, à l'union du capital et du travail et à l'association phalanstérienne. Tout au plus admettrait-il, au début, un acte de la puissance publique pour frayer les voies à l'avenir. Il est curieux de constater que, tout en prévoyant les initiatives destructives du prolétariat, il se garde bien de recourir à lui. Il en a peur : il le considère comme une masse sans pensée, mue par ses seuls instincts, incapable de construire ; il s'adresse « aux vrais conservateurs », soucieux de la concorde. Il attend d'eux une sorte de 4 août bourgeois, une renonciation partielle à leur privilège économique et politique.

Surtout, il exclut la communauté ou le communisme, système de réaction dont il impute l'idée mère aux saint-simoniens et à leur théorie de l'illégitimité de l'héritage. Suivons-le au reste, un instant, dans ses appréciations sur les divers partis politiques ou sociaux de son époque. — En réalité, les fractions politiques n'ont plus ni principe d'action, ni raison d'existence : les questions électorales et autres, qui remplissaient leurs loisirs, ont

fait leur temps ; la corruption, les intrigues toujours renaissantes, qui sont la monnaie courante de la vie parlementaire, leur ont d'ailleurs retiré la sympathie du public. Les problèmes sociaux primant tout, elles ne méritent même plus d'être examinées...

Quant aux partis qui se préoccupent de la constitution économique de la France, ils sont rangés par Considérant en plusieurs catégories : les doctrinaires qui n'offrent aucune solution; la démocratie rétrograde ou révolutionnaire, qui médite la substitution de la République à la monarchie ou l'abolition de la propriété, et la démocratie pacifique et organisatrice. C'est le programme de cette dernière que le disciple de Fourier n'a cessé de défendre, non sans talent, non sans péril même pour sa liberté, puisque son journal, intitulé la *Démocratie pacifique*, fut saisi et poursuivi en 1847, pour excitation à la haine contre des classes de personnes et contre le gouvernement.

A l'association rêvée par l'auteur du *Nouveau Monde,* Considérant superposa d'autres conceptions : la proclamation de l'unité religieuse par la liberté de conscience, une sorte de fusion du protestantisme, du catholicisme et de la philosophie rationaliste, la substitution de l'arbitrage à la guerre ; il marqua une certaine indifférence pour la forme de gouvernement, mais il ne manifesta aucune répulsion pour l'action de l'Etat : c'est à ce titre, et aussi par sa critique plus violente, qu'il se distingue de son maître.

PIERRE LEROUX

I

De même que Considérant a prolongé l'école fouriériste, le saint-simonisme a trouvé dans Pierre Leroux son dernier représentant — un représentant parfois peu fidèle, il est vrai.

L'auteur de *l'Egalité*, de *l'Humanité*, de *la Ploutocratie* et de tant d'autres livres et opuscules, a été, comme tous ceux dont nous avons déjà analysé la pensée, un convaincu et un désintéressé. A ce titre, il mérite l'estime, quelque obscurs qu'aient été parfois ses concepts, quelque confusion qu'il ait introduite entre les choses de la religion et celles de l'économie sociale.

Il a laissé une critique violente du capitalisme : le saint-simonisme, comme le fouriérisme, en cédant la place à des écoles nouvelles et mieux adaptées aux nécessités du jour, a aggravé sa condamnation du régime actuel. L'un et l'autre ont tenu un langage quasi révolutionnaire, alors qu'ils professaient, pour la révolution violente, ou même pour l'action populaire, une appréhension et des dédains ostensiblement exprimés. Dans l'ordre pratique, ils ont également répugné aux solutions extrêmes, mais l'on doit pourtant reconnaître que Pierre

Leroux, malgré sa timidité, a posé des principes presque communistes ou susceptibles de fonder le communisme. Il est vrai que l'auteur de *la Grève de Samarez* s'est infiniment moins préoccupé de préparer les voies à la réalisation d'un état nouveau qu'à développer des idées pures. La philosophie générale l'a tenté comme son maître ; l'histoire de l'évolution de l'humanité a eu le don de retenir son attention : il s'y serait sans doute exclusivement cantonné, s'il n'avait été entraîné par les événements mêmes. L'on ne dira jamais assez, en effet, quelle influence la décomposition sociale, si apparente dans la seconde moitié du règne de Louis-Philippe, exerça sur les penseurs de cette époque.

Pierre Leroux est un philosophe humanitaire, un moraliste et quelque peu un métaphysicien ; nous ne saurions lui refuser la qualification de démocrate et de socialiste, car il fut l'un des esprits les plus généreux de son temps, et le souci de l'amélioration de la classe la plus nombreuse, selon la formule des saint-simoniens, perce sous la complexité souvent mystique de sa doctrine.

II

La société a pour base le dogme de l'égalité, mais c'est l'inégalité qui règne, et par suite le monde est en contradiction avec la volonté divine qui a proscrit les distinctions entre les hommes. Tant qu'elles subsisteront, il n'y aura point de justice, mais oppression des uns par les autres. Pierre Leroux ne fonde donc pas son système sur des dé-

ductions économiques, sur l'analyse des phénomènes de la production et du travail. Il procède différemment : il n'invoquera la domination bourgeoise et l'accaparement des capitaux et des machines que comme des arguments en faveur de ses conclusions, et il pourrait tout aussi bien conduire sa dialectique en un autre sens.

Montesquieu n'a pas compris la nécessité du nivellement social ; Rousseau, à l'inverse, l'a glorifié en termes inoubliables, et c'est à ce titre qu'il est infiniment supérieur à l'auteur de *l'Esprit des lois*. Pour édifier une cité idéale, il suffirait d'en opposer tous les principes à ceux de l'état actuel où l'inégalité triomphe en souveraine maîtresse.

Elle prévaut dans l'industrie, où les instruments de travail sont accaparés par le plus petit nombre ; dans l'administration de la justice, dans l'exercice même de la liberté de pensée, simple droit théorique pour la foule laborieuse ; dans la condition de la femme toujours dirigée et subordonnée.

Lorsqu'on examine la France moderne, on constate que le dogme de l'égalité est généralement violé, et que la nation est subdivisée en castes, d'attributs superposés, et ennemies les unes des autres.

Les propriétaires n'y constituent pas, comme d'aucuns l'affirment, la majorité, mais un petit groupement noyé dans la masse. Sur près de 35 millions de citoyens, 12 millions au moins sont dénués de tout ou de presque tout, voués à la misère, au chômage, à la vie étroite et précaire : 4 millions de mendiants ; 4 millions d'indigents ; 4 millions de salariés sans ressources fixes. Et voici le tableau fidèle du pays : « 196.000 chefs de fa-

mille forment une vaste maison de commerce possédant un capital qu'on ne saurait estimer et qui a nom la France. Cette maison met annuellement en activité 34 millions d'employés, d'ouvriers, d'hommes, de femmes et d'enfants. Le fruit de ses opérations est de rapporter, au minimum, 9 milliards de revenu brut, déduction faite des semences et autres frais matériels d'entretien de son outillage général. Elle paie ses salariés un peu plus de 5 milliards : il lui reste un bénéfice net de 3 milliards 800 millions ».

A porter un coup d'œil en arrière, jusqu'aux sociétés antiques, nous nous apercevons que la justice n'a pas toujours été un vain mot. Pierre Leroux, tombant dans une erreur qui a été souvent répétée, nous présente Sparte et la République utopique de Platon comme des modèles d'équitable répartition. Le christianisme a détruit les castes, aboli les différences entre les catégories sociales, et là est encore le meilleur de son œuvre. « On pourrait, jusqu'à un certain point, ne voir dans l'Évangile qu'une chose : le projet formé et exécuté par Jésus de donner un sens profond au signe de l'égalité des anciennes Républiques », et le repas en commun apparaîtrait comme un symbole de ce dessein. Tel est le thème que Leroux a développé dans son livre *l'Égalité*, paru en 1838.

Le mal du monde contemporain résulte de l'abandon des principes de l'antiquité et du christianisme. La vie antérieure de l'humanité contenait en germe la démocratie, mais les enseignements de Platon et du Christ ont été désertés à travers les âges. Le fait brutal a prévalu sur le droit, ou

plutôt, entre les mains d'écrivains trop habiles ou trop soucieux de conserver l'état existant, il est devenu tout le droit. Si aujourd'hui nous cherchons de toutes parts une solution au problème des sociétés, c'est que nous avons reconnu le long divorce entre le fait et le droit, et que nous entendons adapter le premier au second.

III

Les conclusions de Pierre Leroux sont complexes : elles comportent un aspect philosophique ou métaphysique traité dans le livre de *l'Humanité* (1840), et un aspect économique ou politique, éclairé par les *Aphorismes de la Doctrine* que Luc Desages et Auguste Desmoulins publièrent en 1848. — La religion est la condition suprême de tout bonheur social. Elle n'est qu'une philosophie qui se connaît, de même que la philosophie est une religion qui se cherche. N'est-ce point là toute la pensée saint-simonienne avec son permanent essai de conciliation du rationalisme et du dogme?

C'est à Dieu que l'homme doit demander la solution du problème de la vie, et tout le rôle des écrivains modernes a consisté à dégager les vérités du mosaïsme et du christianisme. Ils ont détruit la forme, mais ils n'ont pas touché à la substance même.

Pour réaliser l'égalité, tous les êtres humains se proclameront citoyens, associés, fonctionnaires dans la cité nouvelle, dans la République de liberté et de fraternité. Toute constitution est fondée sur la Triade, en d'autres termes sur la

juxtaposition de trois éléments. Par exemple, l'association devra satisfaire aux trois exigences de notre psychologie : sensation, sentiment, connaissance ; trois corps gouverneront l'Etat au point de vue administratif, éducatif, législatif ; l'éducation sera triple, comprenant la gymnastique, l'éducation proprement dite et l'instruction. Et l'on pourrait poursuivre encore, en se demandant toutefois quelle est la valeur positive de cette combinaison singulière et qui se représente à chaque pas.

Pierre Leroux — et ceci est infiniment plus intéressant — aboutit à une apparence de communisme (nous écrivons à une apparence, parce que sa formule exclut la clarté). — Tout homme a droit à l'habitation, à la nourriture et au vêtement, sans toutefois que le droit individuel puisse contrarier le droit de tous. Tout homme aura accès à la propriété, car chacun doit pouvoir user d'une chose déterminée de la façon que la loi détermine. C'est à peu près le dispositif que Robespierre avait inséré dans la fameuse déclaration qu'il soutint devant son club, pour l'abandonner à la Convention.

Mais Leroux va plus loin encore, ou tout au moins, les *Aphorismes de la Doctrine* sont infiniment plus radicaux. Il ne suffit pas de modifier l'organisation de la propriété en la déclarant pure convention, instable, et dépendante de la volonté des contractants. Les instruments, les matières premières seront concentrées par l'Etat. C'est lui qui sera chargé d'assurer une production égale à la demande de la consommation et qui, par suite, dirigera les travaux. Quant aux producteurs, ils

seront classés selon leur capacité, rétribués selon leur tâche et selon leurs besoins.

A tout bien compter, Pierre Leroux, saint-simonien d'origine, élargit singulièrement, dans ses conceptions sociales, la doctrine de l'école, si hostile à la communauté. De même que Considérant, il forme transition entre les précurseurs et les communistes ou collectivistes de 1840. Là est toute la valeur de son système, si suranné et si puéril à tant d'égards.

LOUIS BLANC

I

Les idées de Considérant et de Pierre Leroux sont tirées directement des enseignements de Fourier et de Saint-Simon. Louis Blanc et Vidal présentent une formule plus politique, plus immédiatement accessible de la réforme sociale ; avec l'auteur des *Principes du Socialisme* et l'auteur de *l'Egalité*, avec Pecqueur, Cabet et Proudhon, ils ont constitué ce que nous avons déjà appelé l'école de 1840.

Cette école qui, à vrai dire, n'est qu'un groupement d'hommes, de tempéraments, d'aspirations, de philosophies différentes, a poussé, à son point extrême de précision, la pensée socialiste française avant la Révolution de 1848, — contemporaine elle-même du manifeste des Communistes. Aucun des publicistes, qui la composent, n'a pu se flatter de résumer en lui l'intégralité de cette pensée, mais chacun d'eux a contribué à former les éléments d'une doctrine, qui ressemble par beaucoup de traits à celle du document fameux signé de Marx et d'Engels.

Louis Blanc et Vidal ont marqué la nécessité du recours à l'Etat, justifié la conquête des pouvoirs

publics, préface de toute révolution. Pecqueur et Cabet ont exposé avec une ampleur sans précédent, l'un le collectivisme, l'autre le communisme absolu. Proudhon, enfin, a mis en plein relief l'antagonisme des classes, le vice initial de la propriété, le prélèvement permanent du capitaliste sur le salarié, les contradictions internes d'un régime économique qui fait d'autant plus de malheureux qu'il accumule plus de richesses. Réunissons toutes ces données : nous avons l'expression presque totale du marxisme. Cette doctrine combinée diffère pourtant de celle qui est aujourd'hui le fonds commun du socialisme international. D'une part, elle se proclame idéaliste, elle invoque à chaque pas les abstractions de droit et de justice ; de l'autre, elle a ignoré le matérialisme historique, c'est-à-dire l'explication de l'histoire par le déroulement des événements économiques ; par suite elle n'a pu prouver avec une clarté complète que l'évolution naturelle même du régime capitaliste entraînait toutes les nations du Vieux Monde vers une phase nouvelle, où elles pourraient pénétrer avec des secousses relativement atténuées et un minimum d'efforts. Il faut ajouter, après bon nombre d'écrivains socialistes de notre temps, que le matérialisme historique ne fait point corps avec le système des lois marxistes, et qu'on pourrait l'en détacher sans toucher ni à la thèse de la plus-value, ni à celle de la concentration industrielle ou agricole.

Les publicistes français de 1840, que nous avons rassemblés, un instant, pour coordonner leurs apports, ont été très loin de former un groupement comparable à celui des saint-simoniens ou des fou-

riéristes. Ils n'avaient en réalité rien de commun, sinon l'époque où ils ont vécu. Leurs aspirations étaient essentiellement contradictoires. A côté de Louis Blanc et de Vidal, qui attendent de la puissance publique toute la transformation sociale et qui ne craindront jamais de trop renforcer l'action gouvernementale, Proudhon considère l'écrasement, la dissolution de l'Etat comme la condition suprême de toute rénovation. Au lieu de concéder à l'Etat la direction des actes décisifs à accomplir, il lui voue toutes ses haines ; il ne voit en lui que l'arme de la compression plébéienne. — Chez Marx, à l'inverse, la puissance publique qui peut passer demain au prolétariat est sans cesse distinguée de l'Etat — expression normale et exclusive d'une domination de classe — ou plutôt telle est la pensée intime de l'auteur du *Capital*, car la formule en est toujours si ambiguë qu'on a pu souvent redouter une antinomie fâcheuse.

Sur un second point, fondamental aussi, les publicistes de 1840 sont entrés en lutte les uns avec les autres. Louis Blanc et Vidal, et de même Pecqueur et Cabet, ont cru que bourgeoisie et prolétariat pourraient se rapprocher, s'allier, se confondre pour forger un nouveau statut social. Ils conservent la foi robuste des précurseurs dans la générosité humaine. Hantés, obsédés par la croyance en un 4 août capitaliste, ils ont écarté, en dernière analyse, l'hypothèse d'un mouvement d'en bas. Proudhon, au contraire, n'a pas cessé de poser l'antagonisme des classes comme irréductible et il est fort curieux de voir cet écrivain petit bourgeois, dont les projets pratiques ne visaient qu'à un élargissement indé-

fini de la petite bourgeoisie, recommander aux prolétaires, du commencement à la fin de sa carrière, d'éviter tout compromis entre chefs d'industrie et salariés.

Il serait loisible de souligner encore d'autres différences, mais elles ressortiront d'elles-mêmes au cours de cet exposé. Mieux vaut insister ici sur le rôle que les prédications socialistes de la monarchie de Juillet ont joué dans la préparation de Février 1848.

Jusque vers 1832 ou 1833, le prolétariat était demeuré à l'écart de toute propagande sociale. Les conférences des saint-simoniens et des fouriéristes s'adressaient moins aux ouvriers qu'aux intellectuels du temps, et tous ceux qui se sont illustrés, en participant aux recherches de ces deux sectes, étaient sortis de la grande ou de la moyenne bourgeoisie. Sous la Restauration, l'opposition avait uniquement défendu des dogmes politiques, réclamé l'extension du droit de suffrage, la limitation de l'autorité monarchique, la répression des entreprises cléricales. Au début du règne de Louis-Philippe, c'étaient encore les problèmes politiques qui avaient accaparé l'attention, — le parti républicain surgissant soudain des barricades de Juillet.

L'insurrection lyonnaise de 1831 éclata comme un coup de foudre. Brusquement, elle fit passer, au premier plan, des revendications sociales, longtemps demeurées latentes. Il apparut à tous que des hommes nouveaux, tirés de la pénombre où ils s'étaient enfouis, réclamaient leur part de fortune et de bonheur. Le soulèvement des tisseurs, qui voulaient « vivre en travaillant ou mourir en com-

battant » illumina d'un éclat inattendu les enseignements saint-simoniens et fouriéristes. Il n'en fallut pas plus pour que les sociétés républicaines, si actives, si remuantes alors, inscrivissent dans leurs programmes des articles d'allure socialiste. Le milieu était admirablement préparé pour la diffusion des idées que Louis Blanc et ses contemporains allaient répandre.

Si la Révolution de Février a tant différé de 1789 et de 1830, si elle a été marquée par un gigantesque sursaut ouvrier, si elle a pris l'aspect, dans ses premiers jours, d'un triomphe de la démocratie plébéienne, ses caractères lui ont été imposés par les publicistes mêmes que nous avons énumérés. Le prolétariat de 1848 n'était pas encore pénétré de l'idée de l'opposition obligatoire des classes ; il croyait que ses maîtres pourraient s'unir à lui pour secouer sa servitude, et que l'universalisation du suffrage serait la préface de l'universalisation de la propriété. A cet égard, il nourrissait des conceptions erronées que lui avaient inculquées la plupart des livres et des brochures du temps ; mais s'il était incertain sur la tactique à suivre, s'il se trompait sur la méthode même de son émancipation, il savait déjà que sa subordination résultait de tout le statut économique. Il avait appris que les conquêtes politiques ne sont rien ou presque rien, qu'elles doivent être tenues pour des moyens, non pour des objectifs définitifs. Il s'était convaincu que l'origine de tous ses maux était l'accaparement des outils et des machines par une minorité, et que ses souffrances ne cesseraient que du jour où ce monopole serait brisé, et c'est pourquoi, marchant vers l'Hôtel de

Ville, il ne réclamait pas seulement le suffrage universel — qu'il était loin de dédaigner — mais aussi le droit au travail et sa sanction, l'organisation du travail.

Février 1848 s'offre ainsi comme un sursaut prolétarien juxtaposé, il est vrai, à une révolte de la petite bourgeoisie. La seconde République, du moins en sa phase vivante, s'encadre entre deux levées de la classe ouvrière : l'une, pleine d'espoir ; l'autre, celle de la fin — Juin — désespérée. L'une et l'autre sont issues de la propagande qui s'est exercée sous toutes les formes dans la seconde période de la monarchie de Juillet. Louis Blanc et Vidal, Considérant et Leroux, Pecqueur et Cabet, et Proudhon et Blanqui que nous étudierons plus loin, ont collaboré à cette formation d'une nouvelle conscience démocratique.

Leur action n'a pas été purement théorique ; ils ne se sont pas bornés à répandre de simples concepts, des idées destinées à fructifier lentement dans les esprits et à préparer la conversion des générations lointaines. Leur influence a été immédiate ; saisies avidement par le prolétariat que les émeutes lyonnaises et parisiennes avaient tout à coup éveillé, leurs œuvres ont forgé une force plébéienne, et par la nécessité même des circonstances, ils ont été tous, ou presque tous, à la fois des penseurs, des écrivains et des chefs de révolution, et c'est cette particularité, avec la diversité des opinions exprimées, qui donne tant d'attrait à l'étude de l'école française de 1840.

II

Louis Blanc mérite la première place en cette enquête, d'abord parce que sa solution est plus modérée, partant plus politique que celle de Cabet ou de Pecqueur ; ensuite, parce que les événements mêmes, en le portant au pouvoir, lui ont permis d'expérimenter sa doctrine ; enfin, parce que le rayonnement de ses idées dans la classe ouvrière a atteint une intensité inouïe. L'opuscule qu'il a publié : *l'Organisation du Travail*, a doté Février de sa devise et de son mot d'ordre. Proudhon, sans doute, marquera une autre profondeur d'analyse, une autre puissance dialectique et bouleversera plus systématiquement toutes les notions acquises ; mais le *Mémoire sur la Propriété* ou les *Contradictions* ne pouvaient encore agréer à la foule, avec leur argumentation trop serrée. Le petit livre de Louis Blanc, au contraire, d'une forme simple et véhémente, d'allure oratoire et parfois grandiloquente, était armé pour frapper davantage les masses françaises qui, vers 1840, plus qu'à toute autre époque, s'ouvraient à la sentimentalité. Proudhon se complaît dans les déductions logiques ; Louis Blanc déploie de larges aperçus sociaux où éclate toute la misère du temps avec la compression des salariés, la multiplication du chômage, l'asservissement du travailleur parcellaire. Il trouva un succès littéraire que justifiaient la tenue de son style, l'allure parfois romantique de ses exposés, la note de pitié partout distribuée avec soin et, en 1847, l'*Organisation du Travail* atteignait sa septième édition.

Dans la critique, ou plutôt dans l'examen que nous en donnons, nous voudrions faire deux parts. Il serait injuste de confondre l'homme politique avec le penseur, et d'appliquer à celui-ci la défaveur, la sévérité que suscitent les actes ou les erreurs de celui-là.

Louis Blanc, en 1848, se proclamait résolument socialiste, et l'on serait d'autant moins fondé à lui dénier cette qualification, qu'il a abouti, en réalité, et par certains côtés, à la formule communiste. En l'appelant au gouvernement provisoire, ses collègues radicaux, modérés ou demi-monarchistes, tendaient, d'une part, à discréditer le socialisme, de l'autre, à le diviser contre lui-même ; ils avaient cédé aussi à la poussée populaire, aux acclamations de la foule qui revendiquait l'accession d'un de ses hommes au pouvoir central de l'Etat.

Les révolutions sont le champ d'expérience des doctrines économiques, politiques et sociales. De même que la Commune a confondu le proudhonisme, en contraignant les proudhoniens à des actes que leur philosophie réprouvait, et à la conquête de l'Etat en première ligne, Février a été mortel pour le système de Louis Blanc, ou mieux pour la thèse de la collaboration des classes. Il n'est douteux pour personne que le collègue le plus avancé des Lamartine, des Crémieux et des Ledru-Rollin, ait voulu sincèrement entamer les grandes transformations qu'il avait rêvées et préconisées. Nous supposerons qu'en acceptant une participation qu'il avait prévue et qui ne heurtait pas les conceptions du prolétariat, à cette époque, il avait moins écouté son ambition que sa volonté

de servir la plèbe. Il est inutile de rapetisser encore l'humanité en dénaturant tous les actes, et en faisant toujours saillir le mobile d'intérêt personnel. Nous n'insisterons même pas sur la rapide désagrégation de la pensée communiste chez l'écrivain associé aux pompes du pouvoir, forcé de lutter à chaque instant et contre les prolétaires, ses commettants, et contre les autres membres du gouvernement, de plus en plus affolés par le péril de gauche. Si nous nous arrêtions à ces considérations, nous apparaîtrions infidèles à l'idée directrice de ce livre qui s'interdit la polémique.

Au lendemain même de Février, dans ces jours où les ouvriers de Paris prononçaient le mot héroïque, mais inopportun et malavisé : « Nous mettons trois mois de misère au service de la République », la trahison de la droite du gouvernement s'est affirmée en traits saisissants. Elle a rejeté le ministère du Travail et sauvé la haute banque. En quelques heures elle orienta toute sa politique : les faubourgs de Paris pouvaient ne pas comprendre la volte-face ; Louis Blanc, siégeant au Conseil, n'avait point le droit à l'ignorance. Il s'est condamné lui-même en méconnaissant le sens vrai de la situation ; et peu à peu, l'aberration, qu'il avait pu subir en toute sincérité, est devenue complicité passive, puis active. Mais là doit se borner notre jugement sur l'homme, sur le ministre.

III

L'introduction même que Louis Blanc a donnée à l'*Organisation du Travail*, en sa 7e édition datée

de 1847, résume les principes que le livre développe, tout en demeurant d'une exactitude très contestable sur un point.

L'auteur se propose de « demander que le droit de vivre par le travail soit réglé, soit garanti » ; il « salue le Créateur en son œuvre ». Le système qu'il défend, en vue de la suppression de la misère « repose sur le spiritualisme le mieux senti » et c'est la classe sensualiste qui le somme de ne point faire appel au matérialisme des intérêts !

Louis Blanc n'entend pas qu'un soulèvement prolétarien ou populaire — qu'il croit possible — s'exerce au hasard et se livre aux caprices déréglés de la masse. « On se trompe étrangement si l'on suppose que les révolutions s'improvisent. Les révolutions qui n'avortent pas sont celles dont le but est précis et a été défini d'avance ». Quant à ceux qui l'accusent de chimère, il leur répond fort congrûment : « Savez-vous si la rêverie d'aujourd'hui ne sera pas la vérité dans dix ans ? »

La réforme sociale est l'objectif suprême qu'il poursuit, mais s'il est nécessaire de s'occuper de sa préparation « il ne l'est pas moins de pousser à une réforme politique ». Car si « la première est le but, la seconde est le moyen ». Le pouvoir, force organique par excellence, doit être saisi par les novateurs, qui sans lui accompliraient une tâche perpétuellement stérile. « Ne pas le prendre pour instrument, c'est le rencontrer comme obstacle ». Son concours est d'autant plus utile, que la libération de la classe inférieure ne se peut opérer par une série d'efforts partiels et de tentatives isolées. Il y faut appliquer toute la force de l'Etat.

Celui-ci manifestera son action comme banquier des pauvres, mais non point comme accapareur de l'industrie et de la propriété. Lui seul émancipera les petits, leur conférera la vraie liberté, qui existe aujourd'hui jusqu'à l'abus pour la minorité, qui est refusée à tous les autres ; lui seul donnera à l'homme le pouvoir de s'instruire et de se développer. S'il n'y avait plus de classes, le gouvernement serait inutile. Mais jusque-là le socialisme, qui tend à universaliser les fortunes, ne saurait être fécondé que par le souffle de la politique.

Ce premier exposé exprime nettement les tendances de Louis Blanc. Nous ignorons encore sa formule de répartition, ou l'aménagement qu'il conçoit pour sa société future ; ou plutôt nous constaterons que la dénégation un peu simpliste qu'il émet sur le rôle de l'Etat en matière économique correspond assez mal à la plupart de ses déductions. Pour le reste, il s'affirme étatiste fervent et professe, avec une extrême vigueur, la théorie de la conquête des pouvoirs publics. Il apporte, il est vrai, une atténuation à cet étatisme, en supposant que le gouvernement s'évanouira avec la disparition des classes : atténuation qui surprend quelque peu de sa part et qui suscite la discussion.

IV

La critique du régime social contemporain est empruntée à Fourier, mais présentée sous une forme plus ramassée et partant plus frappante. L'essence même de l'économie, le principe qui la

domine, est l'antagonisme des intérêts, la lutte des forces, autrement dit la concurrence.

Or la concurrence est pour le peuple un système d'extermination, et Louis Blanc étudie et classe méthodiquement ses méfaits.

Tout d'abord « elle pousse la production à une activité toujours plus intense ». La confusion, issue de l'opposition de tous à tous, dérobe à chacun la connaissance du marché. « Il n'est pas jusqu'à ceux qui produisent à perte qui ne continuent à produire, parce qu'ils ne veulent pas perdre la valeur de leurs machines, de leurs outils, de leurs matières premières ». De tout ce dérèglement, de cette perpétuelle émulation qui déverse les marchandises sans compter, de cette surexcitation des initiatives individuelles, qui s'exercent en ignorant la somme des efforts humains, la surproduction sort effroyable et continue, bouleversant le monde par ses excès.

Ainsi le premier effet de la concurrence est de refuser le travail à l'ouvrier. Comment le rémunérerait-on alors qu'à chaque instant le total des denrées fabriquées excède les demandes de la consommation, et que des crises, se déchaînant sur les nations civilisées, contraignent les industriels à accumuler leurs tissus, leurs fers ou leurs aciers? Le travailleur se heurte aux travailleurs, mais avide de vivre, à n'importe quel prix, il abaisse ses exigences au niveau de ses besoins les plus rudimentaires, et ce salaire de famine devient le salaire normal. Au reste, le prolétaire est en lutte, non seulement avec un contingent énorme d'autres prolétaires, mais avec ceux qui naissent chaque

jour et avec les machines qui remplacent des milliers d'êtres humains. Dans notre état social, en effet, l'excédent de population, restant inemployé, ne contribue qu'à grossir les souffrances de la masse ; le machinisme, qui devrait être exploité au profit de tous, pour atténuer la peine et l'effort, devient l'instrument de domination de l'aristocratie dirigeante et condamne la foule à périr de disette.

Ces traits douloureux ne suffisent pas encore. Au début de notre période d'activité manufacturière, l'homme n'était en rivalité qu'avec l'homme ; aujourd'hui la femme et l'enfant, forcés eux aussi de s'enrôler pour subsister, lui disputent le marché du travail, et trop souvent le conquièrent, par l'exiguïté même de leurs revendications, — si bien que l'âge fait la guerre à l'âge, le sexe au sexe, le malingre au robuste, et que le nombre des vaincus et des mourants augmente sans cesse sur ce vaste champ de bataille. Au lieu de croître par suite, comme l'affirment les orthodoxes, les pseudo-libéraux, toujours occupés à glorifier le fait et à effacer le droit, les salaires fléchissent avec rapidité. Louis Blanc nous apprend que la baisse a été permanente et générale de 1840 à 1847, et qu'à la veille de Février, certaines femmes ne gagnaient que 0 fr. 57 par jour.

Malgré toute cette détresse, en dépit des privations et des périls de toute sorte qu'engendre le développement des fabriques, la population des campagnes reflue en permanence vers les villes. Non qu'elle méconnaisse absolument la condition qui l'attend après son émigration, mais parce que, sou-

vent, les capitaux désertant la terre pour la métallurgie, les industries textiles, la papeterie, etc., elle est contrainte à ce changement d'existence. Elle y est aussi incitée par l'expansion du réseau ferré qui va lier aux chefs-lieux, à la capitale, les villages les plus reculés et qui fait luire à l'extrémité des rails la splendeur des grands centres. La surpopulation des puissantes agglomérations aggrave encore la rivalité néfaste des prolétaires, et ainsi les chemins de fer, comme les machines, comme les métiers mécaniques et les énormes marteaux-pilons, loin d'améliorer le sort des hommes, leur offrent uniquement une recrudescence de misère.

Pour toutes ces raisons les ouvriers se déchirent les uns les autres : « une société semblable est en gestation de guerre civile ».

Aux travailleurs, il ne reste même plus l'asile du foyer, la consolation de la famille, car celle-ci est dissoute par le progrès, ou si l'on préfère, par la transformation économique. Le père, la mère, l'enfant, employés chacun de son côté, se rencontrent à peine ; ils rentrent au logis, tous épuisés, accablés. Comment l'affection la plus naturelle survivrait-elle à un pareil régime ?

Les prolétaires de l'avenir seront encore exposés à des tares, à des infirmités que nous ne connaissons pas. Par l'excès de labeur, nous éliminons toute énergie future de nous et de nos descendants ; par l'emploi prématuré des jeunes garçons et des jeunes filles, cloîtrés dans l'atmosphère viciée des usines, écartés de tout exercice physique salutaire et réglé, nous tarissons en eux la santé et la vie. Non seulement, nous leur inter-

disons l'instruction en leur fermant la porte de l'école et en leur ouvrant trop tôt celle de l'atelier, mais nous commettons sur eux à chaque instant une violation du droit à l'existence. « Il se prépare une génération décrépite, estropiée, gangrenée, pourrie ».

La bourgeoisie fonde sa domination sur cet antagonisme interne et sur cette déchéance matérielle et morale de la classe ouvrière. Plus la rivalité s'exerce entre les malheureux pour conquérir le salaire quotidien, plus la femme et l'enfant montrent d'âpreté à arracher les fonctions de la manufacture à l'homme fait, plus la machine consomme sa tâche d'exclusion et d'écrasement, plus le chemin de fer agglomère la population dans les centres et développe le contingent des chômeurs obligatoires, et plus les dirigeants de l'industrie se sentent forts et triomphants. Mais qu'ils entendent cet avertissement : « Le sort de l'homme du peuple qui ne peut plus ni semer, ni cueillir, ni chasser, ni pêcher, ni mendier, ni dormir sur le pavé... est devenu tel qu'il faut qu'il se tue ou qu'il vous tue ».

V

Le régime actuel — par ailleurs — est tout aussi funeste à la bourgeoisie qu'au prolétariat. La concurrence, qui décime celui-ci, pratique sans cesse des coupes sombres dans les rangs de celle-là, et réduit en permanence son contingent.

Ce n'est pas en vain que les détenteurs de la terre luttent continuellement avec les détenteurs

de la terre, que les propriétaires des machines se combattent les uns les autres, que les commerçants sont en proie à un perpétuel et universel conflit. L'antagonisme qui a assuré le règne des capitalistes, principe suprême de tyrannie, est aussi pour eux un instrument de mort. Ils se mutilent de leurs propres mains et déjà le sol est jonché de leurs ruines.

La concurrence qui accable les faibles et qui n'effraie point les forts, conduit au monopole. Tel, après avoir étouffé ses adversaires par des procédés loyaux ou déloyaux — au regard de la loi — est aujourd'hui maître d'une industrie ou du moins s'en croit maître : demain il sera peut-être débusqué et exécuté à son tour. Aucune situation n'est assise ; aucune prééminence n'est durable, la révolution économique opère à chaque heure, à chaque instant. « Dans cet abominable système de luttes quotidiennes, l'industrie moyenne a dévoré la petite industrie. Victoire à la Pyrrhus ! Car voilà qu'elle est à son tour dévorée par l'industrie en grand ». La classe gouvernante chancelle sur ses bases, qu'elle jugeait inébranlables : « elle ne s'aperçoit pas que tout son sang coule et qu'elle est occupée à se déchirer les entrailles. »

Elle est frappée d'une déchéance certaine, si on l'examine dans son ensemble, parce que la petite et la moyenne propriété, ses points d'appui, sont menacées de toutes parts, et que sur leurs débris se relève la grande propriété d'autrefois. Il en est des exploitations agricoles comme des fabriques et des magasins. Les uns et les autres cèdent la place aux établissements plus vastes qui s'arrondis-

sent à leurs dépens et qui accaparent peu à peu la production, la transformation et l'échange. Le petit propriétaire foncier, pour lequel la Constituante marquait tant de tendresse, ne peut plus vaquer exclusivement au soin de son domaine ; il est contraint, pour vivre, de se faire journalier chez son opulent voisin. Et ainsi, tandis que le prolétariat est tenaillé par le dénûment, la bourgeoisie disloquée à fond, divisée contre elle-même, travaillée par un mal non moins cruel, est versée sans trêve dans la plèbe déshéritée. La concurrence, fléau à deux tranchants, fait des victimes de tous côtés, et atteint simultanément ceux qui l'exercent et ceux contre qui elle s'exerce.

VI

Louis Blanc n'arrête pas là son réquisitoire. Il reprend les diatribes de Fourier contre le commerce « ver rongeur de la production », contre l'organisation du crédit qui, loin de fournir des instruments aux travailleurs, consacre l'oppression générale, — contre le système de l'éducation enfin, toujours refusée à la classe la plus pauvre et la plus nombreuse.

La détresse de l'agriculture frappe longuement son regard. Il s'aperçoit que les populations la délaissent pour aller remplir les grands centres. Elle est attaquée à la fois par le latifundium, par l'immense domaine qui convoite les moyens et les petits fonds, et par les lois sur l'héritage qui ont édicté le morcellement à l'infini. Or, si le propriétaire rural est menacé d'asservissement, il est par

ailleurs voué à l'impuissance, par l'exiguïté même de son domaine, où les capitaux d'exploitation font le plus souvent défaut, où les procédés scientifiques, par manque d'étendue et par pénurie d'argent, ne peuvent être appliqués. Déjà Young, dans son voyage en France avant 1789, avait constaté chez nous le dépérissement des cultures, qui va s'accentuant, et qui nous acheminera, si nous n'y prenons garde, à une condition analogue à celle de l'Angleterre.

Cette préoccupation de l'avenir de la terre, que le socialisme éliminera à certaines époques pour ne se soucier que du mouvement industriel, cette sollicitude pour la production des céréales et pour l'élevage qui perce avec tant d'éclat dans certaines œuvres contemporaines, nous les avons déjà constatées dans Fourier. Elles s'expliquent à coup sûr par une saine notion du rôle de l'agriculture dans la vie des peuples; mais elles se rapportent aussi aux craintes qu'inspirait alors l'émigration continue des ruraux vers les cités. Cet afflux ne s'est pas atténué; nous aurons plus loin le loisir de le montrer universalisé dans les deux hémisphères, bouleversant totalement les rapports anciens de la population. Mais pour nous, il constitue un phénomène d'origine lointaine déjà, et partant moins effrayant. Nous avons appris aussi que la terre, pour rendre assez de blé, d'avoine et de vin, ne requiert plus des millions de bras. L'exemple de la France actuelle qui touche, malgré la désertion partielle de ses hameaux, à une production sans précédent, est assez concluant en cet ordre d'idées. Mais Louis Blanc n'avait pu apprécier encore toute

l'énergie de la transformation mécanique ou des adaptations chimiques ; il n'avait pas non plus discerné assez nettement la neutralisation l'une par l'autre de ces deux tendances, la reconstitution de la grande propriété, le fractionnement à l'infini. Mais quelque atténuation qu'on doive y apporter, sa critique n'en subsiste pas moins et ses conclusions n'en demeurent pas moins suggestives.

VII

Récapitulons : le prolétariat et la bourgeoisie souffrent également, l'un de la misère, l'autre de la suppression permanente de ses garanties d'existence ; le commerce et la banque restaurent la suprématie d'une oligarchie ; l'ignorance devient la condition obligatoire et comme naturelle de millions de citoyens ; et par l'abandon de la terre, les moyens de subsistance sont destinés à se raréfier. Comment défendrait-on un pareil régime, et quels sont les éléments sociaux, à part l'infime minorité des possédants et des gouvernants, qui voudraient le sauvegarder de tout assaut ?

« Personne n'a intérêt à soutenir l'ordre ancien, puisqu'il lèse tout le monde ». Ailleurs, Louis Blanc écrit : « Une révolution sociale doit être tentée ; 1° parce que l'ordre social actuel est trop rempli d'iniquités, de misères et de turpitudes pour pouvoir durer longtemps ; 2° parce qu'il n'est personne qui n'ait intérêt à l'inauguration d'un nouvel ordre social ; 3° parce que cette révolution si nécessaire, il est possible, facile même, de l'accomplir pacifiquement. » Et précisant d'un mot ses vues, il ajoute :

« Ce n'est pas à l'inégalité des droits que l'inégalité des aptitudes doit aboutir, c'est à l'inégalité des devoirs. »

Laissons cette dernière formule pour en venir au concept révolutionnaire de l'auteur de l'*Organisation du travail*.

Pour établir la légitimité d'une subversion du système capitaliste, il ne se réfère point explicitement au mouvement économique lui-même. Il expose bien la concentration progressive de l'industrie et il proclame le règne du monopole, mais il ne semble pas qu'entre l'avènement d'une société nouvelle et cette expropriation continue des petits et des moyens détenteurs d'instruments, il ait saisi le lien d'une filiation nécessaire. Tout au moins s'est-il gardé de toute expression catégorique. Il est révolutionnaire par pitié, par sentimentalité, mais sa compassion ne va pas seulement au prolétariat, elle embrasse en même temps la bourgeoisie, dont l'avenir s'assombrit. Et ce n'est point du prolétariat considéré comme une classe distincte, d'intérêts et d'aspirations délimitées, qu'il attend l'attaque finale; c'est de ce prolétariat associé à ses maîtres, non moins menacés ou plus éclairés. Louis Blanc peut bien, de-ci de-là, attaquer le capital, ses accaparements, ses exigences, et les institutions fondées sur sa prééminence, l'intérêt et le salariat. Par des déductions étranges, et qu'il n'a pas été seul à développer, il a envisagé l'alliance chevaleresque et idéale des capitalistes et des ouvriers dans une croisade contre le passé.

Le socialisme postérieur à Marx, et Marx lui-même, ont bien établi le caractère précaire de la

propriété bourgeoise et la situation déplorable d'une fraction des possédants guettés par la prolétarisation, mais ils n'ont jamais supposé que la grande bourgeoisie pourrait, par abnégation, par générosité, renouveler le 4 Août et consommer sa propre dépossession. Les prémisses de Louis Blanc restent inattaquables, en ce sens que la classe capitaliste et la plèbe ouvrière sont à la fois asservies et écrasées par le jeu normal des forces économiques, mais les conséquences qu'il en tire y contredisent formellement, car il a lié dans une même catégorie d'intérêts et par suite de revendications, les petits industriels, les petits boutiquiers, les petits cultivateurs chassés peu à peu et fatalement de leurs établissements, et les millionnaires et milliardaires qui grandissent sur leurs ruines et qui, aristocratie nouvelle, non moins étroite que l'ancienne, groupent toutes les énergies de production entre leurs mains.

En d'autres termes, alors que la thèse fondamentale du socialisme, depuis le manifeste des Communistes, a été la lutte des classes, stricte interprétation des phénomènes universellement constatés, Louis Blanc a mis tout son espoir dans une collaboration intime et sincère des oppresseurs et des opprimés. Après avoir énuméré tous les vices de la société présente, toutes les souffrances qui pèsent sur elle et qui l'épuisent, il a invité ceux qui bénéficient de ses maux et qui les ont provoqués, à les effacer d'un trait de plume en renonçant à leur privilège politique et économique. On conçoit dès lors qu'il ait proclamé le caractère purement légal et pacifique de la transformation,

qu'il se soit même refusé à discuter la possibilité d'une lutte violente ou prolongée. Bourgeois et prolétaires associés célèbreront la déchéance de la vieille société, et une ère nouvelle commencera, qu'aucun nuage ne troublera plus.

La conquête des pouvoirs publics, la mainmise sur l'Etat qu'il préconisait en son introduction, n'ont plus aucune analogie avec celles que prévoient, depuis 1875, les divers programmes du parti ouvrier. Il ne s'agit plus d'une invasion des Parlements par les représentants des travailleurs, ni de leur intrusion en masse, à une échéance déterminée, dans le conseil suprême de la nation, ni de cette dictature anonyme du prolétariat qui a été tant discutée. Pour préparer la refonte totale du système, il suffit que quelques députés plébéiens s'immiscent dans les Chambres à côté des députés de la grande industrie ou de la grande agriculture. La conquête de la puissance publique sera partielle, non plus intégrale. Quelle économie d'efforts et de temps! et lorsque l'effectif de la nouvelle Montagne sera assez serré, le débat s'ouvrira pour la revision du procès social. Il aboutira à la constitution d'un gouvernement provisoire, chargé de liquider le passé, et d'édicter le premier fonds des réformes, surtout de procéder à de vastes enquêtes. La théorie du pouvoir exécutif de 1848, de la combinaison issue immédiatement de Février, se trouve en germe dans le livre de Louis Blanc, et l'on comprend qu'il n'ait pas hésité un instant à associer son action à celle de ses collègues de tous les partis démocratiques.

Cette conception ne s'harmonise qu'imparfaite-

ment avec une assertion que nous avons relevée plus haut. Une fois la révolution commencée, l'Etat disparaîtra, parce qu'il est l'expression de la domination d'une classe. Le socialisme scientifique n'a point rencontré une formule plus lapidaire, mais elle se justifierait chez les marxistes, et elle détonne quelque peu dans l'*Organisation du travail*. Si le régime capitaliste est ébranlé et renversé par l'assaut du prolétariat, celui-ci, triomphant, abolit dans sa racine l'appropriation individuelle, et du même coup la division des classes disparaît. Mais Louis Blanc, qui préconise une collaboration de bonne foi, qui attend de l'Etat capitaliste les résolutions les plus hautes, et les plus généreuses, ne saurait vouloir sa mort. A la rigueur, il est fort admissible que les prolétaires le maintiennent à titre temporaire pour se servir de lui, encore que cette adaptation doive comporter d'étranges remaniements, puis dénué de raison d'être, une fois le mode de propriété présent aboli, ce gouvernement s'écroulera comme une charpente sans étai. Comment souscrire à une conclusion analogue, lorsque malgré certaines données communistes, on conserve pour une longue durée la coexistence de deux formes sociales antagonistes, et que toute l'action de l'Etat — Etat mêlé, issu de la collaboration de deux éléments eux-mêmes naturellement opposés — sera indispensable pour assurer le triomphe de l'une sur l'autre ? Le problème devient d'autant plus inextricable qu'on l'étudie davantage.

VIII

Louis Blanc a consacré tout un chapitre de son livre, le cinquième, à l'exposé de l'organisation du travail industriel. Nous savons qu'il compte sur la puissance publique pour révolutionner la société ; il compte sur elle encore pour installer l'ordre nouveau. Elle s'est appelée jusqu'ici la résistance ; elle sera, elle doit être le mouvement ; et son premier soin s'appliquera à la constitution d'un ministère du travail doté d'un budget considérable.

Il n'est point question de concentrer à la disposition de la collectivité nationale toute l'industrie et toute l'agriculture. La conception de Louis Blanc est intermédiaire entre le collectivisme et le fouriérisme, c'est-à-dire qu'il n'a pas eu foi dans l'association libre, et qu'il n'a pas osé déposséder d'un coup les particuliers au profit de la société.

L'Etat révolutionnaire qu'il rêve disposera seulement de la banque, des mines, des chemins de fer, des assurances, de certains entrepôts de marchandises. Le crédit, une partie de l'industrie, une partie du commerce et des transports lui sont assignés, mais l'initiative des particuliers peut encore se donner libre carrière, et la propriété individuelle se juxtapose à la propriété sociale.

Poursuivant sa tâche, l'Etat, avec les ressources qui lui ont été attribuées, forme des ateliers qu'il subventionnera et où des ouvriers mettront en commun leurs efforts et les sommes qu'ils peuvent posséder. Les capitalistes eux-mêmes y seront

admis, tout comme dans le phalanstère de Fourier et de Considérant, et l'intérêt de leurs apports pécuniaires leur sera fidèlement servi. Les chefs d'ateliers seront d'abord nommés par le pouvoir, puis élus par les associés. Du bénéfice net, plusieurs fractions seront déduites : pour les invalides, les veuves et les orphelins, pour les dépenses communes, pour l'amortissement du capital, pour les secours aux autres ateliers qui pourraient péricliter. Quant aux travailleurs, ils seront rémunérés selon une formule de répartition que Louis Blanc n'a jamais déterminée définitivement : égalité des salaires, droit au produit intégral du labeur accompli, ou encore satisfaction des besoins. Il a toutefois marqué une préférence pour cette méthode : « Chacun produira selon ses facultés et consommera suivant ses besoins », quoiqu'il l'ait déclarée inapplicable en période de transition.

L'atelier social fondé, de-ci de-là, à titre d'expérience au début, s'étendra de proche en proche et battra en brèche l'atelier individuel et l'industrie privée. Il s'agit, du reste, bien moins d'écraser cette dernière que de l'amener à composition et de lui inculquer la notion de ses véritables intérêts. Au bout d'une phase d'antagonisme, dont l'issue n'est pas douteuse, elle capitulera forcément et alors la production industrielle, dans son ensemble, recevra une impulsion unique qui conjurera les crises. Louis Blanc, instituant d'une part la banque d'Etat, c'est-à-dire la faculté pour tous les citoyens d'être commandités, reconnaissant de l'autre au gouvernement le devoir d'ouvrir des usines modèles, ne veut pas supposer un instant

que les particuliers, si riches soient-ils, pourront lutter contre son système.

Au reste, il ne se borne pas à l'appliquer à la transformation métallurgique ou textile, il l'étend à l'agriculture. Ici, il se rapproche de plus en plus de Fourier, en réclamant la fondation de colonies collectives, qui recevraient, il est vrai, de l'Etat, les terres et le mobilier ; les ateliers industriels annexes permettraient aux deux cent cinquante individus qui seraient ainsi rassemblés, de vaincre le chômage hivernal. La propriété du domaine appartiendrait aux associés, qui se partageraient les produits, en effectuant les prélèvements nécessaires au service de la fiscalité, à la prévoyance, à l'assistance et à l'assurance. L'auteur insiste sur le caractère attrayant de la tâche de la sorte aménagée, — sur la somme de jouissances qu'obtiendraient les nouveaux phalanstériens, sur la diminution de frais de toute nature qu'ils constateraient tout de suite. Et de même que dans les villes, les collectivités ne tarderaient pas à évincer, ou mieux à conquérir à leurs principes, les propriétaires parcellaires. La production augmenterait, en même temps que la misère serait éliminée et que la dépopulation des campagnes s'arrêterait.

IX

On est très frappé, en lisant le livre de Louis Blanc, de noter la concordance absolue de ses solutions avec les projets qu'élabora en 1848 la fameuse commission du Luxembourg. Inspirée par son directeur, par celui-là même qui avait lancé la

formule célèbre, l'*Organisation du travail*, cette assemblée conclut selon les vues du penseur-ministre, mais ses conclusions n'entrèrent pour ainsi dire point dans le domaine pratique, et nous n'avons pas besoin de rappeler, après tant d'autres, que les ateliers nationaux de la seconde République n'offraient qu'un contraste total avec ceux que le Parlement ouvrier méditait d'installer.

Nous ne discuterons ici ni les décrets que Louis Blanc rédigea, ni le revirement de doctrine qu'il consacra dès le premier jour en refusant la création du ministère du Travail. Il vaut mieux s'attaquer à sa conception même et en montrer l'inanité, ou plutôt l'impuissance originelle.

Du moment où il répudiait et la lutte des classes, et tout mouvement violent, et toute action exclusive du prolétariat, l'écrivain socialiste devait aboutir infailliblement à la solution qui s'attache à sa mémoire. Cette solution, il n'est pas seul à l'avoir défendue, et, outre-Rhin, elle a trouvé aussi des appuis, mais elle n'en mérite pas moins la critique et la réfutation.

Quelque correcte que paraisse aux communistes contemporains, sinon aux collectivistes, la formule de répartition qui a conquis les préférences de Louis Blanc, l'on doit se demander tout d'abord si le système était né viable. Or, sa vitalité, théoriquement, eût été plus que douteuse, parce que son champion laissait bénévolement subsister, à côté de lui, des forces antagonistes.

L'auteur de l'*Organisation* est parti de ce principe, incontestable à ses yeux, qu'une industrie d'Etat doit fatalement, obligatoirement, ruiner les

industries privées concurrentes. Or, rien n'est plus sujet à controverse. Dans une société telle que la France de 1848, telle que la France du début du xxe siècle, les capitaux particuliers — les grandes maisons métallurgiques ou textiles, et nous prenons à dessein les activités usinières les plus concentrées — sont armés pour lutter victorieusement avec la puissance publique. Celle-ci peut disposer de ressources pécuniaires considérables, mais leur destination fondamentale n'est pas d'alimenter des fabriques, et d'autres besoins les sollicitent à chaque instant ; elle peut conclure des marchés très avantageux, mais qui n'offrent pas forcément des avantages plus accentués que ceux dévolus aux sociétés par actions. Car ces sociétés se syndiqueront à coup sûr pour briser l'initiative de l'Etat, menaçante pour leur prospérité, et en se réunissant, elles représenteront une clientèle peut-être égale, peut-être supérieure à la clientèle des établissements nationaux. Ceux-ci bénéficieront de tarifs de transports réduits, si le gouvernement, comme dans la thèse de Louis Blanc, est maître de ses voies ferrées, mais le roulage, la navigation fluviale et maritime restent en dehors de la combinaison, et d'ailleurs une formidable opposition se dressera contre un ministère qui refusera l'égalité de traitement aux ateliers privés et aux ateliers sociaux. Enfin, les ouvriers devront être de toute évidence mieux rémunérés dans ces derniers que dans les autres (bien que par ailleurs leur rétribution, salaire ou part proportionnelle, ne puisse être de beaucoup supérieure au taux moyen, sous peine d'écraser et les finances publiques et l'initiative nationale), et ainsi les élé-

ments de succès que l'Etat peut grouper se trouvent tout de suite atténués, étrangement réduits.

De toute façon, pour triompher et se soustraire à la concurrence des industries privées, les gouvernants devront donc abuser de leurs prérogatives. Ou bien ils véhiculeront leurs produits quasi gratuitement, ou bien ils astreindront leurs adjudicataires à les favoriser au détriment de leurs rivaux, ou bien ils gêneront et décourageront la concurrence par mille expédients. Mais alors mieux vaut accomplir dès le début la transformation totale et substituer à un arbitraire de tous les instants la décision solennelle et réfléchie, qui concentrera, à la disposition de la nation, tous les instruments de travail.

On peut supposer aussi que les ouvriers des industries capitalistes se mettront en grève pour obtenir tous les profits assurés aux ouvriers de l'Etat. Celui-ci devra opter entre la neutralité, c'est-à-dire l'abstention, et l'action. L'abstention, en pareil cas, déchaînera le soulèvement révolutionnaire, qu'on a entendu conjurer à tout prix. L'intervention ne pourra s'exercer qu'en faveur des salariés, et aboutira à la dépossession du patronat, qu'on eût pu aussi bien opérer plus tôt.

Donc, quelque hypothèse qu'on suscite, on ne conclura en aucun cas à l'absorption tranquille, progressive, automatique de l'industrie capitaliste par l'industrie sociale. Nous serions bien plus tentés de conclure à la défaite de la seconde par la première.

Il est certain ou quasi certain, en effet, que l'Etat, toujours forcé de gouverner, car il y aura

encore une bourgeoisie et un prolétariat, appelé d'autre part à administrer un vaste patrimoine économique, rencontrera, au commencement, des déceptions. Il les subira, non parce qu'il est l'expression d'une collectivité, mais parce qu'il représentera la juxtaposition de deux classes dont l'une souhaitera le triomphe, l'autre l'écrasement des ateliers nationaux. Ces mécomptes seront autant d'armes entre les mains de la réaction ; on juge des campagnes qui s'ouvriront, des calomnies qui se répandront, du soulèvement d'opinion qui pourra surgir à tort ou à raison. En sorte que, découragés, les défenseurs du système, si tenaces et si sincères soient-ils, finiront par céder à la poussée des foules toujours sensibles aux arguments immédiats, et l'œuvre périclitera, entraînant, avec elle, les conceptions beaucoup plus hautes qui la commandaient.

Louis Blanc a élaboré un système qui n'était point viable : il laissait subsister la concurrence qui est le grand mal des temps modernes, qui est le principe même du statut social. Après l'avoir dénoncée en tous ses méfaits, il a cru pouvoir régénérer le monde en prolongeant son règne. La partie positive de l'*Organisation* ne saurait être conservée : la partie négative reste debout, à côté des critiques déjà formulées par Fourier et Saint-Simon. Et si le programme de transformation qui ferme le livre apparaît inférieur et inapplicable, son impuissance doit être rapportée à la thèse erronée, contradictoire, dangereuse, d'une association romantique des classes antagonistes.

« Entre le régime actuel et l'application de nos

idées, écrivait Louis Blanc, la distance est infiniment moindre qu'entre la société qui existait la veille de 1789 et celle qui exista le lendemain. » Peut-être ! Mais dans ces théories, le socialisme contemporain reconnaît mal ses propres constructions.

FRANÇOIS VIDAL

I

François Vidal, un peu oublié aujourd'hui, mérite d'être étudié à côté de Louis Blanc, dont il a partagé, sur beaucoup de points, les idées générales. Le temps a été inclément pour lui, bien qu'il lui ait été donné de jouer un rôle marquant sous la seconde République, et de fournir une thèse extrêmement claire et développée de l'étatisme.

Il ne s'est pas borné, en effet, à la dissertation ou à la construction abstraite. Mêlé directement à la politique d'action — il fut secrétaire-général de la Commission pour les travailleurs, qui siégeait au Luxembourg — il a pu défendre ses conceptions devant une façon de Parlement ouvrier. Il s'est affirmé l'un des inspirateurs principaux d'une assemblée qui, en pleine crise révolutionnaire, à une heure où tout était permis, à condition qu'on fût prompt, a discuté académiquement le problème social. Enfin, il a été chargé, avec Pecqueur, de coordonner les délibérations des représentants patronaux et ouvriers.

Si l'on examine en lui, non plus le politique, mais l'écrivain, il sollicite encore l'attention. Fouriériste d'abord, puis partisan de l'organisation du

travail, il montre, non sans une certaine difficulté, comment la pensée socialiste a pu passer, en vingt ou trente ans, de la négation de l'Etat, à l'exaltation de l'Etat. Interventionniste résolu, convaincu que les transformations sociales peuvent s'opérer d'en haut, par une initiative des pouvoirs publics bourgeois, il apparaît comme le précurseur de nombre de publicistes contemporains. Avec Louis Blanc, il esquisse un système dont les adeptes, un peu partout, sont aujourd'hui aussi confiants que remuants.

La biographie de Vidal n'offre aucun trait particulièrement saillant. Né à Coutras, en 1814, il mourut en 1872, — mais son existence militante s'est restreinte tout entière à la période 1848-1851. Dans sa jeunesse, il compta parmi les phalanstériens ; il collabora à diverses publications de tendances nouvelles — la *Revue Indépendante* et la *Démocratie Pacifique* entre autres. En 1845, il termina une étude sur les Caisses d'épargne ; en 1846, il fit éditer son œuvre maîtresse dont le texte est fort long : *De la Répartition des richesses ou de la Justice distributive en économie sociale* (critique des théories exposées soit par les économistes, soit par les socialistes). Ce volume attira si bien les regards, à une époque où les questions sociales passionnaient les foules, qu'au lendemain de Février, Vidal se trouvait tout désigné pour un poste important. Aussi fut-il appelé au Luxembourg où, paraît-il, il accomplit « une besogne énorme ».

Après Juin, il rentra dans l'ombre, mais pour peu de temps. En 1850, il publia son *Travail affranchi*. Au 10 Mars 1850, il fut élu représentant

à la fois pour Paris et pour le Bas-Rhin. Il opta pour la Seine et siégea sur les bancs de la Montagne. Louis Bonaparte n'eut pas d'adversaire plus résolu que ce républicain de haute conscience. Au 2 Décembre enfin, Vidal quitta Paris

II

C'est dans le traité de la *Répartition des richesses* que nous allons essayer de saisir le système ou tout au moins le corps d'idées de notre auteur. Aussi bien, sa date même — il a été imprimé deux ans avant Février — devait lui assigner une influence sur les événements qui suivirent presque immédiatement.

Par ses concepts fondamentaux, Vidal apparaît bien de son temps. Nous retrouvons chez lui les éléments qui prévalurent dans toute la littérature socialiste de Juillet, Proudhon excepté, et qui, en dépit de certaines tendances divergentes, ont formé l'armature des œuvres de Considérant, de Leroux, de Louis Blanc, de Pecqueur, de Cabet. Ajoutons tout de suite que ces éléments étaient un legs de la génération immédiatement antérieure.

Vidal est tout le contraire d'un matérialiste. Il ne songe guère à évoquer les faits économiques comme substruction de l'évolution. Tout au rebours, il attribue aux idées, à l'idéal, une autorité et une puissance de fermentation sans égales. Comme ses contemporains, il est déiste, quoiqu'il n'apporte pas, sur la divinité, les affirmations mystiques qui étaient alors de règle, mais il assigne à la Providence une action et une volonté, et, à l'imi-

tation de Fourier, il cherche, à tout le moins, à déterminer les vues providentielles. L'optimisme se déduit tout naturellement d'un pareil tempérament intellectuel.

La marche dialectique de Vidal n'a rien d'original non plus, pour qui a lu ou parcouru les écrits de cette période. Elle est dominée par trois notions : d'abord l'homme est né pour une fin, qui est le bonheur ; ensuite la science sociale, qui est la science du bonheur, se divise en trois sections : la philosophie sociale, vouée aux besoins moraux ; l'économie sociale, attachée aux besoins matériels, et la politique. Mais ces sections sont loin d'être indépendantes les unes des autres. Vidal s'élève contre la doctrine qui, distinguant entre l'économie et la morale, sépare l'utilité du bien et du droit. « L'économie est la science qui enseigne comment il faut organiser l'industrie et répartir les richesses conformément aux principes de l'utilité générale et de la justice distributive. »

Quant aux relations, à l'importance comparée des débats purement politiques, et des discussions proprement sociales, Vidal s'exprime comme tous ses contemporains. C'est même avec une force et une clarté singulières, qu'au début de son livre, il dit leur fait aux sophistes du droit public : « Le beau temps de la scolastique constitutionnelle est passé sans retour. On a assez discuté sur l'équilibre des trois pouvoirs, sur l'essence du gouvernement représentatif, etc... Il est temps de laisser un peu de côté les questions de personnes, pour aborder franchement les véritables questions, les questions économiques et sociales ».

Or, ces problèmes qui priment tous les autres, se ramènent en réalité à deux points : l'organisation du travail, et la répartition des richesses. Notons tout de suite que Vidal, comme Louis Blanc, ne sera sollicité que très indirectement par le problème de la propriété — problème que Proudhon placera en son rang légitime.

Deux écoles se trouvent en présence : d'une part les économistes, qui se bornent à décrire les faits, sans se demander s'ils sont justes ; de l'autre les socialistes, qui ont voulu réaliser un idéal, mais auxquels Vidal reproche de n'avoir point suffisamment étudié la répartition. Il ne dissimule pas d'ailleurs son intention d'élaborer un système : il la proclame même expressément ; mais il ne cache pas non plus, dès les premières pages, sa sympathie, ses préférences pour le socialisme. Elles ressortent, avec une incontestable netteté, des quelques affirmations qu'il pose avant d'examiner dans leurs détails, et de critiquer, les conclusions des deux partis.

Vidal remarque que la misère de la classe laborieuse croît en proportion de la richesse. Cette constatation, que Henry George résumera plus tard sous forme lapidaire, se retrouve dans toute la littérature de Juillet, et il continue : « Il n'y a ni dignité, ni moralité, ni indépendance possibles pour l'homme qui n'a point l'existence garantie, qui n'est pas assuré de pouvoir toujours gagner par son travail de quoi suffire aux besoins de la vie ». Voilà une sévère appréciation du dogme libéral, qui s'attache à la liberté théorique, et non à la liberté de fait. Vidal insiste en flétrissant la concurrence

et le désordre et en déduisant, de l'absence de liberté réelle, la nécessité de l'organisation. Il se lance ensuite dans une diatribe contre le laissez faire et l'individualisme, et dans une apologie de l'interventionnisme, qui seul peut protéger les faibles contre les forts. Il nous permet enfin, dès ce préambule, de deviner les grandes lignes de son système, en réclamant l'abolition du salariat, l'institution d'une solidarité effective, l'association intégrale, et en invitant l'économie à changer de route et à entrer plus ou moins dans la voie battue par le socialisme.

Nous sommes donc fixés, mais cet aperçu général du début ne peut que nous inciter davantage à accompagner Vidal dans l'analyse de doctrines adverses, à laquelle il nous convie.

III

Notre auteur a fait la mesure large aux économistes. Il examine longuement leurs idées et le régime qu'ils défendent avec tant d'imperturbable acharnement. Il s'agit, bien entendu, de ces économistes qui, se qualifiant d'orthodoxes et de libéraux, prétendent accaparer pour eux l'économie tout entière.

Vidal discerne parmi eux l'école agricole, dont Quesnay est le chef ; puis l'école libérale proprement dite, qui lui a succédé en ses deux branches : la descriptive (les choses se passent ainsi) et la fataliste (les choses doivent se passer ainsi), puis l'école critique, qui réfute sans conclure, puis l'éclectique, qui puise dans tous les systèmes pour se

dispenser d'innover, et enfin la chrétienne, qui asseoit tout sur la charité. Il est en général sévère pour ces sectes, quoiqu'il ait déjà discerné les tendances différentes et plus généreuses de Sismondi et des critiques.

Mais c'est surtout aux disciples d'Adam Smith et spécialement à J.-B. Say qu'il s'en prend. Ceux-là, en effet, suivant leurs propres déclarations, ont éludé la justice, s'attachant au fait, et non au droit. Adam Smith, au contraire, a évité de légitimer ce qui n'était point légitime, et s'est contenté de décrire le phénomène qu'il apercevait.

Vidal, avec une remarquable sagacité, bat tous ces « soutiens de la société » à l'aide de leurs propres armes, retournant contre eux-mêmes les analyses où ils se complaisent. J.-B. Say, par exemple, n'a-t-il pas montré toutes les défèctuosités du salariat, tous les vices de la concurrence, en attestant que le minimum du salaire en était à la fois le taux normal ? Et ne saurait-on dégager de Smith, cette vérité, qu'en stricte justice, l'ouvrier, avec la rémunération de son labeur, devrait pouvoir en racheter le produit ? Or, il n'en est rien, puisque ce produit se vend 4, 10, 100 fois plus cher. Et c'est la condamnation du régime tout entier.

De même, Vidal détruit les sophismes de la rente avec une lucidité singulière, toujours en s'appuyant sur les écrivains soi-disant libéraux. Il étudie cette rente à travers son évolution historique, depuis les temps barbares jusqu'au servage et au salariat. Tribut prélevé sur le travail, elle empêche le salaire d'égaler le produit. Elle grandit, comme Smith l'a reconnu, avec tous les progrès matériels. Et c'est

pour cette raison que l'agriculture devient impossible, le seul intérêt du capital absorbant les produits.

Smith encore, par sa théorie du profit industriel, permet de conclure que l'entrepreneur, le capitaliste, doivent fatalement entrer en lutte avec l'ouvrier, et qu'ils vivent à ses dépens. Malthus, enfin, a eu raison de pousser un cri d'alarme, en voyant le monde glisser sur la pente du paupérisme : seulement cet écrivain conservateur, s'il a rendu le service de dénoncer un péril profond, n'a trouvé que des remèdes appropriés à la petitesse d'un esprit rétrograde : la contrainte morale pour les uns, et le luxe pour les autres.

Au total, de la lecture des économistes, il est facile de déduire un réquisitoire en règle contre la société capitaliste, et l'on retrouve chez Vidal les mêmes diatribes que chez tous les publicistes de sa génération. Par bien des points, il se rapproche de Louis Blanc.

Le tableau qu'il présente du paupérisme, distingué fort clairement de la misère antique, est judicieux et complet. Le paupérisme résulte du salariat, et apparaît comme l'état normal du salarié. Il était infiniment moins douloureux et moins répandu, au temps où les corporations existaient encore. Non que le régime d'avant 1789 fût parfait ou même tolérable, mais il eût été bon de séparer le principe du mode d'application et, à tout le moins, la corporation avait évité l'accaparement, la dépréciation des produits, la concurrence exagérée, l'invasion des villes par les ruraux, et tous les maux qui s'ensuivent.

A beaucoup d'égards, le salarié pourrait envier le serf d'autrefois, car celui-ci, assimilé au bétail qui périt pour le propriétaire, suivant la vieille formule, jouissait d'une sécurité refusée à celui-là. Il est vrai, affirment les philosophes, que le salarié d'aujourd'hui est libre ; seulement il y a liberté et liberté, et la liberté abstraite, la seule qui soit, n'est que vaine fumée. « Le salariat, c'est encore la dépendance et l'humiliation de la servitude, moins le pacte assuré de la servitude ».

Vidal n'a pas montré, par des expressions moins virulentes, les conséquences sociales et économiques de l'expansion du machinisme. Ici, il se rencontre avec Proudhon, qui, dans ses contradictions, a si admirablement développé ce sujet. « La mécanique, s'écrient les manufacturiers avec exaltation, a délivré le capital des exigences du travail. — La mécanique, disent les philanthropes, avec tristesse, a mis le travailleur à la merci des entrepreneurs d'industrie ». Les deux assertions se complètent et se vérifient l'une l'autre. Le travail devient ainsi un privilège pour les uns, soustraits au chômage, un châtiment pour les autres. Mais ceux mêmes qui arrivent à louer leurs bras, se vouent et vouent leurs descendants à toutes les déchéances physiques. « La race humaine s'appauvrit et dégénère, pendant que l'on encourage à grands frais l'amélioration des races chevaline, ovine et bovine ». L'alcoolisme et l'abrutissement sont des tares consécutives au triomphe de l'industrialisme.

La machine n'a pas seulement, dans l'ordre social et aussi physiologique, refoulé plus bas la classe ouvrière; elle a désorganisé toute l'éco-

nomie, en rompant l'harmonie entre la production et la consommation. Fatalement, elle entraîne la production illimitée à l'aventure, puisqu'elle doit être sans relâche utilisée. De là les crises qui, tous les dix ans, dépriment l'activité manufacturière ; de là tous les palliatifs, pires encore que le mal, inventés pour réagir : protectionnisme, colonialisme. Et ainsi, de l'ensemble des faits, de la concurrence meurtrière, de l'exploitation humaine, se dégage cette vérité sinistre que la misère est le résultat nécessaire de notre état de civilisation. Cette vérité, les économistes se gardent bien de la proclamer. Mais malgré eux, elle éclate à chaque ligne de leurs ouvrages. Vidal leur demande ce qu'ils proposent pour remédier à un état de choses aussi cruel. Il ne rencontre chez eux qu'indifférence, dureté, ou impuissance de pensée.

IV

Vidal s'adresse maintenant aux socialistes, comptant trouver chez eux plus d'ouverture d'esprit et de cœur. Mais il faut s'entendre sur la valeur du mot « socialiste » et notre auteur affecte de le rétrécir singulièrement — tout comme Louis Blanc, après son entrée au gouvernement provisoire de 1848. Soucieux de rendre son socialisme aimable, acceptable, de le dépouiller de tout ce qui peut contrecarrer une accession rapide au pouvoir, il distingue « entre les hommes d'étude qui s'en remettent pleinement aux progrès de la raison, et les esprits ardents et généreux, mais impatients de révolution, qui voudraient imposer leurs convic-

tions par la violence ». Il ne faut point s'étonner de cette différenciation un peu subtile, qui était adoptée alors par les trois quarts de l'extrême gauche.

Quoi qu'il en soit, Vidal, socialiste théoricien et philosophe idéaliste, ne craint point d'aller à peu près aux extrêmes de la pensée. Passant en revue les publicistes sociaux du XIX[e] siècle, il marque toute sa faveur aux communistes et ne laisse pas que d'adresser de vives critiques à leurs prédécesseurs.

Il reconnaît la grandeur du rôle assumé par Saint-Simon. Le maître et ses disciples ont eu raison de réhabiliter l'ordre, la hiérarchie, l'autorité, au-dessus de l'anarchie régnante, car la libre concurrence et le désordre ne servent que les grands et les forts. Mais immense a été leur tort, quand ils ont, en érigeant une loi vivante, un pape omnipotent, foulé la démocratie et restauré un intolérable despotisme. Enorme a été leur erreur, lorsqu'attribuant, à cette loi vivante, le droit de mesurer les capacités et les œuvres, ils ont installé l'arbitraire à la base de la répartition.

De même, Vidal vante Fourier qui, lui, a respecté la liberté et qui a évité de constituer la tyrannie. Il fait ressortir, avec une complaisance marquée, les avantages de la phalange et du phalanstère, — l'allocation d'un minimum décent à tous, la prescription de l'éducation intégrale, et en vérité, nous verrons que Vidal, fouriériste à l'origine, n'a jamais complètement rejeté l'influence de sa première école, mais la formule de répartition du système ne le satisfait pas totalement.

Il en vient donc aux communistes, pour lesquels

il exprime tout de suite ses préférences. Il estime qu'ils s'éloignent de la réalité, qu'ils voguent dans les régions de l'idée pure, mais il ajoute que l'utopie d'aujourd'hui peut être le fait de demain, et, dans son for intérieur, il a la conviction d'un triomphe prochain. Ce qui le séduit dans le communisme, c'est qu'il repose sur l'égalité des droits. La distribution se fera par portions qui ne seront pas uniformes, mais qui répondront aux besoins de chacun. Notre auteur compare une société fondée sur ce mode à une famille ou à une table d'hôte, où chacun se sert à sa guise, tout en se préoccupant de laisser des aliments à ses parents ou à ses commensaux. Il est exact que, généralisé, un pareil système exige la similitude de l'éducation et l'abondance des produits. Mais il est facile d'obtenir l'une et l'autre, et avec l'expansion du machinisme « deux heures de travail suffiront pour doubler ou tripler » la production des utilités.

Sans doute, tous les travaux ne seront pas également attrayants, et il est probable que les vocations n'entraîneront pas les citoyens vers les besognes répugnantes, mais, ou bien celles-ci seront accomplies par les machines, ou bien à défaut, on établira à leur intention un recrutement spécial, comme pour l'armée. Remarquons, à ce propos, que cette idée choque toujours nos contemporains : ils acceptent bien qu'on force un individu à tuer ses semblables, ou même à se faire bourreau en figurant dans un peloton d'exécution, mais ils jugent monstrueux et déshonorant pour des hommes d'être contraints à balayer les rues ou à curer les égouts pour le bien commun.

Vidal, au reste, n'ignore pas les attaques qu'on dirige contre le communisme, et qu'il regarde comme calomnieuses. On prétend, tout d'abord, que ce système confisque la liberté individuelle. Or, au contraire, il admet toutes les libertés, sauf celle de ne point travailler, et pour que les diverses libertés fussent violées, il serait nécessaire que la majorité des sociétaires y renonçassent volontairement. On lui reproche d'abolir la famille, en instituant la mise en commun des femmes. Ce n'est là qu'une boutade sans portée. Les femmes ne sont pas des choses, du moins, elles ne seront plus des choses dans la société nouvelle, et, par suite, s'appartenant, ne pourront être appropriées. Enfin, les socialistes, dit-on, veulent tout bouleverser, mais pourquoi défendraient-ils le monde moderne, où tout est mauvais? Celui-ci ne subsiste guère que par les quelques embryons de communauté qui s'y sont établis, et lorsque les économistes attachent la liberté à la propriété, ils ne voient pas que les communistes sont leurs meilleurs disciples, puisqu'ils veulent universaliser la liberté par l'universalisation de la propriété. Seulement, il est nécessaire que celle-ci, pour répondre aux fins cherchées, devienne homogène et collective, car le morcellement illimité organiserait la misère pour tous :

« Ceux qui, dans mille ans, liront notre Code de procédure, notre Bulletin des Lois, qui compteront les millions d'arrêts, de jugements, de délits et de crimes, causés par la division de la propriété, par les débats d'intérêt, se demanderont avec étonnement comment une telle société a pu subsister,

mais ils s'étonneront bien davantage encore d'apprendre que l'association, cette chose si simple, si naturelle, si facile à réaliser, a été considérée par les grands esprits du XIXe siècle comme une chimère, comme une folie ». Ce n'est point là le ton de Marx ; c'est le langage optimiste, pétri de sentimentalité, de la génération de 1848.

V

Nous connaissons les vues théoriques de Vidal : il incline fortement vers le communisme. Les partisans de cette doctrine ont raison à ses yeux, — non qu'elle consacre la marche même des phénomènes économiques dans la nation moderne — le matérialisme historique ne pouvait recevoir une telle adhésion d'un penseur aussi soucieux d'idéalisme — mais parce qu'elle s'étaie sur la fraternité. En remontant en arrière, on remarque au surplus, et c'est une démonstration de sa valeur pour un homme de 1848, qu'elle évoque le christianisme primitif, et il n'est point de motif de croire qu'elle heurte les commandements de Dieu. Voilà donc le communisme de droit divin. En poussant un peu Vidal, on aboutit à cette conclusion, qui a pu faire impression sur l'époque. D'ailleurs, la science sociale, — mais l'auteur ne précise pas — nous conduit à la même solution du grand problème humain. La réconciliation de la science et de la religion s'opère ainsi comme chez Saint-Simon, comme chez Fourier. En ce temps-là, le dogme et la raison n'étaient ni surpris, ni scandalisés de voisiner de la sorte. Le réveil fut cruel, au moins pour celle-ci.

Que si le communisme intégral doit ajourner son triomphe à une date lointaine, le fouriérisme fournirait une excellente transaction, à condition qu'on le retouchât légèrement. Vidal est un esprit conciliant, qui croit l'entente possible entre tous les hommes, et qui s'efforce de trouver le juste milieu entre les conservateurs et les révolutionnaires. Surtout il veut conjurer de nouvelles révolutions qui lui apparaîtraient, au milieu du XIXe siècle, comme un anachronisme. Babeuf, qui vivait pourtant cinquante ans plus tôt, et qui n'avait pas vu grandir, avec l'industrialisme et le machinisme, l'opposition inévitable des classes, prédisait un supplément à la grande subversion de 1789. Mais le socialisme de 1848 était infiniment plus adouci que celui des Egaux, au moins dans les écrits qu'il alimentait. Et par un contraste étrange, l'une des plus sanglantes révolutions sociales, l'une des plus terribles luttes de classes qui aient jusqu'ici surgi dans l'histoire — Juin — est sortie de cette propagande en apparence si atténuée.

Si Vidal n'attend rien d'un soulèvement populaire, il attend tout des pouvoirs publics, qui, eux, doivent régulariser le courant des idées et organiser méthodiquement le travail. Il est vrai qu'à certains moments, il se décourage et leur reproche d'être aux mains des marchands, mais son optimisme reprend le dessus. Au total, il se montre de moins en moins exigeant. Du communisme, il est descendu au fouriérisme ; il finit par rétrograder jusqu'à des solutions beaucoup moins radicales encore, et qu'il donne comme des palliatifs momentanément très suffisants.

Nous arrivons ainsi au programme pratique, au plan de réformes immédiates, qui a été repris par la plupart des écrivains politiques de la démocratie de 1848, et qui a été partiellement éprouvé au lendemain de Février. Nous allons le résumer : mais il faut tout d'abord signaler son importance et dire qu'il a formé, avec les données de *l'Organisation du Travail*, la substance même des délibérations de la Commission du Luxembourg et la matière du rapport que Vidal inséra au *Moniteur Officiel*. Le publiciste, auquel s'attache cette étude, a donc eu la fortune si rare de pouvoir faire prévaloir — appelé à une fonction éminente : celle de secrétaire-général de ce Parlement ouvrier — les idées qu'il avait coordonnées dans le plus considérable de ses livres.

Puisqu'il est malaisé de supprimer sur le champ les causes du paupérisme, il convient d'agir au moins sur ses effets. Or, il y a plusieurs catégories de pauvres. D'abord les invalides, c'est-à-dire les enfants, les malades, les infirmes, les vieillards : à ceux-là, Vidal réserve la charité privée et les établissements d'assistance actuels. Ensuite, les fainéants valides : il les renvoie aux tribunaux. Enfin, les ouvriers valides réduits au chômage : pour eux, l'on créera des ateliers permanents, à condition qu'ils ne fassent pas concurrence aux autres ateliers. Les produits y seront, autant que possible, consommés, en vertu d'un équilibre préétabli entre la production et les besoins. Ce seront des colonies agricoles fondées sur l'association.

Le principe admis, l'institution grandira régulièrement. Elle recourra à des capitaux prêtés,

qu'elle rémunérera à raison de 4 %. Pour l'ensemble des revenus, ils seront répartis, à titre transitoire, de la façon suivante : allocation d'un salaire minimum, constitution d'un fonds de réserve, distribution du reste entre les associés, au prorata de la production de chacun.

En dehors de cette innovation, qui n'a rien de très subversif, et qui n'est que la coopération avec une faible participation de l'Etat, Vidal invite le gouvernement à faire construire des maisons ouvrières à bon marché et à instituer des retraites. En somme, il combine avec les initiatives libres, l'interventionnisme, allant un peu moins loin que Louis Blanc qui, lui, voulait mettre plus franchement la puissance publique au service des salariés.

Aussi, partant de prémisses très hautes, d'une condamnation très rationnelle et fort nette, de la société capitaliste, Vidal sombrait dans les réformes de détail, s'accommodant finalement de mesures que la monarchie légitimiste même eût pu avouer et qui n'avaient plus le moindre rapport avec le socialisme. N'est-ce point là toute l'histoire de la Révolution de 1848, envisagée sous son aspect social ?

PECQUEUR

I

Saint-Simon et Fourier d'une part, Proudhon de l'autre, ont plus particulièrement bénéficié de la curiosité de la critique depuis un demi-siècle et plus. Pecqueur, on ne saurait trop dire pourquoi, a été généralement délaissé, et pourtant il sollicite l'étude, et le plan de société future, qu'il a édifié, présente une ressemblance frappante avec les constructions de notre époque.

Il se rapproche de Louis Blanc et de Vidal par la conception qu'il se forme de l'Etat et par sa foi en la collaboration des classes. Il se lie à toute l'école socialiste de la Restauration et de la monarchie de Juillet, Proudhon excepté, par son déisme, son souci d'expliquer les vues providentielles, ses préoccupations métaphysiques et morales.

Quelque importance qu'il ait accordée aux phénomènes économiques, il estime qu'ils ne suffisent pas à déterminer le statut social. Il attribue aux faits de la conscience, aux sentiments, à la notion du droit, de la justice, une influence décisive dans la vie des peuples, et par suite il porte bien l'empreinte de son milieu et de son temps. S'il se distingue de ses devanciers, c'est surtout par la con-

clusion à laquelle il aboutit et qui n'est autre que le collectivisme. Cette formule n'a point encore fait son apparition jusqu'ici. Les Egaux de 1796 s'élèvent d'un seul bond au communisme absolu : le saint-simonisme déracine l'héritage qui est la base même de tout système individualiste pur, et l'abrogeant totalement, il évolue vers la communauté ; le fouriérisme n'accorde aucun droit à la collectivité, et livre les instruments et la terre à des associations librement constituées. Louis Blanc et Vidal, étatistes, s'en tiennent à la coopération subventionnée et ne prévoient pas, du moins pour une étape très proche, la concentration des machines sous une direction unique. Pecqueur fonde son régime socialiste sur la remise à la société des capitaux de toute nature, sur l'assimilation du travail individuel à une fonction, sur le maintien partiel de l'héritage, sur l'égalité de la rétribution, et ce sont là les éléments mêmes du collectivisme, tel qu'il a surgi en notre temps, et tel que ses défenseurs et ses adversaires l'envisagent.

A ce titre, il importe d'analyser, d'une part, le *Traité des améliorations matérielles* qui remonte à 1839, et de l'autre la *Théorie nouvelle d'Economie sociale*, qui porte la date de 1841. Les deux livres représentent deux moments différents de la pensée de l'auteur. Le premier examine un aspect seulement du problème des sociétés, l'application de la science au développement de la fortune publique et du bien-être de tous ; le second s'attache à la fixation des principes sur lesquels doit s'ériger une société vraiment civilisée, consacrant la sécurité générale par la suppression de la misère, — et une

organisation du travail qui assure le triomphe de l'activité, et non une effroyable et incessante déperdition d'énergies. Mais les deux ouvrages principaux que nous venons de signaler (car il en est d'autres) offrent pourtant une complète similitude de tendances, et la *Nouvelle Economie* se déduit très logiquement, tout en le dépassant, et en embrassant un horizon plus large, du *Traité des Améliorations*.

II

Pecqueur prend soin de se déclarer fidèle aux enseignements de Jésus-Christ, de Rousseau, des révolutionnaires, de Saint-Simon et de Fourier. Il s'efforce cependant de se différencier des deux chefs d'école socialistes. Il reproche au saint-simonisme d'avoir fait descendre l'élection d'en haut, et d'avoir aboli ou violé la liberté et le droit populaire. Il fait grief à Fourier d'avoir indirectement préconisé l'anarchie, en détruisant l'unité d'action et en combattant l'autorité. Quant au grand réformateur anglais Owen, il déclare inacceptable sa formule de répartition communiste.

C'est à Dieu qu'il faut remonter pour trouver le secret de toutes choses et s'orienter vers l'avenir, qui comportera plus de justice que l'époque actuelle. La divinité est la règle du droit et du devoir, et le devoir ne s'interprète que comme « l'obligation de faire la volonté divine ». Il est au reste d'autant plus nécessaire de connaître cette volonté que « l'économie d'une société repose sur les croyances morales et religieuses qu'entretient la

généralité de ses membres ». La sociologie de Pecqueur n'est donc pas plus émancipée que celle de ses prédécesseurs, et elle se complique de données qui demeurent étrangères à la science pure ou à l'analyse de l'évolution matérielle.

Trois graves problèmes appellent l'examen : la liberté, l'autorité, la réforme politique. Le dernier peut être moins décisif, et il est permis de l'ajourner en le rattachant aux deux autres, car la réforme politique est subordonnée à la réforme sociale, dont elle est le moyen ou si l'on préfère la première phase, et elle est impliquée dans le débat de principe que suscitent les deux autres questions.

Il n'y a pas de liberté sans propriété : celle-ci est l'apanage du petit nombre, et par suite la liberté est dérobée à la majorité. Cet accaparement des terres, des machines, des capitaux de toutes sortes, est la source de tout le mal social. C'est ainsi qu'une théorie de la propriété s'impose à l'écrivain « qui veut semer pour des siècles ».

A l'heure actuelle, la matière de la production manque à la plupart des hommes, et ceux qui ne la possèdent point, sont obligés de se mettre au service de ceux qui la détiennent. Les non-possédants sont à la merci des autres ; ils aliènent tout entre leurs mains et perdent l'égalité naturelle. En même temps, les gens privés de la propriété travaillent au profit des gens qui la concentrent et qui, eux, ne travaillent point. Les prédications du christianisme, le commandement célèbre de Saint-Paul sont violés, et la morale est faussée, puisqu'une foule d'oisifs vivent dans l'or. Ces premières constatations sont déjà concluantes, mais elles ne

suffisent pas encore à Pecqueur qui examine la propriété, et qui la condamne, en sa forme individuelle et présente, sous trois rapports distincts.

Du point de vue religieux, l'homme ne peut rien posséder, car tout appartient à Dieu. Du point de vue moral, il n'a droit à aucune parcelle de la terre, parce que l'humanité doit disposer du sol et de tout ce qui en provient. Du point de vue social, il ne saurait enclore le moindre espace du champ ou de la vigne, tous devant être propriétaires au même titre. Et si tous ne peuvent être propriétaires, nul ne doit prendre cette qualité. Et comme chacun doit posséder, dans l'intérêt de son développement et dans l'intérêt du développement d'autrui, le droit restera commun à tous. En d'autres termes, la propriété des choses matérielles et la propriété de ce qui est immatériel, au lieu de relever des personnes, relèveront de la communauté. Or, aujourd'hui, le statut social est en désaccord avec cette conclusion logique. Il ne saurait subsister ; il est voué à déchéance : le droit de propriété est sacré comme la vie, car il est la condition de la vie.

La forme actuelle de la propriété ou de la détention n'est pas une création de la nature. Elle est une pure fiction légale. La propriété légale de chacun est la part d'utilité que la loi lui concède ; elle est modifiable. Par suite le régime d'appropriation, qui a prévalu, et qui est oppressif doit disparaître devant un régime nouveau, qui garantira la liberté de tous et qui sera par ailleurs exposé.

Dans une vraie démocratie, l'autorité ne saurait

être exclue. Son règne commence seulement en fait d'économie, et il se légitime par la nature des richesses et par les conditions mêmes de leur création. Elle est la sauvegarde de la liberté qui, sans elle, périclite à chaque instant. Fourier lui-même, si hostile qu'il lui fût par tempérament et par déduction, ne l'a pas absolument éliminée, ou du moins il ne l'a écartée qu'en apparence, puisqu'il n'autorise les besoins à se satisfaire que dans la mesure où ils respectent l'ordre.

Plus on approfondit le problème de la liberté et le problème de l'autorité, et plus une conciliation semble possible, nécessaire même entre ces deux principes qu'on a longtemps tenus pour antagonistes. C'est en les alliant l'un à l'autre qu'on aboutira à un régime réellement égalitaire et tolérable. Car si aujourd'hui l'ouvrier est esclave, il doit sa condition à l'omnipotence des chefs d'industrie qui ne sentent aucun pouvoir au-dessus d'eux et qui par suite se comportent en maîtres.

Pecqueur ne se contente pas d'indiquer cette solution purement abstraite. Il ne pouvait se dispenser, avant de proposer des remèdes plus concrets, et une organisation économique, de pousser plus avant son analyse de la structure sociale, d'en montrer les tares, d'en déduire l'impuissance, — qu'on envisage le bien être matériel de l'humanité ou qu'on s'attache à ses intérêts moraux. Au risque de tomber dans des redites, il est nécessaire de grouper quelques traits de ce réquisitoire. Il permettra de mieux saisir les conclusions collectivistes qui se dégagent des deux volumes dont nous avons essayé de résumer la substance.

III

C'est surtout dans le *Traité des améliorations matérielles* qu'est présentée la critique du régime moderne. Les améliorations sont en effet la condition de tout progrès ; elles ont pour objectif de faciliter, de simplifier, d'embellir la vie ; or la distribution de la richesse est telle que loin de servir au bien général, elles ne font qu'aggraver l'inégalité.

Qu'on crée en effet un canal, qu'on perce une route, qu'on opère une grande découverte, la communauté des citoyens ne profite point de cet accroissement de moyens ; il va tout entier à ceux qui détiennent les capitaux, et leur met entre les mains de nouvelles armes de despotisme. L'Angleterre, par exemple, le pays où le progrès matériel a été conduit le plus avant, est aussi celui où éclatent les plus vifs contrastes de situations. La fortune et la pauvreté y sont également immenses, parce que l'expansion du machinisme, qui accroît la somme d'énergies productrices, n'a abouti qu'à déprimer un peu plus les salaires. Les relations des patrons et des ouvriers qui logiquement pourraient devenir plus amicales, puisque les produits à distribuer grossissent en nombre, se tendent à l'extrême.

Ce phénomène étrange, contraire à la raison, honteux pour notre âge, ne s'explique que par le déchaînement inouï de la concurrence. Elle n'est elle-même que la lutte des égoïsmes, lutte immorale et désastreuse, qui fait des victimes de tous

les côtés. Ce conflit permanent ne se serait jamais élevé, si l'on n'avait confondu, sous la catégorie de liberté, deux notions antinomiques. La liberté économique, telle que la défendent les économistes orthodoxes, n'est que la faculté d'écraser autrui, de semer la société de ruines, de constituer le monopole. Et Pecqueur trouve ici une expression remarquablement forte : « Le laissez faire est pour le XIX[e] siècle ce qu'a été le laissez faire guerrier des seigneurs du VIII[e] et du IX[e] siècles ; c'est encore le prélude d'une féodalité... c'est l'agonie de l'égalité, de la liberté, de tous les principes, de toutes les promesses de la Révolution de 1789 ».

Comme la loi a reconnu le droit d'user et d'abuser du sol et de tous les capitaux, chacun se croit autonome et se livre à ses caprices. La propriété exclusive des moyens de production, la fabrication et l'échange arbitraires, le prêt à intérêt sous toutes ses formes, le droit de transmettre les capitaux par l'héritage : telles sont les sources du mal contemporain, qui est l'anarchie. Le désordre naît de la licence, du monopole, et de l'usure ; l'impuissance résulte du morcellement. Les banqueroutes, les crises, les chômages désolent, à jet continu, ce monde sans équilibre, sans principes, sans organisation, où triomphent les plus forts et les moins scrupuleux. Mais le simple exposé des méfaits du système le condamne de toute évidence, et appelle une transformation intégrale.

IV

Cette réforme de la société ne doit être ni l'œuvre de la violence, ni le résultat de l'effort des opprimés. La bourgeoisie ne saurait vouloir que le statut en vigueur soit renversé brutalement par un assaut des plébéiens, des non-possédants, et par suite il faut qu'elle comprenne son devoir : « Laisser les masses pauvres, c'est éterniser l'émeute ».

Pecqueur, évoquant l'histoire du passé, signale l'aberration permanente des classes qui ont arraché les privilèges sociaux, et qui, oublieuses de leurs propres souffrances, ont refusé ensuite de délivrer les classes inférieures : à peine émancipées, elles se constituent en antagonisme avec les autres catégories de citoyens. Hier confondues avec celles-ci, dans l'égalité de l'esclavage, elles prétendent aujourd'hui créer un abîme de différences. Elles ne comprennent pas qu'il est absurde et ridicule de résister au progrès et qu'il a toujours son heure.

Par exemple, la bourgeoisie, après avoir longuement lutté pour la conquête de l'électorat, le dénie aux prolétaires. Comme si ce qui a été le droit pour elle n'était point le droit pour eux ! Comme si son inexplicable attitude ne la vouait pas à un échec certain ! Le principe du cens n'est autre que celui du conservatisme le plus pur. On s'imagine que ceux-là seuls qui ont quelque chose à garder sont intéressés à l'ordre. Peut-être l'opinion est-elle juste. Mais pourquoi alors ne pas étendre à tous la propriété ? Et pourquoi ne pas assigner des intérêts à tous les citoyens ?

La bourgeoisie, au lieu de se laisser imposer le progrès, serait avisée en en prenant l'initiative. Elle peut le conduire, en demeurer maîtresse ; elle fournira les chefs de demain, pourvu qu'ils sachent agir au profit de la collectivité, se dévouer à son bien et tourner à l'utilité générale les améliorations matérielles, qui jusqu'ici ont abouti à des fins tout autres, et moins élevées.

V

Parmi les solutions que propose Pecqueur, il faut distinguer celles qu'il a considérées comme immédiates ou transitoires, et celles vers lesquelles il veut acheminer la société, en les tenant pour définitives.

Les premières sont particulièrement exposées dans le *Traité des Améliorations*, mais on trouve aussi en germe, dans ce volume, les théories qui seront plus abondamment défendues dans l'*Economie sociale*. Nous savons que notre auteur entend associer l'autorité et la liberté, en universalisant la propriété, et en détruisant le travail incohérent, pour lui substituer l'organisation concertée.

Pour préparer l'acheminement au régime collectiviste, et émanciper les ouvriers, le gouvernement, en qui Pecqueur a pleine confiance, doit multiplier les améliorations matérielles, et poursuivre de grands travaux publics, le dessèchement des marais, entre autres, à l'aide d'un budget extraordinaire. Quand la foule acquerra plus d'aisance, plus de sécurité, le nombre et les besoins des consommateurs croîtront tout naturellement, et

par suite les marchandises trouveront des débouchés élargis. En même temps, l'Etat dispensera l'instruction à tous, et spécialement l'éducation professionnelle. De même qu'on affecte de fortes dotations à la subvention de l'élevage, on doit s'efforcer de rehausser la moralité et l'intellectualité du peuple sans ménager les sacrifices. Verser les millions dans une telle entreprise, c'est s'enrichir. De la sorte, sera réalisée une certaine égalité de culture qui fait défaut aujourd'hui. Lorsque cette éducation aura pénétré toute la masse, le Trésor public pourra se constituer banquier et prêter à crédit, même à ceux qui n'offrent aucune garantie mobilière et immobilière. Enfin les capitalistes et les travailleurs s'allieront, constitueront une forme nouvelle de l'industrie, contracteront des assurances mutuelles et toucheront, par leur accord, à la première phase de la rénovation sociale.

Mais ce ne sont là que des moyens temporaires et provisoires. Il faut voir plus haut ; il serait puéril de s'arrêter aux expédients qui se posent de tous côtés, limitation des heures de labeur, détermination légale du salaire, proclamation du droit au travail. Aucune de ces mesures ne va au fond même du problème social. — Rien de plus exact, et il est fort intéressant de trouver déjà chez Pecqueur des critiques que d'aucuns seraient tentés de supposer toutes contemporaines. Au temps où paraissait le *Traité des améliorations*, c'est-à-dire neuf ans exactement avant la Révolution de Février, au temps encore où fut publiée la *Théorie nouvelle d'économie sociale*, en 1842, la foule se laissait prendre volontiers au mirage de cette expression

si pleine de promesses : droit au travail, et pour beaucoup elle libellait la revendication suprême de la génération vivante.

Le droit au travail n'a point de valeur en lui-même ; il n'en prend que si on le pousse en toutes ses conséquences, et pour les esprits logiques et conscients, il comporte nécessairement la réorganisation de la propriété et la socialisation des capitaux. La majorité des hommes de 1848, même en dehors de la masse électorale, nous disons les publicistes et les politiciens, n'ont point saisi tout le sens qui s'attache à ces mots. On a cru qu'il suffisait de les énoncer, comme l'on avait inscrit jadis sous la première Révolution : liberté, égalité, fraternité, sans passer de la formule à l'action. Le gouvernement provisoire, en contresignant le décret fameux du 27 Février, ignorait dans quel engrenage il s'engageait, à moins (et l'hypothèse est fort vraisemblable), qu'il n'eût la ferme intention de lancer une simple phrase. Le débat qui s'ouvrit après les journées de Juin à la Constituante et qui fut très remarquable pourtant et par le nombre et la qualité des orateurs, et par l'abondance des arguments présentés, attesta de même l'erreur de certains défenseurs du droit au travail.

Pecqueur a eu le mérite, assez rare à cette époque, de prévoir que la formule serait en elle-même illusoire et qu'il faudrait aller sans hésiter à la transformation de la propriété, sous peine de mentir à la masse. Aussi ne s'est-il pas contenté de montrer que chaque homme devait pouvoir vivre de son effort, il a élaboré un système qui permît à tous d'user des capitaux, de la terre, des machines, de

toucher un salaire, de conquérir la liberté à l'ombre de la propriété, et c'est de la sorte qu'il a marché vers le collectivisme.

VI

« Il ne doit y avoir dans une nation qu'un seul propriétaire, qu'un seul entrepreneur, qu'un seul capitaliste, l'Etat, le peuple dans ses représentants »..... « Le sol national et tous les instruments de travail dérivés, appartiennent à tous et n'appartiennent à personne. Ils sont régis, exploités et employés sous la suprême direction des pouvoirs représentatifs ».

Si l'on entend donner la propriété à tous, l'on ne peut osciller qu'entre deux conceptions : celle qui assigne à chacun une parcelle de la terre et des autres biens ; celle qui réunit tout à la disposition de la collectivité.

La première est celle de certains publicistes d'avant la Révolution, celle des paysans aussi, avant, pendant et depuis la Révolution, mais elle est stérile et néfaste. Car, perpétuant et aggravant l'anarchie, elle anémie le corps social et intensifie la lutte économique.

« Prétendre, comme quelques-uns, universaliser la propriété individuelle, c'est une folie : chacun aurait une motte de terre dans la main ».

Le second système est celui de Babeuf et des Egaux, des théoriciens communistes du XVIIIe siècle ; Fourier s'est acheminé vers lui en « rendant le droit de propriété corporatif » et en socialisant jusqu'à un certain degré les instruments : accordant une

moindre part au capital dans les fruits, revenus, dividendes, il en a encore préparé la destruction. Autrement dit, il a ébranlé le statut régnant, mais il ne l'a pas disloqué. Pecqueur ne craint pas de le bouleverser.

Et, assumant cette colossale entreprise, il ne se pique pas seulement de conférer aux prolétaires la liberté, il entend surtout en finir avec les gaspillages de forces qui sont la caractéristique de l'état individualiste. La volonté des personnes doit être subordonnée à la volonté souveraine. Il faut un centre ordonnateur. Les producteurs ne sauraient décider eux-mêmes quelle nature ou quelle quantité de produits ils créeront. « L'idée la plus féconde que la science sociale puisse introduire est celle d'une administration centrale, intermédiaire nécessaire et absolue entre le producteur et le consommateur, présidant légalement à la délégation des instruments et à la distribution des richesses ». — Tels sont les principes de l'organisation économique, et aucun doute n'est possible sur les conséquences qui vont s'en déduire naturellement.

Dans la société ainsi constituée, tout citoyen a droit de réclamer de l'administrateur un emploi, donc l'outil nécessaire à l'exercice de sa profession. Deux questions se posent qui réclament une solution immédiate : comment se répartissent les tâches ? Comment sont-elles rétribuées ?

Il y aura certainement compétition, rivalité entre les citoyens, pour l'admission à certaines fonctions, et l'hérédité et la nomination, doivent être également repoussées : l'hérédité, parce qu'elle est en contradiction avec le principe démocratique qui

ordonne de tenir compte aux individus de leurs mérites personnels ; la nomination par le pouvoir, parce qu'elle pourrait être arbitraire, s'appuyer sur des considérations funestes au bien public. Le concours sera combiné avec l'élection. Comme tous seront égaux au départ, qu'une même éducation fondamentale sera dispensée aux enfants, que ceux-ci seront ensuite, selon leurs qualités reconnues, spécialisés en telle ou telle technique professionnelle, la sélection s'opèrera sans secousse, et il n'y aura plus qu'à choisir les chefs, les contremaîtres, d'après le mode en usage dans les pays républicains. Au reste, les élus pourront être toujours révoqués, si leurs services sont insuffisants ou critiqués. L'emploi, qui n'est pas héréditaire, n'est pas non plus viager.

En règle générale, les membres de la communauté recevront une rémunération égale. Remarquons que la formule de Pecqueur n'est pas toujours aussi claire, qu'il l'a, à diverses reprises, libellée différemment, mais il a manifesté des préférences pour l'égalité ; il a combattu en tout cas la solution saint-simonienne, et plus encore la solution communiste pure qui suppose l'homme parfait ou qui autoriserait l'expansion illimitée de ses besoins. Il s'élève contre pareille conception qui aboutirait à doter richement le roi ou le chef du pouvoir et à abaisser à un taux infime le salaire du vidangeur : « Il est plus facile de trouver des gens qui consentent à être rois que des gens qui veulent exercer le métier de vidangeur ». On objectera peut-être qu'il y a intérêt à avantager le talent, le génie, mais ils seront assez payés par l'estime, par la gratitude,

par la gloire. Et, d'ailleurs on oublie trop que toute différence dans la quotité du paiement comporte l'inégalité morale d'abord, puis un prélèvement de l'un sur l'autre : « Donner à quelqu'un, en raison de son travail et de son talent, c'est obliger quelque autre à ne pas obtenir en raison de son travail ; c'est obliger celui-ci à travailler pour celui-là ».

Comme ses prédécesseurs, Pecqueur garde une part des revenus publics pour les vieillards. S'il entend donc que chacun obtienne le fruit de son travail, il se borne à poser le principe — et dans la pratique, il s'écarte, forcément du reste, de la formule. L'égalité de la rémunération y attente gravement ; mais comment la respecter dans son intégralité ?

Nous avons saisi une première distinction entre le collectivisme et le communisme ; la rétribution n'est pas conçue sur les mêmes bases. En voici une autre : les communistes n'admettent aucune propriété personnelle ; les collectivistes autorisent chacun à user, à sa volonté, du produit qui lui est alloué, — sous cette réserve toutefois qu'il ne le convertira ni en instrument de production, ni en marchandise d'échange. Mais tous les travailleurs ont la faculté de conserver leur émolument, soit pour vivre temporairement sans rien faire, soit même pour le transmettre à autrui. Une hérédité partielle, d'une forme spéciale, est donc maintenue.

Tel est, en son ensemble, le régime économique qui se dégage des développements de Pecqueur. Affranchi de certains éléments parasitaires, de certaines complications métaphysiques, il s'offre sous une forme aussi claire que méthodique. Mais il ne se-

rait qu'imparfaitement apprécié, si l'on ne mettait en lumière certaines prévisions, qui sont éparses et dans le *Traité des Améliorations matérielles* et dans le *Manuel d'Economie sociale*.

L'auteur attend de la régénération du monde par le collectivisme une prodigieuse poussée d'énergies. Comme tout son système s'est étayé sur l'analyse du progrès scientifique, sur la critique des effets du machinisme en Etat morcelé, il ne peut se dispenser de montrer les conséquences de l'assimilation nécessaire des découvertes et des moyens nouveaux par une société autrement constituée. Le perfectionnement des transports, l'utilisation plus abondante de la vapeur, qui aujourd'hui aggravent le malaise général, ne serviront plus qu'à décupler la force humaine et qu'à assurer, pour le profit universel, la confusion, la jonction des marchés. Au lieu de s'approprier par des procédés artificiels la possession exclusive de la clientèle nationale, au lieu de multiplier les fabrications et les cultures, même les moins favorisées par les ressources du sol ou le climat, les Etats se répartiront les tâches ; chaque peuple s'adonnera aux travaux et aux transformations pour lesquels il est plus spécialement doté d'avantages naturels.

Les terres habitées ne formeront plus, peu à peu, qu'une vaste fédération, qui chassera la guerre de son sein, et qui adoptera, pour la facilité des rapports, une langue commune. L'humanité se substituera à la patrie. Il est remarquable non point de rencontrer ces idées chez Pecqueur, mais de les trouver si bien déduites, et surtout exposées avec tant de précision et de hardiesse. L'auteur des *Amé-*

liorations a exploré presque tout le champ de visions du socialisme : de l'organisation de la nation collectiviste, il est entraîné par la logique même de son raisonnement à la conception d'un monde unifié, et d'où toute barrière intérieure serait éliminée. A coup sûr cette thèse de la fusion des diverses communautés n'est pas encore développée avec toute l'ampleur qu'elle acquerra plus tard, mais par sa seule affirmation, elle suffirait à caractériser l'œuvre si digne d'attention d'un des penseurs trop oubliés de la génération de 1840.

CABET

I

Si l'on examine uniquement les solutions et les constructions sociales préconisées dans la seconde période de la monarchie de Juillet, Cabet se place à l'extrême avant-garde. Il ne se contente point de limiter le droit à l'héritage ; il ne s'arrête pas à la proclamation du droit au travail ou à la défense de la coopération officiellement subventionnée et progressivement élargie. Il adhère de toute son énergie au communisme.

Il faut remarquer que les communistes avoués ont été assez rares dans l'histoire de la pensée socialiste. Nombre de publicistes ont été arrêtés par les conclusions dernières, par la suppression totale de la fortune, de la propriété individuelle, par la répartition des produits au prorata des besoins. Plus que les collectivistes ou que les purs étatistes, à la façon de Vidal et de Louis Blanc, les successeurs de Babeuf se sont attiré les quolibets des uns, les critiques furieuses des autres. L'étatiste, par sa confiance en l'Etat, qui est forcément et pour un temps l'Etat moderne avec toutes ses armes de coercition et son appareil constitutionnel plus ou moins adapté, n'inspire pas une horreur absolue, invincible, aux tenants de l'économie libérale ou

orthodoxe. Ils le regardent comme un adversaire, mais non point comme un ennemi, contre lequel tout serait autorisé, — fussent les pires violences ou les plus détestables abus du droit. Le collectivisme qui remet à la société l'administration des choses, et qui prétend dissoudre le gouvernement des hommes, proclame lui-même son programme transitoire, — car il n'abroge ni la faculté de tester, ni celle de succéder. Mais par un lien, bien fragile il est vrai, il touche à l'organisation contemporaine ; aussi quelque porté qu'il puisse être à passer à la communauté intégrale, il ne suggérera jamais aux défenseurs du bon ordre la répulsion qu'ils marqueront pour le communiste.

Celui-ci est l'être hideux par excellence ; le sauvage qui menace la paix des villes, la stabilité des familles et la pureté de la femme, — le Vandale ou le Hun qui cherche la brèche de la cité moderne pour s'y introduire et y semer la terreur en promenant le massacre. Telle était la conception des paysans de 1848, auxquels les comités royalistes, bonapartistes et cléricaux s'efforçaient d'inculquer la haine du socialisme ; telle est aujourd'hui encore la notion que tâchent de répandre nos professeurs de droit auxquels les programmes recommandent la lutte contre la poussée prolétarienne. On conviendra que pour soutenir le communisme, pour s'en réclamer, pour en étudier le développement éventuel, il faut se railler quelque peu des opinions de bon ton et aimer les audaces brutales, et c'est pour avoir tout bravé et s'être exposé aux brocards et aux vengeances que Cabet mérite une large place dans la littérature socialiste.

II

Il la mérite même doublement : il ne s'est pas borné à exposer ses idées sous une forme dogmatique ou polémique ; il a écrit un roman communiste qui demeure comme l'un des meilleurs, nous dirions même volontiers le meilleur qu'on ait jamais écrit.

Il a trouvé de nos jours des imitateurs en Angleterre, aux Etats-Unis, ailleurs encore, et ces imitateurs, qui étaient souvent des écrivains remarquables, ont obtenu des tirages considérables et même très disproportionnés à l'effectif de l'armée socialiste. Mais aucun d'eux n'a su présenter avec plus d'agrément, et surtout avec plus de précision et de scrupule, les détails de la vie communiste.

Certains penseurs, quoiqu'ils adhèrent aux thèses défendues dans ces livres, critiquent volontiers la forme qui les revêt. Peut-être leur semble-t-il que la doctrine perde en dignité, à être propagée ainsi sous une enveloppe badine ; peut-être supposent-ils aussi qu'il faut s'adresser toujours à la raison, à la logique, éliminer le sentiment et l'imagination. C'est là un abus d'austérité et qui ne saurait se justifier, pour peu que l'on se reporte aux précédents historiques.

En somme, la diffusion du socialisme ne doit pas s'opérer autrement que celle du libéralisme politique, il y a un siècle et demi, ou que celle de l'antiesclavagisme, à une date beaucoup moins lointaine. Les moyens qui peuvent être employés pour frapper les hommes, pour leur imposer certaines notions,

pour éclairer devant eux certaines situations, ne sont pas innombrables. A côté du procédé direct, qui est l'exposé abstrait de la négation et de l'affirmation, s'offre le procédé indirect, qui substitue aux abstractions, à la dialectique sèche et nue, les fictions et les matérialités du roman et du théâtre. Nul n'ignore le rôle que jouèrent les contes de Voltaire ou les comédies de Beaumarchais, à côté des dissertations de Montesquieu, de Rousseau, et des encyclopédistes, à la veille de 1789. Le volume fameux de Mme Stowe, *la Case de l'oncle Tom*, par la curiosité même qu'il a suscitée, a contribué à renforcer singulièrement en Amérique le mouvement anti-esclavagiste, qui a fini par prévaloir. Et si l'on veut d'autres exemples encore, tel volume de Victor Hugo a apporté plus d'arguments contre la peine de mort que les raisonnements les plus déduits et les plus éloquents. Et la *Résurrection* de Tolstoï a jeté dans l'esprit des classes dirigeantes, où les relations des sexes sont si souvent traitées avec un froid et cruel dédain, un ébranlement sans égal et des doutes longuement controversés.

Pourquoi le socialisme n'userait-il pas des armes qui ont si bien servi d'autres émancipations beaucoup plus restreintes, il est vrai, que celles qu'il poursuit ? Il ne saurait, sans manquer à tous ses devoirs, refuser le concours des lettres et des arts. Sa doctrine, réduite à elle-même, avec ses seules considérations économiques ou historiques, suffit aux prolétaires instruits, déjà versés dans la lutte. Elle peut rebuter des intelligences moins ouvertes, qui préfèrent les données concrètes et qui garderont volontiers les aliments qu'on leur offre, à

condition qu'ils ne paraissent pas trop indigestes. Cabet a rendu ce service au communisme de le supposer en plein fonctionnement, de montrer tous ses détails d'application, de démêler tous ses rouages, en mêlant, à sa description, un scénario intéressant et plein d'agrément par lui-même. Mais pour comprendre toute sa pensée, pour en apprécier toute l'élévation, il est nécessaire d'analyser, à côté de son *Icarie*, les traités ou les opuscules plus dogmatiques, le *Vrai Christianisme* entre autres (paru en 1847, un an après l'*Icarie*) qui éclairent mieux encore sa solution communiste.

III

Dans le régime icarien, la propriété individuelle est ignorée ; tous les citoyens jouissent de droits égaux ; tous fournissent un travail égal ; la monnaie n'a plus cours ; les fonctionnaires sont élus à temps et d'ailleurs révocables ; une chambre de 2.000 membres tranche les problèmes d'intérêt général, mais le peuple exerce, selon l'occurrence, son initiative ou son referendum.

Icara, la capitale, est une ville moderne qui eût comblé d'aise Fourier et Considérant eux-mêmes, avec ses rues couvertes, son admirable expansion d'art, son outillage collectif qui facilite tous les approvisionnements, ses maisons modèles, son universalisation des connaissances scientifiques, professionnelles et pratiques. Le bonheur y règne sur les visages, la sécurité dans les rues, la cordialité entre les habitants. Tels sont les traits qui se dégagent au premier abord et qui incitent à

coup sûr le lecteur à pénétrer plus avant dans la constitution économique, politique et sociale de la république de Cabet.

La communauté qui dispose des capitaux, c'est-à-dire des machines, des chemins de fer, des matières premières, de tout ce qu'exige la production, détermine chaque année la somme des objets à fabriquer. En dehors d'elle, point d'industrie ; point de commerce non plus. Après avoir fixé, à l'aide d'une statistique tenue à jour, la demande de la consommation, elle assigne aux groupes de citoyens, aux citoyens, la tâche à fournir, et en même temps elle leur dispense les outils et les éléments de la fabrication. Lorsque la besogne est accomplie, les marchandises sont déposées dans des magasins communs où chacun viendra ensuite puiser pour ses besoins et selon ses besoins.

Ce travail n'est pas rebutant comme celui de la société capitaliste. Au contraire, facilité déjà par le progrès continu du machinisme, qui remplace l'énergie humaine, il est approprié aux dispositions naturelles ou aux goûts innés des membres de la communauté. L'on a droit au choix de sa profession ; au cas de compétition, si plusieurs briguent la même place dans l'organisme économique, c'est le concours qui décide. Mais ces rivalités sont rares ; elles ne s'expliquent guère au reste, car il n'y a plus de travail noble et de travail méprisable, plus de labeur bien payé ou mal rémunéré. D'une part, la communauté n'use pas du procédé de distribution d'un patron, qui rétribue à proportion de l'ouvrage abattu. De l'autre, tous les emplois sont également considérés, car chacun tient son travail

pour une fonction, de même que chaque fonctionnaire tient sa fonction pour un travail. On ne sert plus un individu, un groupe de capitalistes, mais la société tout entière, et tout service est forcément estimé, dépouillé de ses caractères humiliants.

L'agriculture dans Icara, comme dans le phalanstère fouriériste, joue un rôle prépondérant, et les icariens sont pourvus de toutes les connaissances qui se réfèrent à la terre. La religion n'a aucune attache avec l'Etat. Du reste, elle n'est qu'une morale de fraternité, couronnée d'un vague déisme, et la plus grande tolérance règne, ainsi qu'il est juste, pour toutes les conceptions métaphysiques. L'opinion fait de la fidélité une obligation stricte pour les époux, c'est-à-dire que le concubinat et l'adultère sont sévèrement proscrits et qu'en dépit des calomnies des écrivains aristocratiques, la monogamie est la loi des rapports entre les sexes.

Dans l'assemblée nationale — qui est le premier pouvoir après le peuple — on parle peu, car les bavards ne conquièrent pas l'estime, mais l'on s'efforce d'agir pour le bien général. La chambre n'a, au surplus, que des attributions restreintes, les assemblées provinciales et communales conservant des prérogatives fort étendues, et la décentralisation s'exerçant largement. Le nombre des journaux est limité ; leur texte se borne de plus à un simple procès-verbal des événements.

N'oublions pas le théâtre ; comme la masse des produits, destinés à être consommés selon les besoins de chaque citoyen, il est à la disposition de tous les icariens qui y pénétreront à tour de rôle.

Telle est, en substance, l'organisation de la cité communiste. Il reste à savoir comment l'humanité y a accédé, en partant du régime ancien, où les capitaux étaient accaparés par la minorité, où le désordre régnait, où les députés parlaient plus qu'ils ne travaillaient, où le théâtre n'était qu'exceptionnellement gratuit, c'est-à-dire ouvert à la foule. Cabet n'a pas éludé la question. Au début la propriété individuelle avait été maintenue, mais des impôts lourdement progressifs sur le capital ou sur les successions resserrèrent assez rapidement son domaine ; la réglementation des salaires par la loi porta une nouvelle atteinte au capitalisme. Des centaines de millions, puisés dans les contributions fiscales, ou alimentés par la suppression des budgets militaires, permirent de donner du travail, d'assurer le logement des pauvres, de distribuer l'instruction. C'est à peu près le programme minimum de la démocratie sociale des Deux-Mondes, et, en hypothèse, les fondateurs d'Icarie l'exécutèrent plus d'un demi-siècle par avance.

IV

Cabet, dans la deuxième partie de son roman, a apprécié l'œuvre des plus connus de ses devanciers socialistes, S'il exalte Babeuf — point n'est besoin de s'en étonner, puisqu'il a repris tous les principes des Egaux, — il adresse certaines critiques au saint-simonisme et au fouriérisme. Le premier de ces systèmes a eu tort de tout ramener à la religion et à la théocratie : grief un peu étrange sous la plume de l'auteur du *Vrai christianisme*,

qui, lui aussi, se croit obligé d'invoquer la révélation. Quant au phalanstère, il n'a pas su déraciner l'inégalité des fortunes, et par suite n'a apporté qu'une solution bâtarde.

La troisième partie de l'*Icarie* est consacrée à un exposé de doctrine qu'on retrouve du reste dans le *Vrai christianisme*. La critique du monde industrialiste est peut-être moins véhémente, moins détaillée dans Cabet que dans Considérant ou Pecqueur. Il montre bien que la propriété individuelle, la circulation monétaire, l'anarchie de la production sont les sources de nos malheurs. Mais il n'oublie pas de souligner l'antagonisme de notre société avec celle qu'avait forgée le christianisme, et c'est l'équilibre, l'économie de la famille chrétienne qu'il entend restaurer en y adaptant les moyens nouveaux dont l'humanité dispose.

Jésus est, à ses yeux, un révolutionnaire qui veut bouleverser les idées admises, les empires constitués, et créer une démocratie sociale, où régneront la communauté des biens et l'égalité des salaires. La communauté ne serait aujourd'hui qu'une traduction, qu'une application de la morale primitive des apôtres. Elle prend modèle sur le Dieu parfait et, d'après lui, établit la perfection de l'organisation sociale. Elle est la toute-puissance sur la terre, parce qu'elle concentre tout en elle et qu'elle ajoute, à la puissance de l'homme, la puissance indéfinie de l'industrie et des machines. Elle conserve la plénitude de la personnalité et assure la dignité, l'ordre, l'harmonie, la paix, c'est-à-dire qu'elle conduit aux fins mêmes que poursuivait le Christ. Comme lui, elle prépare l'affranchissement

du sexe faible, et c'est à tort qu'on l'accuse de comporter la communauté des femmes : « Aucun de nos calomniateurs ne veut le mariage et la famille autant que nous ». Et Cabet adresse un suprême appel à tous ceux qui saluent, dans Jésus, l'incarnation et le résumé de toute la sagesse, à ceux qui voient en lui un homme, à ceux qui l'envisagent comme un Dieu : d'un commun effort, ils doivent participer au triomphe du communisme.

Ainsi le déisme, trait dominant de la génération de 1848, l'impuissance à fonder la transformation sociale sur le simple processus organique de l'industrie, éclatent chez le plus avancé des publicistes de Juillet et lui assignent formellement l'empreinte de son époque. Nulle part Cabet n'a pris la peine de montrer que la concentration du capital conduirait automatiquement, en quelque sorte, à un autre mode de répartition : et c'est par de simples déductions de morale et d'équité qu'il a été entraîné à un système où les communistes libertaires sont loin de retrouver leurs propres conceptions, mais qui correspond bien néanmoins au communisme vulgaire ou traditionnel.

Par sa confiance dans la bonté de l'humanité, et dans la générosité des riches et des puissants, il se rattache encore nettement à toute l'école de Juillet. La notion d'un antagonisme profond des classes n'a point frappé son esprit et, par suite, il ne reconnaît au peuple aucun droit à l'insurrection. C'est par la persuasion, par la propagande de la fraternité, non par l'usage, même momentané de la force, que l'inégalité sera déracinée. Si dix ans ne suffisent pas à changer l'organisme, trente ans,

cinquante, cent ans pourront y être employés, car mieux vaut une transition prolongée qu'une rupture de la concorde publique. Les révolutions avortées, et elles sont nombreuses dans l'histoire, ne servent qu'à aggraver l'esclavage de ceux qui les ont vainement tentées. Le peuple, au reste, commettrait un abus, s'il exerçait la violence à son profit, parce que la violence a pour résultat la tyrannie, et l'oppression des riches n'est pas plus louable que celle des pauvres.

On connaît la phrase fameuse qui termine la première partie de l'*Icarie :* « Si je tenais une révolution dans ma main, je la laisserais fermée, quand même je devrais mourir en exil ». Elle est à l'opposé de la méthode blanquiste sur laquelle nous devrons nous expliquer plus loin ; elle étonne un peu lorsqu'on songe qu'elle a été écrite entre deux révolutions — celles de Juillet et de Février — et presqu'au lendemain d'une série d'émeutes sanglantes. Mais elle eût pu se trouver tout aussi bien sous la plume de Considérant ou de Vidal, de Pecqueur ou de Leroux. Les penseurs, qui ont préparé par leurs livres le grand soulèvement prolétarien de 1848, n'ont jamais perçu — par avance — tout le rayonnement de leur doctrine, toute la fermentation qu'elle susciterait dans la classe ouvrière. Mais Montesquieu, Voltaire et Rousseau lui-même avaient-ils été mieux avisés, et avaient-ils prévu 1792 et 1793?

16

PROUDHON

I

Proudhon n'a abouti pratiquement ni au communisme, ni au collectivisme, et pourtant nul ne s'aviserait d'écrire une histoire du socialisme en France, sans lui consacrer une étude proportionnée à l'ampleur de son rôle. Il s'est proclamé à maintes reprises socialiste, bien qu'il ne mérite guère ce titre par ses constructions positives. Ce qui est admirable chez lui, c'est la critique, la partie négative infiniment plus développée que l'autre, c'est l'analyse des tares sociales, la mise en lumière des principes mêmes qui fondent certaines de nos théories contemporaines.

A bien étudier les très nombreux ouvrages qu'il a publiés, et dont aucun n'est indifférent, on s'aperçoit qu'il a présenté la synthèse la plus puissante des forces destructives du régime capitaliste, avant la grande œuvre de Marx. La lutte des classes devinée par Babeuf, masquée par Fourier et Saint-Simon, Considérant et Louis Blanc, Pecqueur et Cabet, devient chez lui le trait dominant du mouvement historique. Il renie hautement l'alliance des classes préconisée à chaque instant par

ses devanciers et par les autres penseurs de l'école de 1840. Partant de l'antagonisme irréductible de la bourgeoisie et du prolétariat, et répudiant la collaboration des initiatives d'en haut et de celles d'en bas, il a affirmé la nécessité inéluctable de la Révolution, sans du reste en préciser les conditions. Dans un autre ordre d'idées, il a ruiné totalement les doctrines orthodoxes de la propriété, attesté le droit du travailleur au produit intégral de son salaire, formulé la loi d'airain et exposé catégoriquement la formation du capital par la plus-value.

Comment ne pas être frappé de la similitude de ces déductions et de celles que libellait le manifeste des Communistes, au moment où l'auteur du *Mémoire sur la Propriété* touchait à la plénitude de la vigueur intellectuelle? Comment ne pas oublier, en faveur de tant de services rendus à la cause prolétarienne, à la pensée socialiste, les injures décernées par Proudhon aux socialistes, les arguments involontairement fournis à leurs adversaires, les solutions qu'il a préconisées et qui n'eussent réussi qu'à consolider le régime social?

Non moins étonnant que la critique destructive, apparaît chez le grand publiciste le talent dialectique. On a pu lui reprocher, sur certains points, de s'attacher trop au raisonnement abstrait, de se laisser entraîner aux formules vides ou équivoques, de verser dans le pur sophisme, mais on ne peut que s'incliner devant la richesse d'arguments, devant la force d'enchaînement qui sont ses caractéristiques, de l'origine à la fin. Et tandis que tant d'autres, une fois parvenus à maturité, cessent d'être eux-mêmes et ne produisent plus que des œuvres infé-

rieures, il a progressé sans relâche, et son meilleur livre, celui qui suffirait à lui seul à perpétuer son nom, est la *Capacité des classes ouvrières*, paru en 1864, très peu de temps avant sa mort.

On a fait grief encore à Proudhon de ses assertions contradictoires, comme si, à la façon de ces rhéteurs helléniques, d'un Protagoras, d'un Gorgias, il se complaisait à émettre et à justifier par simple distraction d'esprit, les thèses les plus opposées. Il est exact qu'on découvre à chaque pas chez lui des notions adverses, et qui se détruisent l'une l'autre. Les gens qui l'ont lu peu et mal, n'ont souvent le temps que de découvrir en ses écrits un aspect, une face de sa doctrine, ou mieux de son raisonnement; l'autre partie leur échappe, et naturellement ils n'en font point état et la première seule leur fournit les citations qu'ils requièrent auprès d'un philosophe connu. Les discussions parlementaires, en France et ailleurs, nous offriraient de curieux et piquants exemples de cette impuissance à comprendre de certains esprits trop pressés — et l'on nous permettra de citer à cet égard les débats sur l'imposition du revenu — au Palais-Bourbon et partout, où Proudhon est tour à tour invoqué à l'appui et à l'encontre de ce mode de taxation. En réalité, ceux qui s'appuient sur l'autorité du grand publiciste pour défendre la progressivité ont raison : ceux qui s'appuient sur ses dires pour combattre la progressivité, ont encore raison, mais les uns et les autres n'ont poursuivi qu'une enquête incomplète; ils se sont jetés sur la première phrase qui servait leurs visées : ils ont négligé tout le reste du texte, et par suite en ont

méconnu les tendances et les conclusions réelles.

A la vérité, la méthode dialectique de Proudhon échappe à tout reproche. Il n'est pas de ceux qui livrent leurs idées du premier coup, brutalement, sans examen personnel. Chaque théorie ou fraction de théorie résulte chez lui d'un raisonnement qui demande à être suivi minutieusement. Mais rien n'est plus injuste que de l'accuser de contradiction. Sa pensée est une et logiquement exprimée, — qu'on prenne un de ses volumes ou bien toute la série de son œuvre — et jamais écrivain peut-être n'a été moins en lutte avec lui-même. *Le Mémoire sur la Propriété* (1840), *les Contradictions économiques* (1846), *L'idée générale de la Révolution* (1851), et *la Révolution sociale* (1852), *la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise* (1858) et *la Capacité des Classes ouvrières*, — nous prenons à dessein des livres distants de plusieurs années les uns des autres et qui passent pour les plus essentiels, — découlent des mêmes principes et conduisent aux mêmes destructions et aux mêmes conclusions positives. Il est très curieux de noter que les détracteurs de Proudhon n'ont jamais essayé de démontrer, par des citations appropriées, sa prétendue infériorité de dialecticien.

Sa méthode comporte trois termes : la thèse, l'antithèse et la synthèse. Elle est surtout rigoureusement appliquée dans les *Contradictions économiques* et dans le *Traité de la Propriété*, et nous en trouverons plus loin des illustrations significatives. Il est utile de la rappeler d'un mot, dès le début, pour faciliter l'intelligence de l'exposé que nous devrons tracer.

La partie faible et inadmissible du proudhonisme, c'est le système de solutions qu'il a essayé de dégager, et qui est à l'inverse même du socialisme. Par beaucoup de côtés, dans le domaine pratique, l'auteur du mot fameux : « la propriété, c'est le vol », demeure fort en arrière de Louis Blanc et de Considérant ; Pecqueur et Cabet le dépassent de cent coudées. Après avoir armé le prolétariat de tous les instruments de victoire contre le capitalisme et l'individualisme, il a voulu l'entraîner vers des voies détournées où toute sa vigueur se fût brisée : il est parti de la lutte des classes et de la négation du droit à la propriété personnelle (ce n'est qu'une thèse sans doute, et non une synthèse, mais le raisonnement juste n'en subsiste pas moins), pour aboutir à la coopération et à la mutualité. Autant valait dire : je veux désormais fonder sur le roc inébranlable la domination politique et économique de la bourgeoisie. Encore pourrait-on discuter, si Proudhon prévoyait l'épanouissement de sa société mutuelliste au lendemain d'une Révolution, où le peuple, saisissant et concentrant tous les pouvoirs, accaparerait l'Etat pour bouleverser le droit ancien. Mais telle n'est point sa conception, et cette action collective lui répugne.

On comprend donc que dans l'ardeur de la lutte quotidienne, les adversaires de notre auteur se soient souvenus de ses injures ou de ses constructions chétives, en méconnaissant la profondeur et la solidité de sa critique. Il n'a pas eu d'ennemi plus acharné que Marx, parce que Marx saisissait sur le vif toute l'action désastreuse, déprimante qu'il exerçait sur le prolétariat. De là des reproches

d'une réelle virulence : « La nature de Proudhon, a écrit le penseur allemand, le portait à la dialectique, mais n'ayant jamais compris la dialectique scientifique, il ne parvint qu'au sophisme. En fait, cela découlait de son point de vue petit bourgeois : le petit bourgeois dit toujours : d'une part et d'autre part. Il est la contradiction vivante ». Ailleurs encore, Marx a écrit à propos du *Mémoire sur la Propriété* : « Dans une histoire scientifique de l'économie politique, il ne mériterait presque pas d'être mentionné, mais de pareils écrits sensationnels jouent leur rôle, tout aussi bien dans les sciences que dans la littérature romancière. » Le manifeste des communistes a été non moins vif lorsqu'il a accusé Proudhon de dégoûter les ouvriers de la Révolution et de la politique. Enfin, nul n'ignore la lutte que Blanqui a menée contre son contemporain, dont il dénonçait surtout les vues coopératistes : « Il n'est socialiste, affirme-t-il, que par l'illégitimité de l'intérêt ».

Aujourd'hui encore, la bataille contre le proudhonisme n'a pas cessé. Au cours de leur grande polémique, Bernstein et Kautsky ont jeté ses arguments ou son évocation dans la balance. Kautsky a reproché à Bernstein de renouveler Proudhon, et Bernstein a riposté à Kautsky que les événements mêmes retiraient de la poussière les thèses proudhoniennes.

Quelque opinion qu'on ait de l'auteur des *Contradictions*, on ne peut méconnaître le rôle qu'il a joué dans l'évolution prolétarienne en France et au dehors, puisque les premières proclamations de l'Internationale, les premières délibérations des

Congrès de cette grande association portent son empreinte manifeste. Ce rôle a été néfaste. Les proudhoniens se sont attachés, non à la critique destructive de leur maître, qui est inattaquable et qui demeure, mais à son système de réalisation qui est tantôt impraticable et tantôt puéril ou rétrograde. Les conclusions de Proudhon ont effacé les raisonnements si vigoureux qui les fondaient ; les adversaires du socialisme se sont emparés de la mutualité pour masquer la lutte des classes et le vice de la propriété : une partie de la classe ouvrière, qui puisait dans les faits quotidiens trop d'arguments contre l'action politique, s'est laissée entraîner dans les voies inécondes du pur syndicalisme. Proudhon, suivi par une fraction importante du prolétariat, exalté par la bourgeoisie qui l'avait jadis détesté et diffamé, a été tourné contre le socialisme dont il avait pourtant reforgé les armes. Peut-être Marx n'avait-il pas tort, envisageant seulement l'aspect pratique du grand problème immédiat que posait le concept proudhonien, mais dans une histoire des idées, il importe d'analyser le système, de discerner les éléments qu'il a apportés à la doctrine socialiste contemporaine, et les éléments qu'elle doit répudier.

II

C'est dans le livre des *Contradictions économiques* que Proudhon a énuméré les tares du monde moderne, et dénoncé les forces antagonistes qui le disloquent. Dès le début, il avait résumé en ces termes le programme qu'il poursuivait : « Si je

démontre que l'économie politique, avec toutes ses hypothèses contradictoires et ses combinaisons équivoques, n'est qu'une organisation du privilège et de la misère, j'aurai prouvé par cela même qu'elle contient implicitement la promesse d'une organisation du travail et de l'égalité... Donc, exposer le système des *Contradictions économiques*, c'est jeter le fondement de l'association universelle. »

Pour l'instant, nous ne nous préoccuperons pas du régime préconisé ou annoncé : nous donnerons toute notre attention au tableau de la société et des oppositions qu'elle recèle à chaque pas.

L'industrie, caractéristique de notre âge, est fondée sur la division du travail, sans laquelle il n'y a ni richesse, ni progrès, mais qui subalternise l'ouvrier, rend l'intelligence inutile, la richesse nuisible, l'égalité impossible... Quelle est, après le travail, la cause première de la multiplication des richesses et de l'habileté du travailleur ? La division. Quelle est la cause première de la décadence de l'esprit et de la misère civilisée ? La division. Voilà une grave antinomie.

La machine nous en offre immédiatement une seconde. « Dans la société, l'apparition incessante des machines est l'antithèse, la formule inverse de la division du Travail : c'est la protestation du génie industriel contre le travail parcellaire et homicide ».

..... « Par la machine, il y aura restauration du travailleur parcellaire, diminution de peine pour l'ouvrier, baisse de prix sur le produit, mouvement dans le rapport des valeurs, progrès vers de nouvelles découvertes, accroissement du bien-être

général... La machine est le symbole de la liberté humaine, l'insigne de notre domination sur la nature, l'attribut de notre puissance. »

On pourrait s'en tenir là et supposer que l'extension de l'outillage mécanique n'a produit que des bienfaits. Mais à côté des avantages, il y a les inconvénients. Pourquoi donc les masses ouvrières ont-elles brisé les instruments nouveaux et plus perfectionnés que les inventeurs mettaient en leurs mains ?

« Par cela même que les machines diminuent la peine de l'ouvrier, elles abrègent et diminuent le travail, qui, de la sorte, devient de jour en jour plus offert et moins demandé... L'influence subversive des machines sur l'économie sociale et la condition des travailleurs s'exerce en mille modes : la cessation du travail, la réduction du salaire, la surproduction, l'encombrement, l'altération et la falsification des produits, le déclassement des ouvriers, la dégénération de l'espèce, et finalement les maladies et la mort ».

La concurrence aussi mérite, comme la division ou le machinisme, d'être envisagée en ses deux aspects. Elle est nécessaire, mais elle détruit la liberté. « La concurrence est le résultat de l'intervention des machines, de la constitution de l'atelier et de la théorie de la réduction des frais généraux... elle est l'expression de la spontanéité sociale, l'emblème de la démocratie et de l'égalité, l'instrument le plus énergique de la constitution de la valeur, le support de l'association, » mais elle conduit au monopole, qui à son tour devient antisocial par l'abus. Et ainsi se forme ou se déve-

loppe la propriété qui résulte d'un ensemble de faits, et qui est la base même de toute organisation.

III

Reportons-nous maintenant au célèbre mémoire : *Qu'est-ce que la Propriété*, qui a imposé d'un seul coup notre auteur, par la hardiesse de la pensée et la précision de la forme, à l'examen des savants et à l'attention de la foule. Jamais jusqu'ici pareille analyse n'avait été produite au jour.

« La propriété, c'est le vol. » Déjà Brissot de Warville s'était exprimé dans des termes analogues, au XVIII[e] siècle, mais sans toutefois justifier cette conclusion par un raisonnement méthodique.

La Déclaration des Droits a bien considéré la propriété comme un droit naturel, mais ce droit est refusé en pratique à la majorité des hommes. D'ailleurs, l'Etat, en principe, tient pour inviolables la liberté et l'égalité, et même la sûreté, mais jamais il n'a adopté une telle conception de la propriété qu'il atteint et ébrèche à chaque instant, par l'impôt proportionnel, par la taxe des pauvres, par la conversion, par le rachat des rentes. Contre elle, il se fait chef de bande. Si, au surplus, elle résultait d'un droit naturel, on ne se préoccuperait pas tant de son origine.

Dérive-t-elle de l'occupation ? Si l'on répond oui, on tombe dans un cercle vicieux, le phénomène se donnant comme explication du phénomène. Mais poussons plus avant. Le droit d'occupation, s'il en est un, est égal pour tous, et comme la mesure de

l'occupation n'est pas dans la volonté, qu'elle est dans les conditions variables de l'espace et du nombre, la propriété ne peut se former.

S'expliquera-t-elle mieux par le travail? Si celui-ci est son fondement, pourquoi est-elle trop souvent refusée au travailleur? Si l'ouvrier trouvait toujours une occupation, on devrait aboutir à l'égalité des propriétés. En réalité la propriété ne pourrait pas s'établir; elle serait détruite par le travail dans l'ordre de l'égalité. De plus, en admettant l'hypothèse, le Code serait convaincu d'imposture, car comment justifier les successions, les donations et les multiples règles qui concernent la majorité, l'émancipation, etc.?

Il faut donc aboutir à reconnaître que la propriété repose sur une simple convention sociale, ce qui revient à ne rien dire, car si l'on évoque un acte de vouloir collectif, on a le défaut de se taire sur les motifs de ce vouloir, et c'est sur ces motifs qu'il conviendrait d'être éclairé.

La propriété est un fait; elle n'est qu'un fait; elle est le vol, et le concert universel même ne pourrait l'excuser, car l'homme ne peut pas plus renoncer au travail qu'à la liberté. « Le droit de propriété a été le commencement du mal sur la terre, le premier anneau de cette longue chaîne de crimes et de misères que le genre humain traîne depuis sa naissance ». Cette affirmation rappelle une phrase célèbre de J.-J. Rousseau : — « J'intente une action pétitoire à la société tout entière; je pense que ceux qui ne possèdent pas aujourd'hui sont propriétaires au même titre que ceux qui possèdent, mais au lieu de conclure à ce que la

propriété soit partagée entre tous, je demande que par mesure de sûreté générale, elle soit abolie pour tous ».

Et le réquisitoire de Proudhon ne s'adresse pas seulement à la propriété individuelle ; franchissant d'un bond les frontières tracées par les conventions humaines, il retombe sur la propriété même des peuples : « La France, comme un seul homme, possède un territoire qu'elle exploite. Il en est des nations entre elles comme des individus entre eux : elles sont usagères et travailleuses. C'est par abus de langage qu'on leur attribue le domaine du sol. »

La propriété est illicite dans son principe ; elle se développe pourtant par les mêmes raisons qu'elle a surgi, par l'escroquerie, l'extorsion et la violence. Le patron pressure le prolétaire, lui arrache son produit contre une maigre rétribution et s'enrichit à ses dépens. « Sous prétexte de produit net, l'homme oisif, prenant pour lui une part de la production, enlève au travailleur l'épargne et le capital, et comme sans capital il est impossible de travailler à nouveau et de reproduire des valeurs, il s'ensuit que le producteur n'est plus qu'un instrument dans les mains du capitaliste qui lui vend ainsi le travail avant d'écouler son produit. »

Si le travailleur ne peut devenir capitaliste, quelque effort qu'il déploie, c'est qu'on lui paie juste la somme nécessaire à la consommation et à la reproduction. On lui donne, en effet, un peu plus que ce qui est strictement suffisant pour ses besoins immédiats, non point dans son intérêt et par

humanité, mais par calcul et dans l'intérêt des propriétaires. « Il faut qu'il trouve dans sa production, outre sa substance actuelle, une garantie de sa substance future, sous peine de voir la source du produit se tarir et sa capacité devenir nulle ». C'est bien là la formule de la loi d'airain, telle que l'ont reconnue Lassalle et Marx, mais elle n'est pas nouvelle et les économistes la possédaient déjà. Plus le propriétaire prélève sur la valeur de la denrée créée, et plus il s'enrichit, plus son capital s'accroît. Or, il y a contradiction entre ce mode de répartition et le système même de la production. Celle-ci est en effet collective ou sociale. L'homme isolé ne subviendrait qu'à une parcelle infime des nécessités de la vie. Il ne fabrique pas tout, bien loin de là. L'individu n'est rien dans le monde moderne, et toute la puissance est accaparée par la société. Chacun reçoit sa consommation, non de soi-même, mais de tous les autres. En termes brefs, la production de tout homme suppose celle de tous les hommes. Un cultivateur conduira une voiture, portera des vêtements, boira du vin, entassera son foin dans une grange. Comment obtiendra-t-il cette voiture, ces vêtements, ce vin, cette grange, sinon de la collaboration d'une masse de gens ? Ainsi toutes choses résultent d'une participation générale. En toute justice, le producteur n'a droit qu'à une fraction du produit et en même temps, il exerce une hypothèque sur les autres produits. En pratique, pour que cette conclusion se vérifiât, il faudrait qu'avec son salaire, il pût racheter son propre ouvrage. Or il n'en est rien, parce que le propriétaire veut gagner sur l'effort du prolétaire,

et qu'il ne lui verse qu'une part de la rémunération légitime. Si bien que finalement il lui revend son produit beaucoup plus cher qu'il ne le lui a payé. Et c'est tout le secret du système capitaliste. D'une part, il écrase le peuple en le restreignant au minimum de subsistances ; de l'autre, en le subordonnant pour son existence même aux propriétaires, il détruit pour lui l'égalité publique et sociale.

Nous connaissons la thèse de Proudhon. Il a jeté à terre la conception individualiste ou orthodoxe, et il n'en reste que des ruines. Il a dit lui-même : « La propriété ne se relèvera pas ; partout où sera commenté ce discours, là sera déposé un germe de mort pour elle ». Il a écrit encore : « Si jamais homme a bien mérité du communisme, c'est assurément l'auteur du livre publié en 1840 ». Et appréciant en quelques mots toute l'œuvre sociale de sa génération, il concluait non sans raison : « La conspiration contre la propriété est universelle : elle est flagrante ; elle anime tous les esprits et inspire toutes nos lois, elle est au fond de toutes nos théories »... Conspiration victorieuse d'ailleurs, — « la propriété attaquée de toutes parts, au nom de la charité, de la justice, de l'économie sociale, n'a jamais pu répondre, pour sa justification, que par ces mots : « Je suis parce que je suis ».

En bonne logique, Proudhon devrait en venir au régime communiste. Mais voici l'antithèse : il le rejette avec horreur. La communauté est conçue sous l'influence du préjugé propriétaire. Elle veut être maîtresse à la fois des biens, des personnes et des volontés ; elle exalte la puissance publique, que l'auteur de la *Révolution Sociale* n'aime

pas ; elle organise l'exploitation du faible par le fort, ou mieux l'uniformité de la servitude.

La vérité est entre la thèse et l'antithèse, dans la synthèse qui réunit les éléments louables des deux conceptions individualiste et communiste. La propriété repose sur l'indépendance et la proportionnalité ; la communauté, sur l'égalité et la loi. Ce qu'elles veulent est bon, ce qu'elles produisent est mauvais, car chacune d'elles est trop exclusive. Il faudrait conserver la possession en supprimant la propriété, c'est-à-dire découvrir une formule de transaction, mais nous la retrouverons plus loin.

IV

Revenons sur l'attitude de Proudhon à l'égard du socialisme et du communisme. Il est très curieux de rechercher les critiques qu'il leur a adressées, et les épigrammes qu'il a lancées, d'une main souvent lourde, à certains de ses contemporains, soucieux d'aménager, comme lui, une société meilleure...

Pour bien saisir l'esprit de ces diatribes, il est bon de se rappeler la méthode dialectique « toute pensée vraie se pose en un temps et deux moments. Chacun de ces moments étant la négation de l'autre, et tous deux ne devant disparaître que sous une idée supérieure, il suit que l'antinomie est la loi même de la vie et du progrès. » Proudhon ajoute aussi : « La vérité sociale ne se trouve ni dans l'utopie, ni dans la routine. ».

Les routiniers, ce sont les orthodoxes ; les uto-

pistes, ce sont les socialistes. Et comment ne pas évoquer ici les déclarations de foi socialistes que notre auteur a faites à maintes reprises? Mais son socialisme n'a rien de commun avec celui qu'il va qualifier et condamner, en lui-même, et dans ses représentants les plus connus :

« Le socialisme a raison de protester contre l'économie politique, de lui dire : vous n'êtes qu'une routine qui ne vous entendez pas vous-même, et l'économie politique a raison de dire au socialisme : vous n'êtes qu'une utopie sans réalité ni application possible. Mais l'un et l'autre, niant tour à tour le socialisme, l'expérience de l'humanité, l'économie politique, la raison de l'humanité, — tous deux manquent aux conditions essentielles de la vérité humaine. »

Mais Proudhon ne s'en tient pas à ces assertions presque anodines ; il s'emporte, il devient plus violent, il fulmine. « Le socialisme est la communauté du mal, l'imputation faite à la société des fautes individuelles, la solidarité entre tous des délits de chacun... La communauté est la religion de la misère ; elle réduit la consommation, donc la production, donc les salaires d'une foule d'artisans. S'il y a une horloge, plus d'horlogers ». Quelle mine inépuisable pour les économistes officiels dont la mission même consiste à pourfendre le socialisme !

Mais poursuivons encore, en passant aux appréciations sur les sectes et les individualités : « Les communistes sont des huîtres attachées côte à côte sans activité, ni sentiment, sur le rocher de la fraternité »... Ils propagent « le dégoût du travail,

l'ennui de la vie, la suppression de la pensée, la mort du moi, l'affirmation du néant »... « Quelle philosophie intelligente et progressive ! Loin de moi, communistes, votre présence est une puanteur, et votre vue me dégoûte ! »

Le saint-simonisme, aussi bien dans les œuvres du chef de l'école, que dans les vulgarisations des disciples, paraît insupportable à Proudhon. Il parle avec mépris des « folies » saint-simoniennes ; il traite avec un certain dédain les « billevesées phalanstériennes », bien que certaines parties de Fourier lui semblent pouvoir être acceptées. Il dénonce surtout chez ce penseur le travail parcellaire, à la fois court et incessamment varié, qui annulerait la faculté synthétique du travailleur, heurterait la division nécessaire des tâches, et réduirait la production. Il reproche au créateur de la phalange son intransigeance, son entêtement et son opposition à la démocratie.

Considérant et Pierre Leroux sont loin de bénéficier d'une pareille indulgence qui peut passer, chez Proudhon, pour un témoignage de haute estime, et presque d'admiration. Mais il garde toutes ses rigueurs pour Louis Blanc. Il le dénoncera comme un des réacteurs de 1848. Ce qu'il déteste chez lui, c'est moins sa participation au pouvoir, moins la complicité obligatoire qu'il a donnée au gouvernement provisoire, que sa thèse étatiste :

« Louis Blanc, placé sur les confins du socialisme et de la démagogie, un degré plus bas que la République, deux degrés au-dessous de M. Barrot, trois degrés au-dessous de M. Thiers, est encore lui-même, quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, un des-

cendant à la quatrième génération de M. Guizot, un doctrinaire. » Toute l'école de 1840 est ainsi accommodée, pour la plus grande joie des conservateurs sociaux.

V

Si Proudhon a dénoncé Louis Blanc avec tant de fureur, c'est que l'auteur de *l'Organisation du Travail* personnifie avant tout à ses yeux l'interventionnisme et l'étatisme. Or, ces deux formules, qui peuvent presque se confondre, n'ont jamais eu, dans l'histoire, d'adversaire plus acharné que le philosophe de la propriété.

Tout le mal social, d'après les thèses éparses dans les *Contradictions*, dans la *Révolution*, dans la *Capacité des classes*, et développées surtout dans les *Confessions d'un révolutionnaire*, procède de l'organisation politique et administrative. Tant qu'un gouvernement subsistera, quelle qu'en soit la structure, l'homme sera asservi. La mission obligatoire de l'Etat est de paralyser, d'écraser, d'imposer. Par lui, toute liberté est nécessairement tuée, toute initiative éteinte. Il n'est qu'un des aspects de cette constitution oppressive, dont les deux autres faces sont le capital et la religion. Entre les trois termes: Etat, Eglise, propriété, l'identification apparaît absolue. Ils méritent d'être combattus également, et le monde ne s'appartiendra que du jour où se seront écroulées les réalités qu'ils déguisent.

« La meilleure forme de gouvernement, comme la plus parfaite des religions, prise au sens littéral,

est une idée contradictoire ; le problème n'est pas de savoir comment nous serons le mieux gouvernés, mais comment nous serons le plus libres ». L'Eglise doit être ruinée par notre effort continu, parce qu'elle nous accable, parce qu'elle prétend justifier le paupérisme et faire de l'inégalité naturelle un principe du droit public. La propriété individuelle ne peut subsister, car elle viole l'équité et la liberté ; l'Etat, conservateur par essence, c'est-à-dire défenseur de la dictature d'une minorité, tombera de même devant l'assaut d'une majorité consciente, et cette majorité ne pourra s'émanciper qu'en détruisant l'Etat.

On conçoit donc la colère que Proudhon déployait contre les communistes qui voulaient se servir de l'organisation politique, pour transformer le mode de l'appropriation, et doubler ou tripler ensuite la puissance du gouvernement en le dotant encore de la direction économique. Tout le livre des *Confessions* est destiné à battre en brèche la doctrine soutenue, soit dans le conseil exécutif, soit au dehors, par les chefs et les penseurs socialistes de Février.

— Les Jacobins profèrent assez volontiers cet aphorisme : « La révolution sociale est le but ; la révolution politique est le moyen ». La philosophie dit, au contraire : « la révolution politique, c'est-à-dire l'abolition de l'autorité, est le but ; la révolution sociale est le moyen ». Le socialisme a eu le tort de donner en plein dans l'illusion du jacobinisme. Il appelle la révolution d'en haut. Comment se ferait-elle ? Le gouvernement ne peut se révolutionner, se détruire.

Les mots : gouvernement du travail, par lesquels on a qualifié la République de Février, sont antinomiques. Les hommes qui ont participé à ce régime n'ont rien fait, parce qu'ils étaient les gouvernants. « C'est qu'en matière de révolution, l'initiative répugne à l'Etat autant que le travail répugne au capital. Le gouvernement et le travail sont incompatibles comme la raison et la foi ».

Poursuivant cette idée, Proudhon opposa la constitution sociale et la constitution politique. La constitution sociale n'est que l'équilibre des intérêts, fondé sur le libre contrat et l'organisation des forces économiques. La constitution politique a pour principe l'autorité. L'effet du suffrage universel sera de changer de fond en comble le droit public en supprimant le gouvernement. « La constitution sociale subalternise et nie la constitution politique ». Pour avoir ignoré cette vérité, ou pour l'avoir sciemment violée, les hommes de 1848 se sont jetés aux pires aventures. Les prescriptions socialistes, qu'ils avaient introduites dans le statut de la République, étaient inconciliables avec les attributions du pouvoir. Le droit à l'assistance, le droit au travail ne sauraient figurer dans une constitution politique sans la faire éclater, ou sans être annulés par elle.

Si Proudhon dénonce sur un ton agressif les publicistes socialistes de son temps, c'est qu'ils ont tous méconnu le sens profond des événements ; ils les ont contrariés ; ils en ont arrêté le cours. Ils se sont jugés eux-mêmes et successivement, Louis Blanc en demandant son ministère du progrès, Considérant en sollicitant 4 millions et une lieue

carrée pour sa commune modèle, et Pierre Leroux en restaurant les superstitions antiques.

Lorsqu'on lui offrit la candidature à la Législative, en Juillet 1849, le philosophe fit cette réponse : « Je ne veux pas faire durer plus longtemps les partis et le pouvoir ; je ne veux être ni un gouvernant, ni un gouverné. Plus de gouvernement de l'homme par l'homme au moyen du cumul des capitaux ».

L'histoire de la République de 1848, d'après les *Confessions*, n'est que l'histoire des réactions successives des partis de plus en plus rétrogrades et de l'autorité publique de plus en plus affolée. L'exemple était admirablement choisi pour justifier la thèse. Seulement il faut bien admettre, et c'est là une restriction fondamentale, que le socialisme n'avait pas conquis le pouvoir en Février. Tout au plus avait-il été conquis par lui.

« La faute, la très grande faute des gouvernants provisoires ne fut pas de n'avoir pas su édifier ; c'est de n'avoir pas su démolir. » Marx, dans sa *Guerre des classes*, a exprimé une opinion très voisine de celle-ci. Pour que le vieux régime politique et social s'écroulât, il n'était même pas nécessaire de pousser le bélier contre lui ; il suffisait de ne point l'étayer. Par malheur, on le consolida, et la meilleure illustration qu'on puisse donner de cette assertion est la proclamation du cours forcé qui sauva la Banque de France et le grand capitalisme.

La journée du 17 Mars marque la réaction de Louis Blanc. Le représentant des prolétaires au pouvoir croit le moment venu de « couper sa queue », comme l'on dit vulgairement. Il tient contre les

ouvriers le langage de Guizot ; il dénonce les agitateurs, et aperçoit dans la foule des figures sinistres et inconnues : ce sont les militants plébéiens qui réclament justice, qui lui font peur, et qui ne lui arrachent que le premier signal de la répression.

Le 17 Mars, commence cette longue réaction qui passe successivement du socialisme au jacobinisme, du jacobinisme au doctrinarisme, du doctrinarisme au jésuitisme. Le 16 Avril, en effet, Ledru-Rollin fait battre le rappel ; le spectre rouge emplit l'horizon, Barbès et Pierre Leroux offrent leur concours à l'Exécutif. Un nouveau pas est fait en arrière. Le 15 Mai, le recul est plus violent encore. Cette fois la révolution a fléchi. Cavaignac ne fera plus, malgré ses actes draconiens, qu'en constater le désastre.

Elle s'annonçait superbe, ardente, victorieuse en Février. Il lui suffit d'effleurer la participation au gouvernement pour qu'elle tombât en ruines. Elle s'est effondrée sous sa propre illusion, et c'est parce qu'elle a « obstinément voulu la réforme sociale par la réforme politique » qu'elle a été vaincue, ou plutôt que son heure a été ajournée, et que la cause du prolétariat et des nationalités a été perdue en première instance par toute l'Europe.

Peut-être la pensée de Proudhon se dégage-t-elle assez nettement de ces citations que nous avons multipliées à dessein. Il a la haine de l'Etat ; le prolétariat ne doit pas compter sur le gouvernement ; il commettrait une folie en essayant de s'en servir : même s'il s'en emparait, il n'aboutirait qu'à perpétuer sa servitude. Son premier objectif doit être de jeter à terre la constitution politique,

mais il n'y réussira qu'en édifiant un autre statut social.

La thèse, historiquement, n'a pas été démontrée, parce que le gouvernement provisoire de 1848 n'a pas été prolétarien et qu'il s'est orienté dans le sens petit bourgeois, puis capitaliste. Il a pu s'entourer d'institutions sociales, comme l'a écrit Marx dans la *Lutte des classes*, il n'a pas été socialiste au sens propre du mot — car il s'est gardé d'effrayer la propriété. Tout au plus le qualifierait-on d'interventionniste, mais l'Allemagne et l'Autriche, et la Suisse, et la Belgique actuelles sont aussi interventionnistes, et nul ne représenterait, comme dévoués au prolétariat ou au communisme, les gouvernements de ces contrées. Pour que Proudhon eût raison, pratiquement, il faudrait qu'il pût citer l'exemple d'un parti ouvrier national conquérant le législatif et l'exécutif et défendant le statut ancien. Mais l'exemple ne se présentait pas encore au milieu du siècle et il n'a même pas surgi depuis.

Théoriquement, on se demande comment le prolétariat peut détruire l'Etat — expression de la domination d'une classe — sans l'avoir auparavant saisi, soit par la force, soit par le simple jeu des élections. Si Proudhon avait voulu signifier que la lutte pour l'appropriation de la puissance publique offre de graves dangers, s'il s'était borné à dénoncer l'influence corruptrice de l'autorité, s'il avait avisé le peuple tout uniment du caractère conservateur qu'elle affecte par définition, on ne pourrait qu'acquiescer à ses vues. Mais il a été beaucoup plus loin ; il s'est refusé à envisager la

phase de transition, si courte qu'on la veuille, où la plèbe, dominatrice à son tour, devra s'élever au-dessus de l'humanité en un extraordinaire sursaut de fraternité et d'intelligence, pour briser par le pouvoir le statut édifié par le pouvoir. Ici, comme en tant d'autres domaines du problème social, il s'est complu dans le jeu des abstractions. Il s'est imaginé qu'il suffisait de construire une société neuve ; il a oublié que cette société neuve devait surgir des décombres d'un monde caduc.

VI

La notion de la lutte des classes a été exprimée par Proudhon avec une vigueur qui n'a jamais été dépassée. C'est par la formule qu'il a donnée et développée, à maintes reprises, de cette opposition fondamentale qu'il se distingue et qu'à certains égards il s'élance au-dessus des autres écrivains français de l'époque.

Tout le livre, si ample et si plein, de la *Capacité des classes ouvrières* est consacré à l'exposé de cette thèse. La société, — et il ne s'agit pas exclusivement de la société française, toutes les sociétés civilisées sont dans une condition identique, — se divise en deux grands groupements : la bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre. L'un comprend le noyau des dirigeants, l'autre est la masse des dirigés. Ceux-ci devaient fatalement se poser le problème de la légitimité du statut social, le jour où le suffrage universalisé les mettrait de niveau avec les bourgeois et où ils discerneraient le contraste de leur souveraineté politique et de

leur état économique. Depuis 1848, le prolétariat, chez nous et en Angleterre, a pris conscience de sa capacité d'action et de ses droits, et cet avènement à la vie normale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre est un fait énorme, un des événements capitaux de l'histoire. Devant cette brusque apparition du peuple, la bourgeoisie s'est affolée, roulant éperdument dans tous les sens. Elle n'est plus maîtresse d'elle-même, elle flotte au gré des circonstances ; elle ne songe plus qu'à assouvir ses convoitises extrêmes, parce qu'elle sent l'effondrement tout proche. Républicaine ou légitimiste ou encore doctrinaire, ou juste-milieu, elle n'estime du pouvoir que ses profits ; elle n'y tient que par la peur de l'inconnu, elle ne cherche dans les fonctions qu'un nouveau champ d'exploitation. Ce n'est plus une classe qui veut et qui pense, c'est une minorité qui trafique. Son rôle est fini.

Le prolétariat n'est pas né d'hier, comme d'aucuns pourraient le croire. Il surgit déjà sous la première Révolution : maratistes, hébertistes, babouvistes donnèrent une secousse à l'idée qu'il exprimait. Mais la répression sanglante s'exerça et le mouvement fut enrayé. Le prolétariat pourtant n'a cessé de croître en nombre et en énergie, et son rôle se substitue à celui du tiers état.

« La bourgeoisie, notre aînée en émancipation, dut, en 1789, absorber la noblesse et détruire d'injustes privilèges. » Le tour de la plèbe est venu. Il faut qu'elle s'organise pour transformer à son profit la constitution sociale, et son heure est proche parce qu'elle n'est plus une masse informe, baignant dans l'obscurité : au contraire, la lumière

la pénètre de toutes parts et elle connaît ses droits. L'histoire prolétarienne succédera à l'histoire bourgeoise, ou plutôt — car le terme serait inexact — les couches sociales sont vouées à la fusion.

Est-ce à dire qu'après avoir proclamé l'antagonisme des classes, Proudhon préconise leur alliance pratique et en attende la brusque ou lente modification du régime économique? C'est ici qu'il dépasse et Saint-Simon et Fourier, Louis Blanc et Leroux, Cabet et Pecqueur. Il croit cette collaboration néfaste, ou mieux il se refuse à l'envisager. Le prolétariat doit accomplir lui-même sa besogne libératrice. Ce serait folie de sa part que d'attendre le concours de ses adversaires naturels, emportés par un flux de générosité et d'enthousiasme. Il ne peut même pas figurer dans le Parlement où ils siègent.

Jamais écrivain socialiste n'a conduit à cette conclusion extrême la doctrine de la lutte des classes. Formulée pour la première fois dans notre pays, elle s'élève du même coup à son point culminant. Elle illumine à l'infini la pensée de Proudhon. Ses prédécesseurs se cantonnaient dans les frontières de la nationalité. Armé de sa claire vision, il la promène sur le monde. Il aperçoit, il signale les prolétaires debout partout contre l'aristoratie dominante et s'apprêtant à lui donner le suprême assaut. Pour que la bataille soit féconde, il faut qu'elle se livre dans tous les pays à la fois. Restreinte à une ou plusieurs contrées, elle serait d'avance perdue, car le temps des races initiatrices est passé et la régénération ne peut venir, comme il y a dix-huit siècles, que d'une propagande cos-

mopolite, soutenue par les hommes qui, après avoir renoncé aux faux dieux, protestent contre la corruption.

VII

Si nous extrayons bien, de ces exposés successifs de la pensée de Proudhon, leurs données essentielles, nous constatons :

1° Que l'état social est intenable pour le plus grand nombre et qu'il est travaillé, ébranlé, disloqué à fond par ses contradictions internes ;

2° Que la propriété individuelle, exaltée ou défendue par les économistes, ne peut se justifier, heurte tous les principes du droit et aggrave chaque jour son désaccord avec le mode de production ;

3° Que l'Etat, serviteur de la minorité dirigeante et conservateur de toutes les iniquités, oppose une formidable barrière aux conquêtes de la démocratie ;

4° Que la transformation politique n'est rien, ou mieux, qu'elle sera une simple conséquence immédiate ; que la transformation sociale au contraire est à la base de tout ;

5° Que les éléments actifs de cette transformation sociale ont surgi au sein de la société par sa division en deux classes, d'aspirations et d'intérêts opposés.

Coordonnons toutes ces affirmations. Nous en déduisons la fatalité d'un changement brusque, violent, intégral. « Il y a raison suffisante de révolution sociale au XIXe siècle ». Cette assertion en

elle seule différencierait Proudhon de tous les écrivains que nous avons déjà analysés. Tous, plus ou moins, ont montré le soulèvement du peuple à l'horizon comme un péril, comme un avertissement, mais ils ne l'ont pas jugé inéluctable. Ils l'ont évoqué, ils l'ont exploité pour exercer une pression sur la classe dirigeante, leur classe, et l'amener à entamer les démolitions et les reconstructions qui conjureraient la suprême poussée. Mais, au fond, ils écartaient avec horreur l'hypothèse d'un mouvement qui ne serait que prolétarien, et qui à leur sens entasserait les ruines, consommerait seulement le pillage et le massacre, sans rien pouvoir fonder. Louis Blanc et Considérant et tous les autres sont animés de compassion, de sympathie vraie pour la plèbe ; ils déplorent son sort ; ils cherchent à l'améliorer ; ils veulent plus de justice, toute la justice sociale, mais ils laissent à un tribunal supérieur le soin de la faire, ou tout au moins ils entendent que les plaignants ne rendent pas le jugement. Proudhon ne s'arrête pas à cette conception, ou s'il l'examine un instant, s'il envisage l'éventualité d'une transaction, c'est pour l'exclure sur le champ. Comment un compromis interviendrait-il, en effet ? Comment la bourgeoisie, en possession de l'Etat, tournerait-elle la puissance de l'Etat contre ses propres intérêts ?

« Depuis 1848, et je pourrais remonter bien plus haut, un sort est jeté sur les chefs politiques de la France. Ce sort, c'est le problème du prolétariat, la substitution de l'économie à la politique, en un mot, l'idée sociale.... Le socialisme n'est pas vaincu ; — toute révolution est par essence négative

Le peuple, dans ses masses profondes, ressemble à un criminel jeté au bagne. Le gouvernement est le maillot d'un peuple au berceau. » « La révolution démocratique et socialè, — tous les deux, entendez-vous, — est désormais pour la France, pour l'Europe, une condition forcée, presque un fait accompli. »

Jadis la révolution pouvait être domptée dans les cœurs, refoulée d'avance, par la crainte, par l'écrasement moral, par l'exploitation des superstitions, de la crédulité populaire. La plèbe n'avait conscience ni de sa vigueur, ni de sa cohésion, ni de ses droits, ni de la terreur qu'elle inspirait. Mais les temps sont changés, et les fictions sur lesquelles reposait l'ordre social s'étant effondrées, il vacille lui-même, voué à la mort.

« Le travailleur crie avec la révolution : justice, balance, affranchissement. Le vieux monde répond fatalité, nécessité, prédestination, hiérarchie. Quelle sera l'issue du débat ?

« Pour moi, elle n'est pas douteuse. *Credo in revolutionem.*

« Le travailleur n'engagera la lutte, ni sur la question personnelle, ni sur la question politique, ni sur celle d'éducation, mais pour le travail.

« Qui pourrait retenir l'insurrection ? Dans les temps féodaux, le travailleur avait la conviction de son infériorité ; il croyait à la providentialité de sa condition. Aujourd'hui, il hait ou soupçonne tout ce qu'il accuse de l'exploiter, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas comme lui travailleur.

« .... La bataille est forcée et, vainqueur ou vaincu, le travail imposera la loi au capital. Car ce

qui est dans la logique des faits arrive toujours. Contre le droit, il n'y a rien de plus inutile au monde que la victoire. »

Cette révolution qui se produira à une date indéterminée, mais que tout contribuera à déchaîner, n'aura rien de commun avec la Révolution de 1789 : elle ne se servira pas non plus des mêmes moyens d'action. Ici il faut s'arrêter, et étudier d'un peu plus près la pensée de Proudhon.

Pour lui, le renversement de l'ancien régime affecta un caractère exclusivement politique. La propriété ne changea pas de forme ; elle changea de mains. L'équilibre social ne reçut pas des principes nouveaux ; un déplacement de l'autorité fut consommé. La structure interne de la société demeura immuable. On se contenta d'aménager une assurance générale des propriétés du tiers contre les « avanies » du privilège féodal.

A l'inverse, le renversement du régime actuel, ou du régime de 1849, si l'on veut, car c'est dans les *Confessions d'un Révolutionnaire* que la comparaison est posée, sera de nature essentiellement sociale à l'origine. La propriété, loin de passer d'un maître à un autre, perdra sa constitution présente. Les travailleurs organiseront une assurance générale du travail contre les abus de la propriété. Celle-ci n'avait rien à craindre en 1792 ; elle a tout à redouter.

Ces assertions de Proudhon, qui ont exercé, sur l'esprit du prolétariat, une influence décisive et prolongée, ne sont-elles pas, pour partie du moins, en désaccord avec la notion que nous nous faisons maintenant du mouvement de 1789 ?

A coup sûr, il n'est pas douteux qu'il n'ait fondé et consacré le mode d'appropriation toujours en vigueur, mais ce mode d'appropriation lui-même différait profondément de celui auquel il se substituait.

La Constituante et la Convention ont prononcé des confiscations, des expropriations, — les plus grandes qui aient été peut-être dans les temps modernes ; à la propriété féodale, à la hiérarchie de propriétés qu'elle comportait, elles ont opposé la propriété individuelle et parcellaire, l'égalité des terres affranchies ; elles ont dépossédé les seigneurs et maîtres pour livrer les domaines à leurs serviteurs, les paysans. Elles ont abrogé, sans indemnité, une multitude de droits et de redevances, la dîme en première ligne. N'est-ce point assez pour qu'on reconnaisse à la transformation de 1789 une portée sociale ? C'est justement le mérite et l'originalité de Karl Marx et d'Engels d'avoir montré à la base des changements politiques, brusques ou méthodiques, le travail des forces économiques et sociales en lutte. On ne peut contester ici l'infériorité de Proudhon. Pour lui la révolution du XVIIIe siècle se ramène à un simple renouvellement du personnel dirigeant ; il n'a pas vu nettement le lien étroit qui existe entre la poussée du tiers-État et la poussée prolétarienne.

Par ailleurs, il a admirablement perçu le sens du mouvement profond qui s'élaborait dans la masse ouvrière et qui s'y élabore toujours. Tout au plus, devrait-on lui reprocher d'avoir quelque peu restreint le but de ce mouvement. Quant aux procédés à employer, il a établi qu'ils devraient

être très distincts à notre époque de ceux de l'époque antérieure.

Il n'admet par suite ni le terrorisme, ni l'extermination de la classe à vaincre. Il prévoit la fusion de tous les éléments sociaux en une masse unique, la suppression de toute dictature et de tout asservissement : « La révolution qui reste à faire consiste à substituer le régime économique ou industriel au régime gouvernemental, féodal ou militaire. Par régime industriel, nous entendons, non pas une forme de gouvernement où les hommes adonnés aux travaux de l'agriculture et de l'industrie, entrepreneurs, propriétaires, ouvriers, deviendraient à leur tour caste dominante, comme faisaient jadis la noblesse et le clergé, mais une constitution de la société ayant pour base, à la place de la hiérarchie des pouvoirs politiques, l'organisation des forces économiques ».

Cette révolution est en marche depuis la fin du siècle dernier. Les gouvernements, qui ont surgi successivement sur notre sol, l'ont méconnue. La bourgeoisie a essayé de l'étouffer en 1789; Napoléon Ier a poursuivi sa compression. Le Deux-Décembre 1851 a été encore une de ses manifestations, au sens non point équivoque, mais clair et précis. Louis Bonaparte qui était « la révolution au xixe siècle », qui ne « pouvait être autre chose », n'a point compris sa mission. Tous les régimes ont menti à la révolution sociale. Mais elle aura son tour, et comme l'antagonisme des classes déborde les frontières, que la bourgeoisie française fait cause commune avec celle d'ailleurs, et que tous les prolétariats du monde serrent les rangs, cette

révolution sera internationale. Elle « proclamera le drapeau rouge étendard fédéral du genre humain ».

VIII

La synthèse ou solution générale que propose Proudhon offre un contraste frappant avec les diverses notions que nous venons de poser. Il a proclamé la lutte des classes, l'imminence de la révolution sociale, et il aboutit à un système que tous les conservateurs un peu intelligents peuvent avouer, parce qu'il ne menace en rien leur privilège.

C'est dans le domaine pratique à coup sûr que le philosophe apparaît le plus faible, le moins bien armé. Tantôt il cherche une transaction entre la propriété individuelle et la propriété collective, en préconisant une sorte de détention-possession précaire qui sauvegarderait à la fois et la liberté et l'égalité — qui, en réalité, allierait les dangers signalés dans l'individualisme et les périls du communisme. Tantôt il développe la conception de sa célèbre Banque du peuple, qui n'eut qu'un succès très limité. Devant la Constituante, elle n'obtint, le 31 Juillet 1848, que deux voix contre six cent quatre-vingt-onze. Pratiquement, ouvert en Janvier 1849, cet établissement de crédit à peu près gratuit ne subsista que quelques semaines.

Proudhon avait défendu vainement cette idée devant le comité des finances de l'Assemblée nationale : l'augmentation du crédit est à la base de la transformation sociale. En diminuant à la fois les rentes, le fermage, l'escompte, les salaires, d'un

tiers, on accroîtrait d'autant la circulation et par suite la fortune publique et privée. On ne comprit pas le projet, qui d'ailleurs manquait de clarté.

Passant au fait, Proudhon créa sa Banque du peuple qui n'était, — il nous l'a dit, — ni une banque d'Etat, ni une banque d'actionnaires, mais une banque gratuite offrant des capitaux à un taux infime à tous ceux qui en accepteraient les services. Mais pour vivre, et assurer tous les avantages qu'on attendait d'une pareille méthode, peu commerciale, il était nécessaire de disposer de beaucoup de numéraire, et l'argent manqua. Par haine de l'action collective organisée, le critique de la propriété, l'écrivain qui avait si bien flétri le tempérament intellectuel de la bourgeoisie, faisait appel aux initiatives généreuses de tous. L'échec était certain : la tentative même était puérile.

La *capacité des classes ouvrières*, à laquelle l'on doit toujours se reporter lorsqu'on entend saisir la pensée de Proudhon sous sa forme la mieux définie, résume assez nettement le régime qu'il prêchait. Jusque-là son concept d'avenir ne s'est révélé que par fragments : il réclame l'équilibre des forces productives, l'association libre, l'échange des services, le droit pour le travailleur à la valeur totale de son produit, mais les réalités n'apparaissent pas toujours suffisamment délimitées sous les formules sonores.

Proudhon, en somme, a prévu l'expansion à l'infini de la mutualité et de la coopération. Ces deux principes doivent triompher dans l'organisation économique de la société, les hommes exerçant des

droits égaux par l'échange de services égaux. Tout produit sera payé par un produit, coûtant les mêmes peines et les mêmes frais. Et la base de fixation du prix est la journée de travail normale d'un homme moyen. Les mêmes données doivent asseoir la constitution politique. Ni hiérarchie, ni autorité. La nation n'est que l'union autonome des sujets. Le gouvernement, réduit à sa plus simple expression, se ramène à un système de garanties. Le centre de l'Etat nouveau, pour conserver cette expression, d'ailleurs impropre, n'est pas dans une cité déterminée : il est partout ; ce qui veut dire qu'il n'est plus. Chacun des territoires agrégés en fédération s'administre à sa guise. Les districts se bornent à établir, par contrat spontané, leurs relations, et à instituer un conseil pour les affaires communes. Cette fédération, d'abord nationale, grandira de proche en proche jusqu'à couvrir le monde, et à se substituer au morcellement des puissances antagonistes, qui se surveillent jalousement les unes les autres.

Mais c'est le statut économique qui mérite d'être approfondi. Car il ne suffit pas de poser des éléments fondamentaux ; encore faut-il que le monde fonctionne et vive et que les abstractions s'animent. La coopération s'exercera pour la production, pour la consommation, pour le transport. Comme le régime de propriété sera modifié et que la possession précaire du sol deviendra accessible à chacun, que par suite la détention individuelle, interdite à la plupart, deviendra une réalité, l'association surgira viable, féconde, omnipotente. Les sociétés industrielles, constituées par les prolétaires, livre-

ront à prix d'exploitation la fonte, l'acier, ou les tissus. D'autres groupements se chargeront du transport, par eau ou par rails ; d'autres encore pourvoiront aux grands travaux publics ; d'autres enfin gèreront des entrepôts où les citoyens viendront puiser les denrées et les marchandises nécessaires. Le petit commerce pourra même subsister, fournissant des succursales aux magasins plus vastes. Des statistiques, soigneusement dressées, assureront l'équilibre permanent de la production et de la consommation.

Ce n'est point tout. Des sociétés de constructions feront bâtir des habitations hygiéniques qui seront cédées à peu près au prix coûtant. Des banques distribueront le crédit presque gratuit ; des écoles mutuelles dispenseront l'enseignement ; des assurances mutuelles lieront les hommes contre la vieillesse, l'invalidité, la mort, tous les sinistres.

Tel est le système qui se dégage de la *capacité des classes ouvrières* et qui correspond au concept le mieux précisé de Proudhon. Il n'est pas douteux qu'il ne respecte la liberté dans toute sa plénitude. Nul n'est tenu d'entrer dans une coopérative, ni de s'affilier à une mutualité. Nulle part la loi, même bienfaisante, n'intervient ; nulle part la discipline, l'unité des vues n'apparaissent. Les écueils du communisme sont donc évités, mais les périls et les tares de l'individualisme sont-ils de même éliminés ?

Qu'il y ait droit quiritaire ou droit à la possession prolongée, la propriété subsiste et, avec elle, tous ses inconvénients. Ou bien la distribution devra être renouvelée chaque année, à chaque instant, ou bien le droit individuel sera violé. De plus,

les citoyens ont la faculté d'associer leurs usufruits, ou de les exploiter à titre personnel. S'ils forment un domaine commun, tous les progrès scientifiques trouvent leur application, toutes les économies de frais généraux apparaissent réalisables et la fortune publique et privée s'accroît. Mais si le détenteur précaire refuse de se syndiquer, si ce refus se généralise, au fur et à mesure que le morcellement s'accentuera, la société est vouée à la disette, à la misère, qui prépareront un nouvel écroulement.

Remarquons que, dans tous les cas, Proudhon maintient la concurrence, qui fonctionne entre ses coopératives autonomes, comme elle sévissait, dans Louis Blanc, entre les coopératives subventionnées. Le résultat ne sera-t-il pas, dès lors, celui qui a été signalé en traits si saisissants dans *les Contradictions*, c'est-à-dire le monopole, et en attendant qu'il soit atteint, la lutte quotidienne ne disloquera-t-elle pas tout le système en interdisant l'échange des produits sur la base de la journée de travail ?

La conservation du petit commerce perpétuera tous les dangers qu'il offre : multiplication des parasites sociaux, sophistication des produits, rançonnement du consommateur, etc. L'assurance mutuelle n'aura qu'une valeur réduite, parce qu'elle n'englobera pas tous les hommes, que tous ne pourront pas y participer, et que, par suite, le problème vital du paupérisme subsistera.

Ainsi — et l'on pourrait multiplier les critiques — Proudhon, après avoir dissous les thèses individualistes, a fini par s'y rallier, en quelque sorte inconsciemment. Sa passion de la liberté abstraite, sa haine du communisme mal compris l'ont écarté

de plus en plus du socialisme, et l'on comprend à merveille que les conservateurs d'aujourd'hui s'accordent à lui dresser un piédestal.

De même que Louis Blanc consommait une déviation en entraînant le prolétariat vers le pur étatisme, vers la collaboration inféconde des classes, vers l'exercice partiel d'un pouvoir hostile et impuissant, Proudhon, après avoir ébranlé sur sa base la propriété individuelle, inaugurait une autre déviation, en prêchant la coopération et la mutualité.

L'une et l'autre sont nuisibles, si on les considère comme le but, comme le terme du mouvement social. Elles gaspillent les énergies plébéiennes ; elles conservent le statut économique actuel, avec lequel elles s'accordent à merveille, et qui est même leur condition nécessaire. Elles ne requièrent pour s'exercer, ni bouleversement de la propriété, ni destruction des classes, ni extinction de la dictature bourgeoise ; Proudhon, par ses synthèses où l'orthodoxie finit par prévaloir, a exercé, sur le prolétariat, une influence néfaste qui a été dominante sous le second Empire, qui s'est raffermie après la Commune, qui n'est pas encore tout à fait morte. On se demande pourquoi il a promené toute sa dialectique destructive, toute son admirable vigueur de négation à travers le régime contemporain, s'il entendait le sauvegarder sous une forme plus ou moins atténuée. Mais pouvait-il, par ailleurs, atteindre à d'autres conceptions positives, puisqu'il répudiait toute action d'ensemble et que la révolution sociale, si haut proclamée pourtant, n'était guère chez lui qu'une expression équivoque ?

Proudhon se classe entre les socialistes, par les notions qu'il a apportées au corps de doctrines du XIXe siècle ; dans le domaine pratique, il demeure un individualiste, un conservateur petit bourgeois. — En vérité Marx avait raison.

BLANQUI

I

On sera peut-être étonné de trouver ici une analyse de la doctrine de Blanqui ou même de lire son nom dans la liste des écrivains qui ont concouru à former la thèse socialiste en France. L'*Enfermé* est généralement considéré comme un meneur de sociétés secrètes, comme un promoteur d'émeutes, comme un chef de barricades. Il est connu surtout pour ses longues incarcérations et ses complots toujours renaissants. Notre génération ignore, ou peu s'en faut, les pensées qu'il a formulées sur le régime économique moderne et son évolution nécessaire ; et pourtant ces pensées, où la concision le dispute à la clarté, méritent d'être étudiées. Elles représentent l'état dernier de la conception communiste dans notre pays, avant que l'influence de Marx et d'Engels ne se fût exercée par la formation du parti ouvrier.

A vrai dire, bon nombre des pages de Blanqui, qu'on a réunies dans le livre de *la Critique sociale*, ont été écrites après la publication du *Manifeste des Communistes*. Il en est, par exemple, qui se rapportent aux années où le parti révolutionnaire pur était en lutte avec le parti proudhonien ; mais le

blanquisme, envisagé dans sa méthode et dans ses conclusions, n'en dérive pas moins de tout le mouvement socialiste français, de Babeuf à Louis Blanc, et il est permis de l'examiner, en éliminant toute action extérieure.

La vie de l'*Enfermé* est présente à toutes les mémoires, grâce au très bel ouvrage de Geffroy. On sait qu'elle a embrassé plus des trois quarts du siècle, reliant pour ainsi dire le babouvisme à la phase contemporaine. Elle s'est écoulée pour une très grande partie dans les prisons, car la monarchie de Juillet, la seconde République, le second Empire et la troisième République ont nourri les mêmes sentiments à l'égard de l'homme qui s'était constitué le défenseur infatigable de la démocratie ouvrière, et aujourd'hui encore Blanqui est demeuré le maître de conscience d'une large fraction du prolétariat organisé.

Nous aurons, dans une autre section de ce volume, à discuter les modes d'action qui s'offrent au socialisme français ou international pour la conquête de la puissance publique et la réalisation de ses vues. Le blanquisme, dans la période historique qui était comme son cadre naturel, c'est-à-dire la monarchie de Juillet, s'identifiait absolument avec la tactique qui avait été adoptée successivement, sous la première Révolution, par les Girondins et les Montagnards ; il croyait à la toute-puissance du coup de force, qu'accomplirait une minorité disciplinée et capable, par l'homogénéité même de ses troupes, d'entraîner la masse inorganique. L'émeute du 12 Mai 1839 est la meilleure illustration de ce système. Le blanquisme encore, tout comme le jaco-

binisme de 1793, et même plus que le jacobinisme, qui avait poussé de larges ramifications dans les départements, estime pouvoir tenir la France par Paris ; il n'a jamais visé, dans l'ordre matériel, qu'à saisir les administrations de la capitale, afin de maîtriser la vie nationale tout entière en en conquérant l'organe central. Ce n'est point ici que nous discuterons ces deux thèses, qui s'adaptaient exactement à l'état politique et économique du pays, il y a soixante-dix ans, que les événements et les transformations accomplies ont, depuis, abouti à dissoudre ou à affaiblir.

Les méthodes évoluent, parce qu'elles doivent, sous peine de caducité, être appropriées aux réalités concrètes de l'ambiance ; mais les idées restent, et c'est à la doctrine sociale de Blanqui, car il eut une doctrine sociale, que nous entendons nous attacher, en l'examinant d'un bloc, sans tenir compte des modifications apportées, de-ci, de-là, par les années.

II

Blanqui se rapproche par beaucoup de points de l'école communiste-étatiste. Plus que tout autre, à son titre d'homme d'action et de conducteur de foules armées, il était amené à lier la révolution sociale à la révolution politique. En d'autres termes, il croyait que l'Etat confisqué par la plèbe était apte à bouleverser le statut économique et à reforger la société. La notion de la conquête des pouvoirs publics, admise aujourd'hui par le socialisme international, est une donnée à la fois blanquiste et

babouviste. On discerne tout de suite l'abîme creusé entre le blanquisme et le proudhonisme. Celui-ci, en effet, subordonne la révolution politique à la révolution sociale et, par suite, répudie toute mainmise, même momentanée, sur le gouvernement.

Entre les deux systèmes, une autre dissidence et non moins sensible, et non moins grave, a surgi, Blanqui est communiste, Proudhon et les proudhoniens sont des coopérateurs et des mutuellistes, et leur querelle a rempli de longues années de notre histoire.

Mais si Blanqui semble se classer, sur un ou plusieurs points, du côté de Louis Blanc, de Vidal, de Pecqueur, de Cabet, qui ont conduit la marche vers le communisme, en s'arrêtant à des stades divers, il garde par un détail au moins, et qui a sa valeur, la pleine originalité de la pensée. Nulle part il n'a préconisé la collaboration des classes; nulle part, il n'a condamné la révolution entendue dans le sens d'un assaut violent du prolétariat contre l'organisation bourgeoise. Il s'est dépouillé totalement de l'optimisme qui caractérisait certains de ses contemporains, de leur foi soutenue dans la générosité des dirigeants. Et tout bien pesé — sauf peut-être pour la tactique, qui est forcément variable — le socialisme contemporain doit réclamer Blanqui comme l'un de ses maîtres les plus accomplis.

III

L'*Enfermé* a été non moins catégorique sur la propriété, que Proudhon dans sa thèse fameuse: « La

propriété territoriale n'a que trois origines : la force, l'achat, le travail... La force se condamne par son nom même. L'achat est l'acquisition par le capital. Le capital est illégitime, comme produit du travail d'autrui et ne peut conférer un droit. Le travail ne donne droit qu'à la portion de terre cultivable par le possesseur. Tout ce qui n'est produit que par le travail d'un autre est dérobé au travailleur. Le droit du premier occupant se borne donc à la portion que l'occupant peut exploiter par lui-même ». On pourrait en déduire, le système parcellaire, qui fut tant en faveur à la veille de 1789 et même sous la première Révolution, mais Blanqui s'empresse de corriger ses affirmations : « L'appropriation du sol est une prodigieuse effronterie ».

Il en résulte que la richesse privée est un vol sur l'humanité et que sa source est nécessairement impure : « Les fortunes se sont faites, aux premiers temps de notre histoire, par la conquête ; plus tard par les confiscations, le pillage, les grâces royales ; chez la classe moyenne, par l'usure, les abus de confiance ; pendant la Révolution, par les achats de biens nationaux, par l'agiotage, par les fournitures d'armées ; sous l'Empire, par la guerre, les donations impériales ; depuis 1814, par les spéculations, les jeux de bourse, les faillites habiles ».

Plus ces fortunes particulières s'accroissent, et plus le prolétariat est opprimé ; et inversement, elles ne peuvent s'augmenter que parce que le statut de la France moderne organise l'assujettissement du peuple. Nul, dans toute l'histoire sociale, n'a écrit un mot plus terrible que celui-ci : « Le pauvre

est un besoin pour le riche ». Le capital ne se constitue que grâce à la concurrence de ces innombrables travailleurs, manquant d'outils, et qui vendent leurs forces et leur vie pour en obtenir l'usage temporaire. Ceux-là sont aussi écrasés par la classe gouvernante que l'esclave romain par le patriciat, ou les vaincus de l'antiquité par les races dominatrices : « La servitude ne consiste pas seulement à être la chose de l'homme ou le serf de la glèbe. Il n'est pas libre celui qui, privé des instruments de travail, demeure à la merci des privilégiés. C'est cet accaparement, et non telle ou telle constitution politique, qui fait les masses serves ».

Mais, si puissamment armée qu'elle soit pour maîtriser le prolétariat, quelque rigoureuse mainmise qu'elle se soit arrogée sur toute l'organisation économique, la bourgeoisie n'en sent pas moins sa situation vacillante. Elle est menacée dans sa fortune par son avarice même ; plus elle pressure la plèbe, et plus elle amincit la base du régime. Pour qu'elle consolide ou simplement perpétue le système politique et social, il faut qu'elle vende. Vendre est une nécessité pour elle sous peine de mort, et elle ne vend jamais assez. Le crédit active la production sans pouvoir activer au même degré la consommation, par suite du prélèvement capitaliste qui ne permet pas aux travailleurs de racheter l'équivalent de leur produit. De là nécessairement la pléthore croissante, et, comme conséquence, une crise générale tous les cinq ou six ans.

La bourgeoisie ne connaît que deux procédés

pour parer à la surproduction, mais ils sont d'ailleurs insuffisants. D'une part, la colonisation, inutile parce que ceux qui partent sont sur le champ remplacés, et que la concurrence n'en est pas moins intense, — épuisante aussi, car elle absorbe d'énormes crédits et il en coûterait moins de fournir assistance aux gens ainsi exploités.

D'autre part, l'appropriation de débouchés nouveaux dans des pays exotiques, qui demeurent autonomes politiquement, qu'on veut assujettir économiquement : « L'industrie s'en va courir le monde à la poursuite de l'échange que lui refuse la détresse du travailleur... Lorsqu'il a organisé la misère et la mort dans son propre pays, le capitaliste va porter, aux plages les plus lointaines, l'escroquerie, le vol, le brigandage, l'assassinat ». Et ainsi le système de l'oppression oligarchique s'étend de proche en proche de l'Europe sur l'Univers.

IV

Aux maux de l'humanité, aux périls d'écroulement qui pèsent sur elle à chaque instant, à l'inégalité flagrante, à l'anarchie de la production, seul le communisme offre un remède décisif — et tout nous entraîne vers lui.

On objecte qu'il nous ferait rétrograder aux formes primitives : il n'en est rien. Le communisme n'est point l'expression première de la vie sociale : « il n'est que le terme final de l'association », et personne ne conteste que l'association ne soit le véritable instrument du progrès. « L'immo-

lation des individus est toujours en raison directe de la prépondérance de l'individualisme ».

Si les terres n'étaient point divisées autrefois, c'est que la culture était inconnue; c'est cette ignorance même qui explique l'état social des Australiens du XIX[e] siècle. Comment tirer argument de ce passé obscur contre le socialisme? Depuis son apparition sur la terre, l'humanité n'a pas fait un pas en avant qui ne l'ait rapprochée du communisme. Toute son évolution naturelle, nécessaire, l'entraîne vers cette nouvelle constitution économique, qui seule réalisera la justice et l'égalité, car la création simultanée de la pauvreté et de l'opulence a découlé rigoureusement de l'appropriation du sol.

Blanqui se rattache donc de toute la force de sa pensée au babouvisme; il conclut comme Cabet, mais il dépasse le mouvement de 1796, de même que le système de l'*Icarie*, par sa conception réaliste de la transformation à poursuivre. Babeuf, opérant au lendemain d'une révolution qui s'est imaginé bouleverser le monde selon un programme préconçu, croit à la toute-puissance des décrets mûris en conseil. Cabet dresse le plan d'une communauté idéale, et, par un prodigieux élan de pensée, la suppose vivante. Blanqui, homme d'action, éduqué par la bataille quotidienne, se fie moins aux prévisions de la raison pure; il laisse une large part aux événements qui ont, sous leur apparente diversité, un lien logique, mais qui offrent transitoirement des retours imprévus. Il combat les utopistes, qui s'enferment dans leur cabinet, pour tracer une nouvelle constitution politique, économique et

sociale. Là-dessus, ses écrits sont fort explicites ; on ne peut pas construire de toutes pièces la société future ; sinon l'on acheminerait les hommes vers un bagne d'une autre sorte. Il faut se borner à dénoncer le régime capitaliste et à formuler les principes essentiels du régime qui lui succédera. « L'organisme social ne peut être l'ouvrage ni d'un seul, ni de quelques-uns, ni de la bonne foi, ni du dévouement. Il ne saurait être une improvisation... Le saint-simonisme et le fouriérisme se sont condamnés par leur outrecuidance. Tout dogmatisme périra de même... Nul n'a le plan de la terre inconnue ».

V

Mais si toute hypothèse trop minutieuse est puérile et inféconde, la diffusion des connaissances, dans la masse, est la condition primordiale de toute révolution. Blanqui a écrit, sur l'enseignement du peuple, quelques-unes des pages les plus admirables qui soient dans toute la littérature démocratique du dernier siècle ; elles doivent être rapprochées de celles de Considérant que nous avons citées. Elles les dépassent peut-être par la profondeur, par la vigueur de la forme.

L'*Enfermé*, qui avait pétri pour ainsi dire une fraction du prolétariat français, qui avait vécu dans la foule, chaque fois que son cachot le rendait à la liberté, percevait l'immensité de la tâche d'éducation à accomplir. La plupart des autres socialistes ont compris comme lui l'efficacité sociale, le rôle révolutionnaire de la science, mais ils ne

pouvaient s'y attacher aussi exclusivement, car ils comptaient sur la générosité et la perspicacité de la bourgeoisie. Blanqui attend tout de la plèbe, mais sa longue expérience lui avait appris qu'elle resterait déprimée aussi longtemps qu'elle subirait l'obscurantisme des vieux âges. De là, en partie tout au moins, la haine intense qu'il nourrit contre l'Eglise et la Monarchie. Il est républicain et anticlérical, non-seulement parce que la dictature d'un seul est injurieuse pour la liberté et l'égalité, et que la domination de l'Église est insultante pour la raison, mais parce que le trône et l'autel se liguent pour perpétuer l'ignorance. Ils vivent de l'abêtissement de dizaines de millions d'hommes ; ils crouleront sous l'éveil des consciences, et avec eux l'oligarchie sociale qu'ils soutiennent.

« Avec l'instruction individuelle, tout ; sans elle, rien... Avant tout, lancer l'instruction au pas de charge. » Comme conclusion, Blanqui demande un budget de 500 millions pour l'instruction, qu'il veut en outre interdire au clergé. Jamais jusqu'ici le socialisme n'avait posé si fortement le problème de l'enseignement devant l'Etat et l'Eglise.

VI

Le communisme étayé sur la diffusion des lumières : voilà le système. Il contraste avec celui de Proudhon, avec le coopératisme et le mutuellisme, qui ont travaillé la classe ouvrière durant le second Empire. L'*Enfermé* a mené une lutte incessante, violente, souvent heureuse, contre le puis-

sant penseur de la propriété, détourné vers les solutions équivoques ou rétrogrades.

Pour Blanqui, le « coopératif » n'aboutira qu'à endormir l'esprit révolutionnaire, qu'à prêter des armes à l'ennemi ; il détruit le citoyen dans l'ouvrier ; il le réduit aux fonctions de l'estomac et supprime, chez lui, celles du cerveau. Il n'apparaît donc que comme une manœuvre de l'ordre, que comme un expédient du capitalisme qui cherche à duper ses adversaires en les jetant dans des aventures stériles.

Ce n'est point par de pareilles tentatives dont l'échec réjouira la bourgeoisie, dont le succès lui donnerait encore espoir et sécurité, que le peuple se libèrera et secouera l'oppression économique. Il ne sortira du servage que par l'impulsion de cette grande société, dont l'Etat est l'expression.

Ainsi, en dernier analyse, le communisme-étatiste, c'est-à-dire autoritaire, est la formule qu'adopte Blanqui. Remarquons tout de suite que le marxisme, en dépit de ses attaques contre l'Etat, produira la même conclusion. Et, en vérité, pourquoi tous les partis ouvriers, qui se réclament du marxisme, revendiqueraient-ils la conquête du pouvoir, si elle ne découlait pas en bonne logique des thèses de l'auteur du *Capital?* Mais il y a lieu de discuter quelque peu et de réduire à ses justes proportions la notion de l'action étatiste dans le socialisme contemporain.

Quelque âpreté, par ailleurs, qu'il apportât dans sa controverse avec le mutuellisme et le coopératisme, Blanqui n'a jamais été un sectaire. Il détestait trop tout doctrinanisme, pour méconnaître les

éléments utiles qui pouvaient se rencontrer même dans les conceptions de ses adversaires. La révolution, pour lui, devait prendre ses armes partout où elle les trouverait, à condition qu'elle refoulât les ambitions personnelles et les transactions néfastes. Et c'est une grande leçon de tolérance qu'il a laissée, lui, si profondément engagé dans la bataille quotidienne, en écrivant : « Les deux socialismes, le proudhonisme et l'autre, ont succombé, en 1848, mais les victoires ne sont pas affaire d'un jour... Communisme et proudhonisme se disputent avec acharnement au bord d'un fleuve, pour décider si l'autre rive est un champ de maïs ou un champ de blé. Ils s'entêtent à résoudre la question avant de franchir l'obstacle. Eh ! passons d'abord ! Nous verrons là-bas ! »

LE MANIFESTE DES COMMUNISTES

I

Bien qu'il ait été rédigé en Février 1848 par deux penseurs étrangers, Marx et Engels, le Manifeste du parti communiste ne saurait être éliminé de ce livre. Il mérite d'être envisagé à deux titres différents : il révélera au lecteur, avec une réelle précision, l'apport du socialisme français dans le système marxiste ; et, par comparaison avec les publicistes ou les documents que nous analyserons ensuite, il déterminera l'influence du marxisme sur le socialisme français contemporain.

Le Manifeste marque une date capitale dans l'histoire du prolétariat. Jusqu'ici la révolution économique et sociale, prêchée ou prévue, sous une forme violente ou pacifique, par nos écrivains de 1840, a été tenue le plus souvent pour un mouvement d'ensemble auquel la classe dirigeante elle-même s'associerait. Proudhon qui l'a conçue comme une action autonome de la classe ouvrière en a si bien restreint la portée, qu'il lui a presque enlevé sa raison d'être. Marx et Engels, en proclamant l'ère de la révolution, montrent à la fois que les éléments en existent dans la société, et que ses artisans exclusifs, les prolétaires, sont prêts à l'accom-

plir. En outre, ils ne la justifient pas par des arguments purement moraux ou par une superposition des thèses de la justice et de l'égalité aux développements économiques. Ils en déduisent, — non point la légitimité, dont ils se préoccupent peu, mais la nécessité, — des changements incessants qui interviennent dans la structure organique du monde, — et des phénomènes de la production en premier lieu. Ignorer le Manifeste, c'est méconnaître l'origine de la puissante formation socialiste qui s'est dressée sur le sol français, comme dans toute l'Europe, comme au-delà des océans, au lendemain de la Commune.

II

Notre résumé sera bref et ne comportera que les données essentielles. La première partie du document se réfère à l'étude même des forces en présence dans l'organisation moderne : elle est de beaucoup la plus digne d'attention.

« L'histoire de toute société n'est que l'histoire des luttes de classes ». Ces antagonismes n'ont pas été abolis par la société bourgeoise. Elle n'a fait qu'introduire de « nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte. »

La bourgeoisie, issue des Communes, s'est développée par les découvertes géographiques et scientifiques. L'ancien mode de production ne suffisant plus à ses besoins, la manufacture a remplacé le métier, la division du travail dans l'atelier, la division dans les corporations, et les besoins crois-

sant encore, la grande industrie s'est substituée à la manufacture.

Ce régime économique a fondé la puissance de la classe bourgeoise. Le gouvernement n'est plus qu'un comité administratif qui gère les affaires de cette caste.

Elle a joué dans le passé un rôle essentiellement révolutionnaire, en établissant l'exploitation directe de l'homme, et le salariat. Elle n'existe qu'à la condition de révolutionner sans cesse les instruments de travail, c'est-à-dire le mode de production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux. Pour conquérir les débouchés nécessaires à sa vie, elle envahit le monde. Elle a créé la production cosmopolite, détruisant les industries nationales, et le trafic universel a fait surgir l'interdépendance des peuples.

La bourgeoisie a encore soumis la campagne à la ville, subordonné les pays agricoles aux pays industriels, centralisé à la fois la propriété, les moyens de production et l'organisation politique et administrative. Brisant le mode de production féodal, la libre concurrence a fondé la dictature de cette classe nouvelle.

Mais depuis trente ans (le Manifeste, rappelons-le, est de 1848) les forces productives se révoltent contre les rapports de propriété. On produit trop. La propriété est une entrave. Le système est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il a créées. La bourgeoisie est contrainte de détruire une foule d'énergies, et par la conquête même des débouchés nouveaux, elle prépare les crises futures.

« Mais elle n'a pas seulement forgé les armes qui doivent lui donner la mort, elle a produit aussi les hommes qui doivent manier ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires. »

Les prolétaires sont une marchandise, une annexe de la machine : « Le coût de production de l'ouvrier se réduit à peu près aux moyens d'entretien, dont il a besoin pour vivre et propager sa race ». Les petits bourgeois prolétarisés par le mouvement économique sont progressivement versés dans la plèbe.

Cette masse ouvrière, au début, est embrigadée par la bourgeoisie, dont elle sert la cause, en la défendant contre les restes de la monarchie absolue, contre les propriétaires fonciers ; et dans cette première phase, toute victoire est une victoire bourgeoise.

Mais la misère et l'effectif des prolétaires vont croissant ; les salaires s'abaissent en se nivelant au taux le plus faible, et par leur concentration dans les usines, les ouvriers prennent conscience de leur solidarité. Ils profitent des divisions de la bourgeoisie pour faire réglementer le travail, puis ils entrent en lutte ouverte avec elle, et « à l'heure suprême, une partie de la classe régnante s'en détache et se rallie à la classe révolutionnaire ».

Seul le prolétariat est capable d'accomplir cette subversion dernière. La petite bourgeoisie, les paysans, représentent des éléments antibourgeois, mais conservateurs, et l'initiative ne saurait venir d'eux. Tous les mouvements historiques jusqu'ici ont été des mouvements de minorités au profit des minorités. Le prolétariat agira pour l'immense ma-

jorité. Comme il est la dernière couche de la société, il ne se redressera qu'en faisant sauter toutes les autres.

Son heure approche, car sa condition descend sans trêve, et l'existence de la bourgeoisie apparaît désormais incompatible avec celle de la société. Cette classe dominante produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et l'avènement du prolétariat sont inévitables.

La deuxième partie du Manifeste est intitulée : *Prolétaires et communistes*. Les communistes veulent l'abolition de la propriété privée : la propriété personnelle, fruit du travail, est d'ailleurs morte de longue date. Le travail n'aboutit plus qu'à créer le capital, force sociale qui n'est mue que par des collectivités. En rendant ce capital commun, on ne convertit point une propriété personnelle en propriété sociale : c'est le caractère social qu'on modifie en lui.

Aujourd'hui l'ouvrier est réduit au minimum de salaire : il reçoit tout juste ce qui lui est nécessaire pour entretenir une maigre existence et se reproduire. Son travail concourt avant tout à accroître le travail accumulé, mais il n'a pas droit à la propriété privée. Le communisme ôtera à la minorité le pouvoir de s'assujettir le labeur d'autrui.

Le prolétariat n'a pas de patrie : comment lui ravirait-on ce qui lui fait défaut ? Les antagonismes des nations diminuent avec le développement politique de la bourgeoisie. Les conditions de la production sont partout les mêmes : les éléments de bouleversement social sont partout identiques.

Pour accomplir la révolution, le prolétariat

doit se constituer en classe régnante, et saisir la suprématie politique. Alors il pourra peu à peu exproprier ses maîtres de leur capital par une série de mesures : confiscation de la rente foncière, abolition de l'héritage, centralisation du crédit au moyen d'une banque nationale, centralisation des transports, multiplication des manufactures nationales, défrichements, constitution d'armées industrielles et agricoles, proclamation de l'obligation du travail, éducation gratuite. Ce programme permettra de résoudre les antagonismes et de concentrer la propriété aux mains de la communauté. Alors le pouvoir public, qui organise la dictature au profit d'une classe, perdra son caractère politique ; le prolétariat, en détruisant les rapports de propriété, détruira toutes les raisons de la guerre sociale. Il fera surgir une association où le libre développement de tous sera la condition du libre développement de chacun.

La troisième partie du Manifeste vise la littérature socialiste et communiste, dont elle fournit la critique. Marx et Engels distinguent le socialisme petit bourgeois, avec Sismondi, — le socialisme bourgeois ou conservateur — et s'étendent surtout sur le communisme critico-utopique. A l'origine, le prolétariat ne dispose pas des éléments matériels de sa libération. Saint-Simon, Fourier, Owen se rendent compte de l'opposition des classes et apprécient les ferments de dissolution de la société, mais ils ignorent encore le rôle propre du prolétariat, et comme ils ne discernent pas les principes d'émancipation qu'apporte le développement industrialiste, ils tombent dans l'utopie. Ils forgent des

plans de cités futures ; ils font appel à la société tout entière, et de préférence aux dirigeants. Ils écartent toute violence, toute brusque innovation. Les systèmes se figeant, ne se modifiant pas avec le temps, deviennent réactionnaires chez les disciples. Ils continuent à interdire toute action politique aux ouvriers et, par suite, combattent leur organisation.

Le rôle des communistes consiste à appuyer partout les assauts contre la société capitaliste et contre la propriété privée. Que les classes régnantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. « Les prolétaires n'ont rien à y perdre, hors leurs chaînes : ils ont tout à gagner... Prolétaires de tous pays, unissez-vous ».

Si l'on reprend les idées essentielles du Manifeste, on peut les cataloguer comme il suit :

1° La lutte des classes forme le fonds permanent, la substance même de l'histoire. Cette notion a pu se trouver en germe chez les socialistes français de la première moitié du XIXe siècle : nulle part elle ne se présente en ces termes d'une frappante concision.

2° Le communisme sort de l'évolution industrielle elle-même ; il existe en puissance, ou du moins tous les éléments en sont rassemblés. Aucun socialiste français n'a encore exprimé cette conclusion.

3° Le prolétariat, qui est destiné à révolutionner le monde, défend des intérêts strictement opposés à ceux de la bourgeoisie, et lui seul peut accomplir la révolution et il la fera par ses propres forces ou la bourgeoisie ne lui fournira qu'un appoint,

non une direction. Proudhon a déjà formulé cet aperçu, mais les autres écrivains français, de Saint-Simon à Cabet, ont répudié l'antagonisme des dirigeants et des dirigés en leur recommandant l'alliance.

4° Ce n'est ni pour réaliser la justice, ni pour établir l'égalité que les prolétaires aboliront le régime capitaliste, mais parce que le déterminisme économique et l'évolution du mode de protection les y entraînent. Cette conception n'a pas encore été développée. Au contraire, la sentimentalité et la passion des entités se sont données libre carrière pendant quarante ans. Le réalisme, le matérialisme envahissent brusquement le domaine des spéculations sociales.

5° Le prolétariat aboutira à ses fins par la conquête de la puissance publique, mais conquête intégrale et non partielle ; il usera du pouvoir pour détruire le système en vigueur, et le pouvoir croulera de lui-même, une fois l'œuvre consommée, ou du moins ses attributs politiques seront annulés. En d'autres termes, la plèbe saisira l'Etat pour supprimer l'Etat. Cette thèse diffère à la fois de celle des étatistes et de celle des anarchistes, tels que Proudhon ; car Marx et Engels ne considèrent ni que l'autorité, maniée par les dirigeants d'à présent, puisse émanciper les ouvriers, ni qu'elle doive se perpétuer. Et, d'autre part, ils maintiennent pour un temps une puissance publique, afin de disloquer la hiérarchie que cette même puissance publique a établie et sauvegardée.

6° Pour préparer l'avènement du communisme, la plèbe prendra des mesures transitoires. Louis

Blanc et Vidal avaient aussi prévu une étape intermédiaire, mais le programme qu'ils défendaient touchait trop mollement à la propriété, et à vrai dire elle n'eût pu se transformer que de sa propre volonté. Le Manifeste de 1848 la sape par la base.

L'INTERNATIONALE ET LA COMMUNE

I

Le socialisme français, au lendemain de 1848, ou plus exactement après la mort des publicistes de cette période (1), n'offre plus aucun trait original. Désormais, la maîtrise du prolétariat passe à l'Allemagne, qui, avec Marx et Lassalle, présente à la fois une pensée forte et une organisation grandissante.

La seconde moitié du xix[e] siècle est aussi vide d'idées neuves chez nous que la première moitié avait été féconde. Peut-être doit-on attribuer cette stérilité subite à deux phénomènes d'ordres très différents, mais qui se sont complétés l'un l'autre : le désastre du socialisme en Juin, et la diffusion du *Manifeste des Communistes* qui formulait totalement et exactement la revendication prolétarienne.

La répression sanglante de Cavaignac (de même que plus tard celle de Thiers et de Galliffet) avait

(1) Proudhon et Blanqui, qui ont continué à écrire fort au delà de 1848, se sont bornés à développer les conceptions qu'ils avaient déjà produites auparavant. Et bien que la *Capacité des classes ouvrières* soit à peu près contemporaine *du Capital* de Marx, la division du siècle en deux fractions égales se justifie fort aisément. Nous voulons dire surtout qu'aucun écrivain socialiste de premier plan n'a paru en France après 1848.

comme déraciné la plèbe ouvrière, et dissous ses éléments aux quatre vents. L'élan du peuple était brisé ; les mots magiques qui l'avaient jadis entraîné à l'assaut du régime capitaliste avaient perdu du coup leur prestige. Pendant de longs mois, pendant des années même, les masses frappées de stupeur cherchèrent en vain un point de ralliement, et la révolution sociale, noyée dans le sang des fusillés des faubourgs, sembla morte à jamais.

Lorsque les prolétaires relevèrent la tête et reprirent conscience de leurs intérêts et de leurs devoirs de classe, les déductions de Marx, peu claires pour eux dans le *Capital*, mais exposées avec une netteté plus accessible dans le *Manifeste*, leur imposèrent une philosophie toute prête. Elles alliaient aux éléments puisés dans tout le socialisme français, depuis Babeuf, des données originales, surtout une coordination et une logique supérieures. Et comme le marxisme exposait à la fois l'économie en vigueur et ses tares, et les principes mêmes du communisme futur, comme il traitait de tout et paraissait répondre à tout, il domina les écrits plus ou moins essentiels qui furent publiés chez nous ou ailleurs. Les études ou les programmes socialistes des trente dernières années sont issus des conclusions du *Capital*.

Nous ne méconnaîtrons pas le rôle encore joué dans notre pays par l'idéalisme, dont Saint-Simon, Louis Blanc, Cabet, Proudhon avaient été les tenants. Mais son influence, exclusive avant 1848, fut loin de demeurer prépondérante ensuite. Lors de la formation de l'Internationale, le proudhonisme entrera en lutte avec les conceptions réalistes des

penseurs allemands ; il déclinera peu à peu jusqu'à perdre tout prestige à la veille de la Commune. Après l'effroyable massacre de Mai 1871, lorsque le prolétariat tâchera de soulever la dalle scellée sur lui, le proudhonisme se manifestera encore, mais il succombera bien plus vite, cette fois, devant le collectivisme et le communisme révolutionnaires. Sans doute il n'a pas, même de nos jours, totalement renoncé à la bataille ; il se présente sous des formes nouvelles. Mais quelle est son autorité à côté de la puissance énorme exercée internationalement par le matérialisme historique et ses conséquences logiques ?

Si, à l'heure où nous écrivons, deux grands courants semblent se partager le socialisme français, l'un idéaliste, l'autre marxiste, l'antagonisme au total ressort beaucoup moins accusé que d'aucuns le supposeraient. Les idéalistes eux-mêmes sont obligés de reconnaître l'évolution de la société, les transformations nécessaires qu'entraîne le mécanisme de la production ; ils n'osent formuler le système de la collaboration des classes. Ils s'efforcent seulement de montrer une conciliation possible entre le déroulement inéluctable des phénomènes économiques et les conclusions auxquelles les portent leurs concepts de la justice et de l'égalité abstraites. Ils sont à tout le moins des demi-marxistes ; ils ne répudient ni la lutte des classes, ni l'explication de l'histoire qui en découle, et l'idéalisme, revanche de l'intellectualité latine, héritage des publicistes sociaux du milieu du siècle, n'aboutit plus qu'à corroborer les assertions du *Manifeste* de 1848 et du *Capital*. Il ne peut tout au moins sou-

tenir la controverse contre son adversaire, qu'en lui dérobant les meilleures de ses armes.

II

C'est surtout dans les théories de l'Internationale et dans les actes de la Commune que se marquent le recul de la vieille conception socialiste de 1840 et l'effondrement du proudhonisme.

Lorsque se produisit le réveil ouvrier, vers 1860, l'auteur des *Contradictions*, toujours fidèle au mutuellisme, ressaisit une large autorité sur le prolétariat. Bien qu'elle fût battue en brèche par Blanqui, adversaire du « coopératif », cette influence était réelle et reconnue. Elle était encore si active à l'heure où se constitua l'Internationale, que Marx et ses amis durent compter avec elle. Et le manifeste inaugural de 1864 portait une double empreinte, puisque les considérants reconnaissent la nécessité d'un mouvement politique, et que dans le dispositif l'association saluait comme « bases de sa conduite » la vérité, la morale, la justice.

Mais le communisme, soutenu par les blanquistes, ne tarda pas à saisir la direction de la poussée prolétarienne. Les Congrès de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869) affirmèrent le triomphe des idées extrêmes dans l'Internationale et l'échec des thèses mutuellistes. La Commune porta le dernier coup aux conceptions proudhoniennes, en démontrant, par le fait, leur stérilité et, sous peine de manquer à leurs devoirs de classe, les ouvriers, qui avaient adhéré aux chimères du crédit gratuit et de la coopération omnipotente, durent s'associer à la révo-

lution armée et à la conquête violente de la puissance publique.

Mais en même temps, l'événement dissolvait pour la seconde fois les raisonnements fallacieux que l'école de 1840 s'était efforcée de propager. Le 18 Mars 1871, comme les journées de Juin 1848, attestait brutalement que le prolétariat ne pouvait rien attendre de la bourgeoisie, que la collaboration des dirigeants et des dirigés, tant de fois invoquée, de Saint-Simon et de Fourier à Louis Blanc et à Cabet, n'était qu'une illusion, et que la plèbe devait compter sur ses seules forces. La Commune constituait donc une application, la plus éclatante de toutes, de la méthode blanquiste, mais elle rendait hommage à la fois aux conclusions du manifeste de 1848, et le caractère international dont elle se dota soigneusement, compléta les autres traits qui la présentent comme un mouvement d'une saisissante originalité.

Au lendemain de 1871, il n'y a plus un socialisme français et un socialisme allemand. La fusion est désormais accomplie.

LE PARTI OUVRIER

I

Le Parti Ouvrier, envisagé dans son ensemble, représente chez nous l'élément marxiste, le réalisme socialiste, l'idée intégrale du manifeste de 1848. Jusqu'à la Commune, nous avons dû étudier des écrivains isolés, comme Pecqueur ou Cabet, ou des écoles comme celles de Fourier ou de Saint-Simon. Cette fois, c'est une organisation politique qui sollicite l'enquête. Et si l'exposé de la doctrine, qui n'est plus individuel, mais collectif, ou qui du moins a été formulé surtout au nom du groupement tout entier, ne laisse qu'une faible place aux recherches individuelles, le caractère des concepts en est sur-le-champ transformé. Le programme des Congrès se substitue aux œuvres qui portent un nom d'auteur. Les écrivains sont les membres des conseils directeurs qui associent à leur tâche littéraire une besogne d'organisation pratique. Ceux d'entre eux qui lancent un livre ou une brochure — une brochure plutôt — pour vulgariser les notions acquises ou pour réfuter les attaques des adversaires, s'en tiennent fidèlement aux votes de la fraction dont ils relèvent. Les publications de Lafargue, de Guesde, de Deville, apparaissent surtout comme des illus-

trations des théories de Marx ou du programme du parti, d'ailleurs élaboré par Marx lui-même.

L'on n'attend pas de nous l'historique du Parti Ouvrier, pas plus, au reste, que l'historique du blanquisme, de l'allemanisme ou des autres groupements socialistes qui ont surgi dans les trente dernières années. Si l'on s'attache aux événements eux-mêmes, il est indispensable de connaître les diverses formations qui ont travaillé le prolétariat et qui tantôt se sont associées, et tantôt se sont combattues. Si l'on considère exclusivement les idées, il faut se dégager de certaines préoccupations et omettre des dates qui, à divers égards, pour la polémique par exemple, peuvent sembler décisives.

Le Parti Ouvrier est né il y a plus d'un quart de siècle. Les proudhoniens, au lendemain de la tragique épreuve de la Commune, avaient essayé une fois de plus de conquérir le peuple ; ils furent victorieux jusqu'au Congrès de Marseille, en 1879, qui consacra le collectivisme, en proclamant la constitution d'un parti de classe et en revendiquant la socialisation des instruments de travail et des forces de production.

En 1880, le Congrès régional de la Fédération du Centre, qui se tint à Paris, élabora un document capital, qui ne commande pas seulement l'action du Parti Ouvrier, mais celle de toutes les organisations socialistes politiques, et qui jusqu'à nos jours est demeuré l'expression la plus parfaite de la doctrine. Il a pu être remanié ou complété sur quelques points ; mais dans l'ordre théorique comme dans l'ordre pratique, il demeure la charte même de la revendication prolétarienne. Et s'il a

été rédigé par l'auteur du *Capital*, en collaboration avec Guesde, Lafargue, d'autres encore, il s'est imposé dans ses considérants et dans son dispositif, même aux idéalistes qui se piquaient de continuer la tradition d'avant 48.

Le programme du parti ouvrier, intitulé programme minimum, est assez étendu, mais il mérite d'être reproduit intégralement, d'abord parce qu'en lui-même il offre un véritable exposé de thèses, et ensuite parce que, comparé au programme allemand de Gotha, un peu antérieur, il attestera la pénétration internationale des idées de Marx.

« Le Congrès régional du Centre,

« Considérant que la privation des libertés politiques est un obstacle à l'instruction sociale du peuple et à l'émancipation économique du prolétariat ;

« Considérant que le prolétariat est résolu à se servir de tous les moyens pour obtenir son affranchissement et qu'il doit profiter des libertés déjà acquises au prix du sang des trois dernières révolutions ;

« Considérant, en outre, que l'action politique est utile comme moyen d'agitation et que l'arène électorale est un terrain de lutte qui ne saurait être discuté,

« Ratifie les décisions prises antérieurement sur cette question par les Congrès socialistes internationaux ou nationaux,

« Et déclare :

I. — L'émancipation sociale des travailleurs est

inséparable de leur émancipation politique ;

II. — L'abstention politique serait funeste par ses conséquences ;

III. — L'intervention politique devra se manifester par des candidatures de classe sans alliance aucune avec les fractions des vieux partis politiques existants, à toutes les fonctions électives ;

IV. — Tout en se servant des moyens légaux, le prolétariat ne pourra arriver à son émancipation par la voie pacifique, et la révolution sociale par la force reste la seule solution définitive possible ;

V. — L'intervention politique sera subordonnée au mouvement socialiste et ne lui servira que de moyen ;

VI. — Tout en se mêlant aux luttes des différentes fractions de la bourgeoisie pour les combattre indistinctement, le prolétariat poursuivra son organisation distincte, qui n'est que la forme préparatoire de la société de l'avenir.

« Le Congrès régional du Centre,

« Considérant que si la révolution est le seul moyen d'émancipation de la classe ouvrière, cette révolution n'est possible qu'avec et par une classe ouvrière organisée ;

« Considérant que le premier acte de cette organisation est nécessairement la séparation de la classe ouvrière d'avec les partis politiques bourgeois, et que cette séparation doit se faire sur le terrain électoral, à l'aide du même bulletin de vote, qui a créé politiquement la confusion des classes ;

« Considérant enfin que les pires ennemis de la révolution sont ceux qui, en parlant à tort et à travers, refusent de prendre aucun des moyens qui la rendent possible :

« Déclare :

« Qu'il accepte le programme électoral publié par les journaux *le Citoyen*, *la Revue Socialiste*, *le Prolétaire*, *l'Egalité*, et *la Fédération*, avec les quelques modifications suivantes :

« Considérant que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

« Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

« Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles ces moyens de production peuvent leur appartenir : 1° la forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ; 2° la forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont institués par le développement même de la société capitaliste ;

« Considérant que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive ou prolétariat, organisée en parti politique direct ;

« Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie, qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation ;

« Les travailleurs socialistes français, en donnant

pour but à leurs efforts, dans l'ordre économique, le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec le programme minimum suivant :

« *A*. PROGRAMME POLITIQUE.

« 1° Abolition de toutes les lois sur la presse, les réunions et les associations et surtout de la loi contre l'*Association internationale des Travailleurs*. Suppression du livret et de tous les articles du Code établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron ;

« 2° Suppression du budget des Cultes et retour à la nation des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles, appartenant aux corporations religieuses, y compris les annexes industrielles et commerciales de ces corporations ;

« 3° Armement général du peuple ;

« 4° La commune maîtresse de son administration et de sa police et de toutes les fonctions publiques rétribuées.

« *B*. PROGRAMME ÉCONOMIQUE.

« 1° Repos d'un jour par semaine ou interdiction légale pour les employeurs de faire travailler plus de six jours sur sept. Réduction légale de la journée de travail à huit heures pour les adultes. Interdiction du travail des enfants, dans les ateliers privés, au-dessous de quatorze ans ; et de quatorze à dix-huit ans, réduction de la journée de travail à

six heures ; surveillance des apprentis par les corporations ouvrières ;

« 2° Minimum légal des salaires déterminé chaque année d'après le prix local des denrées ;

« 3° Egalité de salaire pour les travailleurs des deux sexes.

« 4° Instruction scientifique professionnelle et intégrale de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'Etat et par les Communes.

« 5° Mise à la charge de la société des vieillards et des invalides du travail.

« 6° Suppression de toute immixtion des employeurs dans l'administration des caisses ouvrières de prévoyance, etc., restituées à la gestion exclusive des ouvriers.

« 7° Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par un cautionnement versé par l'employeur et proportionné au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie.

« 8° Intervention des ouvriers dans les règlements spéciaux des divers ateliers ; suppression du droit usurpé par les patrons de frapper d'une pénalité quelconque leurs ouvriers, sous forme d'amendes ou de retenues dans les salaires.

« 9° Revision de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique, banque, chemins de fer, mines, etc., et exploitation de tous les ateliers confiée aux ouvriers qui y travaillent.

« 10° Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs en un impôt progressif sur les revenus dépassant

3.000 francs. Suppression de l'héritage en ligne collatérale et de tout héritage, en ligne directe, dépassant 20.000 francs.

« 11° Cessation absolue de l'aliénation des propriétés foncières par les communes ou l'Etat.

« 12° Affectation par les municipalités des fonds disponibles à la construction, dans tous les terrains appartenant aux communes, de bâtiments de nature diverse, tels que maisons d'habitation, bazars de dépôt, pour les louer sans bénéfice aux habitants. »

Il convient de distinguer dans ce document deux parts : les principes et les dispositions transitoires. Celles-ci qui ont un caractère politique, et qui doivent satisfaire à l'agitation électorale, ne sauraient être discutées ici. Nous remarquerons seulement qu'elles découlent toutes d'une conception très élargie de la puissance publique, et qu'elles supposent l'Etat pénétré ou envahi par le prolétariat, capable de préparer l'avènement de la société collectiviste.

Cette conception est celle que le Manifeste des communistes a lui-même exposée en préconisant la conquête du pouvoir ; elle est à l'inverse du proudhonisme. Mais il faut l'envisager en elle-même et non en ses conséquences immédiates.

Le programme du Parti Ouvrier se ramène aux grandes lignes suivantes : — le prolétariat, pour s'émanciper économiquement et socialement, doit avant tout se soustraire à la tutelle politique de la bourgeoisie. Il usera à cette fin du suffrage universel, mais aussi de la force dont l'emploi sera inévitable. Il luttera isolé, par ses propres armes, sans s'associer aux autres classes dont les intérêts

sont contraires aux siens. Il poursuivra la substitution de la propriété collective à la propriété individuelle, car seule la socialisation des moyens de production assurera sa liberté.

La part du marxisme et la part du blanquisme se dégagent nettement de ce simple et court exposé. Le matérialisme historique nous apprend que les énergies économiques en présence ont déjà profondément bouleversé la structure interne du régime et qu'elles acheminent le monde vers une forme nouvelle ou supérieure. Il se pourrait que le passage de la société d'aujourd'hui à la société de demain se fît progressivement, méthodiquement, sans lutte violente. Le programme de 1880 écarte cette hypothèse. Pour que la révolution sociale s'accomplisse, la force prolétarienne doit refouler la bourgeoisie, maîtresse de l'autorité constituée. Ou mieux, l'évolution s'achèvera par un coup de force qui la consacrera.

II

Le programme de Gotha mérite d'être rapproché de celui du Parti Ouvrier. Lui aussi a inauguré une phase nouvelle de l'histoire du socialisme d'outre-Rhin, celle de l'organisation politique, celle de la vulgarisation doctrinale. Antérieur de cinq années à l'exposé de principes du prolétariat français, il a exercé sur lui une action directe. Rédigé au lendemain de la fusion des marxistes et des lassalliens, il portait l'empreinte de deux philosophies sociales différentes, qui essayaient tant bien que mal de se juxtaposer :

« 1° Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation, et comme un travail profitable à tous n'est possible que par la société, c'est à la société, c'est-à-dire à tous ses membres, que doit appartenir le produit général du travail avec obligation pour tous de travailler, et avec un droit égal pour chacun de recueillir, de ce fruit du travail commun, la part nécessaire à la satisfaction de ses besoins raisonnables.

« Dans la société actuelle, les instruments de travail sont le monopole de la classe capitaliste : la dépendance forcée qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

« L'affranchissement du travail exige la transmission des instruments de travail à la société tout entière et la réglementation collective de l'ensemble du travail, avec l'emploi du travail conforme à l'utilité générale et selon une juste répartition.

« L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

« 2° Partant de ce principe, le parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce de constituer par tous les moyens légaux l'Etat libre et la société socialiste, de briser la loi d'airain du salaire par la suppression du système du salariat, de faire cesser l'exploitation sous toutes ses formes, d'écarter toute inégalité politique et sociale.

« Le parti socialiste ouvrier d'Allemagne, bien qu'agissant tout d'abord dans le cadre national, a

conscience du caractère international du mouvement ouvrier, et est résolu à remplir tous les devoirs qu'il impose aux ouvriers, pour que la fraternité entre tous les hommes devienne une vérité.

« Le parti socialiste ouvrier d'Allemagne, pour préparer les voies à la solution de la question sociale, revendique la fondation d'associations socialistes productives, avec le concours de l'Etat, sous le contrôle démocratique du peuple ouvrier. Les associations productives concernant l'industrie et l'agriculture devront prendre assez d'extension pour qu'il en résulte l'organisation socialiste du travail collectif. »

Comme conséquence de ces déclarations, le programme de Gotha réclamait le droit de vote et d'élection universel, la législation directe par le peuple, les milices, la suppression de toutes les lois qui limitent la libre expression des opinions, la juridiction populaire, l'éducation générale et égale par l'Etat, la religion reconnue affaire privée, l'impôt progressif sur le revenu unique et substitué aux taxes indirectes, la fixation de la journée normale de travail, le repos du dimanche, la protection légale des femmes et des enfants, des lois sur l'hygiène des ateliers, la réglementation du travail des prisons, la libre administration pour les ouvriers des caisses de secours.

En règle générale, le programme allemand de 1875 présente une analogie frappante avec la déclaration française de 1880. Il se fonde lui aussi sur la lutte des classes, et revendique lui aussi l'appropriation collective des moyens de production : s'il n'affirme pas que tous les éléments de

la société future sont en germe dans la société présente, il adopte la formule de répartition communiste et dénonce la loi d'airain. Il donne d'ailleurs une seconde satisfaction aux lassalliens, en recommandant la formation de coopératives subventionnées par l'Etat, et qui rappellent de très près celles de Louis Blanc. Mais il rend aussitôt l'avantage au Manifeste de 1848 et au marxisme en signalant le caractère international du mouvement ouvrier.

Cette charte de la Sozialdémocratie d'outre-Rhin a été très critiquée : nous ne pouvons ici la discuter sans sortir de notre sujet, d'autant qu'elle a été à diverses reprises remaniée, et particulièrement à Erfurt, en octobre 1891.

Le programme d'Erfurt, à beaucoup d'égards, est plus complet que celui de Gotha ; il l'emporte en précision sur celui du Parti ouvrier français. Si l'on s'en tient à ses traits essentiels, il expose la formation du prolétariat, la prolétarisation croissante de la petite bourgeoisie, la concentration des terres et des machines aux mains d'une minorité toujours rétrécie, le prélèvement capitaliste, le rôle original de la classe ouvrière, le caractère politique de la lutte qu'elle entreprend pour sa libération économique : il insiste sur la nature internationale de ce combat, déterminée elle-même par l'unification du marché universel. Pour les mesures transitoires, il conclut en substance comme la déclaration de Gotha, mais les associations coopératives empruntées au système lassallien sont cette fois éliminées.

Si nous avons reproduit et résumé les deux programmes essentiels que le socialisme allemand a

élaborés, nous n'avons eu d'autre but que de démontrer leur profonde analogie avec les documents socialistes français. Nous pourrions tout aussi bien invoquer les programmes belges, autrichiens, italiens, suisses, danois, polonais, etc., pour attester l'unité de vues qui règne entre tous les prolétariats organisés des Deux-Mondes et qui résulte de la fusion des apports nationaux. Le marxisme, marquant de son empreinte la classe ouvrière d'Europe, d'Amérique et d'Australasie a trouvé, dans toutes les langues, des expressions similaires.

III

Il nous reste à étudier les écrits des commentateurs ou des vulgarisateurs qui se sont réclamés directement de lui dans notre pays, et qui ont adapté ses concepts aux besoins de la propagande française.

Guesde, le fondateur du parti ouvrier, s'est appliqué dans de courtes brochures, soit à éclaircir les déductions collectivistes, soit à riposter aux objections des économistes orthodoxes. L'une des meilleures qu'il ait rédigées nous paraît celle qu'il a intitulée *le Collectivisme au Collège de France* (1883), réponse aux leçons et aux gros volumes de M. Paul Leroy-Beaulieu.

Dans le régime de la production capitaliste, à laquelle le capitaliste devient de plus en plus étranger, toutes les fonctions, depuis la plus cérébrale jusqu'aux plus musculaires, sont remplies

par des salariés. Le capitaliste n'intervient, qu'une fois le produit obtenu, pour se l'approprier et le consommer.

M. Leroy-Beaulieu n'a pu comprendre que la possession en commun des machines, faisant disparaître la classe qui vit du profit, assurera l'intégralité du produit à la totalité des travailleurs ; les fonctionnaires nouveaux du collectivisme, éligibles et révocables, dépouillés de tous moyens de coercition, ne seront et ne pourront être que des collaborateurs à des titres différents.

Les libéraux défendent l'appropriation capitaliste au nom de la justice, mais leur justice n'est que la prescription du vol, ou encore le hasard, ou encore le monopole. Par exemple, ils admettront qu'une découverte, le procédé Bessemer, à laquelle aboutit l'effort scientifique des générations, soit exploitée par un seul individu au détriment de tous les autres.

M. Leroy-Beaulieu prétend que le collectivisme irait contre l'utilité sociale, en tuant l'initiative individuelle. Erreur profonde ! Aujourd'hui l'intérêt du travail est de rendre le moins possible dans le plus de temps possible, pour éviter le chômage. Cette considération disparaîtra dans la société nouvelle, où chacun sera rétribué par son travail, où la production sera accrue par l'entrée en ligne des improductifs, par l'exclusion des gaspillages, par le progrès technique, par un meilleur aménagement des forces naturelles.

De même encore, Guesde réfute les arguments que les orthodoxes fondent sur la prétendue suppression de la liberté. En régime collectiviste,

l'ouvrier, au lieu d'être lui-même une chose, deviendra copropriétaire des instruments de travail ; il s'asservira la machine au lieu d'en dépendre, et l'homme retrouvera l'autonomie qu'il a actuellement perdue.

IV

Guesde a été surtout un propagandiste de la parole ; Lafargue s'est consacré à la discussion écrite de la doctrine, et il a mis, au service de la pensée socialiste, une plume alerte et une documentation économique très remarquable. Sa petite brochure, *le Droit à la Paresse* (1880), a fait le tour du monde, et elle méritait cette faveur par les très belles pages qu'elle a vouées au rôle de l'outillage mécanique, rédempteur de l'humanité ; mais l'œuvre la plus forte qu'il ait écrite est sa *Théorie Communiste de la Propriété*, dédiée à Engels.

Les économistes considèrent la forme de la propriété comme soustraite à l'évolution : or la forme capitaliste n'a pris son importance que depuis quelques siècles, à la suite de l'expansion de la politique mercantile. Elle est née « de l'exploitation du producteur libre, dépouillé quotidiennement d'une partie des valeurs qu'il crée ». Mais elle n'est qu'un anneau dans la chaîne des évolutions successives, et avant elle, le monde a connu la propriété commune de la tribu, et la propriété collective de la famille antique.

C'est surtout à dater de 1789 que la transforma-

tion dernière s'est accomplie, lorsque l'industrie et le commerce furent affranchis de toute entrave, et que le divorce fut définitivement consommé entre l'industrie et l'agriculture.

Celle-ci fut envahie par le capitalisme ; les machines s'assujettirent les terres ; elles servaient les révolutions culturales toujours nécessaires pour la satisfaction des besoins des citadins ; bientôt il fallut ouvrir la frontière aux denrées étrangères, tandis que les campagnes versaient leurs contingents dans les villes ; le commerce des céréales, des viandes, des beurres devint international, et la concurrence universelle déchaîna la crise agricole permanente.

L'activité manufacturière ne subit pas une transformation moins profonde. La division du travail s'opéra d'abord entre les cités, puis le pays tout entier se subdivisa en organismes économiques, cotonniers, miniers, métallurgiques qui dépendaient tous les uns des autres, et enfin les nations elles-mêmes, se partageant la tâche de la fabrication mondiale, contractèrent des liens de subordination réciproque. « La production capitaliste, qui a détruit l'unité locale et provinciale de la production artisane, est en train de détruire l'unité nationale, sa propre création, et de la remplacer par une plus vaste unité, l'unité internationale ».

En raison des changements intervenus, le rôle du marchand, de l'intermédiaire s'est accusé croissant, et la prépondérance du manieur d'argent, du banquier s'est affirmée écrasante. La finance a fondé sa domination sur la vente des biens nationaux, sur la liquidation territoriale de 1793, sur

le grossissement de la dette publique, sur les mille phénomènes qui caractérisent l'expansion du régime industrialiste. Elle absorbe tout, centralisant et distribuant les flots d'or ; elle commande la production, dicte ses volontés à la presse et aux gouvernements, bouleverse l'aspect extérieur du monde et la répartition des biens, par un agiotage continu. Elle est la fleur monstrueuse de la civilisation capitaliste. Elle a établi un collectivisme d'une sorte particulière et qui prépare de toute évidence le collectivisme socialiste.

Dans la société primitive, la propriété était issue du travail. Cette réalité n'est que la fiction de notre époque, parce que la propriété est dénuée de tout caractère personnel ; l'actionnaire, détaché de son domaine, n'est plus qu'un détenteur nominal et parasitaire, aussi inutile que le noble d'avant 89, et ainsi « l'arrêt de mort de sa classe est signé, et ce sont les phénomènes économiques qui se chargeront de l'exécuter ».

Le régime contemporain a élaboré les éléments du communisme complexe et scientifique de demain, avec la mise en commun des instruments, et du travail. Il en hâte l'échéance, en diminuant chaque jour l'effectif des maîtres, en agglomérant les prolétaires, en réalisant peu à peu cette organisation que rêva 1848. Il n'y aura plus alors qu'un métier, celui de mécanicien, car la machine, qui écrase l'ouvrier, lui rendra ses loisirs ; il n'y aura plus qu'un prolétariat, car les frontières, ébranlées par le cosmopolitisme capitaliste, tomberont à jamais. L'homme a domestiqué la nature pour retomber sous la servitude du monde qu'il avait créé. Les

forces déréglées du capitalisme le torturent et le broient; ce sont elles pourtant qui amènent son émancipation définitive. Le communisme nous enveloppe et n'attend que l'heure de la révolution, ou pour prendre une autre image : « Comme l'enfant dans le sein de sa mère, il grandit et se remue dans la société moderne ».

V

Deville (1), qui a fait connaître le *Capital* de Marx, a déduit des œuvres du penseur allemand un certain nombre de conférences plus tard réunies sous le titre de *Principes Socialistes*. Notre intention n'est point de les résumer intégralement, mais d'en détacher quelques citations caractéristiques.

« En France, comme partout à cette heure, le socialisme qui s'impose est le socialisme sorti de la critique économique de Marx... Ce qui fait la force de la doctrine scientifique de Marx, c'est que dans ses applications, comme dans ses affirmations, elle n'est que l'interprétation correcte de la vie sociale, envisagée dans ses fondements matériels et dans la diversité de ses manifestations, sans en négliger aucune. »

Sur le matérialisme économique, Deville s'ex-

(1) Nous ne considérons ici que l'adaptateur de Marx et nous nous défendons d'envisager ou de critiquer le rôle politique des individualités que nous citons. Deville ne relève plus du Parti Ouvrier auquel il adhéra jadis.

prime en ces termes : « Nous trouvons à la base de tout ce qui concerne l'homme l'influence des milieux naturels et économiques, et s'il est parfaitement exact que nous reconnaissons la prédominance du milieu économique, on est mal venu à nous accuser de ne pas reconnaître l'action de l'intelligence humaine, puisque nous proclamons qu'elle est la créatrice de ce milieu. Seulement, nous n'oublions pas qu'à n'importe quel degré de développement, l'intelligence ne fait qu'élaborer les éléments préalablement puisés dans le milieu ».

L'auteur des *Principes Socialistes* ne veut pas perdre son temps à régler les détails d'organisation du monde futur, car le « socialisme n'a pas la prétention de précéder les faits économiques ; il se borne à les suivre, à s'adapter à des conditions qu'il ne crée pas ».

Le socialisme pourra triompher pacifiquement, mais il sera peut-être aussi acculé à une action violente. Les rapports économiques, base du régime, ne pourront être modifiés sans qu'on touche à l'Etat, pouvoir de coercition : d'où la forme politique de la lutte des classes. Deville préconise la conquête des sièges électifs, mais répudie la grève générale. Il montre la distinction à établir entre la société qui n'est pas séparée des individus, et l'Etat qui est en dehors, et qui s'écroulera, une fois la socialisation consommée. Et il conclut en opposant la révolution des prolétaires, faite pour l'humanité, et destructive des classes, aux révolutions antérieures qui substituaient seulement une classe à une autre.

Par le programme du Parti Ouvrier, comme par

les écrits de ses propagandistes, nous pouvons mesurer la force de pénétration acquise chez nous par le marxisme dans une fraction du prolétariat. Nous allons constater que cette influence s'est exercée tout aussi efficacement sur les écrivains ou les partis qui prétendent se rattacher en ligne directe au vieux socialisme français.

LES INTÉGRALISTES

I

L'expression *Socialisme intégral*, qui a donné son titre à l'œuvre la plus connue de Benoît Malon, et qui résume le programme théorique d'un certain nombre de groupements ouvriers dans notre pays, n'a jamais été bien comprise outre-Rhin. Tout au moins jusqu'à une époque très proche, n'avait elle guère séduit la *Sozialdemocratie* d'Allemagne ; Bernstein a traduit des tendances nouvelles, qui se sont manifestées aussi en Belgique, en Hollande, en Italie, et il est indéniable que le courant idéaliste, issu surtout de la pensée française de la monarchie de Juillet, a traversé les frontières.

Il peut paraître une réaction contre le marxisme pur, une protestation contre l'interprétation exclusive des faits économiques, en dehors de tout concept moral. En réalité, l'antagonisme n'est pas absolu, et il y a plutôt juxtaposition ou conciliation, que lutte ouverte.

L'explication historique que le *Manifeste communiste* a fournie, les lois d'action prolétarienne qu'il a formulées, les prévisions scientifiquement déduites qu'il a offertes, ne sont point contestées en leur ensemble. Nul ne veut nier que les phéno-

mènes de la production ne déterminent les changements de la structure sociale, ou que l'antagonisme des classes ne soit le trait dominant de la situation présente. Et d'ailleurs comment prononcerait-on un veto absolu sans contredire aux conclusions mêmes du socialisme de 1840 ? Mais les écrivains qui ont repris chez nous la tradition de Pecqueur, de Louis Blanc, de Cabet, de Proudhon, ont estimé que la théorie marxiste, ramenée à ses éléments strictement économiques, était insuffisante : ils lui ont reproché de laisser dans l'ombre toute une série de données essentielles, d'éliminer le domaine moral.

Le *Capital*, les écrits d'Engels, les programmes de 1880 en France, de 1891 en Allemagne ne font acception ni du droit naturel, ni du sentiment de justice inné dans l'homme ; les idéalistes veulent rétablir l'action de la conscience, scruter non seulement les problèmes matériels, mais toutes les douleurs de l'existence. Ils ne répudient pas les thèses réalistes qui ont prévalu depuis plus d'un demi-siècle, mais comme, à leur sens, elles n'éclairent qu'un aspect du monde, ils se refusent à laisser l'autre dans l'obscurité. Le socialisme intégral accepte donc l'héritage des communistes, sous bénéfice d'inventaire, il est vrai, et il reprend en même temps la succession des penseurs que le *Manifeste de 1848* appréciait avec quelque sévérité. Telles sont du moins les tendances générales que nous allons retrouver dans Benoît Malon, qui fut le chef de l'école ; dans Fournière qui a été son plus fidèle disciple, et dans Jaurès, qui, avec beaucoup d'hésitation, relève surtout de lui.

II

Benoît Malon est peut-être moins remarquable par ses écrits que par la carrière même qu'il a fournie. Si elles ne sauraient rivaliser avec celles de la grande période de 1840, ses œuvres principales : la *Troisième défaite du prolétariat* (1871), l'*Histoire critique de l'Economie politique* (1876), le *Nouveau Parti* (1881), le *Socialisme intégral* (1891), la *Morale sociale* (1895), méritent l'attention, tout au moins par leur rôle vulgarisateur. Mais l'homme est supérieur à l'écrivain. Le berger forézien, devenu teinturier à Puteaux, s'est instruit, documenté, affiné par un travail écrasant. S'il a souvent accumulé les citations et les énumérations interminables, sans discerner l'utile du superflu, c'est qu'il n'a point eu le temps de digérer la masse énorme de faits, de connaissances, qu'il avait entassés. Il est un exemple admirable de ce que peut donner le prolétariat, en dehors de toute école et de toute méthode, lorsqu'il prend conscience de sa mission sociale et de sa servitude. Le rôle militant de Malon suffirait à lui seul à le vouer au respect des générations, si même il n'avait point essayé de les éduquer en remuant les souvenirs des âges. Avant et après la Commune, dans la phase un peu éteinte aujourd'hui du socialisme combattant, alors que les adversaires du capitalisme étaient traqués, il a poursuivi à la fois l'organisation politique et l'organisation corporative de la classe ouvrière, et son influence n'est point demeurée stérile.

Dans le *Socialisme intégral*, et plus encore dans la *Morale sociale*, il a exposé l'essence de sa doctrine. Pour lui, le socialisme doit être envisagé sous tous ses aspects, dans tous ses éléments de formation, avec toutes ses manifestations ; il est l'aboutissement de tout et par suite bénéficie de tous les progrès. « L'homme ne vit pas seulement de revendications politiques et économiques. Le socialisme, qui travaille à réaliser une forme de civilisation supérieure doit sonder toutes les douleurs du siècle, aborder de front tous les grands problèmes... Penser que les militants de la rénovation humaine n'ont à se préoccuper que des intérêts matériels de l'humanité travailleuse, et peuvent impunément négliger ses incompressibles aspirations morales, c'est se préparer pour l'avenir de cruels mécomptes. »

Le mouvement purement matérialiste réagit contre l'utopisme ; il s'explique par les événements de 1830, de 1848, de 1871 ; il prétend se justifier par le rôle du spiritualisme associé au Deux-Décembre. Mais si les thèses de la lutte des classes et de la conquête des pouvoirs publics méritent l'approbation, elles sont incomplètes parce qu'elles négligent certaines énergies de premier plan. « Le culte du droit et de la justice, l'amour ardent de l'humanité sont des forces agissantes et la révolution française leur a dû en partie sa victoire sur la réaction européenne ». Pratiquement le socialisme de classe n'est pas moins insuffisant, car il néglige « de faire appel aux sentiments altruistes de tous les hommes sans distinction de classes ». En s'en tenant à la conception de l'antagonisme pur et

simple, sans atténuation, on ne donne vie qu'à un socialisme plus critique que positif. Or, la critique pure, puissante pour la dissociation nécessaire des vieilles forces devenues malfaisantes, compromet l'avenir, en écartant en bloc et pêle-mêle des éléments précieux, qui pour être du passé n'en sont pas moins indispensables à l'œuvre de reconstruction.

La conception de Malon n'est pas très cohérente. Il proclame la lutte des classes, puis il prêche le recours aux dirigeants dotés de quelque générosité ou de quelque intelligence. Sans doute il n'y a point lieu de rapprocher cette notion confuse de l'idée très claire de la collaboration exprimée par le vieux socialisme utopique. Mais l'on veut connaître la raison de cette déviation de doctrine; elle ne peut être que dans les affirmations quasi métaphysiques du socialisme intégral. Il ne se contente pas en effet de prévoir un régime économique nouveau; il lui fait don d'une morale, dont il emprunte les éléments à Comte et à Schopenhauer, prêchant l'association pour la lutte, et la pratique d'un certain nombre de vertus qu'on retrouve dans le christianisme naissant: la justice et la solidarité; la sincérité et la bonté; la considération et la pitié.

Dans un ordre de recherches plus immédiat, Malon s'efforce d'élaborer une transition entre le régime actuel et la société communiste; il préconise l'appropriation collective des instruments de travail et discerne dans le monde contemporain les diverses évolutions qui concourront à la transformation totale : évolution de l'Etat, de la propriété,

du travail, et de la famille ; il reproche même aux écrivains de Juillet d'avoir trop méconnu les lois économiques, et il rend hommage au matérialisme qui nous permet de voir plus clair dans l'avenir, mais tout de suite il ajoute que le prolétariat n'est pas tout le socialisme, que l'intérêt des classes n'est pas l'unique mobile d'action et il réclame l'éviction du fâcheux esprit d'exclusivisme et de secte.

Sa conception des moyens intermédiaires du socialisme rappelle, avec quelques variantes, les programmes minima du parti ouvrier français et de la *Sozialdemocratie* allemande. Il n'aime guère la révolution violente, qui pourrait hâter la solution, mais aussi la compromettre. Il s'en tient à une série de mesures qui renforceront momentanément l'Etat, mais qui le mettront en même temps au service de la classe ouvrière : législation et réglementation internationale du travail, proclamation du droit à l'existence sanctionné par une assurance sociale qui coûterait trois milliards, création d'un ministère du travail, d'ateliers sociaux, de colonies et d'associations agricoles, institution d'une banque nationale, monopolisation des chemins de fer et des mines, organisation des monopoles communaux, diffusion universelle de l'enseignement à tous les degrés.

En réalité, Malon aboutit au collectivisme, qu'il appelle une transaction entre le communisme utopique et l'individualisme régnant, mais soucieux de ramener au socialisme tout le mouvement des idées, et de justifier ainsi sa conception trop optimiste de son temps, il salue Fouillée, Renan, Schœffle,

Laveleye, parmi les écrivains qui ont préparé l'avènement de l'état social nouveau. Il est indéniable que tout philosophe, qui contribue à libérer la pensée humaine, travaille au profit du prolétariat ; n'est-il pas excessif pourtant de ne point opérer une classification, une hiérarchie entre les publicistes qui ont embrassé volontairement la cause ouvrière, et ceux qui ont pu la servir, tout en lui restant indifférents ou même hostiles ? La confiance de Benoît Malon, qui s'est transmise à certains de ses disciples, n'est pas moins dangereuse que la foi d'un Saint-Simon ou d'un Considérant dans l'altruisme humain.

III

Fournière, avec plus de précision et une documentation plus méthodique, continue la pensée de son maître, dans l'*Idéalisme social* (1898). Il s'efforce de dégager de la structure sociale actuelle des indications sur les possibilités de l'avenir. Il se défend de vouloir échafauder une construction : ne suffirait-il pas en effet d'une invention pour modifier tout le cours de l'évolution? L'utopie de la première moitié du siècle a pu avoir sa valeur, mais cette étape est de longue date dépassée, et il s'agit ainsi de former son idéal d'après la stricte observation d'un ensemble de phénomènes ; idéal qui doit s'accentuer forcément dans le sens du mieux être, d'une sécurité plus stable, d'une solidarité plus concrète.

Comme Malon, Fournière attache une attention soutenue aux données économiques, aux faits de la

production et aux transformations de la propriété. Celle-ci a pris un caractère social de mieux en mieux accusé, en même temps qu'elle apparaissait plus nettement fondée sur la convention des hommes, et que le droit quiritaire ancien était plus profondément attaqué par les lois et les institutions.

La propriété est le signe tangible et la garantie de la liberté personnelle. Mais la propriété individuelle n'est pas la seule qui sauvegarde la liberté individuelle. Elle est née de la division sociale du travail, comme la propriété capitaliste est issue de la division manufacturière du travail. Les machines qui ont révolutionné le mode d'appropriation dans le passé, qui le révolutionnent chaque jour, qui égalent dès à présent 160 millions de bras humains, poursuivent leur tâche et nous acheminent vers une forme sociale, — non plus seulement par ses caractères, mais par sa destination.

Le capitalisme qui a tiré son énergie de la concurrence et aussi des forces abandonnées par l'Etat, crédit, chemins de fer, mines, est condamné par le mouvement même des choses, mais le déterminisme économique ne suffit pas à Fournière : au nom de la justice, il dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme ; au nom de la probité, il flétrit l'agiotage.

Le régime vers lequel nous marchons est le collectivisme qui se constituera par la conversion jointe à l'amortissement et à l'indemnité viagère. Si la classe dirigeante accepte le nouveau statut social sans trop résister, on lui paiera des annuités, sinon, on se bornera à l'expropriation pure.

Le collectivisme ne procurera pas l'égalité to-

tale, mais le maximum possible d'égalité, et en tout cas, rémunèrera équitablement l'effort. Il assurera à chacun la plus grande somme de liberté et, à vrai dire, il ne doit apparaître que comme un stade de transition entre l'Etat présent et le communisme. Le gouvernement, oppressif aujourd'hui, se dissoudra peu à peu et ses fonctions se répartiront entre les groupes sociaux.

Toutes les générations ont eu un idéal. Ce fut d'abord l'immortalité de la pensée, séparée du corps, puis la solidarité et la notion du devoir collectif. Le socialisme prépare la cité réelle où nos descendants s'abriteront. Tout travaille pour lui, tout conspire à l'avènement de la propriété commune : l'évolution des forces productives, l'application grandissante des sciences à l'industrie, la révélation même du mystère de la propriété privée, qui n'est qu'une cristallisation du travail impayé. Mais les éléments moraux ne sont pas moins prêts que les éléments matériels du collectivisme et du communisme. Le capitalisme, en créant l'ouvrier, a dissocié la famille. La femme a conquis sa personnalité, si bien que l'individu, sans distinction de sexe, a pu devenir la cellule sociale. Riche de connaissances, plein du sentiment de la justice, affranchi de la contrainte de l'Etat oppresseur, il se proclamera la loi vivante et asservira la machine. A la lumière de l'instruction, nous prenons conscience de l'avenir élargi : car il n'y a de fatalité sociale que pour notre ignorance.

IV

Il est assez malaisé de préciser les concepts sociaux de Jaurès. Nulle part il ne les a exposés méthodiquement ; pressé par les besoins de la polémique, il a traité tour à tour les diverses questions qui nous préoccupent, sans s'astreindre à aucun ordre régulier. Sa pensée a d'ailleurs évolué avec les circonstances, s'adaptant aux situations successives, sans trop se préoccuper de certaines contradictions. Son rôle politique — qui est considérable — a fâcheusement réagi sur le développement même de sa doctrine en lui imposant des limitations qu'aucun autre publiciste socialiste n'a connues. Il a été entraîné par l'action parlementaire quotidienne à subordonner ses déductions et ses considérations théoriques aux avantages de la tactique, au lieu d'asservir ses votes ou ses attitudes à des réflexions mûries. De là les affirmations antinomiques ou nébuleuses qu'il a parfois émises sur des points très importants. Et nul ne peut assurer que son évolution soit arrêtée ni qu'il doive se contenir en son abandon progressif de certains principes : ballotté entre le socialisme tout court, dont il ne voudrait point émousser la pointe révolutionnaire, et le socialisme réformiste, qui n'est que l'étatisme ou le système de Louis Blanc et de Vidal, il tâche de concilier abstraitement l'un avec l'autre ; mais, dans la pratique, il sacrifie sans cesse le premier au second, et l'on ne peut contester,

que, même par ses assertions contradictoires, même par son adhésion tacite à une sorte de collaboration des classes, il ne trahisse l'inspiration du malonisme.

Si l'on pressait fortement celui-ci, en sa notion de l'altruisme, on devrait en venir presque infailliblement à cette thèse de l'alliance que Proudhon le premier ébranla. L'optimiste répugne à certaines luttes; convaincu de la bonté des hommes, il veut les coaliser tous contre les institutions mauvaises, sans se demander si ces hommes ne sont pas dominés et classés par les institutions mêmes. Or, Jaurès professe un optimisme à peu près infini; il croit que la bourgeoisie peut aider le prolétariat à s'émanciper, non pas par l'action individuelle de quelques-uns de ses membres, désertion prévue par Marx, mais par une action généralisée et presque collective.

En tout cas, plus il analyse sa pensée et plus il y découvre une répulsion instinctive pour l'emploi de la force, pour la constitution de la fameuse dictature impersonnelle du prolétariat. Celui-ci n'a qu'à marcher sur le terrain légal pour éviter de coaliser la contre-révolution. Dans ses études socialistes (1902), Jaurès a formulé sa conception avec une certaine netteté. La condition économique, matérielle, des travailleurs ne va pas empirant: aucun cataclysme n'est à redouter. Par suite, la classe ouvrière arrivera au pouvoir, non par le contre-coup imprévu des agitations politiques, mais par l'organisation méthodique et légale de ses propres forces sous la loi de la démocratie et du suffrage universel. Et c'est précisément parce qu'elle

n'attend rien des appels à la violence qu'elle doit mieux ordonner son idéal. L'écrivain ne délaisse pas totalement Marx, puisqu'il admet l'autagonisme des classes et aussi l'intervention efficace des phénomènes de production, mais sa répudiation indirecte de l'énergie populaire, la condamnation qu'il prononce contre un passage remarquable du *Manifeste des Communistes* et contre le blanquisme, le reportent à la formule idéaliste.

Pour justifier sa thèse, il invoque l'histoire en montrant que toute subversion féconde est l'œuvre d'une majorité et que le mouvement de 1789 enrôla 24 millions d'hommes contre 200.000, ce qui est matériellement inexact; il grossit la force de résistance de la bourgeoisie et affirme sa vitalité. Puis, par une conséquence logique, il se prononce contre la grève générale, ou tout au moins, en énumère complaisamment tous les désavantages. Bien que Jaurès ait prétendu conserver intacte la vigueur révolutionnaire du prolétariat, il le ramène par tous ses écrits sur le terrain de la légalité exclusive. C'est une théorie qu'on peut discuter, mais qui nous écarte du marxisme.

Le trait dominant du tempérament de Jaurès, c'est sa tendance à discerner, dans tous les faits de l'époque, des éléments de la réalisation communiste, comme à découvrir dans toutes les œuvres littéraires ou scientifiques des données offertes à la propagande prolétarienne. Pour lui, comme pour Malon, les courants inverses s'effacent ou se fondent dans les courants favorables. Partout où s'exprime l'idée de justice, partout où palpite la vie, partout où se constitue l'association, le socialisme retrouve des

pierres de son édifice futur. Le Code civil lui-même, par les limitations qu'il a apportées au principe de la propriété, par son droit successoral, comme par les chapitres sur la tutelle et l'interdiction, — la loi sur l'expropriation ensuite, enfin la législation du travail, ont frayé la route à une formule nouvelle de la possession. Il peut y avoir une part de vérité dans ces affirmations qui ne sont pas originales, et qui au reste ne sont pas données pour telles. Mais n'est-il pas excessif de saluer partout les indices avant-coureurs de l'avenir, même dans les œuvres du despotisme bourgeois, et n'est-il pas dangereux par là de suggérer à la classe ouvrière une confiance à la fois abusive et déprimante ?

C'est ici le grand reproche qu'on peut adresser à l'idéalisme malonien, tout comme à l'utopisme de 1840, également endormis dans leur rêve glorieux, mais décevant, de fraternité humaine. Pourtant il serait injuste de les assimiler totalement l'un à l'autre. Le second n'a eu que des aperçus partiels de la structure matérielle de la société capitaliste, ou, s'il les a discernés l'un après l'autre, il n'a pas su établir leur loi de coordination ; le premier, au contraire, dominé par la pensée de Marx, d'Engels, du communisme scientifique, dont il a senti toute la puissance dialectique et toute la valeur pratique, n'a pas osé se soustraire à son influence.

Il faut même dire, à son honneur, qu'il ne l'a pas voulu et qu'il a seulement tâché de l'adapter à son besoin d'abstraction sentimentale. Ce sont encore les idées empruntées au manifeste de 1848 qui for-

ment la meilleure part des études de Fournière et de Jaurès comme des livres de Malon ; et ces trois publicistes, entraînés d'instinct vers des voies différentes, lui ont rendu, par leurs écrits, le plus significatif et le plus solennel des hommages.

LA CITÉ FUTURE

I

Le socialisme contemporain ne se contente pas de dénoncer les tares de l'industrialisme et de signaler ses germes de mort. Il s'efforce de discerner les linéaments de la cité nouvelle, en précisant son aménagement et en envisageant son organisation économique, politique et scolaire.

Ces constructions positives — nous laissons à dessein la pure littérature des Bellamy et des William Morris — ont eu le don de susciter chez les tenants de la vieille économie de bruyantes et dédaigneuses gaietés. Lorsque les socialistes ne formulent pas un plan très net de l'avenir, on leur oppose les cahiers de 1789, et on leur reproche de se jeter dans la pire des aventures, en ignorant leur propres aspirations. Lorsqu'ils énoncent un programme, on les qualifie d'esprits chimériques, toujours portés à faire, de rêves poétiques, des réalités immédiates.

Mieux vaut donc pour les collectivistes et les communistes ne point trop se soucier de l'opinion de leurs adversaires. Car il est bien évident qu'ils

heurteront, en tout état de cause, les pseudo-libéraux, et il est certain aussi qu'ils s'entendront à la fois accuser de trop grossir la part d'autorité et d'exagérer la somme de liberté.

Il y a toujours intérêt à sortir de la confusion pour arriver à l'unité. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la classe ouvrière réclame, à côté de l'exposé des critiques destructives, des données sur le régime nouveau que l'évolution lui prépare. Le peuple consent à se dire qu'il mourra avant d'avoir touché le seuil de la terre promise, mais il se plaît à gravir la montagne, pour apercevoir de loin cette contrée neuve où accèderont les générations futures. Les publicistes socialistes qui ont dressé la constitution d'une société différente de la nôtre ont donc satisfait à un besoin de l'âme prolétarienne. Ils ont fourni en même temps des éléments féconds à la propagande des idées, qui est d'autant plus active et d'autant plus solide qu'elle s'appuie moins exclusivement sur des abstractions.

Entre les constructions que nous allons énumérer et celles que le passé nous a offertes, la distinction s'impose de prime abord. Celles-ci sont utopiques, non point seulement par leur forme, mais surtout par les prévisions qu'elles comportent. Elles ont surgi à une heure où le travail interne de la structure économique, où le rôle révolutionnaire des forces de production étaient mal connus, et où par suite la charte de l'humanité nouvelle s'étayait seulement sur des notions épurées de la fraternité, de la bonté et de la justice. Tel est, en particulier, le cas de l'*Icarie* de Cabet qui conserve son rang à côté des meilleures fictions communistes de notre

époque, et qui apparaît même supérieure à la plupart d'entre elles.

Au contraire, les plans édifiés depuis quelques années, les devis de la nation socialiste qui se sont succédé en ces derniers temps, sont conçus d'après une méthode vraiment scientifique. Ils s'adaptent à l'évolution même des phénomènes organiques qu'ils tâchent de consacrer, dont ils dégagent les résultats avec une précaution minutieuse. Ils traduisent sous une forme concrète, tangible, les conclusions auxquelles aboutit la science sociale, et ils peuvent se défendre et se justifier, même en éliminant tout excès de sentimentalité et toute foi mystique dans l'altruisme renouvelé. En somme, la construction raisonnée du xxe siècle s'oppose à l'utopie de 1840, avec autant de force que le socialisme de Marx à celui de Saint-Simon.

Toutefois, les architectes de la cité de demain ne se sont pas toujours gardés suffisamment de toute erreur. Si Georges Renard s'est contenté d'énumérer des principes, qu'il est permis de déduire de la critique même du système capitaliste, d'autres ont recherché les conséquences de ces principes ; ils sont descendus aux détails ; ils nous ont initiés à tous les rouages, même les plus infimes, du mécanisme collectiviste ; ils se sont heurtés à l'écueil qu'ils avaient cru devoir eux-mêmes signaler. Or, chaque fois qu'on prétendra à une précision absolue et qu'on désertera les grandes voies pour s'engager dans les sentiers dérivés, on fera besogne stérile et même dangereuse. Les lignes de second et de troisième plan n'apparaîtront dans le régime en préparation, qu'une fois la propriété transformée et

socialisée. Les cahiers de 1789 revendiquaient la limitation de la prérogative royale et le contrôle des assemblées, mais ils laissaient les Chambres maîtresses de leur règlement.

II

Parmi les constructions positives qui marquent comme la phase la plus récente de l'histoire de la pensée socialiste, il en est trois spécialement dignes d'attention à notre sens : le *Régime Socialiste* de Georges Renard, l'*Application du Système collectiviste* de Deslinières, la *Cité future* de Tarbouriech. Elles méritent d'être étudiées dans l'ordre que nous avons adopté, d'abord parce qu'il est chronologique, ensuite parce qu'il se conforme à la raison, et qu'il va en quelque sorte du simple au composé.

Georges Renard (1) a évité de fournir matière à une critique maligne en poussant trop loin l'aménagement de son Etat collectiviste, mais s'il ne se préoccupe pas autant que Fourier, Considérant ou Cabet, de l'éclairage et du chauffage, il nous offre une vision très suffisante. Intégraliste, lui aussi, comme Malon, il entend concilier le développement de la société et celui de l'individu, rechercher à la fois le plus haut point de justice et la plus forte somme d'utilité, en considérant les données matérielles et les données morales du problème. « J'ai tâché, dit-il,

(1) Le *Régime socialiste*, 4e édition, (Alcan, 1903).

d'établir sur un terrain solide les fondations philosophiques et juridiques de la société qui se construit lentement ».

L'individualisme absolu et le communisme absolu sont également impossibles. C'est entre ces deux pôles que la formule nouvelle doit osciller. Elle portera au maximum la propriété commune, réduira au minimum la propriété individuelle, restreindra le plus possible l'autorité, en élargissant presque indéfiniment la liberté. « Si nous appelons socialisme le régime où prédomine ainsi la propriété collective ou sociale, c'est à un socialisme libertaire qu'aboutissent nos premières déductions ».

On peut distinguer trois catégories de richesses : la terre qui n'est à personne, parce qu'elle n'est l'œuvre de personne ; la force de travail qui appartient à chaque homme ; l'ensemble des produits qui doivent être assignés à ceux qui les ont créés. De là deux conclusions : comme la forme de la production est surtout collective, il est naturel que la forme de la propriété soit également collective. Comme nul n'a droit qu'aux produits de son travail, l'héritage tombe à peu près complètement. Dans l'Etat actuel, c'est l'individu qui est riche, c'est la société qui est pauvre. Dans la cité nouvelle, la situation se renverse, et la communauté, concentrant tout ou à peu près, distribue au lieu de demander. La solidarité s'agrandit, se précise, envahit le monde, et pourtant la concurrence subsiste, aiguillonnée par le désir de jouissances supérieures, stimulée aussi par la fierté de mieux faire. L'individu sera d'autant plus rémunéré qu'il rendra plus, et la société sera d'autant plus opulente,

que la somme des produits s'accroîtra davantage, car la surproduction ne sera plus guère à redouter. L'intérêt particulier se conciliera donc avec l'intérêt général. Sans doute le travail sera obligatoire, sauf pour les invalides ; mais, aujourd'hui, une infime minorité de parasites peut seule vivre dans l'oisiveté ; et, quant à la liberté, elle restera entière et apparaîtra même autrement réelle qu'en notre temps, parce qu'elle sera étayée sur une propriété. Le riche perdra, il est vrai, le droit d'opprimer le pauvre, mais cette prérogative ne saurait être invoquée comme un attribut de la dignité humaine.

Les produits sont répartis selon le travail de chacun : formule collectiviste et non communiste. On réservera d'abord une certaine quantité des ressources sociales pour l'épargne, le renouvellement de l'outillage, et l'assistance aux citoyens incapables de se sustenter. Le reste sera distribué suivant le labeur individuel, et en vertu d'une théorie de la valeur que Georges Renard expose succinctement. Des bons sociaux, nominatifs et incessibles, se substitueront à la monnaie actuelle, et ils permettront au travailleur de se procurer des denrées, des vêtements, des meubles dans les entrepôts communaux qui remplaceront nos boutiques d'aujourd'hui.

L'Etat sera complètement transformé. Le pouvoir central conservera la direction de la défense nationale, des relations extérieures, de la justice, de l'hygiène, de l'éducation ; mais l'armée sera convertie en milice, et l'arbitrage deviendra la solution normale et obligatoire des conflits internationaux. Et, par ailleurs, l'autorité administrative sera largement décentralisée, par l'institution d'un fédé-

ralisme qui assignera une part considérable des services publics aux régions et aux communes.

L'organisation politique se dissoudra, ou pour mieux dire, elle apparaîtra inoffensive, la représentation nationale se fondant sur le groupement professionnel, sur l'égalité du suffrage des deux sexes, et se limitant encore par l'établissement de la législation directe du peuple. Le Parlement ne votera plus guère que sur les choses, et son pouvoir sur les hommes s'annulera.

C'est surtout à la gestion économique que les organes de la nation devront pourvoir, en dressant des statistiques minutieuses, afin de mettre, à chaque instant, la production en rapport avec les besoins. La mission du pouvoir consistera notamment à développer le rendement, tâche aisée en somme, puisque les frais diminueront en industrie et en agriculture avec la socialisation de la propriété, que les parasites disparaîtront, que les multiples causes de déperdition et de gaspillage, aujourd'hui admises, seront nécessairement éliminées. La machine émancipera l'ouvrier qu'elle subordonne depuis plus d'un siècle ; quant aux crises, elles seront évitées si les services publics font leur devoir. Il restera encore à l'Etat socialiste — qu'on nous passe le terme maintenant suffisamment expliqué — à encourager les lettres et les arts, soit en achetant les œuvres remarquables, soit en entretenant des pupilles qui offriront des aptitudes particulières. En résumé, Georges Renard a embrassé l'ensemble de la vie politique, industrielle et intellectuelle de l'humanité transformée.

III

Deslinières (1), par le titre même de son ouvrage, l'*Application du système collectiviste*, a défini l'objectif qu'il se propose. Lui aussi se défend de l'absolu, et prétend dégager de l'évolution organique les grands traits du régime qui s'y élabore presque automatiquement. La société deviendra maîtresse des instruments et attribuera à tout homme, outre un minimum fixe, le produit de son travail. Les vieillards, les infirmes, les femmes, dispensés de tout labeur, recevront donc toujours une somme de subsistances correspondant aux besoins moyens. L'héritage est maintenu, et le testament est facultatif ; mais les dispositions pour cause de mort ne portent plus que sur les moyens de consommation, et le droit successoral n'apparaît plus comme l'arme d'oppression d'une ploutocratie.

Ce qui frappe, non sans raison, Deslinières, c'est la proportion énorme des parasites qui exploitent l'humanité civilisée, et dont il tâche, après Fourier, de dresser la statistique. A l'heure présente, en France, 15 millions d'individus sont chargés d'alimenter 38 millions de bouches, et, sur ces 15 millions, 6 millions, soit 40 %, représentent le gaspillage social. Le morcellement est une autre source de pertes considérables, surtout en agriculture.

Un agronome, Grandeau, a estimé que la France, cultivée intensivement à la façon de certaines régions du Nord, nourrirait facilement 83 millions d'habi-

(1) Paris, 1899. Librairie de la *Revue Socialiste*.

tants. Notre auteur va plus loin encore, et il estime qu'avec une économie différente, on triplerait très vite le rendement en blé, en vin et en viande. Le machinisme offre à l'activité humaine des ressources illimitées, si nous pensons que l'outillage le plus récent permet en Amérique de substituer sept travailleurs ruraux à mille travailleurs d'hier, et que la fileuse a multiplié 320 fois le labeur d'un ouvrier, du temps d'Arkwright, — ou encore que les hauts fourneaux ont plus que vingtuplé la fabrication du fer.

Pour aboutir au collectivisme intégral, car Deslinières n'admet pas, à la différence d'autres écrivains, qu'on doive faire coexister deux méthodes opposées ou distinctes, on pourrait, par un décret populaire, exproprier tous les possédants. Mais il vaudra mieux, par générosité et pour éviter toute doléance, leur servir des rentes reversibles sur la tête d'une seule génération.

La statistique, une fois la socialisation accomplie, prendra un rôle capital, hors de proportion avec celui qu'elle exerce aujourd'hui.

Les hommes seront attachés à une profession, librement choisie, de 15 ans à 55, sans cependant qu'ils soient tenus d'y demeurer jusqu'à l'âge limite, s'ils ont amassé des moyens d'existence suffisants. L'abondance règnera du reste généralement, puisqu'outre le minimum, chacun recevra une rémunération relativement forte.

L'Etat, maître des capitaux, assume la gestion de l'activité économique du pays. Au lieu de traiter avec des corporations qui pourraient se constituer une sorte de monopole, et en tout cas se créer des

intérêts opposés à ceux de l'ensemble de la nation, il conduit directement tous les services. Emanation des groupements ouvriers, il désigne les chefs et ordonne toute la production, en diversifiant les modes selon les localités et les besoins : grande agriculture pour les plaines, petite agriculture pour les régions accidentées, grande ou moyenne ou petite industrie, petit commerce d'alimentation, à côté du magasin ou entrepôt communal. Détenteur des moyens de transport, il les coordonnera entre eux, pour le plus grand bien de la masse des producteurs qui souffrent de la concurrence des chemins de fer et des voies navigables. Par ailleurs, les parcours seront gratuits et défrayés par le revenu social. De même encore, le pouvoir central ou communal, ou régional selon les cas, captera et répartira les forces naturelles, distribuera les secours de solidarité, garantira l'hygiène, assignera les locaux d'habitation.

La tâche économique de l'Etat sera énorme, mais par contre, son rôle politique deviendra à peu près nul. On se demande toutefois, pourquoi Deslinières maintient à la fois un Sénat, une Chambre des Députés, des ministres responsables et un président de la République. A quoi bon tant de rouages, si la puissance administrative est réduite à néant?

Peut-être relèverait-on encore dans l'application du *Systéme Collectiviste* quelques points insuffisamment mûris. La partie consacrée à l'exposé des principes économiques de la société socialiste est de beaucoup la plus intéressante : elle est à tout le moins fort supérieure au développement du régime de transition — conquête du pouvoir, ex-

propriation des capitalistes, promulgation des premières lois — qui, lui, ne s'autorise et ne peut s'autoriser d'aucune base scientifique.

IV

Le livre de Tarbouriech : *La Cité future* (1), est à coup sûr le plus abondant, en détails, des ouvrages de notre époque voués à l'aménagement de l'avenir. Nous trouverions même que la précision y est excessive et que l'auteur, en certains chapitres, est tombé dans une surabondance trop complaisante de déterminations. S'il a approfondi, avec raison, certaines matières capitales, et jusqu'ici demeurées dans la pénombre, il n'a pas toujours opéré le départ entre ce qui est essentiel et ce qui est secondaire.

On lui reprocherait aussi, poussant de conséquence en conséquence, d'avoir obscurci sa vision primitive, et fondu, en un système peu harmonieux, le communisme étatiste et le fouriérisme anarchiste. Mais ces griefs n'empêchent pas de considérer la *Cité future* comme l'étude la plus complète qui ait été consacrée à la constitution de la nation socialiste.

La plupart des écrivains que nous avons déjà analysés ont attribué à la production le rôle décisif, primordial. Pour Tarbouriech, le premier plan doit être restitué à la consommation. Le droit au produit intégral est une pure chimère, puisqu'il est nécessaire de prélever, sur le rendement, les sommes affectées aux réserves et aux services com-

(1) Stock, 1902.

muns : c'est donc à une autre formule qu'il faudra s'adresser, et Tarbouriech estime que chacun doit recevoir selon ses besoins légitimes. En d'autres termes, tout citoyen deviendra fonctionnaire et en même temps rentier, étant inscrit au *Grand Livre* toute sa vie, pour un crédit annuel de subsistances de toute nature.

Par contre, tout citoyen travaillera selon ses forces, nul ne pouvant refuser un emploi auquel il est propre, ni réclamer un emploi auquel il est impropre. Il entrera dans des groupes de producteurs, dont la prospérité dépendra de l'activité des participants, et que la concurrence stimulera au rendement. Voilà le ressouvenir du fouriérisme.

La production comportera des régimes divers selon le but proposé. Pour la grande industrie, — exploitation des mines, des chemins de fer, etc., elle sera administrée par un certain nombre de régies : génie, énergie, transports, mines et métallurgie, eaux et forêts, domaine, commerce extérieur, etc. La moyenne industrie sera concédée à des sociétés, à des coopératives contrôlées par l'Etat, et dont la tâche sera déterminée par lui; enfin, la petite industrie sera distribuée entre les individus ou les corporations par des chartes de la régie du détail.

Le pouvoir central dominera toutes les associations de travail, auxquelles il assignera à la fois des fonctions, des instruments, des terrains et des matières premières. Il se composera lui-même de deux assemblées, chargées l'une de la production, l'autre de la consommation, et qui éliront à temps un directoire exécutif.

Les villes se transformeront : des squares, des parcs remplaceront les quartiers malsains d'aujourd'hui, et la vie urbaine et la vie champêtre seront agréablement alliées dans l'enceinte même des capitales. L'Etat, qui se préoccupera de la salubrité, veillera aussi sur l'existence de chaque citoyen, en dressant son casier médical, en subordonnant le mariage à l'autorisation de la science, en édictant même la destruction des enfants qu'on jugerait voués aux crimes et aux maladies incurables.

Le devoir d'éducation se superposera au devoir d'hygiène. L'Etat répandra également l'instruction dans toute la masse des jeunes générations, puis assurera le recrutement des professions en tenant compte des aptitudes et des vocations. Son rôle est donc complexe et colossal, mais il ne diffère pas essentiellement de la mission qui est dévolue aujourd'hui à la puissance publique dans les pays européens, abstraction faite des prérogatives purement politiques. Dans l'ensemble, au surplus, Tarbouriech se pique de montrer que la société collectiviste ou communiste n'est pas plus compliquée, en dépit des assertions contraires, que la société capitaliste. Elle présente seulement plus d'ordre et plus d'homogénéité. Il n'est pas douteux que le chaos, que l'anarchie du temps présent ne soient d'une étude plus malaisée et plus rebutante que l'organisation méthodique de la *Cité future*.

CRITIQUES ET CONCLUSIONS

I

L'analyse des idées formulées, développées chez nous, depuis la Révolution de 1789, explique le rôle énorme joué par notre pays dans l'organisation du prolétariat socialiste.

Cette influence à coup sûr ne correspond pas, elle n'a jamais répondu à l'effectif de l'armée ouvrière consciente. Elle a toujours dépassé, et de beaucoup, l'action que nous eût assignée la puissance numérique de la classe des travailleurs agglomérés. Le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique offrent des contingents de salariés concentrés autrement considérables, et pour prendre un seul exemple, ils comptent respectivement cinq et quatre fois plus de mineurs. Pourtant, dans l'histoire de la pensée socialiste, ils occupent une place infiniment moins éminente, et nul ne revendiquerait pour eux le mérite d'une œuvre d'initiation.

Ce prestige, que l'Allemagne a quelque peu effacé depuis quarante ans, d'abord par les écrits de Marx, de Lassalle et d'autres, ensuite par la force de ses groupements politiques, la France ne l'a pas tenu seulement de la valeur dialectique de ses publicistes. Il a été singulièrement rehaussé, conso-

lidé, par les mouvements spontanés de foules qui y ont surgi à différentes époques. C'est chez elle que s'est produite la première émeute prolétarienne nettement caractérisée : la grève des tisseurs lyonnais de 1831 ; c'est chez elle que les travailleurs ont déchaîné la première guerre civile, au nom de revendications purement économiques : Juin 1848 ; c'est chez elle enfin que la démocratie ouvrière, en mars 1871, a brisé pour la première fois la puissance politique de la bourgeoisie et conquis le gouvernement de l'Etat. Encore aujourd'hui, toutes les nations, dans les Deux-Mondes, célèbrent comme des dates mémorables, pour l'humanité entière, les étapes dominantes de l'histoire du socialisme français. Mais quelque grands que soient ces souvenirs, ils ne sauraient passer pour nos seuls titres devant la masse qui partout élabore, avec des chances diverses, son émancipation future. Les idées ne sont pas moins puissantes que les faits, ou plutôt les faits ne sont rien sans les idées. Et si, malgré les divisions et les crises qui ont ralenti souvent la croissance du prolétariat organisé, dans ses frontières, malgré la lenteur relative de son évolution industrielle et agricole, notre pays est encore considéré comme un foyer palpitant de vie, les peuples tiennent à rendre hommage à la fois au long développement de sa pensée communiste, vieille de plus d'un siècle, à l'abnégation qu'il a tant de fois montrée, aux caractères admirables qu'il a engendrés, de Babeuf à Blanqui, et l'on nous permettra ici de citer un nom contemporain, de Blanqui à Vaillant. Les libéraux exaltent avec orgueil, et à juste titre, les services rendus à la

liberté de l'univers par la Révolution de 1789 : les socialistes français ont le droit de dire qu'ils ont bien mérité du socialisme international. Peut-être cette légitime constatation les consolera-t-elle de l'éclipse de pensée originale qu'ils ont notée dans les cinquante dernières années !

II

Le socialisme ne saurait être traité comme un pur sursaut de démagogie, comme un mouvement instinctif d'appétits déchaînés, comme la seule révolte d'une misère excessive et intolérable. Il n'a rien de commun avec les soulèvements d'esclaves et les jacqueries du passé. Pour la première fois, peut-être, dans le déroulement des temps, l'humanité tente une transformation mondiale au nom d'une doctrine déterminée et scientifiquement déduite.

Les revendications présentes, quoi qu'on dise et quoi qu'on ait écrit, sont bien plus précises et coordonnées que celles formulées dans les cahiers du Tiers, avant 1789. Les hommes qui transcrivirent les aspirations de la bourgeoisie, il y a cent quatorze ans, s'étaient gardés de systématiser leurs vues et de réclamer un bouleversement total de l'Etat. Ou du moins, si les philosophes de l'*Encyclopédie* avaient forgé une conception politique générale, elle n'avait pu pénétrer tout entière dans la masse et celle-ci n'en percevait que les conséquences les plus immédiates. A l'inverse, le communisme contemporain s'est imposé à la fois, en ses principes et dans ses conclusions, à la classe

ouvrière, et pourtant il est autrement complexe, et présente une dialectique autrement laborieuse que la thèse libérale au temps de la première Constituante. Le cheminement qu'il a accompli, malgré les obstacles opposés par le défaut d'une cérébralité appropriée, mesure la puissance de sa logique en même temps que l'élan intellectuel du prolétariat contemporain. L'interprétation des phénomènes économiques, jadis réservée à une infime minorité, est accueillie avec une curiosité et une avidité stupéfiantes par la foule des travailleurs, qui salue en elle l'arme de sa libération.

Combien vaine et dérisoire apparaît, en présence des réalités, la tactique d'une partie des écrivains conservateurs et libéraux qui prêchent et démontrent la banqueroute du communisme. En 1854, le *Dictionnaire d'économie politique* consacrait par une phrase solennelle la mort du socialisme. Il ne s'est pas écoulé d'année, depuis lors, sans que les publicistes de la classe dirigeante célébrassent son service funèbre. Au lendemain de la Commune, il parut exterminé à jamais, comme si dans l'histoire des luttes sociales une défaite, fondée sur la force exclusive, pouvait être définitive. Lorsque les premières scissions intervinrent entre le parti ouvrier et le possibilisme, puis dans le possibilisme même, les obsèques accoutumées furent conduites par les orthodoxes avec le cérémonial traditionnel. Et aujourd'hui encore, et peut-être plus que jamais, les divisions du parti prolétarien français et international servent de thème renouvelé aux dissertations rebattues de ses adversaires. Ils ne voient pas que, par leur acharnement à la tuer, ils attes-

tent la vigueur même de la révolution sociale.

Une autre fraction des publicistes conservateurs, en contradiction avec la précédente, dénonce la force grandissante du socialisme, les menaces qu'il développe pour le régime, pour l'ordre existant, et signale, comme l'unique remède à une situation affolante, le massacre ou la déportation collective. Cette école, qui s'exprime tantôt dans un langage châtié et tantôt en termes brutaux, et qui s'exerce surtout dans les pays latins, la France et l'Italie, a produit dans les dernières années des études à sensation. Elle présente le socialiste comme un dégénéré, comme un type inférieur de la race, et dont il importe de purger le monde au prix des plus grands sacrifices. Elle ne s'aperçoit pas qu'elle entre en lutte, non seulement avec l'évolution économique, ce qui l'inquiète peu, mais avec le mouvement intellectuel et artistique lui-même, dont elle fait si grand cas. Elle méconnaît les hautes inspirations que le communisme, ou plus simplement les revendications de la plèbe ouvrière, ont suggérées au théâtre et au roman contemporains. Il lui resterait, il est vrai, à dire que les artistes de notre époque, qu'ils tiennent la plume comme Zola ou Anatole France, qu'ils manient le pinceau, comme Courbet, ou qu'ils sculptent d'admirables groupes, comme Dalou, réunissent tous les caractèrent du criminel né ; mais ils n'ont pas encore osé pousser jusque-là.

Il y a lieu tout au moins d'émettre des doutes sur la valeur de la méthode de réaction qu'ils préconisent. M. Le Bon ne discerne de salut pour la civilisation que dans l'extermination en masse de

tous les ennemis du mode de propriété actuel. Le procédé n'est pas nouveau. L'histoire nous en offrirait d'innombrables applications, depuis les grandes tueries d'esclaves sous la République romaine et les persécutions, jusqu'à la croisade des Albigeois, à la Saint-Barthélemy, à la répression de Juin et de la Commune. Et pourtant l'esclave a été affranchi, l'orthodoxie chrétienne s'est développée malgré les Césars, et les hérésies chrétiennes malgré l'orthodoxie, et le prolétariat s'est dressé toujours plus fort numériquement, toujours mieux armé moralement en dépit des hécatombes qu'on avait crues souveraines. Si les préceptes de M. Le Bon étaient capables aujourd'hui de prévaloir dans la pratique, ils démontreraient tout simplement leur parfaite impuissance. En admettant que les travailleurs permissent aux gouvernements de les traiter en réprouvés et en criminels, la coercition implacable exercée contre eux n'aboutirait qu'à hâter leur triomphe. L'extermination ne serait vraiment utile que si elle portait sur quelques millions, sur quelques dizaines de millions d'individus, sur la classe ouvrière tout entière. La bourgeoisie capitaliste serait alors libérée de toute crainte, mais sa sécurité intellectuelle lui coûterait bien cher : elle périrait du même coup.

Ceux qui disposent de la vigueur brutale, comme l'empereur d'Allemagne, peuvent rêver de fêtes du sang, mais ils hésitent devant l'action. Ils n'ignorent pas quel effroyable cataclysme l'ordre d'exécution déchaînerait sur la société contemporaine, ni quels terribles lendemains, en cas de succès transitoire, ils prépareraient pour leurs enfants.

La lutte des classes, et la doctrine qui s'en déduit, s'élèvent au-dessus des conceptions gouvernementales, au-dessus des événements quotidiens. Le socialisme renaîtrait, comme le phénix antique, de ses cendres mêmes. Le monde moderne le porte en ses flancs. Et rien n'est plus puéril que la prétention de l'extirper par la violence, sinon l'aveuglement des hommes qui s'imaginent lui faire sa part et transiger avec lui. De même que l'absolutisme a succombé à peu près partout, malgré les refoulements successifs du libéralisme, de même que les nationalités se sont constituées, en dépit d'innombrables révoltes avortées, le communisme triomphera nécessairement, parce que les éléments matériels et moraux s'en accumulent de jour en jour, faisant craquer l'armature de l'ordre ancien.

III

Le socialisme scientifique a consommé une réaction contre le socialisme utopique. Il a substitué l'interprétation exacte et scrupuleuse des faits d'économie à des concepts de métaphysique ou à des arguments de sentiments. Le marxisme, plus encore que Marx lui-même, a été sévère pour Saint-Simon, Fourier, et tous ceux qui avaient poursuivi, jusqu'en 1848, leur tâche critique ou constructive. Les condamnations rigoureuses et les épigrammes malignes étaient peut-être de mise dans la phase du combat, lorsqu'il s'agissait de remplacer une orientation par une autre, et de redresser à la fois les idées et la tactique du prolétariat. La clémence

et la sérénité s'imposent après la victoire, et la victoire est désormais acquise ; car ceux-là mêmes qui se réclament de la philosophie de 1840, ont déclaré qu'ils n'en adoptaient que des parcelles, et que, pour tout le reste, ils désertaient les leçons des Considérant, des Leroux et des Louis Blanc.

Le socialisme scientifique est déterministe : il conclut à l'avènement de la propriété collectiviste ou communiste, parce que l'évolution même des forces productives a sapé la propriété individuelle par la base. Il n'écrit pas : ceci est juste ; mais ceci doit advenir. Il constate seulement que la transformation nécessaire du régime économique conduira l'humanité tout entière à la liberté et au mieux être.

Le socialisme scientifique ne s'adresse pas à la générosité des dirigeants, d'abord parce qu'il ne fait pas et n'a pas à faire état du sentiment, et ensuite, parce que pour lui la conscience de chaque génération est sinon préparée, du moins dominée par l'état social ambiant. Il se peut fort bien que la classe dirigeante recèle de nobles esprits, tout prêts à déserter leurs intérêts propres, et à briser leurs attaches familiales et mondaines pour participer à un changement qui réduira la somme des souffrances. Mais les Gracques sont rares dans l'histoire, et l'on énumère comme des exceptions glorieuses, à toutes les phases de l'antiquité et des temps modernes, ceux qui firent défection à leurs castes pour épouser les aspirations et les colères de la classe adverse. En appeler à la bonté d'une oligarchie de naissance ou de fortune, c'est abaisser la dignité de la démocratie qui revendique son

droit, c'est affaiblir son énergie de subversion ; c'est nourrir en même temps la plus nébuleuse et la plus néfaste des chimères, car il n'est pas d'exemples, à travers les siècles accomplis, qu'une aristocratie se soit dépouillée de ses propres mains. On citera le 4 Août : mais trois semaines auparavant le peuple avait dansé autour de la Bastille conquise.

Le socialisme scientifique écarte soigneusement de sa doctrine toute donnée métaphysique ou religieuse. Il est réaliste et positiviste. Il a affranchi le communisme de tous les éléments parasitaires et superflus dont sa conception s'encombrait. A l'architecture touffue, complexe, exubérante que préférèrent les précurseurs, il a substitué les lignes simples d'un style plus net. Il a trouvé sur la terre assez d'éléments et d'arguments à coordonner, assez de faits à étudier et à interpréter, pour s'abstenir de regarder vers le ciel, où se sont forgées toutes les chimères, toutes les déceptions, toutes les servitudes du passé. Il n'a pas mis en présence la divinité, l'homme et les forces de production. Le problème, qui se pose devant le monde moderne, lui a paru assez vaste pour qu'il fût inutile de le compliquer encore. La machine qui grince, le bateau à vapeur qui dévore les Océans, le haut fourneau qui rayonne dans la nuit, la marche cadencée des prolétaires, qui s'enfoncent dans l'usine flamboyante ou dans les galeries souterraines, suffisent à captiver son attention. Il n'a que faire de chercher, dans les nuages du couchant, la manifestation d'une volonté supra-terrestre.

Sur tous ces points, le socialisme utopique, qui

est surtout français d'origine, mais qui n'est point exclusivement français, témoin Owen, est en contradiction avec le socialisme scientifique. Il n'a pas été déterministe, mais optimiste, nourrissant en l'avenir une confiance illimitée, sans savoir sur quels fondements il la pouvait asseoir. A la différence de ces philosophes du XVIIIe siècle qui, par haine du présent, mettaient l'âge d'or dans les temps écoulés, il le plaçait instinctivement dans les temps futurs. Et ainsi s'explique sa tendance curieuse, tendance toujours vivante chez certains de nos contemporains, à tout ramener à ses espérances et à saluer parfois un retour en arrière même, ou un accident insignifiant, comme une chance décisive de rénovation.

Il a cru à l'altruisme universel, ou du moins il a supposé qu'il lui suffirait de faire appel à l'excellence de la nature humaine pour réaliser des prodiges. Fourier, pendant des années, a attendu le merveilleux capitaliste qui implanterait le régime harmonien. Considérant, Leroux, Louis Blanc, Cabet, tout en menaçant la société des pires perturbations, si elle ne secoue point sa sécheresse de cœur, s'efforcent de stimuler chez elle les bons sentiments, et finalement parviennent à se convaincre eux-mêmes de l'efficacité de leur entreprise. Ils demandent à la bourgeoisie de se dépouiller, de sa propre volonté, et de consommer une révolution contre son propre pouvoir. Cette conception se lie à la répudiation de toute violence, au désaveu anticipé de tout soubresaut populaire. Juin 1848 fut, pour le communisme français, même le plus averti, une singulière désillusion.

Le socialisme utopique encore se présente comme le continuateur, ou mieux comme le réformateur du christianisme. Fourier, Saint-Simon, Leroux, d'autres avec eux s'efforcent de discerner la volonté providentielle et d'exécuter les vues de Dieu. A chaque ligne, ils l'invoquent ; à chaque pas, ils font sentir sa toute-puissance, et la théocratie saint-simonienne, si complète avec Enfantin, n'est que l'aboutissement logique d'une doctrine que d'autres n'ont pas osé pousser aussi loin. Mais si, pour délimiter le plan de la société future, il est nécessaire et suffisant de connaître les desseins de la divinité, toute enquête économique est proprement superflue. Fort heureusement le socialisme utopique n'a pas adopté cette conclusion extrême, et il a lui-même rassemblé les matériaux que Marx coordonnera en les arrachant à tout contact étranger.

Quelque contraste que présentent les thèses des utopistes, ou si l'on veut des idéalistes français, avec celles des communistes, elles ne leur sont pas totalement opposées. Les plus récentes ne sont pas la négation des plus anciennes. Au contraire, elles en procèdent le plus souvent et les enveloppent. Si les fouriéristes, les saint-simoniens, la plupart des écrivains de Juillet ont préconisé l'alliance des classes, ils n'en ont pas moins démontré, avec force arguments, l'antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat : s'ils ont évoqué la Providence, ils ont discerné les méfaits de l'anarchie industrielle, dénoncé la dépopulation des campagnes, formulé la loi d'airain, et signalé la concentration capitaliste. S'ils ont professé l'optimisme, ils ont deviné aussi que le monde moderne était

travaillé par de formidables courants sous-jacents, et que le régime de la propriété, champs de luttes incessantes et de dépossessions sans trêve, était condamné à se transformer, de par les antagonismes mêmes qu'il créait et développait. Marx dépasse Louis Blanc, Cabet, Pecqueur, mais les éléments de sa doctrine sont épars dans toute la littérature socialiste de 1840.

IV

La concentration industrielle, qui est l'un des traits dominants de l'évolution économique et qui, étudiée déjà, il y a quatre-vingts ans, par les précurseurs, demeure l'une des bases solides du socialisme, est toujours niée par les libéraux orthodoxes. Ils ont rencontré parfois des concours inattendus jusque dans les rangs de la *Sozialdemocratie*. Bernstein, dans la thèse presque fameuse qu'il a publiée, il y a peu d'années (1), tentait de démontrer que la grande industrie n'a nullement tué la moyenne et la petite, et qu'elle progresse seulement à côté d'elles.

Si l'assertion était justifiée, elle prendrait une importance énorme par ses conséquences. Du coup, les théories formulées en 1848 dans le *Manifeste des Communistes*, apparaîtraient ruinées à la base, ou tout au moins singulièrement ébranlées. Nul ne s'est trompé sur la gravité de l'initiative prise par Bernstein, et c'est pourquoi il a recueilli de longs

(1) *Socialisme théorique et Sozialdemocratie pratique*. Paris, Stock, in-12, 1900.

et compromettants applaudissements parmi les champions de la vieille économie.

Mais la concentration industrielle n'est pas un concept autour duquel il soit permis de batailler en brandissant de pures abstractions. Elle est une loi, ou, si l'on veut, une tendance, un phénomène continu qui se dégage des faits, et c'est exclusivement en consultant des statistiques, et en confrontant des chiffres, que l'on présentera une discussion concluante.

Kautsky, pour l'Allemagne (1), a déjà répondu à Bernstein en prouvant que la grande fabrique s'élevait d'un bout à l'autre de l'Empire sur les ruines de l'atelier ancien. Les petites exploitations, qui figuraient dans l'ensemble de l'activité pour deux tiers en 1882, n'en représentaient plus que la moitié en 1895. La transformation a été formidable dans certaines catégories, telles que la métallurgie ou les industries chimiques qui ont pris outre-Rhin un développement inouï, grâce à leur aménagement même et aux économies réalisées par la réduction des frais généraux.

Le recensement officiel français de 1896 nous fournira tous les éléments nécessaires pour juger les critiques de Bernstein, et il en ressortira une éclatante justification de la thèse marxiste de la concentration.

En 1896, les agents de l'administration ont relevé chez nous 784,240 établissements industriels ; en 1866, le total montait à 1,450,223. Or, la comparaison est absolument exacte, car tous les termes

(1) *Le Marxisme*. Paris, Stock, in-12, 1900.

qui pouvaient la fausser : différences de classification, perte de l'Alsace-Lorraine, ont été éliminés avec soin, et elle a été fondée sur des données strictement identiques. Ainsi, alors que la population a augmenté, que les besoins se sont accrus, que des fabrications nouvelles, plus nombreuses et plus importantes qu'on pourrait le supposer, ont fait leur apparition, le déchet est de près de moitié. Une exploitation de 1896 réunit deux exploitations de 1866.

Mais ce rapprochement d'ensemble n'offre encore qu'une valeur restreinte, car toutes les industries n'ont pas été touchées également par l'évolution ; il en est comme celles de l'alimentation, où l'outillage mécanique ne joue qu'un rôle secondaire ou à peu près nul ; il en est encore, tel l'habillement, où le goût personnel demeure un facteur de premier plan, et qui, par conséquent, sont plus rebelles au changement, et pourtant celles-ci aussi sont atteintes, dans une proportion un peu moindre, il est vrai. Les recenseurs ont noté, en 1896, 245,281 maisons d'habillement et 194,281 maisons d'alimentation, contre 355,812 et 374,558 en 1866 ; pour ces deux chapitres, où les critiques de la concentration prétendent d'habitude puiser des arguments décisifs, la réduction d'effectif est de 289,000. Encore faudrait-il savoir dans quelle mesure les petites exploitations sont liées, inféodées aux grandes. Combien de confectionneurs et de confectionneuses d'habits et de robes ou de chapeaux, autonomes en apparence, dépendent en réalité d'établissements plus ou moins vastes qui traitent avec eux et qui leur interdisent d'entrer en contact avec

le public des consommateurs directs ! Le même fait se justifierait, avec une plénitude plus frappante encore dans l'alimentation. Mais ce champ d'investigations demeure à peu près vierge et force nous est de nous en tenir aux chiffres bruts.

Les deux modes d'activité capitaux dans l'Etat moderne, ceux qui groupent les plus gros contingents de salariés, sont la métallurgie, la filature et le tissage, ou plus généralement la transformation textile. Ici, la comparaison fournit des résultats presque stupéfiants. De 1866 à 1896, les établissements métallurgiques ont fléchi de 1786 à 171, c'est-à-dire de 90 °/o, et les établissements textiles de 151,867 à 37,235, c'est-à-dire de 75 °/o. Combien les assertions de Bernstein paraissent faibles et mal étudiées à côté de statistiques pareilles !

Le commerce lui-même, qui, par nature, pourrait être plus réfractaire au groupement, a suivi une marche analogue. Au cours des trente dernières années étudiées, les magasins d'habillement ont rétrogradé de 83,346 à 31,003, et les magasins d'alimentation de 201,285 à 91,192. Si l'on pouvait douter de ces chiffres, la nomenclature quotidienne ou hebdomadaire des faillites dissiperait toute illusion. En règle générale, tout chef d'exploitation, au début du xxe siècle, représente deux patrons du second Empire. Qu'on s'imagine la progression se poursuivant uniformément, et il n'est point de raison pour qu'elle s'arrête, la concentration quasi-intégrale serait avant longtemps un fait accompli.

Les contingents de salariés réunis dans certaines industries, le nombre des grands établissements qui

s'y sont développés, vont nous fournir de nouveaux éléments d'appréciation.

Les recenseurs ont calculé, en 1896, que sur 3,111,000 ouvriers, 1,122,000 étaient rassemblés dans les exploitations de plus de 100 personnes, 861,000 dans celles de 10 à 100, 1,133,000 dans celles de 1 à 10; c'est-à-dire qu'en France, où la production même métallurgique et textile est relativement plus dispersée qu'en Angleterre, en Allemagne ou aux Etats-Unis, 36 °/₀ des travailleurs relèvent déjà de la grande industrie. La petite industrie, qui représente 85 °/₀ de l'effectif des ateliers, n'englobe que 36 °/₀ de celui des producteurs.

Au total, la France possède 3,668 fabriques ou manufactures occupant plus de 100 personnes, 457 exploitations occupant plus de 500 personnes. La proportion est un peu moins accentuée dans le commerce.

La plupart de ces grandes maisons patronales se trouvent d'abord dans l'extraction minière, où 106 compagnies houillères sur 151 rassemblent de 50 à 500 ouvriers et plus; puis dans la métallurgie et les transformations dérivées, où 100,000 ouvriers se distribuent entre moins de 1,800 exploitations; 31 établissements du fer possèdent plus de 500 salariés, et 51 autres de 50 à 500; 12 établissements de l'acier disposent de plus de 500, et 53 autres de plus de 50; 16 chantiers de constructions navales alimentent plus de 500 travailleurs et 9 autres plus de 50.

L'industrie textile répartit 815,000 hommes, femmes, enfants, entre 37,000 maisons. C'est elle, à proprement parler, qui a inauguré la forme de la

grande production capitaliste, car c'est elle qui a introduit les premiers métiers mécaniques. Les conservateurs croient pouvoir tirer argument, soit du maintien partiel du travail à domicile pour la dentelle (Vosges, Calvados, Haute-Loire), soit du retour de ce même mode, grâce à la diffusion des énergies électriques dans la soierie (Loire, Rhône). Mais il n'y a là qu'une apparence habilement présentée, car la dentellière à domicile est annexée aux grands établissements laïques ou ecclésiastiques qui la rétribuent à des taux de famine, et l'ouvrier tisseur des environs de Saint-Etienne n'exerce pas davantage son autonomie. Il est un simple rouage dans la grande fabrication rubannière.

La filature du lin compte en France 70 exploitations de plus de 50 personnes ; 150 appartiennent au tissage de la toile, 523 à la filature et au tissage du coton, 415 à la soierie. La mégisserie, l'industrie chimique, la verrerie nous fourniraient encore bien d'autres conclusions à l'appui de la thèse de la concentration, mais elle ressortira singulièrement illustrée, d'un tableau que les recenseurs de 1896 ont dressé, comme pour réfuter par avance les allégations de Bernstein. Et pourtant leur intention n'était certes point de livrer des matériaux au communisme.

La moyenne du personnel, par établissement, atteint 467 individus dans la métallurgie du fer et de l'acier, 414 dans les mines, 126 dans la métallurgie du cuivre, du plomb, etc., 124 dans la verrerie, 54 dans la fabrication du coton et du papier. Et si l'on tient compte de ce fait incontestable que les petites exploitations sont de plus en plus absor-

bées dans le rayonnement des maisons puissantes, et subordonnées à leur activité, et que, pourtant, elles réduisent notablement les moyennes, la loi de la concentration s'imposera avec évidence à tout esprit de bonne foi.

Mais il sied encore d'envisager le phénomène sous un autre aspect.

Dans les Etats fortement outillés des Deux-Mondes, les grandes entreprises industrielles se fédèrent et constituent des syndicats de production. C'est un nouveau stade de l'évolution, relativement récent, et qui est venu jeter une lumière singulière sur certaines assertions du marxisme. Cette tendance au groupement se manifeste sous deux formes : le trust et le cartel. Le trust apparaît surtout comme une participation, comme une gigantesque société par actions où viennent se fondre totalement ou en partie, à temps ou à titre définitif, des dizaines et des centaines d'exploitations. Le cartel se définit une entente en vue de limiter la production et de relever les prix. L'un et l'autre s'efforcent de réagir contre les périls de la concurrence, en la supprimant, autant qu'il est en leur pouvoir ; ils aboutissent ou acheminent au monopole, qui sort nécessairement, comme Proudhon l'avait démontré, de la lutte intensifiée des organismes économiques.

Le trust, avec ses énormes armées de travailleurs, qui excèdent parfois cent mille individus, avec ses gigantesques accumulations de capitaux, 2, 5, 10 milliards, qui égalent la fortune publique d'un Etat secondaire, avec son revenu de centaines de millions, avec les innombrables rouages dont il

dispose, est une puissance que les temps modernes ignoraient encore à la veille du xxe siècle. Il accapare toute une production, houille, fer, acier, pétrole, sucre, tabac, et s'approprie à la fois des voies ferrées, des flottes et des cités entières. Il constitue une unité assez forte pour lutter avec l'autorité publique, pour dominer le Parlement, imposer des guerres et rançonner la masse des consommateurs. Les mesures qu'on prend contre lui, les lois qu'on élabore pour résister à ses menaces, sont d'avance frappées de stérilité.

Non seulement, il bafoue l'Etat, mais encore il le disloque. De national, il devient international, vivant témoignage de la caducité des vieilles théories de frontières devant le prodigieux mouvement industriel et commercial qui les brise et les annule. Le trust de l'Océan arrache aux nations européennes, grandes et petites, les réserves de leurs flottes de combat, et M. Pierpont Morgan possède une marine supérieure à celle de l'Allemagne ou de la Russie et presque égale à celle de la France ; il lui suffirait d'armer et de cuirasser ses paquebots pour avoir une des premières escadres du globe, sinon la première.

Le trust triomphe et sévit au Nouveau-Monde. L'Ancien se contente du cartel qui joue déjà un rôle considérable, en agglomérant, sous un statut commun, des effectifs croissants de maisons industrielles. En quatre ou cinq années, il a pris en Allemagne, sous le couvert des taxes douanières et grâce à la complaisance des lois, une extension inattendue. C'est par lui que dans l'Empire germanique, et aussi dans l'Empire austro-hongrois,

autre terre d'élection, les raffineurs de sucre ont pu encaisser des bénéfices scandaleux. Il a été légalisé tout récemment chez nous, en dépit du Code pénal, par une cour d'appel, à propos d'un procès du fameux comptoir de Longwy, et M. Méline en préconise la diffusion, comme le salut de l'activité française.

Le trust et le cartel sont les maîtres de la fabrication moderne. Il serait aussi puéril de prétendre les arrêter que de vouloir sauver la petite industrie et le petit commerce. Tout comme la grande métallurgie ou comme la puissante filature, ils sont les résultats de la transformation économique. Ils vérifient la thèse de la concentration, en attendant que se dressent le trust des trusts, et le cartel des cartels, réalisant, contre la foule des consommateurs spoliés et des moyens fabricants expropriés, la fédération des forces productives, rêvée par Proudhon. Il est vrai que le philosophe des *Contradictions* n'avait pas prévu que cette coopération d'énergies et cette agglomération d'outillage dussent s'effectuer au détriment de la masse, ou de la quasi-totalité des êtres humains.

V

L'anarchie industrielle, agricole, commerciale, dénoncée avec tant de vigueur par Fourier et Considérant demeure l'une des caractéristiques de la société contemporaine. Les syndicats capitalistes, trusts ou cartels, la laissent subsister presque en sa plénitude. D'abord il n'ont pas surgi partout : dans la contrée même où ils se sont le plus large-

ment épanouis, l'Union Américaine, ils n'accaparent guère qu'un quinzième de la fortune publique. Enfin ils ne s'attachent encore qu'à un certain nombre de fabrications, et par suite une vaste zone du champ économique est soustraite à leur action.

Dans l'Etat capitaliste, les initiatives, fussent-elles folles ou exubérantes, se déploient en toute liberté. Chaque producteur entre en lutte avec tous les autres, et s'efforce de les ruiner, au risque de se ruiner lui-même. Comme il a des machines à entretenir, une main-d'œuvre à alimenter, des frais généraux à amortir, il s'ingénie à rendre le plus possible. La connaissance du marché lui échappe, car un individu est incapable d'embrasser, par une statistique précise, le stock des marchandises accumulées ou jetées chaque jour en circulation, et de mesurer par ailleurs l'étendue des besoins. Réussirait-il même à posséder à fond les données nécessaires, pour son pays et ceux qui en sont limitrophes : ses calculs seraient dérangés à chaque instant par la brutale entrée en scène d'une contrée lointaine. Le trust, mieux outillé que les maisons patronales ordinaires, n'est pas plus sûr de l'exactitude de ses combinaisons. Il est à la merci d'une dépression d'affaires qui interviendra à des milliers de kilomètres de son centre d'action, à la merci de la poussée subite d'une communauté neuve, à la merci d'un changement de goût, d'une modification législative, d'une découverte nouvelle. Le syndicat du pétrole serait étrangement lésé par l'extension de l'emploi de l'alcool que préconisent la plupart des gouvernements européens. Le vote

de la convention de Bruxelles disloque les cartels autrichiens et allemands sur les sucres.

Les grandes agglomérations de capitaux peuvent bien, dans une certaine mesure, limiter la production ; encore leur influence ne saurait-elle s'exercer que dans des cas déterminés ; et pour aboutir, ils exigent des conditions multiples qui coexistent bien rarement. Pour signaler un exemple des difficultés qu'ils rencontrent, les propriétaires de houillères depuis une dizaine d'années essaient vainement de passer un accord pour éviter les excédents d'extraction qui précipitent la baisse à travers le monde : on proposait une entente des Français, des Belges, et des Allemands, et de multiples conférences, toutes également stériles, se sont succédé.

L'anarchie économique est donc la maîtresse de l'univers. Autrefois elle sévissait seulement sur la partie occidentale de notre continent ; son aire s'est élargie peu à peu, au point qu'elle a conquis les deux Amériques, l'Australasie, les deux tiers de l'Asie, le pourtour de l'Afrique. Au fur et à mesure que se répandent la colonisation et la civilisation capitaliste, elle apparaît, s'installe, s'exerce. La concurrence qui fut nationale, puis européenne, s'internationalise de plus en plus : les Japonais luttent contre les Anglais, les Russes contre les Américains, les Australiens et les Néo-Zélandais contre les Français et les Danois, les Argentins contre les Hongrois et les Roumains. De là, la permanence et l'intensification des crises.

Certains libéraux, soucieux de disloquer l'une des thèses du marxisme, et derrière eux, quelques

socialistes trop pressés de faire défection, ont contesté l'ampleur croissante des dépressions économiques, ou même plus simplement leur multiplication. C'est fermer les yeux aux phénomènes les plus évidents.

Les crises d'autrefois étaient jeux d'enfants à côté de celles d'aujourd'hui. Elles étaient circonscrites, il y a quarante ou cinquante ans, à quelques départements, à une région, à un Etat. L'interdépendance des peuples n'était pas telle que la souffrance de l'un se répercutât sur tous les autres. Ces catastrophes de l'industrie étaient plus rares aussi, parce que les contrées, où la pléthore pouvait s'affirmer, demeuraient limitées en nombre. Depuis la fin du XIX[e] siècle, elles se succèdent avec une telle rapidité, et embrassent de si vastes espaces habités, qu'elles constituent comme une permanence et une universalité d'angoisses.

Plus une industrie progresse, vieillit, complique son outillage, étend son domaine, et plus elle est menacée. La transformation textile, la plus ancienne des grandes fabrications capitalistes, la plus développée aussi dans les deux hémisphères, puisqu'elle s'est implantée au Mexique et au Japon, en Chine et en Egypte, en Russie et au Chili, et qu'elle s'établit dans toutes les terres colonisées, est en état de surproduction incessante. L'Angleterre, jadis maîtresse du marché du coton, pourvue d'une sorte de monopole, a continué à stimuler le rendement de ses manufactures, quoiqu'elle fût peu à peu débusquée du continent européen, de l'Inde, de l'Extrême-Orient et de l'Amérique du Sud. L'engorgement qu'elle s'est imposé, et auquel elle

ne pourrait se soustraire, pèse sur le monde entier.

La métallurgie suit une carrière analogue à celle de l'industrie textile. Cantonnée d'abord dans le Royaume-Uni et en France, elle a accompli de merveilleux progrès en Allemagne et aux Etats-Unis. L'élan même de ces deux dernières contrées et surtout la construction des hauts fourneaux russes du Donetz ont rompu l'équilibre. Crise permanente aussi et qui a déjà semé la ruine, en assombrissant de plus en plus l'avenir.

Crise plus caractérisée encore, plus généralisée et plus apparente dans l'agriculture, en raison d'une surproduction internationale que chacun signale et déplore. Ici l'anarchie est à son comble, parce que la propriété est plus divisée, et que le producteur n'a même pas les éléments d'informations que réunit l'industriel. L'on fait trop de céréales, trop de vins, trop de sucres, trop d'alcools. Ou tout au moins la génération contemporaine est réduite à des salaires trop bas pour pouvoir acheter et consommer les stocks colossaux qui sont mis à sa disposition. De là les entassements de denrées qui se détériorent dans les greniers et dans les magasins ; de là, l'avilissement des prix dont les cultivateurs, les viticulteurs, les éleveurs se plaignent en France comme en Allemagne, en Italie comme en Hongrie ; de là enfin, la dépréciation continue de la terre, l'endettement du paysan, la croissance des hypothèques, la détresse qui s'étend sur le sol arable, et qui en dépit ou plutôt à cause des progrès techniques, et des perfectionnements d'outillage, promène son dur niveau sur les ruraux du Vieux-Monde

Peut-être les crises frappent-elles moins les regards qu'autrefois, parce qu'elles sont plus fréquentés et plus amples. Elles étaient un mal intermittent; elles sont devenues chroniques.. Elles étaient localisées et spécialisées; elles sont générales et universelles.

Or, le rôle qu'elles jouent dans l'évolution des forces productives, comme dans la marche des sociétés, est suffisamment élucidé par l'histoire du passé. Elles ne restreignent pas seulement, en abattant les faibles, l'effectif des détenteurs de capitaux ; elles ne se bornent pas à verser sans cesse, par l'expropriation automatique qu'elles consomment, de nouveaux éléments dans le prolétariat; elles entretiennent et stimulent les colères sociales, en dénonçant les vices de l'organisation économique, l'impuissance du régime à panser ses plaies. La Révolution de 1789, où les paysans exercèrent une action si décisive fut précédée d'une terrible dépression des cultures ; le sursaut de 1848 succéda presque immédiatement à une crise industrielle et commerciale, qui, provoquée par la transformation subite de l'outillage et la brusque extension des voies ferrées, jeta des milliers d'ouvriers hors de l'atelier. Quels seront les effets des cataclysmes économiques de nos jours à côté des résultats saisissants déjà des catastrophes particulières et limitées des derniers siècles!

VI

La hausse des salaires au cours des cent dernières années a été exploitée nécessairement contre le so-

cialisme. On a cru, en la mesurant de décade en décade, porter une grave atteinte à la théorie de la misère grandissante formulée par certains penseurs.

Personne ne saurait contester la croissance nominale qu'a subie la rétribution de la main-d'œuvre. Dans son rapport sur l'*Economie sociale à l'Exposition universelle de 1900* (lui-même paru en 1903), M. Gide établissait comme il suit le progrès de la rémunération ouvrière, pour la France :

1806	45	(indice de base)
1856	61	—
1880	98	—
1900	103	—

On obtiendrait des résultats assez différents pour la Belgique, mais néanmoins orientés dans l'ensemble vers la plus-value :

1831-40	483	(indice de base)
1871-80	1013	—
1881-90	918	—
1891-1900	1055	—

L'*Office du Travail* a publié, en 1902, une statistique de certains salaires pour des professions et des villes déterminées :

Le maçon qui gagnait 0 fr. 325 l'heure en 1806, touchait 0 fr. 80 en 1900 ;

Le couvreur passait de 0 fr. 55 à 0 fr. 85 ;

Le charpentier, de 0 fr. 30 à 0 fr. 90 ;

Le forgeron, de 0 fr. 50 à 0 fr. 80 ;

Le terrassier de 0 fr. 225 à 0 fr. 55.

A Marseille, le salaire quotidien progressait, entre 1853 et 1901, de 3 fr. 03 à 4 fr. 61. Il s'élevait, à

Dijon, de 2 fr. 31 à 4 fr. 78; à Besançon, de 1 fr. 84 à 4 fr. 21 ; à Toulouse, de 2 fr. à 3 fr. 86 ; à Bordeaux, de 2 fr. 61 à 4 fr. 62 ; à Grenoble, de 2 fr. 31 à 4 fr. 43; à Saint-Etienne, de 2 fr. 70 à 4 fr. 37 ; à Nantes, de 2 fr. 44 à 4 fr. 51. En moyenne il a doublé en quarante-huit ans, mais c'est surtout de 1853 à 1874 que l'élan a été remarquable.

A en juger par ces tableaux, la condition de la classe ouvrière se serait donc notablement améliorée depuis le triomphe de la grande industrie, et loin de s'aggraver, la détresse plébéienne irait en s'atténuant chaque jour. Pourtant M. Gide, dans un rapport officiel, n'hésite pas à reconnaître que le salaire moyen en France : 4 fr. 20 pour l'homme, 2 fr. 20 pour la femme, est proprement insuffisant.

Le salaire s'est augmenté : il n'est point de socialiste qui le veuille nier. On ne mettrait pas en doute, au reste, cette majoration continue, sans faire injure à l'organisation même du prolétariat, et sans proclamer implicitement l'impuissance de l'action syndicale. Ce n'est point un fait indifférent que cette croissance s'affirme exclusivement dans les pays où la classe ouvrière est fortement concentrée. Elle a été, pendant de longues années, nulle en Russie et dans l'Inde ; elle se manifeste au contraire au Japon, où des groupements se sont constitués.

Mais l'exiguïté de la rémunération n'est pas la seule cause du paupérisme prolétarien. Nous n'insisterons même point sur le contraste saisissant qu'offre la misère de la plèbe de l'atelier avec le grossissement de la richesse publique et de certaines fortunes privées. Les accumulations de capi-

taux que les privilégiés détiennent aujourd'hui, surtout dans les contrées anglo-saxonnes, sont hors de proportion avec celles du passé. Nous ne rechercherons point non plus si le salaire réel grandit avec le salaire nominal. Il y a bien longtemps que les communistes ont montré que la plus-value de la rétribution journalière était en grande partie fictive. Le travailleur de nos jours, comme celui d'auparavant, est réduit au minimum; sauf dans les professions où le syndicat peut faire entendre ses volontés. Les besoins réels se sont développés avec une existence transformée, et le prix du logement et de certaines consommations indispensables s'est élevé. La loi d'airain s'exerce aussi activement qu'au temps de Marx et de Lassalle. Si certaines exceptions frappent les regards, elles se rapportent à une prédominance corporative encore très rare. Si l'on invoque, contre la formule proclamée caduque, les différences de rétribution relevées entre les diverses professions et les divers pays, on risque fort de se tromper. Car il est indéniable que tous les prolétaires n'ont pas les mêmes exigences naturelles, que le développement physique ou intellectuel et de multiples autres conditions jouent leur rôle, et aussi que le mode de vie et la valeur relative de la monnaie ne sont pas universellement identiques.

Le mal du paupérisme réside d'ailleurs surtout dans la rareté de l'offre de travail. S'il est des ouvriers qui gagnent trop peu, il en est aussi qui ne gagnent rien, parce que nul ne veut louer leurs bras.

Ce qui tendrait à prouver que l'homme ne peut

subvenir par son seul labeur aux besoins du ménage, c'est que ce ménage est disloqué nécessairement par l'organisation économique. Jadis, la femme et l'enfant ne travaillaient que dans des circonstances fort rares ; aujourd'hui, leur rôle s'élargit de plus en plus dans l'atelier, où ils s'entassent en quantités énormes. Pour prendre le sexe faible seulement, il figurait pour 1.366.000 unités en 1866, dans l'industrie française : son contingent atteignait 2.178.000 en 1896, c'est-à-dire qu'en trente ans plus de 800.000 ménagères avaient été annexées à l'effectif antérieur de la fabrique. Elles se sont distribuées surtout entre les textiles, l'habillement et l'habitation, mais on les trouve jusque dans les métiers les plus pénibles. Encore nos lois aboutissent-elles à les protéger quelque peu. En Belgique, la statistique signale toujours des jeunes filles dans les puits de mines.

La manufacture moderne prend la femme et l'enfant : elle les choisit même à l'exclusion de l'homme, parce que celui-ci, pour se nourrir, exige davantage, et que, par le syndicat, il se défend plus énergiquement. Mais les centaines de milliers d'ouvrières et d'apprentis des deux sexes, qui se sont installés auprès des métiers, ont éliminé progressivement l'ouvrier dont l'énergie musculaire est moins demandée. Alors il émigre vers d'autres ateliers, vers d'autres chantiers, vers d'autres professions, mais il rencontre sans cesse devant lui les mêmes obstacles : une main délicate peut manier tout aussi bien, ou mieux qu'une poigne robuste, les légers rouages du mécanisme contemporain.

Le chômage est d'abord intermittent : puis il se

prolonge jusqu'à ce que l'homme soit versé dans les catégories non qualifiées, qui confinent à l'armée des sans-travail. Chaque mois, le *Bulletin de l'Office du Travail* nous indique les chômeurs par industries : la moyenne, d'un bout de l'année à l'autre, oscille autour de 10 %. Si elle était vraiment justifiée et puisée dans des données assez générales, c'est par centaines de mille déjà que se compteraient les prolétaires dépourvus d'ouvrage. Mais ces statistiques sont fournies par une minorité de syndicats, les mieux organisés, les mieux outillés, et l'on ignore d'ordinaire la proportion du chômage dans les métiers non classés, qui sont en réalité les plus menacés.

Qu'une crise se produise, et les bataillons des sans-travail s'enflent démesurément, comme il y a quelques années à Chicago, comme l'an dernier en Allemagne, comme cette année à Londres, jusqu'à inquiéter la classe dirigeante et le gouvernement, dans leur sérénité.

Le chômage est le grand facteur du paupérisme, Il ne peut que s'accroître peu à peu par le développement du machinisme, par la substitution de la femme et de l'enfant à l'homme, par l'intensification des catastrophes économiques, par l'adjonction incessante d'éléments nouveaux au prolétariat urbain — réservoir de tous les déracinés de la petite propriété agricole et de la petite bourgeoisie. Une société, où un dixième, sinon un huitième ou un sixième de la population, demeure sans salaire devant l'avenir assombri, se condamne d'elle-même. Elle élabore la guerre civile et forge les énergies de destruction. A quoi bon invoquer

la hausse des salaires, lorsqu'il devient de plus en plus malaisé d'être salarié?

VII

La dépopulation des campagnes et l'émigration méthodique des paysans vers les centres industriels apparaissent comme des phénomènes organiques du régime capitaliste. Elles furent dénoncées et déplorées par les publicistes de tous les partis aussitôt après la Révolution française. Owen et Fourier s'en sont préoccupés comme d'éléments décisifs du problème social. Pecqueur, de même, dans son *Traité des Intérêts du commerce*, jetait le cri d'alarme, mais par une fantaisie étrange, il estimait que le divorce de l'agriculture et de l'industrie cesserait avec l'expansion des chemins de fer : « Les campagnes vont se faire un peu villes, et les villes un peu campagnes. » Nombre d'écrivains de la fin du XIXe siècle et de notre époque prêchent le retour aux champs : Ruskin, Tolstoï, Morris, mais ils ne se demandent pas toujours si cette émigration en sens inverse n'est pas incompatible avec les conditions de la vie moderne.

Vandervelde, dans son beau livre : *l'Exode rural* (1), a analysé avec soin cette désertion des terres arables. Rien n'est plus éloquent que les chiffres qui illustrent ce mouvement dans tous les grands pays de production manufacturière. Voici d'abord notre statistique française des trente-cinq

(1) Paris, Alcan, in-8 (1903).

dernières années. En 1866, la population agricole chez nous monte à 53.1 % du total : elle fléchit à 51.4 % en 1876 ; à 46.6 % en 1886 ; à 45.5 % en 1891, et il n'est pas douteux que la réduction ne se soit encore poursuivie depuis. A chaque recensement, on constate la diminution absolue de la densité dans ceux de nos départements où la culture du sol est la principale source de richesse et où les centres de fabriques font défaut. De 1876 à 1891, la population rurale a baissé de 2.91 habitants à l'hectare, tandis que la population urbaine gagnait à l'hectare 5.63 habitants.

Même phénomène aux Etats-Unis, où de 1890 à 1900, l'effectif des campagnes a perdu 5 % ; en Angleterre où dans le même laps de temps, il est descendu de 25 à 23 % ; en Allemagne, où le déracinement est bien plus actif encore ; en Russie, où l'afflux vers les centres, depuis l'ouverture des mines et des hauts-fourneaux du Donetz, et la construction des grands tissages de Pologne, s'affirme avec une prodigieuse intensité. En même temps, les chefs-lieux, les capitales « tentaculaires » se congestionnent au point de stupéfier ceux-mêmes qui leur prophétisaient les plus brillantes destinées. Que de ruines de petites communes rurales représente la croissance de Londres ou de Paris, de Berlin ou de Budapest. Le grossissement est encore plus énorme dans les contrées neuves où la population n'a pu s'enraciner au sillon, les Etats-Unis, et surtout l'Australie et l'Argentine, avec leurs villes maîtresses de Sydney, de Melbourne, de Buenos-Ayres.

Les causes des migrations dans notre Europe,

pour s'en tenir au Vieux-Monde, sont multiples. Les salaires ont bien monté dans les campagnes, en raison même du manque de plus en plus accentué des bras. La moyenne pour les journaliers passait, d'après nos statistiques décennales françaises, de 1 fr. 08 en 1862, à 1 fr. 31 en 1882, à 2 fr. 04 en 1892 (hiver) et de 1 fr. 82, à 1 fr. 98 et à 2 fr. 94 (été). Les laboureurs payés annuellement 256 francs en 1862, recevaient 324 francs en 1882, 360 francs en 1892, et les bouviers au lieu de 230 francs en 1862, touchaient 289 francs en 1882, et 322 francs en 1892. Mais ces rétributions surhaussées ne pourraient suffire à retenir à la glèbe la jeunesse attirée par les rémunérations plus fortes des villes. Chaque fois qu'une grande industrie se crée, minière, métallurgique ou textile, elle lance un appel qui se répercute au loin.

Jadis, le paysan s'attachait au sol parce qu'il pouvait partager son temps entre sa culture et ses fabrications domestiques. Celles-ci subsistent encore, dans une certaine mesure, en Russie, où leur vitalité est pourtant compromise, mais partout ailleurs, dans les contrées économiquement plus avancées, elles périclitent ou sont déjà mortes. Vandervelde nous cite en Belgique diverses productions locales qui ont contribué à retarder l'exode et qui brusquement ont cédé : le tissage de la paille, la filature à main, l'armurerie à domicile du bassin de Liège, la clouterie de la Haute-Semoy. Aujourd'hui, les tisserands de Flandre font quotidiennement quatre heures de chemin de fer pour aller travailler dans les mines du Centre. S'ils sont restés dans leurs communes rurales, c'est

grâce aux coupons de chemins de fer à prix réduits dont ils bénéficient. Mais on peut se demander si pour éviter ce transport pénible, ils n'émigreront pas brusquement en masse. Quelle effroyable surmenage que celui de ces hommes condamnés à rester dix-neuf heures hors de leur domicile !

Cette rupture entre l'agriculture et l'industrie locale, qui est elle-même une des expressions de la division du travail, est une des grandes causes de l'exode rural. Mais il en est d'autres et de nombreuses : l'apparition des machines, batteuses, faucheuses, etc., dont l'effectif va grandissant : 4 millions et demi en France, d'après la statistique de 1892, contre 3.800.000 en 1882 et 3.365.000 en 1862 ; 12.060 moteurs à vapeur en 1892, contre 9.288 en 1882 et 2.849 en 1862, et encore la France est-elle en retard à cet égard. — Puis, la crise agricole, qui jette la désolation, le désespoir, et qui, se perpétuant, substitue peu à peu, comme en Angleterre, le pâturage à l'emblavement ; — enfin la multiplication des moyens de transport qui permet aux journaliers ruraux de se déplacer à peu de frais et d'aller chercher du travail à la ville. Bien d'autres raisons secondaires, comme la transformation du service militaire, seraient encore à invoquer, mais elles sont moins générales, puisqu'elles ne s'exercent guère en Angleterre, en Belgique, et en Hollande, où pourtant la dépopulation des campagnes sévit comme ailleurs.

Si l'on recherche maintenant les conséquences de cette migration vers les villes, elles se résument d'une part, dans le développement du chômage, de l'autre, dans le progrès nécessaire du socialisme.

Les milliers de travailleurs qui, par toutes les routes de terre et de fer, viennent frapper à l'usine et grossir l'offre de bras, contribuent à l'extension du paupérisme. Moins exigeants que les hommes nés dans la cité, ils les refoulent peu à peu et exercent leur concurrence victorieuse jusqu'à ce qu'ils soient vaincus et refoulés à leur tour. En même temps, ils accroissent le contingent du prolétariat socialiste, qui n'est pas intéressé au maintien de l'ordre existant, et obscurcissent l'horizon de la classe dirigeante.

Si même ces agriculteurs déracinés ne se fixent pas à l'ombre de la fabrique, si comme dans la Flandre belge, ils retournent le soir dans leurs agglomérations rurales, ils sont perdus à jamais pour la conservation sociale. Ils en sont au contraire les adversaires les plus dangereux, parce qu'ils rapportent avec eux les idées nouvelles qu'ils répandent parmi les journaliers encore rivés à la terre. L'augmentation des voix socialistes est très frappant dans les districts purement campagnards de la province de Gand. Le même phénomène se constaterait chez nous pour certaines régions du centre, dépourvues de villes importantes, mais dont les habitants s'en vont chaque année travailler à Paris ou ailleurs. La consternation des économistes libéraux devant l'exode rural se justifie donc avec une parfaite précision.

VIII

Les adversaires du communisme ont tiré argument contre lui de la stagnation apparente de la

propriété foncière. Ils abandonnent assez volontiers l'industrie, dont il est trop aisé de leur démontrer la concentration ininterrompue, pour se rejeter sur le domaine agraire. Ils évoquent le paysan, défenseur de l'antique parcelle, arrondissant sans relâche son bien fonds, multipliant sa mainmise sur la terre; ils allèguent la croissance de cette démocratie rurale qui fractionne les latifundia d'autrefois, et qui développe une classe de propriétaires autonomes et hostiles à toute innovation.

Lc problème posé est ample et essentiel. S'il était vrai que l'effectif des détenteurs du sol allât en grandissant et qu'une dispersion des parcelles se produisît méthodiquement sur la surface du territoire, un des principes mêmes — et le plus solide — de la doctrine marxiste, serait partiellement démenti. Il resterait, il est vrai, à prouver que l'agriculture conserve un rôle prépondérant ou décisif dans l'organisation économique.

Ce qui est très frappant, à première vue, c'est la dépopulation des villages. Si le nombre des propriétaires ruraux progressait réellement, cet exode deviendrait inexplicable. Si la démocratie paysanne n'était pas menacée, effrayée par l'évolution, elle resterait sur la terre qu'elle occupe depuis des siècles. Or, il n'en est rien.

En apparence, la propriété foncière n'a pas subi les bouleversements violents qui ont changé la situation de l'industrie. Lorsqu'on se reporte aux statistiques décennales, l'on y apprend que le contingent des détenteurs d'immeubles diminue sûrement, mais lentement. Ils étaient 3,799.000 en

1862, 3.525.000 en 1882, 3.387.000 en 1892. L'expropriation s'opère donc, quoique non sans hésitation.

A côté de ce mouvement, il en est un autre non moins digne d'attention : la toute petite propriété, celle dite du « mouchoir de poche », augmente sa superficie, ainsi que la très grande, à l'autre extrémité de l'échelle; la petite et la grande, à l'inverse, réduisent les leurs.

De ces données, il est permis d'inférer qu'il n'y a pas stagnation, encore moins émiettement, mais concentration. Et ce n'est point tout, et d'autres déductions plus importantes encore s'imposent avec évidence. Dans son livre sur la question agraire, Kautsky les a étudiées avec une admirable netteté d'expression.

La petite et la grande propriété, — d'une façon générale, celle qui comprend les exploitations de 1 à 100 hectares, tend à se restreindre. Elle ne peut plus lutter contre la très grande propriété qui s'arme de puissants capitaux, qui s'adapte aux procédés techniques, qui dispose d'un outillage perfectionné. Nous avons déjà indiqué la progression de l'appareil mécanique pour la France. Elle n'est pas moins saisissante en Allemagne. Partout les mêmes causes engendrent les mêmes conséquences, c'est-à-dire l'éviction des cultures moyennes. Comment celles-ci résisteraient-elles d'une part à la concurrence des latifundia, et de l'autre à la crise mondiale ? A la rigueur, sous la protection des lois douanières, avec les méthodes intensives, le grand agriculteur peut ajourner sa ruine; auprès de lui, celui qui ne travaille que sur quelques hectares n'a

qu'à déserter son champ ou à consommer ses propres produits. Il faut qu'il renonce à les vendre, car son blé est plus cher que celui de Russie ou d'Amérique, et son beurre est éliminé du marché par les fraudes auxquelles la science prête chaque jour des éléments nouveaux.

A côté de la très grande propriété, la toute petite subsiste : association bizarre, mais qui, par ailleurs, se conçoit aisément. Au capitaliste qui achète quelques centaines d'hectares, les journaliers attirés par les villes se refusent de plus en plus. Pour retenir autour de lui les travailleurs, que la machine ne saurait suppléer totalement, il leur facilite la constitution de minces lopins de terre; cette propriété parcellaire et minuscule lui est sacrée, car elle est la condition de sa fortune et de sa domination. Ainsi les domaines infinitésimaux se rangent autour du bien fonds énorme, comme les chaumières des manants, au moyen âge, à l'ombre du château féodal. En réalité, les petits possesseurs, dont la situation est précaire, ne sont que des prolétaires déguisés, et il est fait état de leurs maigres arpents pour grossir la statistique officielle, mensongère, mais spécieuse.

Si l'on interprète donc les chiffres, au lieu de leur accorder une confiance mystique, on s'aperçoit que l'évolution économique, en agriculture, n'est pas en réalité interrompue ou renversée. La même loi préside à la marche des forces productives dans tous les modes d'activité.

Lorsqu'on peut briser la façade décevante de la société et aller au fond, des aperçus inattendus se révèlent. C'est ainsi que, de temps à autre, nous

nous avisons de l'effroyable accumulation d'hypothèques qui pèse sur telle ou telle propriété. Son possesseur juridique n'en avait plus que l'usufruit, ou mieux il la cultivait pour autrui. Tant que la somme des charges hypothécaires n'aura pas été relevée sincèrement par pays, toute déduction définitive sera puérile et illusoire. Kautsky nons enseigne qu'en Prusse, de 1886 à 1895, cette dette a grossi d'un milliard et demi. A combien d'expropriations individuelles correspondrait cette majoration ?

Ce n'est point tout encore. L'agriculture, autonome jusque vers 1880, est de plus en plus subordonnée à l'industrie. Elle ne se borne pas à perdre ses serviteurs ; elle change de caractère. L'évolution, comme d'aucuns l'ont remarqué, revient à son point de départ ; en ce sens que l'activité agricole se relie à l'activité manufacturière ; seulement les situations sont renversées.

Les producteurs de betterave sont les ouvriers de la sucrerie, les producteurs de houblon et d'orge dépendent de la brasserie ; les distilleries, les amidonneries, les laiteries, les fabriques de conserves forment autant de foyers capitalistes auxquels s'assujettissent petites et moyennes exploitations, et il suffirait de socialiser les établissements installés sur les latifundia, ou construits par le grand capitalisme usinier pour socialiser du même coup un nombre considérable de propriétés de faible étendue.

Les économistes libéraux, opposant aux théories marxistes ou communistes la stagnation de l'agriculture, méconnaissent totalement les phénomènes les plus manifestes. Par ignorance ou par mauvaise

foi, ils se cantonnent dans des thèses vieillies, démenties à chaque instant par les réalités éclatantes. Il est permis de conclure que la transformation agricole comme la transformation manufacturière élabore sans relâche les éléments matériels de la cité socialiste.

IX

L'union internationale des prolétaires, préconisée par Marx et Engels dans la phrase terminale du *Manifeste de 1848*, se prépare spontanément sous la pression même des faits économiques. Partout où le capitalisme s'implante, partout où surgit la cheminée d'usine, et où la population s'agglomère autour des métiers ou des forges, apparaît l'antagonisme des classes. Le problème social contemporain naît universellement dans des conditions identiques; le processus de développement est uniforme, exclut toute fantaisie et toute déviation, mais il s'exerce plus hâtif dans les contrées où l'industrialisme s'est installé en dernier lieu. Alors qu'il a rempli quelques dizaines d'années dans l'Europe occidentale, il brûle les étapes au Japon et en Russie où les manufacturiers se dotent de prime abord de l'outillage le plus perfectionné.

Il y a un demi-siècle, cette entente générale des prolétaires des Deux-Mondes, que Proudhon saluait déjà, n'était qu'une prévision à longue échéance. Seules la France et l'Angleterre s'étaient jetées dans la grande production. Ni l'Allemagne, ni la Belgique, ni la Suisse, ni la Scandinavie, ni l'Amérique, ni l'Empire moscovite ne participaient à la

fabrication capitaliste. Aujourd'hui la civilisation nouvelle a passé son niveau sur les deux hémisphères. La bourgeoisie française, anglaise, allemande, avide de débouchés, a saisi, par la force ou par la diplomatie, d'immenses espaces de terres en Asie et en Afrique. Des communautés vigoureuses ont grandi aux Antipodes. La colonisation, qui doit prolonger la puissance et la prospérité de la classe dirigeante, a semé des armées prolétariennes au nord et au midi, au bord des mers de Chine et dans l'extrême Pacifique. La classe ouvrière, dépossédée de ses instruments de travail, dotée de salaires inégaux, infimes dans l'Inde et au Japon, élevés en Australasie ou en Californie, mais partout pressée par le chômage, trace un cercle continu, et l'organisation capitaliste ne souffre plus à côté d'elle aucune forme antérieure. Elle s'est épandue sur l'ensemble des continents et des îles habitées, comme il y a quelques siècles l'organisation féodale sur l'Europe, de l'Espagne à la Russie.

Mais son triomphe mondial détermine contre elle une réaction mondiale qui n'est autre que l'élan du prolétariat international concerté. Les travailleurs connaissent de jour en jour davantage l'étroite solidarité qui les lie les uns aux autres à travers les montagnes et les mers. Ils savent que l'humanité n'est plus divisée en compartiments séparés, en cantons isolés, et ils l'éprouvent trop cruellement lorsque la surproduction américaine vient déchaîner une crise en Autriche ou en Belgique. Ils remarquent que de temps à autre, pour limiter des antagonismes trop ruineux, les grands industriels de deux

ou de plusieurs pays, soit directement, soit par voie diplomatique, négocient des ententes, et ainsi les caractères nouveaux du marché, dont les bornes nationales ont de longue date craqué et disparu, frappent brusquement leurs regards. Pourquoi la convention sucrière de Bruxelles, qui engage les patronats de presque toutes les grandes puissances, n'aurait-elle point sa répercussion dans les milieux ouvriers des grands et petits Etats intéressés?

Les prolétaires vivent partout dans des conditions analogues. De même que la manufacture russe ressemble trait pour trait à la manufacture espagnole ou italienne, le métallurgiste d'Essen pourrait passer au Creusot et à Scraing presque sans s'en apercevoir. L'interdépendance des nations qui ont perdu leur existence propre, qui ne sont plus que les parties d'un grand tout, a créé peu à peu l'unité économique du globe. L'évolution des forces productives a infiniment plus contribué à ces résultats, qui ne se traduisent guère encore dans le domaine moral, que toutes les prédications des philosophies les plus généreuses. Et ainsi le prolétariat jadis fragmenté relie nécessairement ses tronçons; le monde, fractionné jusqu'ici en surface par les conceptions changeantes de la diplomatie, se sectionne en deux couches immenses et superposées, sous l'action invincible de la transformation industrielle.

X

La classe ouvrière mène la lutte, sous deux formes différentes, contre le régime capitaliste. Elle cons-

titue des groupements corporatifs, coopératistes et mutualistes ; elle poursuit l'agitation politique et s'efforce d'accroître l'effectif de ses représentants dans les Parlements.

A l'heure présente, plus de six millions de travailleurs des deux sexes sont affiliés aux syndicats qui ont surgi un peu partout, ici, sous le couvert de la législation, — là, malgré les entraves que l'administration oppose à leur extension. Tel est du moins le chiffre que donnait Gide dans son rapport déjà cité, et il semble plutôt au-dessous de la réalité. L'Angleterre, à elle seule, compte 2 millions d'adhérents ; l'Union américaine, 1,600,000 ; l'Allemagne, 1 million ; la France, plus d'un demi-million, et le Danemark, qui, toutes proportions gardées, se place au premier rang, plus de 100,000.

Ce mouvement gigantesque, qui date, à vrai dire, d'hier, du moins dans la plupart des Etats, s'accentue avec une vitesse vertigineuse. Il est facile d'évoquer la faiblesse relative de la proportion des syndiqués, même dans les professions où ils sont le plus nombreux, comme les mines, les textiles, la métallurgie ; il est aisé de rappeler qu'ils ne sont tantôt qu'un tiers, et tantôt qu'un cinquième ; mais la loyauté commande de confronter les résultats d'aujourd'hui avec ceux d'il y a trente ans, et le contraste est saisissant.

Le syndicat ne se borne pas à vivre d'une existence propre et isolée ; il coordonne ses efforts avec ceux des autres syndicats, soit en formant des Unions, soit en s'inscrivant aux Bourses du travail qui arrivent déjà chez nous au nombre de 86 et qui apparaissent de plus en plus comme des centres nerveux ;

il entre en relation avec les syndicats étrangers et assigne ainsi une valeur concrète à l'entente internationale des prolétaires.

Son influence matérielle et morale est considérable, grandissante, et même incontestée. Partout où il intervient, soit pour aménager la grève, soit pour discuter à l'amiable, il détermine la hausse des salaires et modifie les conditions générales de la tâche. Les institutions annexes de toute nature qu'il suscite autour de lui, cours, bibliothèques, caisses de solidarité, etc., contribuent à affermir l'énergie de combat de la classe ouvrière. Mais, en même temps, l'organisation corporative donne à celle-ci une plus haute conscience de son unité et de sa dignité, et trempe pour l'avenir sa vigueur intellectuelle, en déterminant dans ses rangs la sélection des capacités. Les écrivains qui défendent l'orthodoxie sont obligés eux-mêmes de reconnaître les qualités des secrétaires du Trade unionisme britannique.

La coopération — celle de consommation tout au moins — ne rend pas des services moins signalés aux travailleurs. Non seulement elle leur crée un lien nouveau, mais encore, lorsqu'elle atteint au maximum d'expansion, — comme en Belgique où 189 institutions groupent près de 90,000 membres et font des dizaines de millions d'affaires, — elle fournit à la propagande socialiste le nerf de la guerre, l'argent qui manque si souvent en France, en Italie ou ailleurs, à la veille des campagnes électorales. Si le parti ouvrier belge dispose à la Chambre des représentants d'un effectif parlementaire qui le met hors de pair, il doit ses succès à

son *Vooruit*, à sa *Maison du peuple*, à son *Progrès de Jolimont*, à toutes les coopératives qui consacrent aux affiches, aux brochures, aux réunions, le plus clair de leurs bénéfices.

L'organisation économique du prolétariat ne saurait donc être taxée d'impuissance. Elle est féconde et indispensable, mais ceux qui s'aveuglent sur sa portée, ceux qui veulent tout ramener à elle ou lui attribuer une action prédominante, risquent de verser dans des voies dangereuses.

La Commune de 1871 a condamné le proudhonisme, mais il a revécu dans le syndicalisme que les conservateurs ont essayé de canaliser et d'assimiler. On s'est efforcé de persuader aux travailleurs qu'ils amélioreraient indéfiniment leur sort en formant des groupements professionnels, des mutualités et des coopératives. Bernstein s'est rencontré sur ce point avec des publicistes qui ne se réclament pas, comme lui, du socialisme, et qui ne dissimulent point leur intention de le refouler.

Certains libertaires ont reproché aux syndicats et aux coopératives de susciter en quelque sorte une aristocratie ouvrière et, par suite, de diviser le prolétariat contre lui-même. Il n'est pas douteux que ces organismes ne produisent, par l'élection, une catégorie de dirigeants, de secrétaires, d'administrateurs ; il n'est pas douteux non plus qu'une minorité de la plèbe seule figure dans les Unions, Bourses, etc., et que cette minorité se recrute de préférence parmi les salariés les moins déshérités. Mais les fonctions du milieu corporatif n'étant ni distribuées arbitrairement, ni données à vie, elles ne sauraient nullement dresser une caste de gou-

vernants. Les fluctuations sont trop fréquentes pour que pareil danger soit vraiment à redouter. Quant à l'autre grief, il a été surtout suggéré par l'examen des Trade's Unions d'Outre-Manche qui distinguent les métiers qualifiés et les non qualifiés. Mais il appartient aux ouvriers eux-mêmes de faire leur police, et de briser tout exclusivisme en multipliant l'effectif des syndiqués. En aucun cas, le taux de la cotisation ne peut être une cause suffisante d'élimination.

Des critiques plus véhémentes et plus justifiées devraient être opposées aux syndicats et aux coopératives, s'ils se flattaient réellement de résoudre le problème social. Nous avons défini leurs missions respectives : ils aboutissent de concert à imposer la cohésion aux prolétaires et à les façonner à la lutte ; mais ils demeurent également impuissants à transformer la société et à briser le joug capitaliste, parce qu'ils se constituent et évoluent dans le cadre même du régime actuel. Ils peuvent contenir une majorité, voire une unanimité de citoyens résolus à modifier le mode d'appropriation ; par eux-mêmes, ils ne sauraient faire que la propriété individuelle devienne sociale ou que les machines de toute espèce soient remises à la collectivité. Semblable révolution ne résultera que d'un acte de la puissance publique, et c'est pourquoi, ainsi que Marx, Engels, Kautsky et tous les partis ouvriers des Deux-Mondes l'ont affirmé, l'organisation politique du prolétariat doit se superposer à son organisation économique.

XI

Depuis un quart de siècle, la classe ouvrière lutte pour la conquête des mandats dans les Chambres. Elle a abouti en Allemagne, en France, en Belgique, en Italie, à saisir un certain nombre de circonscriptions et à nommer des députés chargés de la défense exclusive de ses revendications. En général, ses candidats se présentent avec des programmes très nets et qui comportent l'inscription obligatoire des principes admis aux congrès internationaux. Elus par leurs collèges, ils ont d'ordinaire aussi le devoir de constituer une fraction de classe, isolée des autres fractions.

Le parlementarisme, ou mieux l'action parlementaire, à côté d'avantages indéniables, offre des dangers sur lesquels les libertaires ont à maintes reprises, et non sans raison insisté. Les Chambres forment des milieux spéciaux où tous les marchandages se donnent carrière, où les intérêts locaux se coalisent contre les intérêts généraux, où la probité la plus stricte risque d'être ébranlée au contact des intrigues quotidiennes. Le député socialiste y est d'autant plus sollicité que les partis bourgeois cherchent toujours à s'annexer le contingent moralement et matériellement puissant des travailleurs. Les gouvernements contemporains disposent d'innombrables moyens de corruption, pour acheter les suffrages et vaincre les résistances.

Dans l'aventure parlementaire, la loyauté des représentants ouvriers est donc soumise chaque

jour aux plus cruelles épreuves, et derrière elle s'abritent les espérances de millions de déshérités. Qu'elle tombe en une négociation équivoque, et l'avenir du socialisme peut être brisé pour de longues années. Qu'un ministre ou un cabinet réussisse à s'attacher le concours permanent des mandataires du collectivisme ou du communisme, il lui est aisé à la fois de jeter le discrédit sur des auxiliaires qui peuvent être sincères, et de tuer dans la masse la confiance en l'agitation légale. Jamais les conseils nationaux et l'ensemble des prolétaires n'exerceront un contrôle trop méticuleux sur les votes et les actes de leurs délégués à l'œuvre législative ; jamais ces délégués eux-mêmes ne se prémuniront trop soigneusement contre les embûches et les compromissions.

Si le prolétariat entend vraiment conquérir la puissance publique en hâtant les étapes, il s'interdira tout contact avec les éléments de la bourgeoisie. L'antagonisme des classes ne saurait céder devant la collaboration des classes, car celle-ci a déjà fait ses preuves en 1848, entre Février et Juin. Si Bernstein a été vivement critiqué et attaqué, c'est que lui-même portait atteinte à l'un des concepts fondamentaux de la doctrine internationale, en invitant le socialisme à ne point mener la bataille systématiquement contre le libéralisme. D'autres ont prétendu discerner des couches différentes dans la caste possédante et préconisé une entente avec les plus avancées, c'est-à-dire celles qui revendiquaient l'impôt sur le revenu ou la laïcisation de l'enseignement. De là à la participation des socialistes au gouvernement central, en d'autres ter-

mes à leur annexion à l'ordre capitaliste, il n'y a qu'un pas, et le début du xxe siècle nous a offert ce spectacle admirable de collectivistes votant contre le collectivisme, ou encore défendant le budget des cultes, ou encore recevant solennellement un autocrate au nom de l'Etat. L'Allemagne a formulé la théorie, tandis que la France passait à la pratique.

Le socialisme a pour tâche, à coup sûr, de sauvegarder la liberté et l'égalité des citoyens, chaque fois qu'elles sont compromises par une entreprise des forces de réaction. Si dans certaines circonstances, au Palais-Bourbon contre les tentatives dictatoriales, au Reichstag contre les menées agrariennes, en Italie contre les desseins mégalomanes, à Bruxelles contre l'obscurantisme catholique, les bulletins des députés prolétariens se mêlent aux bulletins des libéraux ou des radicaux, il n'y a là que résultat fortuit et rencontre spontanée. Mais l'accord durable est criminel, parce qu'il ne repose que sur l'équivoque et aboutit à une duperie. Comme Kautsky l'a montré, une concentration démocratique, où le socialisme s'inscrit solennellement, conduit toujours à un renforcement de la conservation capitaliste, de quelque étiquette qu'elle se décore.

La doctrine collectiviste ou communiste, à l'encontre de la thèse de Bernstein, est exclusive du libéralisme, parce que celui-ci comporte le maintien de l'économie existante et qu'il entre délibérément en lutte avec les conditions de la production. Si la classe ouvrière envoie des mandataires au Parlement, ce n'est point pour qu'ils pactisent

avec leurs adversaires et consolident leur résistance ; mais pour qu'il évoquent à chaque instant la nécessité de la transformation sociale et l'organisation grandissante de la masse des salariés. Si le socialisme international vise à la conquête du pouvoir, il n'a jamais entendu que ses hommes y pussent accéder un à un : il sait trop bien que le régime actuel subsistera en sa racine profonde, aussi longtemps que le capitalisme sera assez puissant au gouvernement pour lui imposer sa direction.

Qu'une fraction de la bourgeoisie, soit abnégation, soit vision plus claire de l'avenir, soit même conscience nette d'une stabilité de vie trop précaire, veuille passer au prolétariat, il la recueillera comme il reçoit déjà des individus ou des catégories qui préfèrent abréger la transition. A toutes les étapes de l'histoire, chez les Grecs, chez les Romains, à la veille de 1789, des défections personnelles ou collectives ont ainsi brusquement affaibli le milieu dirigeant. Et toujours elles ont surgi comme des symptômes d'une régénération prochaine.

XII

On oppose communément de nos jours le socialisme réformiste et le socialisme révolutionnaire. Il n'y a point de socialisme réformiste, car, par essence et par définition, le socialisme est révolutionnaire.

Cette dernière épithète ne signifie pas que le prolétariat doive nécessairement aboutir à ses fins

par le coup de force et par le bouleversement tumultueux et sanglant; elle veut dire que le communisme vise à une transformation profonde, intégrale, de la propriété qui est la base du régime et aussi que la classe ouvrière revendique pour elle-même la totalité du pouvoir, c'est-à-dire à la fois l'expropriation économique et la dépossession politique de la bourgeoisie.

Les gouvernements républicains, monarchiques, et absolutistes des Deux-Mondes ont, depuis une vingtaine d'années, élaboré une réglementation du travail et entamé l'exécution d'un système plus ou moins complet d'assurances. Ces lois nouvelles, qui mettent, dans une certaine mesure, l'Etat à la disposition de la démocratie de la fabrique, n'ont été nulle part dictées par la conception abstraite et sentimentale de la justice et de la solidarité humaine. En Allemagne et en Autriche, elles ont tendu à refouler le socialisme, en offrant aux masses la séduction d'une protection d'en haut; en France, en Belgique, en Italie, elles ont été instituées sous la pression du socialisme. Le prolétariat conscient et organisé n'a pas d'ailleurs à répudier les mesures qui limitent sa tâche quotidienne, qui lui assurent une hygiène supérieure ou qui lui garantissent le pain de la vieillesse, si minime soit la rente allouée.

Chaque fois qu'un chancelier ou un ministre a proposé un dispositif de législation ouvrière, les députés socialistes se sont efforcés d'en élargir la portée, et, lorsqu'il leur était impossible de le faire amender, ils lui donnaient leurs suffrages pour mettre en échec les opposants, agrariens ou man-

dataires de la grande industrie. Toute réforme qui améliore les conditions du travail, augmente l'énergie de lutte des travailleurs. C'est dans les pays où le prolétariat est le plus écrasé, comme la Russie et l'Espagne, qu'il mène le moins vigoureusement l'attaque contre l'ordre existant. Il peut bien se dresser tout à coup, en un sursaut de misère, faire l'émeute du désespoir et de la faim, comme à Barcelone ou à Riga, mais il retombe ensuite dans sa servitude, incapable de conduire une action concertée.

Le parti socialiste accepte donc toutes les réformes ; il y adhère ; il les provoque, et de fait, s'il n'était toujours présent et menaçant, la législation du travail demeurerait immuable ou nulle. Mais son erreur serait irréparable s'il croyait, par une série de refontes partielles, atteindre à son émancipation économique. Quoi qu'ait dit Bernstein, le mouvement n'est pas tout. Si intense soit-il, il ne saurait faire oublier le but. La libération de la plèbe du XXe siècle ne peut être consommée par des Parlements à majorité conservatrice, par des gouvernements inféodés aux grands industriels ou aux grands agriculteurs. Elle ne se conçoit pas dans le cadre de la société actuelle. Elle ne peut résulter que de l'effondrement du statut social, et ce ne sont point des Chambres radicales, ou des Reichstags libéraux qui fonderont la propriété collective et abrogeront le salariat. Le réformisme a ses limites qui sont celles du régime lui-même

XIII

Mais révolution n'est pas insurrection armée. Aucun socialiste, à l'heure où nous écrivons, ne caresse la chimère d'un soulèvement qui, surgissant à jour fixe, après une préparation officielle ou secrète, s'attaquerait aux pouvoirs constitués. Bernstein a peut-être trop insisté sur la répugnance qu'Engels professait à la fin de sa vie pour la tactique des barricades ; mais il est indéniable que les conditions de la lutte sont changées.

Lorsque Blanqui mettait en pratique la méthode à laquelle son nom s'est attaché, il y a une soixantaine d'années, il se bornait à reprendre la tradition de la petite bourgeoisie de 1793. Paris était alors un lacis de petites rues où les grandes batailles étaient impossibles, où quelques bandes d'hommes déterminés pouvaient, comme à Saint-Merri, faire tête à des régiments entiers. La prise d'armes était, au reste, le seul moyen d'action de ce temps, puisque toutes les libertés, et celles de la presse et de réunion en première ligne, étaient systématiquement refusées. Toute propagande était interdite comme un crime, et le régime de Metternich, accablant outre-Rhin, un peu atténué en France, prétendait comprimer la démocratie par le terrorisme.

De plus, pour s'en tenir à notre pays, Paris, vers 1835, n'était pas seulement le centre administratif de l'Etat ; il était le cerveau de la nation, le foyer de toute vie intellectuelle. Qui avait Paris avait la France, et cette vérité fut surabondamment démon-

trée en Juillet 1830 et en Février 1848 ; Juin 1848 ébranla cette notion qui fut dissoute totalement en 1871. Paris compte peut-être un peu plus encore que Lyon, Lille ou Bordeaux, mais une insurrection victorieuse dans la capitale, et qui tournerait contre elle ou qui laisserait indifférente la population des autres grandes villes ouvrières, serait vouée à un refoulement presque immédiat. Deux des concepts secondaires de Blanqui ont donc été annulés par le déroulement même des temps, mais dans la pensée du vieux révolutionnaire, la prise d'armes et la mainmise sur Paris n'étaient que les moyens de la conquête des pouvoirs publics. L'objectif subsiste ; avec la diffusion de l'instruction, la formation d'un prolétariat organisé du Nord au Midi, l'universalisation du suffrage, l'extension des libertés primordiales, les procédés anciens ont été partiellement frappés de caducité.

Le soulèvement armé n'est donc plus préconisé par personne : Kautsky estime même qu'il serait en beaucoup de cas périlleux, parce qu'il pourrait amener une répression désastreuse et aussi écarter du socialisme les éléments encore mal assimilés. Plus les années s'écoulent, et plus on se convainc que, dans les contrées où la classe ouvrière est fortement constituée, et où les libertés existent de longue date, l'insurrection violente ne saurait être une méthode d'action. Par contre, elle répondrait nécessairement au coup d'Etat, ainsi qu'Engels l'a montré, si un empereur ou un ministère voulaient enrayer une expansion de l'idée socialiste par une atteinte aux droits acquis. Plus le prolétariat progresse en cohésion et en vigueur intellectuelle, et plus il

comprend que sa poussée est invincible. A l'heure dernière, il pourra hésiter entre un 10 Août et un 4 Septembre ; mais l'attitude de la classe possédante, acculée à la soumission ou à la guerre de rues, lui dictera son propre choix.

XIV

Il ne nous convient pas de discuter ici le problème de l'efficacité d'une grève générale. En principe, on ne peut ni l'approuver, ni l'improuver ; elle offre des dangers si elle n'a pas été précédée d'une suffisante préparation, et si, mal concertée, elle dégénère en désordres tumultueux et sans but ; mais elle apparaît aussi comme l'une des armes les plus puissantes que l'évolution ait mises entre les mains des travailleurs. Il est remarquable que les publicistes du milieu du siècle n'aient jamais envisagé dans leurs écrits l'hypothèse d'un chômage qui engloberait des millions d'hommes, et qui, suspendant toute activité, paralyserait la vie nationale et internationale. C'est que la notion de la grève générale ne peut correspondre qu'à un état économique avancé, — caractérisé par une concentration intense des capitaux, par une conscience de classe fermement assise. Ces caractères se dessinent et s'affirment chaque jour dans l'Europe occidentale et dans l'Union. Lorsqu'ils auront éliminé tous les traits adverses qui subsistent encore à côté d'eux, l'arrêt prémédité des bras et des machines dans tous les centres grands et petits ressortira comme une conséquence logique des transformations intervenues.

Mais alors aussi la classe ouvrière sera prête à prendre le pouvoir, car la grève générale ne peut être que la préface de la conquête de la puissance publique, et rien ne serait plus inutile que de tout interrompre et de tout bouleverser, si les prolétaires n'étaient résolus à utiliser du même coup, pour la reconstruction sociale, les éléments qui se sont formés spontanément, en dehors d'eux, par le seul jeu des forces productives.

Les chômages qui ont éclaté dans ces derniers temps ne méritaient pas le nom de grèves générales, car ils ne se sont jamais appliqués à toute l'étendue d'un pays, ni à l'universalité des professions. Ni en Espagne, ni en Belgique, ni en Hollande, ils n'ont pris une extension assez grande pour correspondre à la conception nouvelle. Que si même elle pouvait se réaliser quelque part et subir une défaite, cet échec ne signifierait rien contre elle, car les expériences politiques et sociales triomphent rarement du premier coup. Et toute l'histoire du siècle écoulé se dresse à l'appui de cette assertion. Il est puéril de grossir les inconvénients de la grève générale et d'essayer d'en dissuader les travailleurs, parce qu'elle jaillira un beau jour, avec une force invincible et une nécessité inéluctable, du concours même des circonstances et des phénomènes économiques.

XV

Comment le prolétariat s'emparera-t-il de l'Etat et quels devront être ses premiers actes? Peu nous importe encore. A plus de cinquante années d'in-

tervalle, Cabet et Deslinières ont voulu lui tracer son programme de mesures immédiates. Il faudrait savoir, pour s'aventurer en de telles prévisions, comment s'affirmera son accession à la puissance publique, quelles batailles il devra livrer, quels appuis, quelles résignations, ou, au contraire, quelles ardentes oppositions, il trouvera autour de lui.

Tout ce qu'on peut avancer, c'est que son décret primordial et décisif, celui sans lequel les autres seraient annulés par anticipation, édictera la socialisation des instruments de production. S'il procédait autrement, s'il se confinait d'abord dans les besognes secondaires, il risquerait d'être pénétré, enveloppé encore par les débris des dirigeants de la veille, et son œuvre serait précaire et languissante. La révolution qu'il poursuit peut être politique en ses moyens ; elle se retournerait contre elle-même, si elle ne passait pas, sur le champ, à la partie capitale de sa tâche.

Mais, en même temps, les prolétaires étonneront le monde par leur humanité. Ils se souviendront qu'ils ne luttent pas seulement pour substituer une classe à une autre classe dans l'exercice du pouvoir, mais pour supprimer toutes les distinctions, toutes les oppositions, toutes les haines sociales que le capitalisme a maintenues ou exagérées. Ils pourront être d'autant plus cléments qu'ils frapperont le régime ancien dans sa base même et, qu'une fois extirpé, il ne saurait plus renaître. Les hommes deviendront impuissants à la réaction, ou mieux cette réaction ne se comprendrait plus, lorsque les institutions actuelles seront tombées, et elles fléchiront nécessairement et spontanément

lorsque la classe ouvrière se sera rendue maîtresse de la direction de toutes choses. Rien ne serait plus inutile que le terrorisme, une fois la propriété remise à la communauté, puisque tous les citoyens seront désormais liés par la solidarité étroite des intérêts.

XVI

On a reproché à Marx et à Engels d'avoir émis des prévisions inexactes sur la date de la transformation communiste. Bernstein a développé ce grief fort complaisamment dans son livre. Mais il commet une erreur plus grave et plus condamnable en ses conséquences, lorsqu'il grossit à plaisir la force de résistance de la classe possédante.

Il est vrai que le prolétariat est divisé, qu'il comprend une fraction déjà consciente et organisée, et une autre fraction encore ignorante et amorphe, mais la première augmente chaque jour au détriment de la seconde, et c'est précisément à en accroître l'effectif que vise la propagande économique et politique du socialisme.

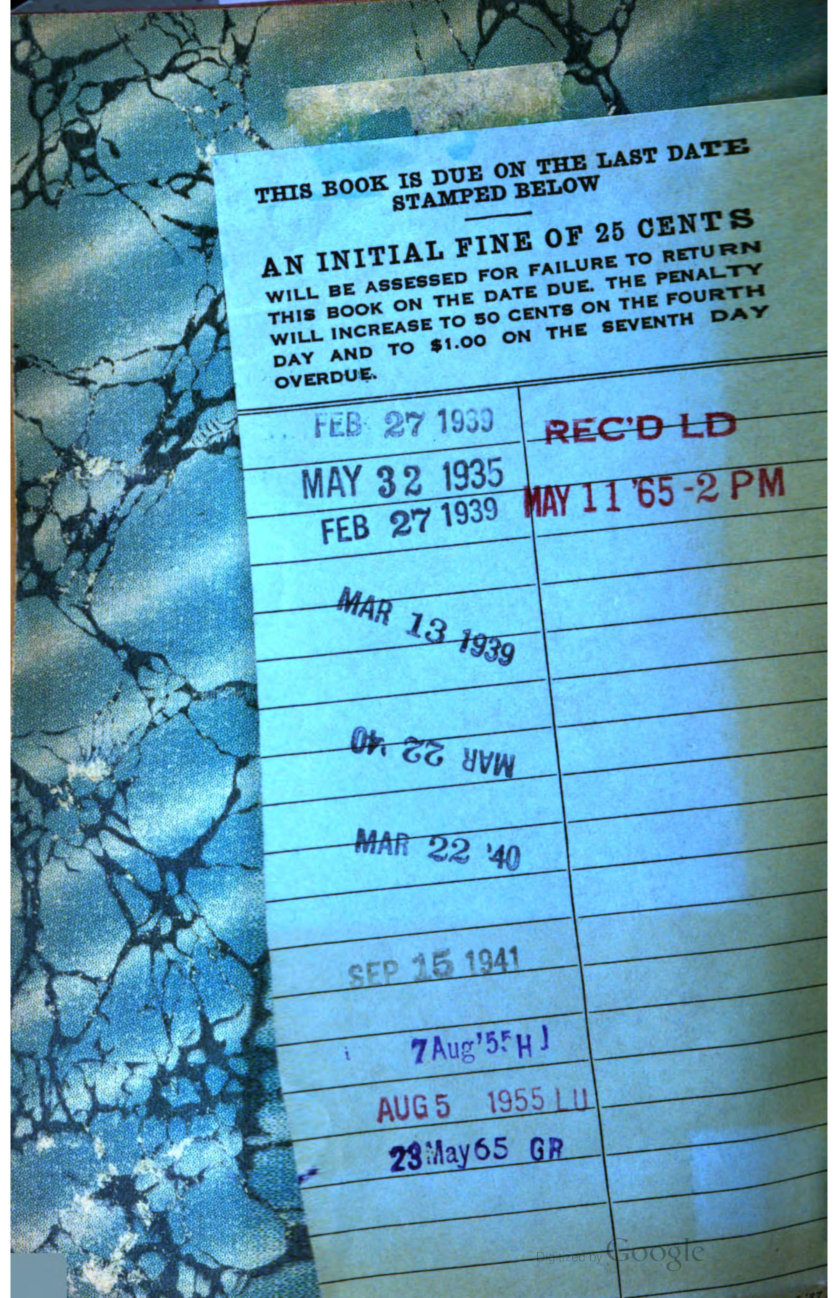
D'ailleurs, la bourgeoisie, elle aussi, est divisée, au moins sur le choix des moyens à adopter pour sauvegarder l'avenir. Troublée, affolée par la poussée des travailleurs, elle hésite entre la répression à outrance et les concessions timides, et souvent même elle associe les deux systèmes. Mais elle est condamnée à périr, parce qu'elle a perdu également la confiance et l'énergie de vaincre. Elle évoque dès aujourd'hui, dans la plupart des contrées civilisées, les souvenirs de Louis XVI qui voulait

introduire des troupes dans Paris, et qui n'osait pas, qui finalement les appelait, mais trop tard pour dompter le soulèvement populaire.

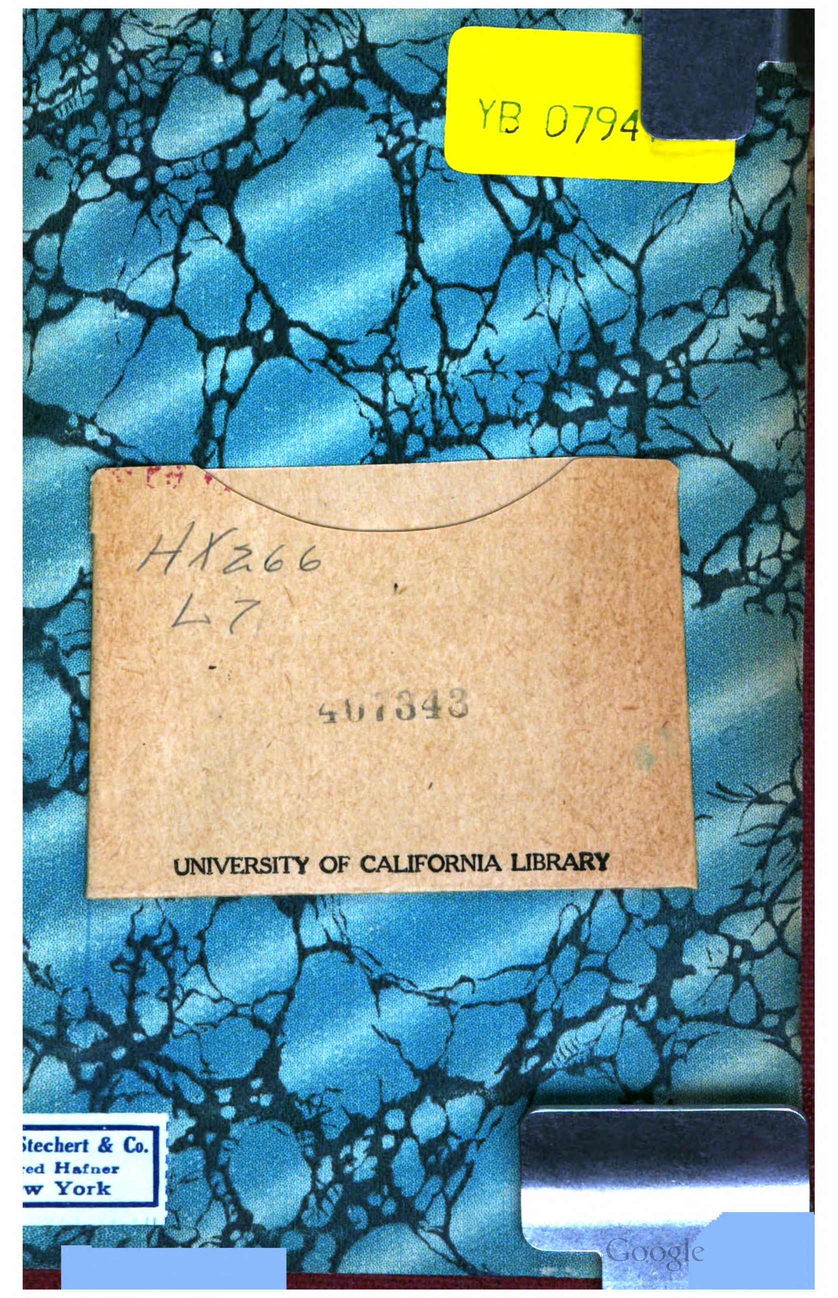
Au surplus, le prolétariat élargit incessamment ses cadres, tandis que la classe possédante restreint sans relâche les siens. L'évolution puise chaque jour dans celle-ci des éléments qu'elle rejette dans celui-là. Le nombre des personnes qui sont intéressées au maintien de l'ordre existant et qui nourrissent la volonté de le protéger se réduit de plus en plus. Il ne se soutient déjà plus que par un prodige qu'on s'explique à peine. Et sa fragilité même, l'incertitude de ses fondements, l'exiguïté de son armée de défense, l'apparence toujours plus oligarchique qu'il revêt, attestent à la fois la justesse des thèses communistes du milieu du siècle et la légitimité des impatiences ouvrières.

TABLE DES MATIÈRES

N. 9040. — IMPRIMERIE DE CHOISY-LE-ROI



THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE STAMPED BELOW
AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY OVERDUE.
FEB 27 1939
MAY 3 2 1935
FEB 27 1939
MAR 13 1939
MAR 22 '40
MAR 22 '40
SEP 15 1941
7Aug'55HJ
AUG 5 1955 LU
23May65 GR
REC'D LD
MAY 11 '65 -2 PM


YB 0794
HX266
L7
407343
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
Stechert & Co.
ed Hafner
w York
Google

